Jean-Paul Ney & Laurent Touchard

# LE LIVRE NOIR DU TERRORISME

Réédition numérique
Commémoration 11 septembre 2011

Que savent les Etats?
Que nous cachent-ils?

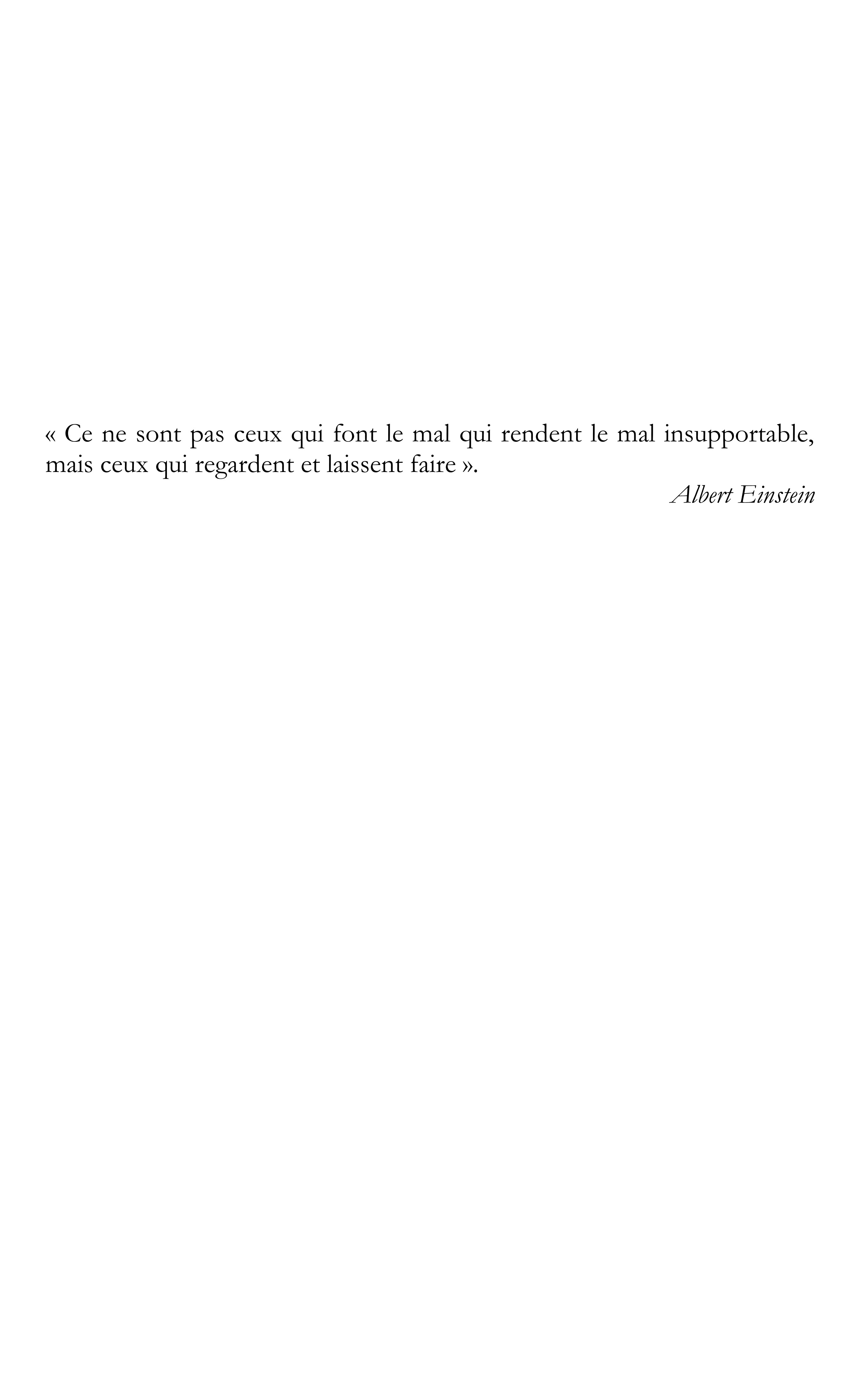
## Préface de Yves Bonnet
## Ancien directeur de la DST

Ouvrage édité et offert par 

# LE LIVRE NOIR DU TERRORISME

*Ce livre est dédié à nos familles et nos amis, il l'est aussi à toutes ces victimes innocentes du terrorisme fanatique et aveugle. Des travaux dédiés à tous ceux qui combattent le terrorisme au prix de leur vie.*

*Jean-Paul Ney & Laurent Touchard*



« Ce ne sont pas ceux qui font le mal qui rendent le mal insupportable, mais ceux qui regardent et laissent faire ».

*Albert Einstein*

# I ) COMPRENDRE LA MENACE TERRORISTE

***« Celui qui aura fait des oeuvres pleines dans la balance aura pour demeure le paradis. Mais, celui qui aura fait de moins bonnes oeuvres aura pour demeure le fossé. Le fossé est un feu ardent »***
101e sourate du Coran.

## DEFINIR LE TERRORISME

### Le terrorisme et ses origines

Le Département de la Défense américain définit le terrorisme comme étant « *L'utilisation calculée de la violence ou de la menace de violence afin de susciter la peur, dans des buts généralement politiques, religieux ou idéologiques* ». Pour le Département d'Etat, le terrorisme est « *un acte violent prémédité, commis à des fins politiques contre des cibles non combattantes (civils, personnels militaires non armés et/ou pas en service, attaques contre les personnels armés et les installations militaires n'étant pas en situation d'hostilité militaire) par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins, et dont le but est généralement d'influencer une population ; quant au terrorisme international, il représente un terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus d'un pays ; on appelle groupe terroriste tout groupe recourant ou ayant des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international* ». Enfin, la France a établi sa propre définition, indiquant qu'il s'agit d'une « *entreprise délibérée tendant, par l'intimidation ou la violence, à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire national à l'autorité de l'Etat* ».

Jacques Baud, dans son ouvrage l'Encyclopédie des Terrorismes[1], distingue différentes formes de terrorismes. Du terrorisme de droit commun - tels que les réseaux de criminalité organisée : Organizatsiya en Russie, mafias italiennes, narcotrafiquants de Colombie, du Mexique - en passant par le terrorisme politique - avec par exemple, l'IRA -, par le terrorisme à cause unique - dont les actions violentes sont menées au nom d'une idée plutôt que de convictions politiques, à l'image de certains groupes anti-avortements, racistes, écologistes -, jusqu'au terrorisme religieux. Il précise également la définition du Département de la Défense, indiquant que le terrorisme « *n'est ni une idéologie, ni un objectif politique, ni une fatalité. C'est une méthode de combat. Une méthode que l'on peut réprouver, et dont la légitimité se trouve davantage dans les objectifs politiques que dans les objectifs opérationnels.* »

---
[1] Encyclopédie des Terrorismes, Jacques Baud, éditions Lavauzelle 1999 et 2003 pour la dernière édition.

Le terrorisme est à la fois un mode d'expression et un mode d'action au service d'une cause. Mode d'expression sans dialogue possible et mode d'action aveugle selon les uns, rhétorique d'une justice pour laquelle les dommages collatéraux sont inévitables selon les autres… Abdul Rahman Khader, fils d'un lieutenant de Ben Laden rapporte l'ambiance et les propos de son père suite aux tragédies du 11 septembre 2001 : « *Quand on a découvert les images, tout le monde riait. (…) Il me disait qu'ils devaient frapper l'Amérique. (…) Il répondait alors : ces innocents paient des impôts et le gouvernement, avec, achète des armes pour tuer des musulmans. Nous frappons l'économie américaine et il y a des dommages collatéraux*.»[2]

Les premiers assassinats politiques et religieux se sont certainement produits dès l'instant ou l'homme s'est organisé en société, avec une hiérarchie. Probablement bien avant la sédentarisation de ces sociétés. Jean-Marie Pelt analyse parfaitement le mécanisme du pouvoir : « *La prééminence du chef est une donnée très forte, qui se manifeste à partir de l'organisation des animaux supérieurs. Dès que la collectivité est structurée et organisée, se dégagent des chefs, généralement au cours de combats (…) Dans la plupart des cas cependant, le chef s'impose surtout par la force de son poing ou des ses arguments* »[3]. Mécanisme qui conduit souvent à utiliser le terrorisme pour régner ou contrer l'influence de rivaux. Dans l'Antiquité, les Zélotes - juifs opposés à l'occupation romaine en Palestine - recourent à ce qu'il conviendrait d'appeler aujourd'hui du terrorisme. La secte des Assassins musulmans emploie aussi de telles méthodes, notamment contre les Croisés, au Moyen-Age.

Mais c'est en pleine Russie tsariste que se développe le terrorisme moderne, dans la seconde moitié du XIXe Siècle. Les actions menées par les nihilistes, ainsi que se désignent les premiers révolutionnaires russes, aboutissent à la révolution de 1905. Netchaïev, le premier chef des nihilistes, estime que tout est permis pour atteindre les buts fixés. Il va jusqu'à assassiner un de ses complices qui le suspecte d'être davantage un mythomane qu'un chef de valeur. Netchaïev meurt finalement en prison en 1882. Toutefois, sa relève est assurée. Véra Zassoulitch commet certainement le premier acte terroriste moderne, en tirant sur le général Trepov, préfet de police de Saint-Pétersbourg, le 5 février 1878. Ainsi débute la longue et sanglante chronologie des attentats. De 1878 à nos jours. Des balbutiements des nihilistes à l'hyperterrorisme de la mouvance *al-Qaïda*. Durant toutes ces années, des noms comme Ravachol - anarchiste français -, Gavrilo Princip - assassin de l'archiduc d'Autriche-Hongrie François-Ferdinand, dont la mort aura pour conséquence le déclenchement de la Première Guerre Mondiale -, Vlada - meurtrier du roi Alexandre de Yougoslavie, à Marseille le 9 octobre
1934 - … Puis, survient la Seconde Guerre Mondiale…

---

[2] Envoyé Spécial du 18/03/2004.
[3] Diplomatie Magazine n°7, février-mars 2004, voir aussi La Loi de la jungle, par Jean-Marie PELT, éditions Fayard, 2003.

**Le terrorisme pendant la Guerre Froide**

Afin de combattre le nazisme depuis les pays occupés, la Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure les Etats-Unis, soutiennent différentes organisations politico-militaires. Dans toute l'Europe occupée, en Chine, aux Philippines. Pour former ces combattants civils, Britanniques et Américains engagent des unités spéciales : *Special Air Service* (SAS), commandos de l'*Office of Strategic Service* (OSS), ancêtres plus ou moins directs des SOG et autres *Special Forces* modernes. Ils parachutent également des armes, des moyens de transmissions, de l'argent… Ces alliés majeurs s'efforcent, avec des fortunes diverses, de prendre le contrôle politique des mouvements qui se développent. Le mot d'ordre de l'organisme britannique chargé d'organiser la subversion, le *Special Operation Executive* (SOE) est alors « *Set Europe ablaze*[4] ». Lorsque s'effondre le régime nazi, puis l'hégémonie japonaise en Asie du Sud-Est, nombre de ces mouvements refuse d'accepter les autorités d'après-guerre. Au contraire, ils leur disputent le pouvoir. Dès la fin 1944, les Britanniques sont confrontés aux partisans communistes en Grèce. Les partisans de Tito en Yougoslavie prennent le pouvoir. En Italie, les mafias, soutenues par les Américains, contre Mussolini, se développent comme jamais auparavant. De la chute des Philippines - début 1942, plusieurs semaines après l'invasion nippone - jusqu'en 1945, les Huk livrent un combat sans merci aux Japonais. En 1948 ils entrent en lutte armée contre les autorités de Manille appuyées par Washington.

Ces confrontations entre guérillas et gouvernements légaux sont renforcées par l'antagonisme Est-Ouest, né de la Guerre Froide. L'Union Soviétique entreprend de soutenir plus ou moins activement - selon l'éloignement géographique - les partis communistes locaux, tandis que Washington, timidement secondé par la Grande-Bretagne en plein marasme économique, fournit un appui aux groupes et mouvements de droite et d'extrême droite. L'*Ukrains'ka Povstans'ka Armiia* (UPA) combat les communistes en Ukraine et Pologne jusqu'en 1950. A l'autre bout de la planète, la guérilla communiste de Mao écrase les forces du *Kuomintang*. Plus le monde s'enfonce dans la Guerre Froide, plus les grandes puissances s'affrontent par pays et par guérillas interposées. Et souvent, Etats et guérillas du Tiers Monde n'hésitent pas à user du terrorisme. Celui-ci s'institutionnalise d'ailleurs. Comme méthode de combat non conventionnelle, il s'inscrit dans la panoplie de moyens utilisables en cas de guerre. Le KGB dispose de ses services spéciaux. Les *Spetsial'novo Naznatcheniya – Spetsnaz*, ou Troupes à Usage Spécial - qui dépendent de la 5e Direction du service de renseignement militaire soviétique, le *Glavonoe Razvedivatel'noe Upravlenie* (GRU) peuvent mener de véritables actions terroristes. Vladimir Rezun, alias Viktor Suvarov, transfuge du GRU en 1978, détaille cette menace[5]. Même s'il l'exagère, elle est toutefois réelle.

---

[4] *Mettez l'Europe à feu.*

[5] Soviet military intelligence, par Viktor Souvorov, Londres 1984.

L'OTAN et les Etats-Unis ne sont pas en reste. Ils organisent des réseaux « *stay-behind* », en l'occurrence des structures clandestines maintenues en sommeil. Des militaires de réserve constituent le noyau de ces organisations. Il est prévu de les activer en cas d'invasion du pays par les forces de l'Armée Rouge, ou bien de coup d'état communiste. Outre une mission de renseignement, ces réseaux doivent organiser la résistance derrière les lignes ennemies et initier de véritables campagnes terroristes contre l'occupant et les sympathisants locaux. Les réseaux *stay behind* se développent également en dehors de l'espace géographique de l'Alliance Atlantique : en Autriche, en Suède et en Suisse. En Corée du Sud, en réponse à la tentative d'assassinat du président Park Chung-hee par un groupe de 31 Nord-Coréens, les services de renseignement sud-coréens constituent leur propre commando, également de 31 hommes, avec la mission de tuer Kim Il-sung dans des attentats suicides à la bombe. L'abandon de la mission et la décision d'en éliminer - purement et simplement - les membres provoque leur mutinerie. Version sanglante de l'arroseur arrosé, les hommes du commando tentent d'assassiner Park Chung-hee. De 1951 à 1954, le ministère de la Défense sud-coréen indique que 13.835 militaires reçoivent une formation pour mener des actions clandestines en Corée du Nord, incluant des assassinats. Au moins 5.300 de ces agents auraient été tués une fois infiltrés au Nord…

Le terrorisme institutionnel est bien plus qu'une possibilité conditionnée par l'éclatement d'une guerre mondiale. Les grandes puissances et leurs alliés y ont recours presque systématiquement. Le programme *Phœnix*, mené par les Etats-Unis au Vietnam et au Vietnam du Nord, à partir de 1967, le démontre parfaitement. Dans le cadre de la lutte contre les communistes vietnamiens, des éléments issus d'unités spéciales américaines[6] ou sud-vietnamiennes[7], sèment la terreur dans le camp adverse. Pas uniquement par des assassinats comme le veut la légende, mais aussi par le biais d'actions politiques et de propagande. Le programme *Phœnix* s'imbrique dans toute une série d'opérations clandestines, menées bien avant 1967. Egalement avant ce programme, dans les années 1960, la CIA tente de faire assassiner Fidel Castro à plusieurs reprises. Quant à la France, elle combat le FLN avec des méthodes similaires à celles de l'organisation algérienne : postes de radios piégés, assassinats… En 1957, le SDECE[8] fait abattre Marcel Leopold, en Suisse. Celui-ci fournissait des explosifs au FLN. La formule lapidaire de Charles Pasqua, « *Il faut terroriser les terroristes* », n'a jamais été aussi vraie que durant la Guerre Froide.

Les pays de l'Est ne peuvent pas non plus être qualifiés d'enfants de cœur. Toute une série d'assassinats ont pour but de terroriser les dissidents politiques qui s'expriment de l'autre côté du Rideau de Fer… A cet effet, les moyens les plus

6 Special Forces, SEAL
7 Luc Luong Dac Biet (LLDB, équivalent sud-vietnamien des Special Forces), Lien Doi Ngoui Nhia, (LDNN, équivalent sud-vietnamien des SEAL), Provincial Reconnaissance Unit (PRU)
8 Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage, aïeul de la DGSE.

divers sont utilisés : pistolet au cyanure pour le meurtre de deux nationalistes ukrainiens, système de projection d'une capsule de ricine camouflée dans un parapluie, pour tuer le Bulgare Georgi Markov, projet de Staline d'attenter à la vie de Tito avec des projectiles infectés par le virus de la peste pulmonaire... Lorsque le KGB ne délègue pas les tâches, ses propres services spéciaux, les *Osobyy Otdyel'* (OO) sont chargés des assassinats. Entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, le KGB/SVR a probablement disposé de pastilles de substances radioactives, susceptibles de provoquer des cancers. Et si la Corée du Sud utilise le terrorisme comme méthode de combat, elle ne fait que suivre le chemin tracé par la Corée du Nord. Tout au long de la Guerre Froide, plusieurs unités qui dépendent du Département des Opérations, infiltrent des agents clandestins au sud. Certains terroristes nord-coréens opèrent même bien au-delà des frontières de la péninsule. Le 29 novembre 1987, un Boeing de la *Korean Airline* disparaît au large de la côte birmane, suite à un attentat à la bombe. Cette action aurait été organisée par une espionne de Corée du Nord, que certains accusent également d'être une « créature » des services sud-coréens…

Outre le terrorisme institutionnel « direct », les deux blocs soutiennent des groupes terroristes, ou des mouvements de guérilla adeptes du terrorisme. Ce soutien se fait éventuellement par pays interposés, mais toujours avec les encouragements discrets de l'un des deux grands. La République Démocratique Allemande (RDA) est l'un des alliés de l'URSS le plus impliqué dans cette aide aux groupes terroristes. La Division Principale XXII du *Ministerium für Staatssicherheit*[9] (MfS ; Ministère de la Sécurité d'Etat), officiellement chargée de la lutte contre le terrorisme international, assure en fait l'appui logistique à des groupes terroristes d'extrême-gauche, dont la *Rote Armee Fraktion* (RAF ; Fraction Armée Rouge), palestiniens, comme le groupe *Abu Nidal*. Cuba fournit une aide aux terroristes de l'ETA en Espagne, à des mouvements de guérilla d'Amérique latine…

Les pays occidentaux de l'Est ne sont pas les seuls à soutenir le terrorisme. Forts de la sympathie de l'Union Soviétique, de nombreux pays moyen-orientaux ou d'Afrique épaulent des organisations terroristes. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme. Elle est aussi parfois motivée par une idéologie religieuses. La Libye s'est particulièrement impliquée dans les années 1980. Elle a financé et armé des groupes terroristes, formés certains de leurs membres aux techniques militaires. Cet appui ne s'est pas limité à la zone du Moyen-Orient. Des mouvements tels que le *Movimimiento 19 de Abril* (M-19 ou *Mouvement du 19 Avril*) en Colombie, l'*Irish Republican Army* (IRA) en Irlande du Nord, *al-Zulfiqar* au Pakistan, le *Moro National Liberation Front* (MNLF) au Philippines en ont bénéficié, parmi une trentaine d'autres. Des mouvements palestiniens comme le *Front Populaire de Libération de la Palestine* (FPLP) ont pour leur part reçu une aide de la Syrie, ainsi que la *Rengo Sekigun* (l'*Armée Rouge Japonaise*) et le *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, *Parti*

[9] Plus connu sous le nom de Stasi.

*des Travailleurs Kurdes*). Opérant en Irak et en Turquie, la guérilla kurde y combat deux ennemis potentiels de la Syrie.

A l'instar de la Libye et de Syrie, l'Irak de Saddam Hussein soutient une multitude de groupes terroristes implantés au Moyen-Orient. Avec la menace de la révolution islamique iranienne, l'Occident prend parti en faveur de l'Irak dans le conflit qui l'oppose à l'Iran. En conséquence, en 1982, Washington raye l'Irak de la liste des pays soutenant le terrorisme. Bagdad maintient pourtant des liens étroits avec des groupes terroristes palestiniens ou des mouvements de guérilla anti-iraniens qui pratiquent également le terrorisme. Un des groupes palestiniens les plus virulents, le *Fatah-Conseil Révolutionnaire* (Fatah-CR) est expulsé en 1983. Mais il ne s'agit qu'une manœuvre officielle destinée à satisfaire Washington et les Occidentaux. Dans la réalité, le contact n'est pas coupé. Le régime de Saddam Hussein contribue aussi à la création du *Front de Libération de la Palestine* en 1977, tout en s'impliquant dans les sanglantes luttes d'influence entre mouvements et groupes palestiniens.

L'Iran constitue un exemple à part. Après la révolution islamique de 1979, le pays refuse de s'aligner à l'Ouest, monde du Grand Satan américain, et à l'Est, avec l'Union Soviétique marxiste et athée. Afin d'exporter cette révolution islamique, le régime de l'ayatollah Khomeyni favorise l'émergence d'organisations terroristes chiites, en particulier au Liban, avec le *Hezbollah*. *Le Cercle des Mouvements de Libération*, créé en 1980, gère les moyens attribués aux organisations islamistes, y compris terroristes, de par le monde. Les terroristes sont formés aux techniques militaires par des instructeurs des brigades *al-Qods* des *Pasdarans*. Le Liban, quant à lui, est pris dans la tourmente d'une guerre civile qui devient conflit régional entre la Syrie et Israël. Terre de chaos, il est aussi terre de prédilection pour des dizaines d'organisations terroristes palestiniennes ou pro-iraniennes, comme le *Hezbollah*. Des attentats qui annoncent l'ère de l'hyperterrorisme y sont commis. Tout d'abord avec les premières attaques suicides lancées par des terroristes musulmans. Le 16 avril 1983, des Palestiniens font exploser une voiture piégée contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, tuant 63 personnes. Quelques mois plus tard, le 23 octobre 1983, un double attentat suicide au camion piégé est perpétré contre le quartier-général des Marines et contre le quartier-général du contingent français au Liban. Ces deux actions provoquent la mort de 239 Marines américains et de 58 parachutistes français.

L'exemple le plus éclatant de soutien d'un pays d'Afrique à un groupe terroriste est celui d'Entebbe. En juillet 1976, un vol d'Air France, avec une majorité de passagers israéliens, est détourné par des terroristes du *Front Populaire de Libération de la Palestine* (FPLP). Après un long périple, l'appareil est finalement autorisé à se poser en Ouganda, à Entebbe. Sur place, toutes les facilités sont données aux terroristes, en attendant que leurs revendications soient satisfaites par Israël. Les forces ougandaises vont jusqu'à assurer la surveillance du terminal dans lequel sont retenus les otages. L'audacieux raid d'une unité spéciale israélienne permettra de

sauver la plupart des passagers. L'Angola, pays d'Afrique affilié au bloc de l'Est, secondé par Cuba, soutient pour sa part la *South West African Peoples Organization* (SWAPO) qui se rend responsable de nombreux attentats en Afrique du Sud.

## Le terrorisme pendant la guerre d'Afghanistan, l'avant *al-Qaïda*

Le déclenchement de la guerre d'Afghanistan, en décembre 1979, marque un tournant dans l'évolution du terrorisme international. Avec cet événement s'enclenche le compte à rebours qui conduira vingt-deux ans plus tard à la tragédie du World Trade Center. Afin d'assurer la pérennité d'un gouvernement communiste afghan malmené, l'Union Soviétique intervient. Aidées par des éléments déjà en place dans le pays à titre d'aide militaire, les troupes soviétiques prennent le contrôle de Kaboul et des principales villes en ne rencontrant qu'une résistance symbolique de la part de quelques unités afghanes. Des dirigeants pro-soviétiques sont mis en place. Toutefois ceux-ci sont confrontés aux même problèmes que leurs prédécesseurs. L'écart de développement entre les villes et les campagnes est considérable. Depuis le roi Zaher Shah dans les années 1960, la volonté des régimes successifs, de faire de l'Afghanistan un pays moderne, se heurte aux sentiments ethniques, claniques, ancrés dans des traditions. Les vallées dans lesquelles vivent ces clans constituent autant de barrières à l'autorité de Kaboul. Chacune d'entre elle est presque un royaume dominé par un clan ou une ethnie. En 1964, sous l'impulsion de Zaher Shah, une Constitution est rédigée. Grâce à une importante aide étrangère, l'économie se développe. Toutefois, cette période de prospérité ne dure pas. En 1973, le roi Zaher est renversé par un coup d'état. Daoud, successeur du roi Zaher, perd à son tour le pouvoir en avril 1978. Survient un autre coup d'état en septembre 1979, qui entraîne l'intervention soviétique.

A ces difficultés s'ajoutent l'action d'intellectuels de gauche ou de religieux. Face à la répression, nombre d'entre eux se réfugient dans les zones rurales ou au Pakistan. Depuis ces zones, ils organisent l'opposition à Kaboul. Une réforme agraire et un projet d'alphabétisation provoquent le mécontentement dans les campagnes. Troubles et insurrections se succèdent : une vague d'arrestations suit la prise de pouvoir de Daoud, soulèvement en 1975 dans le Panshir, au Nouristan en 1978, dans l'Hazarajat pendant la seconde moitié de 1978, puis dans les régions pachtounes. En mars 1979, la ville d'Herat est au cœur d'une vaste insurrection. Les combats font plus de 30.000 morts, y compris des conseillers militaires soviétiques. Les guérillas prennent leur essor avec l'intervention de l'URSS. Mais, contrairement à une idée reçue, elles existent déjà bien avant l'arrivée des troupes de Moscou.

Durant cette guerre, les belligérants n'hésitent pas à avoir recours au terrorisme, en plus des actions conventionnelles. Le *KhAD-e-Nezami* constitue le service action

du *Wâsârât-é Ettelâhât-é Dawlati*[10] (WAD) organisme de sécurité intérieur du gouvernement afghan. Ses membres mènent des actions terroristes dans des camps de réfugiés afghans, favorables à la cause des moudjahidins. Cent vingt-huit attentats sont perpétrés dans ces camps en 1987, 118 en 1988 et encore 25 en 1989, année du retrait soviétique. Certaines sources indiquent que la destruction du C-130 Hercules à bord duquel se trouvait le président pakistanais Zia ul Haq, en août 1988, n'est pas d'origine accidentelle. Les OO du KGB en seraient les auteurs. Mais, d'après certains spécialistes, la CIA avait également des raisons d'éliminer le Pakistanais devenu trop proche des islamistes… Du côté des Moudjahidins, ceux qui bénéficient du soutien d'Islamabad, notamment les islamistes du *Hezb-i Islami* (Parti Islamique), de Gulbudin Hekmatiar, sont entraînés au Pakistan. Ils apprennent l'utilisation d'armes d'appui, des rudiments de tactique, la guérilla urbaine... Ils sont également formés au terrorisme, en apprenant à préparer des mallettes, des voitures, des bicyclettes ou des animaux piégés (mules, chameaux), les techniques d'assassinat. La formation des moudjahidins et la distribution des équipements fournis par la CIA incombe alors au brigadier pakistanais Mohammed Yousuf. Dans un mémoire, l'officier supérieur donne la teneur de ce programme de formation : meurtre à l'arme blanche de soldats soviétiques sur les marchés, mallettes piégées dans les bureaux de responsables afghans ou soviétiques… De fait, tout au long de la guerre, de nombreux attentats se produisent à Kaboul et dans les villes afghanes. La technique utilisée pour l'assassinat du commandant Massoud vingt ans plus tard rappelle étrangement ces techniques apprises au moment du Djihad contre les Soviétiques.

Sous le vocable de résistance afghane se cache toute une pléiade de mouvements. La guérilla n'est pas une organisation unie avec des objectifs communs, en dehors du refus unanime de la présence soviétique. Une dizaine de grands mouvements - ou commandements -, les *tanzims*, se partagent, selon des critères ethniques, religieux ou politiques, plus de six cent groupes combattants. Les plus importants de ces groupes alignent au moins mille moudjahidins, les autres, à peine quelques dizaines. Les rivalités font qu'ils s'affrontent autant qu'ils combattent les Soviétiques et les troupes gouvernementales. L'action de certains se limite aux tirs de quelques roquettes ou obus de mortiers contre des postes isolés, le plus souvent devant des reporters étrangers ou des membres de services de renseignement étrangers… Autrement, les munitions sont conservées pour attaquer des groupes rivaux…

Pour le Pakistan, l'Afghanistan représente un double intérêt stratégique. D'une part, le pays sert de zone tampon avec l'Union Soviétique et l'Iran. Ensuite, un régime stable et pro-soviétique ne manquerait pas de se rapprocher de l'Inde, Etat ami de Moscou. Une telle perspective obligerait le Pakistan à faire face à l'Inde à l'est et à l'Afghanistan à l'ouest. Et cette perspective se dessine déjà, sous Daoud :

---

[10] Connu jusqu'en 1986 sous le nom de *Khedâmât-é Ettelâhât-é Dawlati* (KhAD).

les conseillers militaires soviétiques sont renvoyés, remplacés par des Egyptiens et des Indiens. En conséquence, Islamabad se doit de contrôler son voisin de l'ouest, ou tout du moins d'y favoriser le chaos afin qu'aucun régime susceptible de s'allier à l'Inde ne s'y installe. De ce fait, le Pakistan accueille dès le milieu des années 1970 les responsables de l'insurrection islamiste ratée du Panshir. Ceux-ci fondent en 1976 le *Hezb-i Islami*. Ce qui n'est encore qu'un petit groupe d'opposants au régime de Daoud est déjà épaulé par l'Inter-Services Intelligence (ISI), le service de renseignement extérieur pakistanais. Sous l'égide de celui-ci, des membres du *Hezb-i Islami* s'infiltrent en Afghanistan afin d'y assassiner des militants de la gauche. La même année, un rapprochement s'amorce entre Islamabad et Kaboul. Mais celui-ci ne se concrétise pas : Daoud est renversé en 1978.

Entre la date de sa création et l'intervention soviétique, le *Hezb-i Islami* s'organise. Gulbudin Hekmatyar s'impose à la tête de celui-ci comme un chef indiscuté. Il naît en 1948 dans une famille pachtoune ghilzay, mais dans une région où l'ethnie est minoritaire et mal acceptée. Tout au long de son enfance, cette hostilité ne fait que le rapprocher de son ethnie, tout en lui apprenant à cultiver de la haine pour les autres. Dans le courant des années 1960 il part à Kaboul afin d'y suivre le cursus universitaire d'ingénieur. Il y pratique davantage la politique qu'il n'y étudie. Ce qui lui vaut d'être renvoyé. Ce renvoi ne l'empêche pas de rester dans les cercles universitaires, en prenant des postes importants au sein de mouvements d'étudiants islamistes. Il est arrêté une première fois en 1969. Puis, son implication dans le meurtre d'un étudiant maoïste lui vaut d'être de nouveau incarcéré en 1972. En 1974, il quitte l'Afghanistan pour le Pakistan. En 1975, il est l'un des instigateurs du soulèvement de la vallée du Panshir. Soulèvement auquel participe Massoud.

Durant la totalité de la guerre, Gulbudin Hekmatyar reste à Peshawar. De là, tout en appelant au *Djihad* contre l'occupant, il mène un véritable travail de relations publiques auprès des Américains, et des Américains, mais également des Egyptiens. L'ISI le seconde efficacement dans cette tâche.  En effet, le Pakistan a choisi de jouer la carte du *Hezb-i Islami* pour contrôler l'Afghanistan. Ses membres sont en majorité issus de la même ethnie que Hekmatyar. Pendant le conflit contre les Soviétiques son mouvement a peu attiré les autres pachtounes. Mais sa puissance militaire n'est pas négligeable. D'une part, le *Hezb-i Islami* aligne entre 10.000 et 15.000 hommes au moment du retrait soviétique. Ensuite, grâce aux bons offices de l'ISI, il reçoit l'essentiel de l'aide de la CIA, de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte. Cette puissance militaire n'est pas proportionnelle à son efficacité sur le terrain. Les chefs locaux ralliés au Hezb-i Islami font preuve d'incompétence et s'affrontent davantage entre eux qu'ils n'attaquent les Soviétiques et les gouvernementaux. D'après certaines sources, Gulbudin Hekmatyar a pu être en contact avec les services de renseignement soviétiques et afghans ; l'inertie de ses groupes de combattants se monnayant par l'absence d'offensive d'envergure contre le mouvement islamiste. Force est de constater que les rebelles de Massoud ont eu à

faire face à des opérations soviétiques autrement plus violentes que celles menées contre les zones tenues par le *Hezb-i Islami*…

L'argent que distribue l'ISI aux factions de la résistance provient de plusieurs pays du Golfe et de la CIA. Zbigniew Brzezinski, membre du Conseil de sécurité nationale du gouvernement Carter, est à l'origine de l'implication du puissant service de renseignement américain dans le conflit afghan. La « *compagnie* » envoie au Pakistan des instructeurs, de l'argent et du matériel. Au cours des années 1980, plus de deux millions de dollars sont ainsi offerts aux rebelles afghans, principalement aux Islamistes. Outre l'argent, des équipements militaires sont aussi fournis à la guérilla, toujours par l'entremise de l'ISI. Pour la seule année 1987, plus de 65.000 tonnes d'armes et de munitions égyptiennes et chinoises sont achetées par des intermédiaires de la CIA, livrées à l'ISI puis distribuées à la résistance par les soins du service de renseignement pakistanais. Très logiquement, les Islamistes sont les mieux dotés. La CIA n'exerce aucun contrôle sur la répartition de cette aide. Elle délègue les pleins pouvoirs à l'ISI. Le service américain est souvent considéré comme responsable de la montée en puissance des islamistes afghans, responsable de la naissance d'*al-Qaïda*. En réalité, la responsabilité en revient au Pakistan. Mais il est indéniable que la CIA a manqué de clairvoyance à long terme, tout en faisant preuve d'incompétence et de laxisme. La livraison d'environ mille missiles Stinger en est la meilleure illustration. A ce sujet, Xavier Raufer déclare : « *L'histoire de l'aide apportée par les Etats-Unis et leurs complices séoudiens au Jihad afghan est bien connue. Disons que l'exécutif américain n'a pas vu assez tôt - n'a pas vu du tout même, avant l'irréparable – que ses alliés d'hier étaient devenus ses pires ennemis*[11] ».

### Ben Laden et Abdallah Azzam, les origines d'*al-Qaïda*

Ben Laden naît le 30 juillet 1957 à Jeddah, Arabie Saoudite. Il est le dix-septième d'une famille de cinquante-deux enfants (dont dix-neuf garçons)[12]. Son père est originaire de la province d'Hadramaout au Yémen. Dans les années 1950, celui ci s'enrichit grâce à une compagnie de BTP. Son empire financier se développe - en dépit de sa mort en 1968 dans un accident d'avion - en particulier grâce à la construction et à la rénovation de mosquées. Un des ses fils, Oussama Ben Laden suit le parcours scolaire classique des riches séoudiens : tout d'abord à Riyad, puis à l'étranger, en l'occurrence à Londres. A 17 ans, il épouse une Syrienne, appartenant à la famille de sa mère. C'est aussi à cette époque qu'il commence à s'intéresser à la politique, en se rapprochant de groupes critiques à l'égard de la monarchie séoudienne. En 1975, il entre à l'université *King Abdel Aziz* de Djedda, en Arabie Saoudite. Il en sort diplômé en génie civil en 1979. Il entre alors dans l'entreprise de son défunt père.

[11] La Nouvelle Revue d'Histoire n°9, novembre-décembre 2003.
[12] 54 enfants selon les sources.

A la fin des années 1970, il est présenté au prince Turki Ibn Fayçal Ibn Abdelaziz, chef des services de renseignement séoudiens. Il se met à sa disposition. Le responsable décide d'employer les talents de gestionnaire du jeune homme au profit de la résistance afghane, plus particulièrement, du *Hezb-i Islami*. Fin décembre 1979, Ben Laden arrive au Pakistan. Sur place, il rencontre Abdallah Azzam, Palestinien de Jordanie. Azzam est un ancien membre de l'*Organisation de Libération de la Palestine*. Il a quitté l'OLP, indigné par la corruption régnant aux plus hauts échelons de la hiérarchie du mouvement. Azzam et Ben Laden mettent donc sur pied, depuis Peshawar, un réseau de soutien à la résistance. Azzam se charge du recrutement des volontaires aux quatre coins du Monde, mais essentiellement aux Etats-Unis, en Europe, au Pakistan, dans les Pays du Golfe Persique et en Egypte. Pour sa part, Ben Laden obtient des fonds de l'ISI ;  ainsi que de donateurs privés du Golfe Persique. Son carnet d'adresses fait qu'il n'éprouve aucune difficulté à rassembler des fonds importants. D'autant que le *Djihad* est décrété contre les Soviétiques et qu'y participer est une obligation faite à tout bon musulman. Les wahhabites d'Arabie Saoudite et d'autres monarchies du Golfe Persique n'hésitent donc pas à venir au secours de leurs frères afghans, via de fortes sommes d'argents.

En 1980, il effectue plusieurs voyages clandestins en Afghanistan. Il s'installe durablement à Peshawar (Pakistan) en 1982 où il retrouve Azzam. Une bonne partie de la somme distribuée par l'ISI aux factions islamistes de la rébellion afghane passe entre les mains de Ben Laden. Il en va de même pour les équipements. D'autre part, Ben Laden met à profit son entreprise séoudienne pour construire des infrastructures utiles à la guérilla : routes, hôpitaux et camps d'entraînement, ce qui lui vaut le surnom de « *l'entrepreneur* ». En 1984, Azzam crée une organisation non-gouvernementale : le *Makhtab al-Klidamet* (MAK ; *Bureau des Services*). Ben Laden crée également la sienne *Bayt al-Ansar* (*la Maison des Partisans*). Grâce à elles, Azzam et Ben Laden disposent d'une liberté accrue vis à vis de l'ISI et de la CIA. Les dons privés peuvent être versés directement à ces organisations, sans transiter par l'ISI ou les services de renseignement séoudiens. La manne financière ainsi obtenue est alors gérée en toute indépendance. D'autre part, le MAK et *Bayt al-Ansar* installent des bureaux dans de nombreux pays, dont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Des volontaires peuvent s'y enrôler pour aller combattre en Afghanistan. Depuis ces centres, les volontaires sont pris en charge jusqu'à des camps d'entraînement installés dans la région de Peshawar. Durant cette période, Ben Laden rencontre pour la première fois le mollah Omar. Celui qui deviendra quelques années plus tard le chef des talibans n'est alors qu'un simple docteur de la foi.

Afin de connaître le devenir des volontaires qui transitent par *Bayt al-Ansar*, Ben Laden prend l'initiative de mettre en place un registre. Ce registre devient une véritable structure administrative de suivi des volontaires, baptisée le *Registre de la Base* ou plus simplement *al-Qaïda* - la *Base* -. A partir de 1988, des tensions apparaissent entre Azzam et Ben Laden. A cette date, plus de 50.000 volontaires

ont été envoyés en Afghanistan, sous l'égide du MAK et de *Bayt al-Ansar*. En février 1989, les Soviétiques quittent l'Afghanistan. L'aide de la CIA s'interrompt alors, ainsi que celle de l'Arabie Saoudite, du moins officiellement. Les responsables des services de renseignement séoudiens maintiennent des liens étroits avec leurs homologues pakistanais. Le 24 novembre 1989, Azzam meurt dans un attentat à la voiture piégée, avec ses deux fils, à Peshawar. Sa mort profite à Ben Laden, puisque les éléments les plus radicaux du MAK rejoignent son organisation. Plusieurs intervenants sont susceptibles d'avoir éliminé Azzam : le Pakistan, soucieux de se débarrasser d'un homme trop avide d'indépendance par rapport à l'ISI ; le KGB, désireux d'abattre un de ceux qui avaient fourni un soutien logistique aux rebelles ; Ben Laden, afin de prendre la place d'un rival potentiel dans les luttes d'influence à venir ; la CIA pour soutenir Ben Laden. Il est également possible de supposer que la CIA voulait mettre hors d'état de nuire un leader islamiste qu'elle supposait plus charismatique et respecté que Ben Laden, chef susceptible de représenter une menace pour l'avenir, dès lors qu'il n'était plus utile dans la guerre contre l'Union Soviétique. D'autant que Abdallah Azzam prône déjà le Djihad contre les Occidentaux, considérés comme infidèles.

En dépit du retrait de l'Armée Rouge, les combats se poursuivent contre les forces gouvernementales. Les mésententes s'accentuent également entre les différentes factions de la résistance. Ben Laden ne souhaite pas s'engager dans les querelles internes afghanes. Il regagne donc l'Arabie Saoudite, où il fonde le *Comité du Djihad*. Cette organisation rassemble des groupes aux buts communs : le *Gama'a al-Islamiya* égyptien, le *Djihad* du Yémen, *al-Hadith* du Pakistan, la *Ligue des Partisans Libanais*, le *Gamaa al-Islamiya* libyen, ainsi que *Baït al-Immam* de Jordanie et différentes cellules du *Groupe Islamique Armé* algérien. Toutefois, Ben Laden semble se méfier du pouvoir séoudien qu'il estime trop versatile et proche des Américains. Il envoie alors le noyau d'*al-Qaïda* au Soudan à partir de 1990. Dans le même temps, l'entreprise fondée par son père est florissante, ses activités se diversifient, des filiales sont créées : télécommunications, médias, loisirs - dont la commercialisation de livres de *Walt Disney* -… Cet empire reçoit d'importants contrats pour la reconstruction du Liban, ravagé par plus de dix ans de guerre civile, et, comble de l'ironie, pour la construction de bases américaines en Arabie Saoudite ! En 1990, la fortune personnelle de Ben Laden est estimée à 300 millions de dollars. L'invasion du Koweït par l'Irak entraîne un vaste déploiement de forces américaines dans la région. Ben Laden propose d'engager ses hommes aux côtés des forces séoudiennes pour libérer le Koweït. Mais il condamne aussi l'arrivée des contingents occidentaux en Arabie Saoudite, qu'il considère comme le viol de la terre sacrée d'Islam. Ses relations, son passé de héros lui permettent de s'opposer sans encombre à la famille royale séoudienne. Finalement, sous les pressions de Washington, Riyad l'oblige à s'exiler. A la fin de l'année 1991, il passe quelques jours au Yémen, puis il s'envole pour le Soudan où il retrouve les cadres d'*al-Qaïda*.

Sur place, grâce à sa fortune et aux moyens de son entreprise, il améliore la vie quotidienne et économique du pays, comme il l'a déjà fait en Afghanistan. Il crée des entreprises : au moins une dizaine au Soudan, et une vingtaine au Yémen. Celles-ci contribuent à l'enrichissement de l'économie locale, tout en permettant le financement d'autres projets, notamment terroristes, de son organisation. Certaines sources indiquent qu'il investit dans l'exploitation de mines de diamants en Afrique du Sud, mais aussi dans un élevage d'autruche au Kenya et dans des exploitations forestières au Tadjikistan et en Turquie. Ben Laden développe des services de proximité pour la population soudanaise. Ecoles, dispensaires, pharmacies sont bâtis… Il soigne ainsi son image de marque et se rend indispensable. Mais il ne se contente pas que de réalisations pacifiques. *Al-Qaïda* monte en puissance militairement et clandestinement. Ben Laden fait aménager trois camps d'entraînements terroristes. Beaucoup des hommes d'*al-Qaïda* partent servir comme instructeurs ou combattre en Bosnie. C'est à cette époque que sont noués des contacts avec des éléments des Brigades *al-Qods*. Unités spéciales des services de renseignement iraniens, les brigades *al-Qods* entraînent les musulmans de Bosnie contre les Croates et les Serbes. Le rapprochement entre des membres des deux courants de l'Islam s'amorce alors. Les sympathies qui naissent se retrouveront plus tard. D'autres hommes d'*al-Qaïda* sont envoyés en Somalie, où ils participent aux actions contre les forces américaines. En 1993, il finance la préparation des premiers attentats contre le World Trade Center, ainsi que le projet de destruction du tunnel de Manhattan, à New York.

Le 07 avril 1994, la famille royale séoudienne lui retire sa nationalité. Ben Laden l'accepte mal. Il assimile cette décision à une trahison au profit de l'occupant américain. Il réactive alors tous ses contacts dans les milieux du terrorisme islamique. D'après la police et les services de renseignements britanniques, le *Groupe Islamique Armé* (GIA) est l'un des premiers mouvements à recevoir une aide financière de la part d'*al-Qaïda*. Cette aide permet, entre autres, aux membres du GIA en France de perpétrer plusieurs attentats en 1995, dont celui contre la station de métro Saint-Michel. Les pressions diplomatiques - et économiques - américaines et séoudiennes amènent le Soudan à expulser Ben Laden en mai 1996. Cependant, celui ci conserve ses entreprises et ses camps d'entraînements. Il se réfugie en Afghanistan, dans la région de Jalalabad. Sur place, les talibans sont en passe de prendre le contrôle du pays. De là, il continue probablement d'effectuer de discret voyage au Soudan. Le 25 juin 1996, un camion piégé explose à proximité de bâtiments occupés par le personnel militaire américain de la base aérienne de Dahran. Dix-neuf américains sont tués dans cet attentat commandité par Ben Laden. Le 23 août, il lance une *fatwa* contre les Etats-Unis. Ce faisant, il agit à l'encontre des règles qu'il prétend défendre : seule les autorités religieuses sont aptes à édicter des *fatwas*. En 1998, il s'installe à Kandahar où il retrouve le mollah Omar.

## *Al-Qaïda*, mythe ou réalité, le 11 septembre 2001, *al-Qaïda* en Europe

Le 23 février[13] 1998, Ben Laden crée *al-Jabhah al-Islamiya al-Alamiyah li-Qital al-Yahud wal-Salibiyyin* (*Front Islamique Mondial pour la Djihad contre les Juifs et les Croisés*), cette organisation regroupe plusieurs mouvements dont *el-Djihad* en Egypte. Elle est à l'origine des attentats du 07 août 1998 à Nairobi (Kenya) et Dar es-Salam (Tanzanie). Ben Laden annonce, dans une *fatwa* au nom de cette organisation, qu'il luttera contre les Etats-Unis et leurs alliés partout dans le Monde : « *Nous adressons l'édit suivant à tous les musulmans : l'ordre de tuer les Américains et leurs alliés - civils et militaires – est pour tout musulman un devoir dont il peut s'acquitter dans tout pays et partout où cela est possible. Avec l'aide de Dieu, nous demandons à tous les musulmans qui croient en Lui et qui désirent être récompensés de se conformer à l'ordre donné par Dieu de tuer les Américains et de piller leur argent à tout moment et en tout lieu* ». En Europe, le Kosovo est l'objet d'un début de purification ethnique de la part des Serbes. Ben Laden engage alors des moyens pour soutenir l'UCK : instructeurs et aide financière. En parallèle avec un appui apporté aux rebelles par les services de renseignement Britannique et américain ! Le *Front Islamique Mondial pour la Djihad contre les Juifs et les Croisés* se rend responsable de l'attaque suicide contre le destroyer *USS Cole*, au mouillage dans le port d'Aden (Yémen) le 12 octobre 2000. Le 13, l'ambassade britannique à Sanaa est visée. Au mariage de l'un de ses fils en Afghanistan, en mars 2001,il revendique l'attentat, devant toute une assemblée de membres de l'organisation et de talibans. Dans le texte qu'il déclame figurent les paroles suivantes : « *Un destroyer qui inspire l'horreur est allé à sa perte* ».

A partir de février 2001, deux procès sont menés aux Etats-Unis. Le premier, à New York concerne les attentats de Nairobi et de Dar es-Salam. Le second, à Los Angeles porte sur l'attaque suicide contre le cuirassé USS *Cole*. L'acte d'accusation du procès de New York fait le bilan de l'enquête du FBI, diligentée pendant près de trois ans. Ce procès permet également d'entendre un témoin, membre repenti du noyau d'*al-Qaïda* : Djamal Ahmel al-Fadl membre repenti de l'organisation de Ben Laden. D'après lui, le groupe porte le nom d'*al-Qaïda*. Il s'organise en une *choura*[14] et en plusieurs sous-comités. Chacun d'entre eux est spécialisé dans un domaine particulier. Du sous-comité militaire dépend l'entraînement des volontaires, la réalisation des manuels d'instruction, l'engagement opérationnel des éléments de la *Brigade 055*, aussi bien pour des actions terroristes que pour les combats aux côtés des talibans. Le sous-comité des *fatwas* est chargé de prendre les décisions religieuses, idéologiques. Le sous-comité des études islamiques qui interprète notamment les écrits du Coran et travaille de concert avec le sous-comité des *fatwas*. Enfin, le sous-comité des médias et déplacements est à la fois chargé de la propagande, de fournir des documents administratifs et des billets d'avions aux membres de l'organisation. La couverture de journalistes des assassins du commandant Massoud n'est pas un hasard.

---

[13] 23 février selon les sources.
[14] Choura : comité.

Depuis son sanctuaire d'Afghanistan, Ben Laden ouvre la voie de l'hyperterrorisme en cherchant à obtenir des armes nucléaires, biologiques et chimiques et en permettant l'organisation des attentats. Son argent lui permet de lancer une vaste collecte de renseignements sur les tours du World Trade Center, leur architecture, leurs points faibles. A cet effet, des contacts sont pris avec d'ex-officiers de renseignement des défuntes URSS et Allemagne de l'Est, sans doute également avec des architectes. Le 11 septembre 2001, deux avions de lignes détournés par des Islamistes sont jetés contre les tours du World Trade Center, les détruisant. Un autre s'écrase sur le Pentagone, un quatrième en Pennsylvanie. Grâce au sacrifice de ses passagers, il n'atteint pas sa cible : probablement le Congrès ou la Maison Blanche. Ces opérations suicides ont été commanditées par *al-Qaïda*. Après l'intervention américaine en Afghanistan, le sort de Ben Laden est longtemps incertain. Les rumeurs se succèdent, annonçant sa mort, qu'il se cacherait au Pakistan, ou bien encore qu'il serait parvenu à fuir en Somalie, aux Philippines, au Cachemire… En réalité, depuis la fin 2001, il s'est très probablement réfugié dans les zones tribales du Pakistan, région montagneuse et difficile d'accès, à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Région à majorité ethnique pachtoune, dont étaient issus les premiers talibans. Région où le code de l'honneur importe plus que tout et où celui-ci interdit de trahir un fugitif caché au sein d'une famille, d'un clan…

Si le groupe de Ben Laden est à l'origine implantée en Asie Centrale et au Moyen-Orient, l'Europe devient rapidement une base arrière, puis un terrain d'actions. Tout d'abord, dans les années 1980, en pleine guerre d'Afghanistan, le *Makhtab al-Klidamet* d'Abdallah Azzam et *Bayt al-Ansar* de Ben Laden ouvre des bureaux de recrutement à Londres. Et des porte-parole des deux organisations « caritatives » voyagent dans le reste de l'Europe. Des centaines de volontaires musulmans sont ainsi recrutés et gagnent le Pakistan avant d'aller combattre les Soviétiques en Afghanistan. Ils constituent les véritables « afghans », de la première époque. Beaucoup d'entre eux, rescapés du *Djihad*, regagnent leur pays respectif après le retrait soviétique. Justement grâce au *Registre de la Base*, la structure de Ben Laden qui se développe ne perd pas leur trace. Elle dispose ainsi d'un vaste réseau, véritable toile d'araignée tissée entre les différents Etats d'Europe. Ce réseau est mis à contribution pour la préparation des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Par exemple, en juillet 2001, Mohammed Atta, le chef des terroristes du 11 septembre, aurait rencontré des responsables d' *al-Qaïda* à Tarragone, au Sud de Barcelone…

Ce réseau croît avec les autres combats dans lesquels s'implique Ben Laden et pour lesquels devient nécessaire le recrutement de nouveaux volontaires. Ceux-ci sont formés au Soudan, puis en Bosnie, en Tchétchènie et, de nouveau en Afghanistan lorsque Ben Laden y retourne après avoir été expulsé du Soudan. Certains volontaires sont également entraînés en Albanie, lorsque Ben Laden

apporte son aide aux musulmans de l'*Ushtria Clirimtare e Kosoves* (UCK ; *Armée de Libération du Kosovo*). Ils constituent les Afghans de la seconde époque… Ce vivier d'activistes de la première et de la seconde époque des Afghans est à même de s'organiser de manière totalement indépendante, loin de tout contact avec le noyau d'*al-Qaïda*. Autour de lui gravitent nombre de sympathisants. La mise en place de cellules, sous l'égide d'un afghan imprégné de l'idéologie d'*al-Qaïda*, marqué par un séjour dans un camp d'entraînement de l'organisation, puis par des combats sanglants contre des infidèles, devient alors relativement aisée. Tandis que dans le même temps, le travail des services de sécurité et de renseignement s'en trouve compliqué. Une comparaison définit très bien le « phénomène » d'*al-Qaïda*… Si la structure créée par Ben Laden s'est partiellement volatilisée, à l'exception de son noyau, elle s'est transformée en un nuage de vapeurs volatiles… Mais hautement incendiaires. Chacun des combattants passés par les camps d'entraînement d'Afghanistan, du Soudan ou de Tchétchènie formeraient les plus grosses gouttes de ce nuage, les sympathisants, les plus fines. *Al-Qaïda* n'est plus une structure organisée depuis la chute de Tora Bora. Plus personne ne souffle véritablement sur ce nuage pour lui imprimer une direction. Il avance et change de forme au gré du vent des arrestations, des nouvelles cellules créées, des attentats. Et ce nuage obscurcit le ciel de nombre d'Etats. Il a englouti durant des semaines le quartier du World Trade Center à New York. Il a noirci les gares de banlieue de Madrid.

Outre le développement de ce réseau, de ces réseaux, aux ramifications multiples et souvent inextricables, l'Europe est aussi concernée par la présence financière de l'organisation de Ben Laden, de ses entreprises, d'associations caritatives islamistes radicales aux responsables proches de la mouvance *al-Qaïda*. De nombreuses mesures ont été prises depuis les attentats du 11 septembre 2001 et les banques s'efforcent désormais de pratiquer une politique de « transparence ». Toutefois, le terrorisme islamiste dispose encore de nombreuses facilités, de sources de financement. Et si Ben Laden ne peut avoir accès à ces sources, depuis son refuge afghan ou pakistanais, cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. Il profite sans aucun doute aux responsables, désormais autonomes, de la mouvance *al-Qaïda* installés en Europe. Sans oublier les réseaux financiers parallèles qui financent les plus petites cellules. Avant les attentats de New York et de Washington, Ben Laden dispose, par le biais de membres de sa famille, de comptes bancaires en Italie, au Liechtenstein, à Malte, et en Suisse.

# L'HYPERTERRORISME, L'AVERNIR DU TERRORISME

## L'ère de l'hyperterrorisme

C'est bien le 11 septembre 2001 que l'hyperterrorisme est passé des avertissements et autres thèses sur le papier, à une réalité qui nous a tous plongés dans ce qu'il pouvait y avoir de plus irréel : des morts par milliers, deux tours qui s'effondrent, New-York plongé dans l'obscurité, Washington et le reste du monde en panique, une économie paralysée pendant plusieurs heures, des réseaux téléphoniques saturés, des dizaines d'avions déroutés, Internet submergé… Vraisemblablement, même Ben-Laden n'aurait pas espéré mieux. Plus rien à voir avec la bombinette de Carlos. Evolution logique du terrorisme, l'hyperterrorisme, ou terrorisme de masse, a maintes fois été porté à la connaissance de nos politiques, de nos décideurs par des experts de renom, par des journalistes spécialisés, et même par des scénaristes hollywoodiens employés par le Pentagone en manque de scénarios pour leurs simulations guerrières ! Pourtant, de tous ces décideurs, aucun n'y croyait vraiment, jusqu'à ce 11 septembre 2001. Alors comment défini-t-on l'hyperterrorisme ? Quels sont ses buts ? Tout d'abord, et c'est très logique, une opération hyperterroriste ne coûte presque rien, mais elle engendre des dégâts considérables, voyez plutôt, en se basant rien que sur les attaques qui ont été lancées sur les tours jumelles du World Trade Center : une poignée de terroristes qui détournent deux avions ne coûte pas grand-chose, même en étant sur qu'aujourd'hui l'entraînement de ces kamikazes fanatiques n'a pas duré bien longtemps, qu'il aura fallu entre un an de demi voire deux ans pour préparer ces attentats, en tout et pour tout quelques milliers de dollars de logistique, d'entretien et de support, une goûte d'eau comparé aux dégâts occasionnés. Selon le Capitaine de l'armée Suisse, Ludovic Monnerat[15] *« le terrorisme de masse est d'une rentabilité effroyable, face à laquelle les traders les plus avides font figure d'enfants de chœur.La préparation et la réalisation des attentats du 11 septembre ont nécessité un investissement généralement estimé à 200'000 dollars, alors que les dégâts engendrés ont coûté entre 85 et 93 milliards de dollars à la ville de New York, avec des pertes nationales évaluées à 200 milliards de dollars. Soit 1 million de fois le coût initial ».* Selon plusieurs rapports confidentiels que nous avons obtenus auprès de certaines compagnies d'assurances, le coût pour les assureurs (et les réassureurs) de personnes a été supérieur à celui imaginé dans les scénarios précédant les attentats, en effet, chaque grand groupe d'assurance prévoit les pires catastrophes pour pouvoir les chiffrer. Imprévu, donc, les attentats ont fait 3 095 morts, dont 2 672 dans le Word Trade Center, 125 au Pentagone, et 265 dans les trois avions qui ont été détournés et qui se sont écrasés. Ces attentats ont coûté 3 milliards de dollars au marché des assurances de personnes, dont 1 milliard en risque décès, individuel ou collectif, et 2 milliards en accident, incapacité de travail, ou invalidité. Les 3 milliards ont été réglés pour les deux tiers par le marché direct, essentiellement des compagnies d'assurance de

---

[15] Ludovic Monnerat, **« Une année après les attentats du 11 septembre, la nouvelle anatomie de la guerre reste un tabou »** sur le site Checkpoint (http://www.checkpoint-online.ch)

personnes américaines, dont les plus touchées ont été ING (600 millions de dollars), Met Life (320 millions), Prudential Financial (192 millions), Manulife et Northwestern Mutual (150 millions chacune). Le tiers restant a été réglé par des groupes à la fois assureurs et réassureurs, actifs en Vie et non-Vie. Dans cette catégorie, les européens ont été les plus touchés. Les pertes Vie des groupes les plus touchés sont estimées à 150 millions de dollars pour les Lloyd's, 120 millions pour Swiss Re, 126 millions pour Berkshire Hathaway, 110 millions pour Munich Re, 78 millions pour Allianz. Les sinistres décès ont été réglés par les réassureurs pour 700 millions de dollars américains, et par les assureurs pour 300 millions. Le montant moyen assuré par victime des attentats était d'environ 400 000 dollars américains. Cette moyenne élevée est due à la concentration dans le World Trade Center de cadres dirigeants aux revenus élevés, bénéficiant de couvertures décès aux capitaux importants. Les attentats du 11 septembre ont représenté pour les assureurs et réassureurs Vie 0,8‰ décès additionnels dans l'année 2001, et un montant global des sinistres augmentés de 2,25%2. Bien que les événements n'aient pas mis les compagnies Vie en péril, il est intéressant de noter qu'ils ont eu un impact supérieur à celui imaginé jusqu'alors dans les scénarios des assureurs. Pour certains patrons d'entreprises qui ont tout perdu ce jour, l'argent n'est pas de grande importance : des bases de donnés de clients, des archives, des employés talentueux et uniques ont été définitivement ensevelis sous les tonnes de gravats, emportant avec eux toute l'âme de l'entreprise à laquelle ils appartenaient. *« Il y avait des gens de talent, des directeurs commerciaux uniques, certains suivaient la clientèle depuis des années, ils avaient un capital humain fantastique, des carnets d'adresses en or, c'étaient les véritables trésors des entreprises, plus qu'une base de donnée ou qu'un fichu serveur informatique »* dira dans la presse un économiste quelques jours après les attentats.

## Frapper sans raisons apparentes ?

Vous l'aurez compris, le but de l'hyperterrorisme est de causer un maximum de dégâts à la nation visée, la déstabiliser et créer une panique générale. Il n'y a plus de comparaison avec le terrorisme courant, qu'il soit politique ou étatique. Aucune revendication pour une quelconque libération de prisonniers ou de frères d'armes, aucune demande de rançon, aucune gloire, aucun geste politique, mais un fait de guerre, un acte de guerre. S'il n'a pas de revendications claires, l'hyperterrorisme a aussi d'autres buts que de détruire en masse : selon certains psychologues, l'acte d'hyperterrorisme fait terriblement plus peur que le terrorisme révolu des années 1970. L'un des buts recherchés est de projeter le simple citoyen dans un schéma d'insécurité permanente, de lui faire prendre conscience que personne ne pourra le protéger, et surtout pas le gouvernement qu'il a porté au pouvoir. Une déstabilisation mentale aux conséquences diverses : perte de confiance, perte de repères, paranoïa aiguë, syndrome de la persécution, sentiment d'insécurité quotidien…

La cible parfaite pour un attentat hyperterroriste : l'accumulation des personnes et des richesses en un même lieu, aucune chance qu'un acte de ce genre se déroule dans le tiers-monde. Les cibles connues sont les grandes villes du nord du globe, celles ou la densité humaine et l'activité économique sont propices au maximum de dégâts pour un prix minimum. Mais les attentats du 11 septembre ont quelque chose de plus vicieux, les tours jumelles ont été attaquées parce qu'elles étaient le symbole de l'Amérique économique et toute puissante, ces tours étaient la fierté des bâtisseurs américains, les plus hautes, les plus modernes, les plus gigantesques. Elles étaient le centre d'une vie économique fleurissante, aux pieds de Wall Street, le quartier financier de New York. Le Pentagone a surtout été attaqué pour une question psychologique, c'était un message *« vous vous croyez intouchables, voici que nous venons de vous toucher en plein cœur de votre défense… ».*

Le gouvernement, les services de renseignement et les responsables militaires des États-Unis ont averti que de nouveaux attentats pourraient avoir lieu dans un proche avenir. Les spécialistes de la sécurité n'excluent pas des attaques mettant en oeuvre des armes de destruction massive, même si leur probabilité est assez faible. Le gouvernement des États-Unis prend ce risque très au sérieux. Selon le *Washington Post* du 3 mars 2002, le gouvernement américain aurait lancé, immédiatement après les attentats du 11 septembre, un plan d'urgence (dit plan de continuité des opérations) comportant le déplacement de hauts fonctionnaires dans des abris antinucléaires. Le vice-président des États-Unis est également soumis à des procédures spéciales de sécurité. Selon les spécialistes de la sécurité et du contre-terrorisme, des terroristes pourraient à un moment ou à un autre tenter de faire exploser un engin nucléaire ou de disséminer un virus contagieux dans une grande métropole, scénarios longuement étudiés par Jessica Stern[16], une spécialiste américaine des armes de destruction massive et professeur de politique publique à l'université d'Harvard. Après avoir étudié et enseigné au MIT et à Stanford, elle a fait partie du *National Security Council* (conseil national de sécurité) à la Maison Blanche en tant que directrice pour les affaires russes, ukrainiennes et eurasiennes dans le cadre de la lutte anti-terroriste et la prolifération nucléaire. Poste qu'elle a quitté pour devenir une spécialiste indépendante, écrire des livres et des articles. Certaines 'mauvaises' langues disent qu'elle aurait affolé le NSC et les pseudo spécialistes de la Maison Blanche, dépitée, elle aurait donné sa démission… Pour la petite histoire, quelques années plus tard, le studio de Steven Spielberg l'embauchera en tant que conseillère technique sur le film Peacemaker dont le héros principal, Georges Clonney doit retrouver avec une jeune et ravissante spécialiste, des armes nucléaires volées. Stern aurait inspiré le personnage campé par la

---

[16] **Jessica Stern**, livres : "*Terror in the Name of God"* (HarperCollins, 2003), "*The Ultimate Terrorists"* (Harvard University Press, 1999). Articles: *"Nuclear Smuggling: Facts, Fiction, and Security Concerns"* Chicago Tribune, April 30, 1996. *"Preventing Portable Nukes"* New York Times, April 10, 1996.

ravissante Nicole Kidman. Le film a été un véritable succès et tous les experts du genre s'accordent à dire qu'il est plus que crédible, peut-être même trop réel, vu la facilité aujourd'hui de se procurer soit des armes de destruction massive, soit les composants.

Pourquoi ces décideurs politiques ou militaires n'ont jamais écouté les spécialistes (civils ou militaires) qu'ils employaient à étudier, écrire, inventer, penser et repenser des scénarios catastrophe ? Lors d'un voyage aux Etats-Unis, nous avons rencontré Winn Schwartau[17], éminent spécialiste de la guerre de l'information, ancien conseiller à la Maison Blanche et consultant pour la défense américaine. Il nous a affirmé à plusieurs reprises que de tels actes, comme ceux du 11 septembre 2001 étaient prévisibles. Dans l'un de ses articles au début des années 1990, il décrit l'utilisation d'avions par des terroristes comme armes de destruction massive, article qu'il reprendra sous forme d'une étude élaborée pour les pontes du Pentagone, la défense américaine. *« Schwartau est dingue, il est fou à lier »* s'entendra-t-il dire dans les couloirs, les salles de conférence et les bureaux qui verront quelques dix ans plus tard un avion s'y écraser de plein fouet. Ironie du sort ? Non, simple déduction d'un spécialiste qui a pour don de renifler l'avenir avec les éléments présents et passés, la prospective effrayante d'un visionnaire qui avait aussi prévu les attaques virales sur les réseaux informatiques, déjà en 1993, à l'aube de ce qui n'était pas encore tout à fait Internet (voir Chapitre 3).

**L'avenir de l'hyperterrorisme**

Au début de notre rencontre, j'avais proposé à Laurent Touchard quelque chose d'assez original, recenser les attentats de la nébuleuse al-Quaïda depuis le fameux 11 septembre 2001. Nous avons alors réfléchi à un tableau synoptique comprenant dates, lieux, nombre de victimes, mode opératoire et groupe responsable (ainsi que les revendications s'il y en avait). Laurent à donc commencé son travail de fourmi, pendant que moi, je récupérais un maximum de documentation et les réactions des autres spécialistes du domaine, officiels ou non, français ou étrangers. Une fois le tableau presque terminé, nous restâmes sans voix, jamais il n'y a eu autant d'attentats sur le globe et en période de « paix ». Le résultat est proprement hallucinant, aucun média, aucune télévision, aucun journal, aucun magazine digne de ce nom n'a osé faire l'étude, le fait est là : nous sommes bien en guerre, et beaucoup semblent déjà l'oublier. Vulgarisateur et frappant, ce tableau a été reproduit dans les annexes à cet ouvrage, il est aujourd'hui l'une des meilleures études -et des plus complètes- qu'il existe à ce jour, on n'en tire trois conclusions : premièrement, chaque acte d'hyperterrorisme est 'entouré' de petits actes terroristes. Jamais il n'y a eu autant de morts et autant de dégâts, jamais il ni aura eu

[17] **Winn Schwartau**, est le créateur du concept d'infoguerre, il a publié, entre autres, « *Chaos on the Electronic Superhighway* » en 1994 et « *Cybershock* » en 2000. Il est l'un des meilleurs spécialistes en la matière.

autant de kamikazes. Deuxièmement, ce tableau montre bien que le terrorisme peut frapper partout, qu'ils ont toujours un pion d'avance sur les services anti-terroristes. Troisièmement, après les Etats-Unis d'Amérique, le Moyen-Orient et l'Asie, le terrorisme se rapproche d'Europe, pour nous toucher récemment à Madrid. Alors que penser ? L'une des maladies du terrorisme est qu'il va crescendo, et tous les spécialistes s'accordent à le dire, alors du coup, après le 11 septembre, les pontes du Pentagone, les penseurs du SGDN français, les russes, les anglais et tous ceux qui balayaient d'un revers de la main les orateurs des conférences publiques ou privées, ont commencé à revoir les copies, à consulter beaucoup plus attentivement les recherches de ces 'fous furieux' qui prévoyaient des avions sur les grandes villes, des bombes atomiques miniatures dans des sac à dos, des attaques informatiques à grande échelle, et toute une panoplie de scénarios catastrophes si bien étayés, qu'aujourd'hui ils ne font plus rire, mais donnent des sueurs froides aux décideurs cravatés. Un constat affligeant, qui peut laisser perplexe mais surtout, qui donne à réfléchir quant à un probable avenir : chaque groupe ou tête identifiée après un attentat réussi ou déjoué par les services spécialisés, des petits nouveaux arrivent dont ne sais où, se revendiquant ou non d'al-Quaïda. Ben-Laden a-t-il gagné son pari ? Au fin fond de son pays hôte, l'Afghanistan, le riche milliardaire séoudien avait mesuré d'avance les conséquences d'un acte tel que celui infligé aux américains le 11 septembre 2001. Il savait que ceux-ci n'allaient pas rester les bras croisés, un acte aussi odieux n'allait pas rester impuni. Ben-Laden s'est révélé tel un scheik, tel un prophète, combien sont-ils de millions à l'admirer à travers le monde, pourtant ces gens ne sont pas tous des terroristes, mais il suffit qu'un petit pourcentage décide de suivre ses revendications, dont l'une d'elles fut de faire un maximum de mal à l'occident, *« aux américains et leurs alliés, aux juifs et aux mécréants »*. Il fallait donc frapper fort, le plan aussi diabolique fut-il, les services spécialisés pensent, avec raison, que seul les numéros un, deux et trois de l'organisation terroriste de Ben-Laden, pouvaient en être les auteurs, respectivement, le Séoudien Oussama Ben Laden, l'Egyptien Ayman Al-Zawahiri et le Koweïtien Khalid Sheikh Mohammed. C'est donc le samedi 1er mars 2003, que le numéro 3 d'al-Quaïda tombe dans le filet des agents des services secrets pakistanais (ISI) et du FBI. Selon les Pakistanais, Khalid Sheikh Mohammed est la « cheville ouvrière » de l'organisation terroriste al-Qaïda, le 'directeur exécutif' ainsi que le cerveau présumé des attentats du 11 septembre 2001. Cet homme de 39 ans originaire du Koweit fut très probablement transféré dans les geôles américaines à Guantanamo (Cuba). Selon le FBI, Mohammed serait lié à quasiment tous les attentats majeurs perpétrés par al-Quaïda ces dix dernières années. Selon la Maison Blanche, *« Khalid Cheik Mohammed est un des lieutenants les plus anciens et des plus proche d'Oussama Ben Laden, un planificateur clé d'al-Qaïda et le cerveau des attaques du 11 septembre 2001. Il est connu pour avoir été au centre de complots de terroristes d'al-Qaïda depuis le 11 septembre 2001, y compris des complots pour lancer des attaques à l'intérieur des Etats-Unis »*. Pourtant, c'est bien les jours qui suivront les interrogatoires de Mohammed que les agents du FBI -et les Tiger Teams chargés des interrogatoires à Guantanamo- vont comprendre l'importance de celui qui est surnommé 'brain' (cerveau, en anglais) par ses geôliers

et les analystes de la CIA. Le numéro 3 d'al-Quaïda a déclaré qu'il avait discuté dès 1996 avec Oussama Ben-Laden du projet d'attentats suicide et que le plan initial prévoyait le détournement de dix avions de ligne, cinq sur chaque côte américaine, selon des procès-verbaux d'interrogatoires obtenus et analysés par des spécialistes indépendants. Khalid Cheik Mohammed est aussi soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat du journaliste américain Daniel Pearl, correspondant du Wall Street Journal en Asie du Sud. Le terrorisme est aussi une affaire de famille, Mohammed serait l'oncle de Ramzi Youssef, condamné aux États-Unis pour le premier attentat à la bombe contre le World Trade Center, c'était en 1993. Des plans diaboliques étaient donc en préparation, d'autres auraient échoué, mais une chose est sure, Mohammed n'a pas tout dit, car même s'il est un cadre d'al-Quaïda, Oussama Ben-Laden a toujours eu une fâcheuse tendance à compartimenter les opérations importantes, et de l'avis de certains officiels rencontrés à Washington, il est impossible d'exclure le terrorisme NBC, nucléaire, bactériologique et chimique, une autre forme d'hyperterrorisme pour les deux derniers, un véritable acte de guerre pour le premier, *« c'est dans les cartons d'al-Quaïda »* soulignera un de nos contacts anonymes.

Quel peut donc être l'avenir de l'hyperterrorisme ? des convois piégés au cœur des grandes villes, des avions de ligne contre des centres-villes, des hélicoptères bourrés d'explosifs contre des barrages, des avions de tourisme contre des centrales électriques, des avions de ligne contre des centrales nucléaires… Des attentats de type 11 septembre multipliés par deux, voire trois, avec un effet de vague, pourraient gravement perturber nos systèmes et compromettre la stabilité de nos démocraties. Aujourd'hui nous en connaissons un petit peu plus sur les plans de Khalid Cheik Mohammed (voir annexe), des plans faisables. Daniel Martin, ex-commissaire divisionnaire à la DST précisait lors d'une interview qu'il nous a accordé *« ce n'est pas parce que la bande à Bonnot a utilisé des voitures pour braquer des banques que nous avons arrêté de produire et d'utiliser des véhicules. Depuis, des braquages il y en a eu d'autres et des plus sanglants. Idem pour les attentats du 11 septembre 2001, ce n'est pas parce que les hommes d'al-Quaïda ont utilisé des avions contre des tours, que nous avons cessé de voyager en avion et/ou de les interdire. Tôt ou tard, ça recommencera, c'est une réalité qu'il faut absolument prendre en considération, sinon c'est refaire la même erreur qui nous a conduit à voir plus de 3000 personnes tuées en moins de quatre heures ».*

## Le terrorisme nucléaire ou le glaive d'Allah

Services secrets en ébullition, vols annulés, recherches désespérées, descentes dans les milieux islamistes, perquisitions chez les journalistes proches d'Al-Quaïda, en bref, tout est bon pour retrouver la valise nucléaire de 60 x 40 x 20 centimètres que montre le réseau terroriste Al-Quaïda dans une vidéo disponible en ligne sur Internet et désormais bloquée par le FBI . Les nerfs à vif, c'est ainsi que sont perçus depuis quelques temps les services de contre-espionnage, de contre-

terrorisme et de renseignement. En effet, une poignée d'individus est en train de jouer le jeu du chat et de la souris avec la coalition contre le terrorisme. « Soit ils ont tout planifié à l'avance, soit ils sont très intelligents » précise un expert, évoquant les différentes réservations en partance pour les Etats-Unis en décembre dernier et plus récemment. « Ils ont une parfaite maîtrise de l'intoxication et de la psychologie, mes gars sont à bout » exprime un officier fédéral du FBI dans un email à la rédaction. Que penser quand les oreilles indiscrètes rapportent que les milieux du renseignement et du contre-terrorisme ont perdu de vue deux, voire trois cibles très importantes dans un grand aéroport européen. Que penser quand Al-Qaïda présente une valise nucléaire sur une vidéo, avec une cible, New-York, et avec un compte à rebours, le 2 février ? « C'est peut-être vrai, peut-être faux aussi, nous ne savons pas, mais c'est possible qu'ils veuillent bien jouer avec nos nerfs » insiste un responsable de la communication d'une grande agence de renseignement. Mais rien, aucun mot sur la fameuse valise qui semble plus vraie que nature sur cette fameuse vidéo. Au FBI et ailleurs, personne ne peut plus nier l'existence de cette valise promeneuse, et ce, dans les mains de fous dangereux dont le seul but est de déstabiliser les démocraties.

Une émission de télévision est à l'origine d'une prise de conscience du grand public quant à la prolifération des armes de destruction massive. Le 7 septembre 1997, le Russe Alexandre Lebed déclarait durant *Sixty Minutes*, sur CBS, que plus de cent[18] valises nucléaires avaient disparu des inventaires… « *Je ne sais pas où elles se trouvent, je ne sais pas si elles ont été détruites, ou si elles ont été entreposées, vendues ou volées. Je ne sais pas.* » Quelques mois auparavant, Lebed avait déjà révélé le problème à une délégation du Congrès américain, mentionnant alors la disparition de 84 de ces armes sur un total de 132. Il avait également précisé qu'elles dépendaient du GRU (Glavnoe Razvedivatel'noe Upravlenie), le service de renseignement militaire. Elles dotaient des unités spéciales réparties sur l'ensemble du territoire soviétique. Les autorités civiles et militaires russes s'empressèrent de démentir l'information donnée par Lebed. Selon eux, les armes décrites n'existaient pas. Le Département d'Etat américain annonça qu'il n'avait aucune raison de mettre en doute les dénégations russes. Toutefois, le 1er octobre, Lebed persista dans ses déclarations devant le sous-comité de la Recherche et du Développement Militaire du Congrès américain. Il indiqua que des charges nucléaires susceptibles de tenir dans des valises avaient été étudiées et fabriquées pour le KGB. Le 3 octobre 1997, un scientifique russe, Aleksey Yablokov confirma les propos de Lebed devant le même sous-comité. Il expliqua avoir connu d'autres scientifiques qui avaient participé à la réalisation de ces armes, dans les années 1970, pour le KGB. En 1998, Stanislav Lunev, ancien colonel du GRU, transfuge à l'Ouest en 1992, mentionna à son tour leur existence. Il évoquait même la possibilité de prépositionnement de certaines de

[18] **« Former Russian Official Says 100 Portable BombsMissing »**
http://www.stevequayle.com/News.alert/NBC/021106.100.portable.bombs.html
http://www.lubbockonline.com/news/090597/LA0759.htm

ces armes dans les principaux pays de l'OTAN et aux Etats-Unis. Par la suite, le FBI mit en doute une partie des assertions de Lunev, considérées comme exagérées. Néanmoins, il continua de bénéficier de la protection d'un service de renseignement.

Quelle est la réalité de ces armes ? Lebed, décédé dans un accident d'hélicoptère le 29 avril 2002, faisait sans doute référence à deux types d'armes. Dans le cas de celles à disposition des spetsnaz du GRU, il s'agissait probablement de charges de démolition nucléaires, équivalentes aux SDAM et MDAM américaines. Les SDAM (Small Demolition Atomic Munition), d'une puissance de 1 kilotonne, pour une masse de 73 kilos restèrent en service de 1964 à 1988. Les MDAM (Medium Atomic Demolition Munition), pesant environ 200 kilos, pour une puissance de 1 à 15 kilotonnes, faisaient partie des inventaires américains de 1965 à 1986. Ces armes pouvaient être mises en œuvre par les UDT et les Special Forces. Elles étaient d'abord destinées à détruire des objectifs avec une valeur militaire : des postes de commandement, installations portuaires, etc…

Aucun élément concret n'est venu prouver l'existence des valises. Elles auraient pu être confiées aux services spéciaux du KGB, les Osobyy Otdyel' (OO ; Département Particulier), en cas de guerre. Elles auraient servi à perpétrer des attentats meurtriers contre des objectifs politiques, dans les pays de l'OTAN ou alliés des Etats-Unis. Leur puissance peut être estimée entre 0,01 et 0,2 kilotonnes. Soit respectivement la puissance de la charge nucléaire W54, utilisée sur l'arme tactique Davy Crockett (et, dans une version modifiée, sur les SDAM) et la puissance d'une charge nucléaire d'un obus soviétique de 152 mm. La masse reste relativement modeste puisque la W54 pesait une vingtaine de kilos. Le sénateur Weldon, membre du sous-comité qui entendit Lebed et Yablokov, présenta la maquette d'une telle arme, contenue dans un simple attaché-case. Puisque techniquement réalisable, en s'appuyant sur le témoignage de Yablokov, il est permis de supposer que ces armes ont bien existé. De supposer que toutes n'ont pas été détruites[19].

Leur dispersion sur l'ensemble du territoire soviétique semble logique. Elle rendait plus complexe leur surveillance pas des services de renseignement adverses. En prévision d'une guerre, elle facilitait les possibilités de transport à l'étranger, avec de nombreux itinéraires d'infiltration. Cependant, avec l'éclatement de l'Union Soviétique en 1991, cet avantage est devenu caduc. Le Kremlin n'a sans doute pas pu maintenir le contrôle sur l'ensemble de ces armes non-conventionnelles. D'autant plus que les autorités militaires et civiles n'avaient sans doute pas connaissance de l'existence des « possibles » valises nucléaires du KGB. Des armes clandestines au sein de l'arsenal russe… En niant les propos de Lebed, les responsables russes ne mentaient pas. L'amalgame entre charges de démolition

[19] Voir à ce propos les archives de Steve Quayle en ligne : http://www.stevequayle.com/News.alert/04_Nukes/04_Nuke.index.html

nucléaires et valises nucléaires ne pouvait qu'entretenir la confusion quant aux chiffres et à leur réalité.

Ce manque de contrôle a certainement profité à l'organizatsya, la mafia russe, et à des extrémistes de tous bords. Grâce à l'aide américaine, un travail énorme de sécurisation a été accompli, notamment dans les Républiques d'Asie Centrale. Néanmoins, du matériel nucléaire a bien été volé. La dissimulation de césium 137 par des terroristes tchétchènes dans un parc de Moscou, en est l'illustration. Utilisé avec un explosif, l'ensemble aurait constitué une bombe sale. Partant de ce postulat, les déclarations de Lebed n'étaient pas à prendre à la légère. Les autorités russes n'exerçaient qu'un contrôle *officiel* sur le matériel nucléaire civil ou militaire, aussi bien en Russie même que dans les nouveaux Etats…

En 2002, un consultant du FBI révéla dans un ouvrage les efforts d'al-Quaïda pour se doter d'armes nucléaires. Il mentionnait que l'organisation al-Quaïda avait cherché à acquérir des valises nucléaires du KGB dès 1993, pour finalement en acheter vingt, au prix de 30 millions de dollars, en 1998. Selon ce spécialiste, ces bombes auraient été adaptées pour pouvoir être fixées sur le corps de kamikazes. L'achat d'une vingtaine de ces armes, leur adaptation en « ceintures » nucléaire pour attentat suicide sont douteux. Aucune n'a été retrouvée en Afghanistan. Le chiffre de deux ou trois unités semble plus réaliste. Cette possibilité est corroborée par la récente menace d' al-Quaïda, dans une vidéo présentée sur Internet… La mouvance al-Quaïda posséderait donc bien des armes de destruction massive. Reste alors à savoir si ces armes sont opérationnelles et si ceux qui en disposent ont également les codes nécessaires à leur activation.

Selon un rapport de l'OCDE que nous avons obtenu, non seulement les experts reconnaissent l'existence de ces valises nucléaires mais en calculent les retombées, en voici quelques extraits :

*- Durant la guerre froide, l'Union soviétique a mis au point des bombes nucléaires transportables dans une valise. Les autorités russes ont pris des mesures pour protéger les matières nucléaires contre le vol, mais on ne sait pas très bien si toutes ces bombes transportables peuvent être localisées. Même une bombe nucléaire artisanale pourrait provoquer une explosion équivalente à 20 000 tonnes de TNT et détruire une zone de plus de sept kilomètres carrés. Si une telle bombe explosait dans la pointe de Manhattan, la totalité de Wall Street et du quartier financier serait détruite, avec des milliers de victimes. Il est quasiment impossible d'évaluer l'impact économique d'un tel attentat. Malgré tout, des ordres de grandeur peuvent être utiles pour déterminer l'ampleur des dommages auxquels les pouvoirs publics auraient à faire face. Par exemple, en cas d'attentat nucléaire contre New York, la ville serait en majeure partie inhabitable pendant des années.*

*- L'effet direct serait de réduire le potentiel de production du pays de 3 pour cent environ, c'est-à-dire l'équivalent du PIB d'un petit pays de l'OCDE*[20]*. C'est le secteur financier, représentant l'essentiel de l'économie de la ville, qui subirait le plus gros de l'impact direct. Wall Street serait fermée pendant une longue période et la reprise des opérations financières serait fonction de la disponibilité d'équipements de secours et de duplication des données. Dans ces conditions, il pourrait être souhaitable de mettre en place un dispositif pour assurer la continuité des opérations après un attentat de grande ampleur. Une autre conséquence lourde serait la désorganisation des transports. Le port et les aéroports de New York seraient fermés pour longtemps et les autres moyens de transport seraient soumis à de strictes mesures de sécurité, ce qui ralentirait les livraisons et les rendrait plus aléatoires.*

*- A l'échelle de l'ensemble du pays, la confiance des ménages et des entreprises serait gravement ébranlée, de même que la crédibilité de l'aptitude du gouvernement à protéger le pays. Le déplacement des survivants dans les zones non contaminées nécessiterait la construction de nouveaux logements. Les polices d'assurance standards excluant les attentats nucléaires, le coût de reconstruction serait supporté par le budget et les perspectives d'évolution des finances publiques se dégraderaient considérablement. Du fait de la réduction actuelle de l'assurance des risques liés au terrorisme, la plupart des entreprises resteraient gravement exposées à ces risques.*

*- A plus long terme, les personnes et les entreprises seraient bien moins disposées à se localiser dans les grandes zones urbaines. On observerait donc une tendance à l'installation dans des zones moins peuplées, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur l'innovation et les gains de productivité. Au total, une deuxième attaque terroriste pourrait avoir des effets plus durables, surtout en cas d'utilisation d'armes de destruction massive. C'est pourquoi il est indispensable de se préparer à une telle éventualité, même si sa probabilité est jugée faible.*

Force est de constater que rapports sur rapports, experts, instituts officiels, organismes privés et personnes concernées sont unanimes sur un seul point : Il ne faut pas se demander comment et où, mais quand un tel événement va se produire, personne ne crie aux loups sans certaines raisons valables. La prolifération nucléaire incontrôlée issue de la chute de l'ex-URSS, le transfert de technologie nucléaire vers des pays instables et autres états voyous est une réalité que les médias, les états et les gouvernements s'efforcent de ne pas exagérer, pourtant les faits sont là, plus on avance sur le chemin, plus les investigations passent du jaune au rouge, il y a urgence.

[20] Le produit intérieur brut de l'État de New York était de 755 milliards de dollars en 1999, soit environ 8 pour cent du PIB du pays. La ville de New York représente environ 40 pour cent de la population active de l'État de New York. Par conséquent, on peut estimer que la ville de New York représente quelque 3 pour cent de la production totale du pays.

**Le chantage d'al-Quaïda ?**

Nous venions à peine de publier l'article *« Mais où est passée la valise nucléaire d'al-Quaïda ? »* dans Le Confidentiel n°4 datant de mars avril 2004, qu'une information de premier ordre tombe dans nos filets de veille : le 21 mars 2004 à 4H24 du matin, une dépêche du fil d'information de l'Associated Press en Australie tombe comme une enclume: Le journaliste pakistanais Hamid Mir, biographe de l'égyptien Ayman al-Zawahri, numéro 2 d'al-Quaïda, affirme que celui-ci a acheté au marché noir d'Asie centrale, des valises nucléaires en parfait état de fonctionnement. C'est la deuxième affirmation officielle de ce type, mais cette fois-ci la menace est claire et précise, comme si le numéro 2 de l'internationale terroriste voulait faire passer un message : *« Monsieur Mir, si vous avez 30 millions de dollars, vous allez au marché noir, en Asie centrale, vous contactez n'importe quel scientifique soviétique contrarié… et dans ce cas, beaucoup de valises nucléaires seront disponibles ».* Les services de renseignements américains ont été longtemps convaincus qu'al-Qaïda était en possession de tels engins, sans jamais avoir réussi à le prouver. Les propos d'al-Zawahiri contredisent ceux qui rétorquent qu'al-Qaïda n'a pas les capacités pour les maintenir en état de fonctionnement et les mettre en œuvre. Il ajoute *« Ils nous ont contacté, nous avons envoyé des membres à Moscou, Tashkent, dans d'autres Etats d'Asie Centrale et ils ont négocié et nous avons acheté quelques valises nucléaires ».*

Cette interview a été publiée avec l'accord du numéro 2 d'al-Quaïda alors que les forces pakistanaises avec les forces de la coalition encerclent une poche de résistance d'al-Qaïda à la frontière du Pakistan dans la zone tribale du sud-Waziristan. Quelques jours après, il sera décidé d'arrêter l'offensive ayant fait 63 combattants tués et 167 capturés. De l'autre côté, le bilan de l'offensive reste élevé, 46 soldats pakistanais ont également trouvé la mort. Tout porte à croire qu'une ou plusieurs *« cibles de grande valeur »* sont passées entre les mailles du filet. Les jours passent et des spécialistes commencent à corroborer les déclarations d'Ayman al-Zawahri concernant les valises nucléaires *« Zawahri est quelqu'un de très malin, il est le vrai cerveau tactique de l'organisation. Il se trouve qu'il ment rarement, demandez à son biographe Hanmit Mir, il vous le dira »* nous confirme dans un échange un contact proche des services américains. Nous évoquons alors l'une des théories des plus effrayantes qui circulent dans certains 'clubs' d'officiers de renseignement ou de spécialistes de l'anti-terrorisme, c'est le cas d'un membre du club de Berne[21], proche de la rédaction du Confidentiel *« Avez-vous pensé au chantage ? Il se peut, et je dis bien qu'il se peut, que les tacticiens d'al-Quaïda aient vraiment en leur possession ces valises. Il se peut aussi, qu'elles soient déjà placées dans des endroits stratégiques, sur le sol de certains pays ».*

En juillet 2001, selon le quotidien le Figaro, Dubaï, l'un des sept émirats de la fédération des Emirats Arabes Unis, a été le théâtre d'une rencontre secrète entre Oussama Ben-Laden et le représentant local de la CIA. Une source de la direction

---

[21] Groupement formé en 1971 et où l'on y trouve les principaux responsables des services de renseignement de l'Union Européene, et depuis peu, les spécialistes de la lutte anti-terroriste.

administrative de l'hôpital américain de Dubaï, affirme que l'ennemi public numéro un a séjourné dans cet établissement hospitalier du 4 au 14 juillet. Le papier stipule que *«Oussama Ben-Laden a été transféré dès son arrivée à Dubaï Airport en provenance de l'aéroport de Quetta au Pakistan. Accompagné de son médecin personnel et fidèle lieutenant, qui pourrait être l'Égyptien Ayman al-Zawahari - sur ce point les témoignages ne sont pas formels -, de quatre gardes du corps, ainsi que d'un infirmier algérien, Ben Laden a été admis à l'hôpital américain, un bâtiment de verre et de marbre situé entre Al-Garhoud Bridge et Al-Maktoum Bridge ».* Pour l'un des correspondants de notre confrère du Confidentiel, Louis Belmonte, il se pourrait que la CIA soit beaucoup plus au courant qu'on ne le pense *« imaginez un instant que certaines de ces valises soient sur le sol pakistanais, même indien, ce serait l'apocalypse, n'ayons pas peur des mots. C'est un fantastique moyen de pression, si vous me demandez, je vous réponds que c'est bien le style d'Ayman al-Zawahri, pas celui de Ben-Laden ».* Graves conséquences si une telle charge explose dans une grande ville comme Bombay ou même Islamabad, dans les deux sens, ce serait ressenti comme une agression, même si l'Inde ou le Pakistan sont au courant de la menace des valises par le biais des services de renseignement ou le fil gouvernemental, la rue se soulèverait, ouvrant alors la voie aux islamistes et fanatiques de tout bords, des coups d'état sont possibles, surtout pour le président pakistanais Musharaf, qui n'a jamais été aussi fragilisé que depuis ce 11 septembre 2001.

Depuis la deuxième menace d'al-Zawahri il y a quelques mois, cette théorie s'affirme de plus en plus, elle devient même un scénario mis en place par le Pentagone. Difficile à croire, mais c'est bien vrai. Même si pour les généraux du Département de la Défense américain il est impossible que de telles valises entrent aux Etats-Unis sans un jour être détectées, on veut bien leur faire confiance, mais jusqu'à quel point ?

En ce jour de mercredi 24 mars 2004, nous apprenons que les ports américains de New York et de New Jersey sont les premiers à recevoir une technologie capable de détecter les armes nucléaires[22].

## La bombe islamique, une vérité qui dérange

Comment ne pas aborder le sujet de la bombe islamique ? Qu'elle soit officielle (au Pakistan) ou subversive (groupes terroristes) il y a une grande différence d'approche et d'utilisation. Entendons nous bien sur le contexte, le Pakistan est surveillé depuis fort longtemps par les Etats-Unis, cela n'a pourtant pas empêché le Docteur Abdul Qadeer Kahn de faire du transfert de technologie nucléaire à d'autres pays… musulmans. *« Le problème n'est pas la religion en elle-même, le problème c'est de savoir si cette technologie ne va pas tomber dans des mains extrémistes, si le pays qui va l'acquérir est stable et ne risque pas de sombrer dans l'anarchie d'un coup d'état islamiste ou*

[22] **« U.S. to Scan for Nukes at All Ports »** http://www.newsmax.com/archives/articles/2004/3/23/211611.shtml

*fanatique »* nous affirme au téléphone un expert de l'UNIDIR (Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement). Dans un récent rapport de cette institution plus que sérieuse, une chercheuse, Annette Schaper[23] examine les risques du terrorisme nucléaire depuis le 11 septembre 2001, un rapport passé inaperçu dans les médias et totalement ignoré par les gouvernements démocratiques de la planète. Au terme de quelques 17 pages faisant partie d'un rapport intitulé 'Forum du Désarmement, le Terrorisme Nucléaire[24]', Annette Schaper conclue *« Il existe bien un risque de voir des terroristes utiliser un engin nucléaire ou procéder à une explosion classique pour disperser des éléments radioactifs, mais nous ignorons si des activités sont déjà engagées dans ce sens. En plus de l'arsenal antiterroriste actuel, des stratégies doivent être mises en œuvre pour réduire, à long terme, ce risque. Il s'agit notamment de renforcer la coopération internationale pour améliorer la sécurité des matières nucléaires et d'adopter des engagements juridiquement contraignants pour intensifier la transparence, la collaboration et les normes de sécurité au niveau international ».* Plus haut nous avons évoqué le cas des valises nucléaires, une menace prise en compte par les services de renseignement et de contre-terrorisme de plusieurs pays pour certaines raisons qu'il est bon de connaître. Les armes nucléaires étant de conception complexe, résultant de plusieurs années de recherche, nécessitant des installations particulières et une logistique assez conséquente, il est presque impensable pour un groupe terroriste de développer lui-même sa bombe nucléaire. Scientifiquement compréhensible, un tel dispositif nécessite une grande quantité de matières nucléaires mais aussi et surtout une organisation et des connaissances qu'il est difficile de mettre en œuvre sans révéler des intentions nuisibles. Par exemple, même si les principes des armes nucléaires sont connus et les théories fondamentales tombées dans le domaine public (publications, Internet), selon Annette Schaper, ces informations peuvent contenir des erreurs et ne se fondent que sur des informations déclassifiées qui peuvent être utilisées pour comprendre les points physiques pertinents, mais de nombreuses informations restent confidentielles surtout sur le plan de l'ingénierie. C'est là que le bât blesse, il y a non seulement prolifération à travers le globe, trafic de matières, mais aussi transfert illégal de technologies nucléaires, et franchement aujourd'hui, même les Etats-Unis sont dans l'incapacité de juger l'étendu des dégâts : Déjà en 1997, le Département de l'Energie américain lance un avertissement *« Plusieurs kilos de plutonium ou une quantité supérieure d'uranium fortement enrichi suffisent à fabriquer une bombe. S'ils avaient la possibilité d'acquérir ces matières en quantité suffisante, la plupart des pays et certains groupes infra-étatiques auraient techniquement la capacité de fabriquer une arme nucléaire ».* Alerte rouge donc, et ce depuis plusieurs années déjà, à l'effigie du film des studios de Spielberg, Peacemaker, des unités spécialisées traquent sans relâche les groupes terroristes, Etats voyous, généraux corrompus de l'ex-URSS, et mafias désirant soit s'investir dans le projet, soit

---

[23] Annette Schaper travaille comme *senior research associate* au Peace Research Institute Frankfurt (PRIF). Elle est titulaire d'un doctorat en physique expérimentale. Elle concentre ses travaux sur la maîtrise des armements nucléaires et ses différents aspects techniques.

[24] **Rapport UNIDIR, année 2003, n°2** :
http://www.unidir.org/bdd/fiche-periodique-fr.php?ref_periodique=1020-7287-2003-2-fr

devenir une partie d'un maillon qui pourrait conduire à une catastrophe nucléaire. Mais tentons de comprendre pourquoi il peut exister deux types de menaces : Les valises existantes ou pouvant être produites à partir de plans ou de modèles existants, et les bombes nucléaires faites maison, nous excluons les 'bombes sales'.

Tout d'abord sans procéder ici à un cours de physique nucléaire, il faut comprendre comment fonctionne une bombe de ce type. Voici donc les deux types de détonique nucléaire.

1) ***La méthode d'implosion***, utilisée à Nagasaki. Elle consiste à faire imploser une sphère creuse des plutonium ou d'uranium fortement enrichi pour générer une masse que l'on nomme surcritique. L'arrivée d'un neutron dans cette masse entraîne une réaction en chaîne qui provoque l'explosion nucléaire. Pour fabriquer une charge nucléaire avec cette méthode, il faut non seulement maîtriser parfaitement la technique mais il faut aussi effectuer toute une série d'essais qui impliquent de nombreuses explosions.
2) ***La méthode gun-type***, elle consiste à lancer deux masses non critiques d'uranium fortement enrichi l'une contre l'autre pour générer une masse surcritique. L'uranium fortement enrichi peut être employé dans cette méthode. Des dizaines de kilos sont donc nécessaires et ne permettent qu'un niveau de surcriticité relativement bas. Méthode suffisante pour provoquer une explosion nucléaire de type Hiroshima. Le problème technique est énorme : Pour fusionner deux masses à la vitesse requise, les terroristes devraient maîtriser une technique leur permettant de les lancer l'une contre l'autre dans un espace confiné. C'est une difficulté technologique importante, surtout vu l'importance des masses impliquées, et qui nécessiterait probablement des mois, voire des années, d'essais préalables.

La conclusion des experts de l'UNIDIR est unanime, des terroristes seraient probablement beaucoup plus intéressés par un produit fonctionnel ponctuel que par un programme à long terme, trop détectable, coûteux en personnes, en matériel et en argent. Voilà pourquoi al-Quaïda a tenté de se procurer (ou possède déjà) des valises nucléaires toutes prêtes à l'emploi.

Pourtant, selon ces mêmes experts et les termes d'Annitta Schaper, *« En théorie, une organisation de la terreur particulièrement motivée et dotée de ressources financières importantes peut acquérir les capacités techniques nécessaires pour fabriquer un mécanisme permettant d'initier un dispositif explosif nucléaire. Elle devrait néanmoins y consacrer des efforts considérables. Différents spécialistes devraient acquérir les connaissances théoriques et techniques nécessaires, en étudiant par exemple dans des universités à l'étranger. Les enquêtes réalisées après les attaques contre le World Trade Center montrent que les terroristes sont prêts à cela pour atteindre leurs objectifs. L'organisation aurait besoin de se réfugier quelque part pendant plusieurs années pour pouvoir conduire ses activités et mener à bien les expériences nécessaires sans être dérangée. Cette base ne pourrait être mobile, puisqu'un site d'essai serait nécessaire pour effectuer des explosions*

*classiques, de même que des bureaux et des laboratoires de recherche. La mise au point de techniques de détonique n'implique pas la manipulation de plutonium ni d'uranium fortement enrichi. La dissimulation d'une telle base pourrait donc être relativement facile ».*

Nous en venons donc tout naturellement au trafic de matières et au transfert de technologies nucléaires qui sont une réalité, et non pas une fiction, comme il a été écrit dans un grand quotidien national français. En effet pas de chance, quelques jours après cette magnifique boulette de la part d'un journaliste 'spécialisé' dans les questions géostratégiques, le père de la bombe pakistanaise, le Docteur Abdul Qadeer Kahn, passe aux aveux sur le trafic nucléaire international qu'il dirigeait depuis le Pakistan. Le début d'une période plus que néfaste pour la stabilité du monde libre.

La réalité est bien là, il est bien plus difficile d'acquérir le combustible nucléaire nécessaire que de mettre au point une technique de détonique. Les matières nucléaires existent sous différentes formes. Seuls le plutonium métal et l'uranium fortement enrichi peuvent être utilisés directement dans des armes nucléaires sans qu'un traitement supplémentaire ne soit nécessaire. Il est estimé que des terroristes débutants auraient besoin, selon le rapport de l'UNIDIR *« d'au moins 20 kilos d'uranium fortement enrichi ou de 10 kilos de plutonium pour fabriquer une ogive avec la méthode d'implosion. Pour la seconde méthode (gun-type), il leur faudrait 50 kilos d'uranium fortement enrichi ».* Un groupe terroriste choisirait cette méthode que s'il était certain de pouvoir acquérir assez d'uranium fortement enrichi, au marché noir bien sur. Continuons l'examen du rapport *« Il existe dans le monde près de 250 tonnes de plutonium militaire et près de 1 700 tonnes d'uranium fortement enrichi militaire auxquels il convient d'ajouter les stocks civils. Ces matières, comme d'autres, sont bien évidemment soumises à des mesures de sécurité rigoureuses. De plus, les matières nucléaires qui se trouvent sur le territoire d'États non dotés d'armes nucléaires sont soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)*[25] *».* Des contrôles qui dans une certaine logique devraient permettre la détection des vols dans les meilleurs délais possibles, ce qui, logiquement, laisserait le temps à la communauté internationale de réagir avant qu'un dispositif nucléaire terroriste ne soit opérationnel.

Là encore des failles existent, l'une d'elles est une véritable blague à l'échelle internationale : Les cinq états dotés d'armes nucléaires ne sont pas tenus de conclure des accords de garanties avec l'AIEA, comme par exemple, le pseudo Traité sur la Non-Prolifération des Armes Nucléaires (TNP)…

Même si un organisme tel que l'AIEA est nécessaire et permet de résoudre et de réguler beaucoup plus de problèmes que l'on n'imagine, il est clair qu'aujourd'hui les experts et les gouvernements cachent la crise nucléaire qui se profile depuis

---

[25] L'Agence Internationale de l'Energie Atomique siège à Vienne, en Autriche. Cette agence créé en 1953, au début de la guerre froide, a pour rôle de promouvoir l'utilisation de l'énergie civile nucléaire dans le monde. Elle veille à ce que tous les pays, avec lesquels des accords sont signés, n'emploient l'atome qu'à des fins pacifiques.

l'effondrement de l'ex-URSS et la fin de la guerre Froide. Pour en mesurer les conséquences, voici une dernière sélection du rapport de l'UNIDIR de 2003 :

*- La sécurité des matières nucléaires dans les États ayant succédé à l'Union soviétique suscite de grandes craintes depuis plusieurs années. Aucune estimation précise de ces stocks ne semble être disponible. Ajoutons qu'aujourd'hui de nombreuses usines et installations de stockage ne sont pas suffisamment sûres. Nous ignorons si des terroristes ou des états tiers ont réussi à s'emparer de matières nucléaires. Il est néanmoins certain qu'ils ont tenté d'y parvenir. Au milieu des années 90, plusieurs vols de matières nucléaires prêtes à un usage militaire furent constatés.*

*- Les quantités dérobées avoisinaient dans certains cas plusieurs kilos. En 1998, le Gouvernement russe révéla qu'un plan concernant le vol de 18,5 kilos d'uranium fortement enrichi dans l'une des plus grandes usines d'armes nucléaires du pays avait été déjoué avant que les matières ne quittent l'usine. Il est toutefois possible que des vols aient été menés à bien sans être découverts. Nous ignorons si des opérations de ce type ont déjà réussi. Il n'est donc pas exclu que des terroristes disposent de matières nucléaires en quantité suffisante pour fabriquer une arme, mais il est impossible de le savoir.*

*- La mauvaise sécurité des matières nucléaires est un problème qui ne concerne pas uniquement l'ex-Union soviétique. Aux États-Unis d'Amérique, des plaintes concernant la sécurité limitée des matières prêtes à un usage militaire ont été déposées, malgré des réglementations plus strictes qu'en Fédération de Russie sur la protection physique des matières nucléaires. Il convient de préciser que les États-Unis, en tant qu'Etat doté d'armes nucléaires, ne sont pas soumis aux contrôles internationaux obligatoires.*

*- Au cours des décennies qui suivirent l'invention des armes nucléaires, l'enregistrement des matières nucléaires fut très incomplet. En 1996, le Département de l'énergie des États-Unis publia un rapport détaillé sur l'histoire de la production américaine de plutonium. Il ressortait de ce document que 2,8 tonnes de plutonium étaient portées manquantes ; il existait une différence de 2,8 tonnes entre les stocks mesurés et le nombre calculé sur la base d'archives. Ces matières n'ont pas été nécessairement volées ou perdues. Cette différence pourrait simplement refléter l'ampleur de l'inexactitude des registres tenus auparavant.*

*- Ce qui est clair c'est qu'il est impossible de déterminer si des matières ont été dérobées par le passé. L'on peut supposer que ces inexactitudes sont encore pires dans le cas de la Fédération de Russie.*

**De Kinshasa à Islamabad, le réel danger du trafic nucléaire**

Le début mars 2003, une information passe à la trappe des agences de presse et des principaux médias, personne n'en parle, ni le 20H, ni les chaînes d'information en continu. Ce mercredi 12 mars, en Zambie, la police détient deux suspects qui sont en possession d'uranium. Les autorités disent que la qualité de l'uranium saisi est telle qu'il aurait pu servir à la fabrication de bombes. Les deux zambiens avaient été arrêtés à la bourse de Lusaka, à la mi-février. La dépêche de la Voix de l'Amérique se termine de cette façon *« des experts analysent actuellement l'uranium pour en confirmer la nature exacte »*. Aucune suite ne sera donnée, silence total sur l'affaire, black-out imposé sans aucun doute…

Le 23 mars 2004, une autre dépêche, cette fois-ci de l'Agence France Presse, passe inaperçue, plutôt que de polémiquer et pour faire taire les mauvaises langues qui pourraient nous faire passer pour des fous qui hurlent aux loups, nous la reproduisons ici pour que vous puissiez en juger par vous-même :

AFP : « Des spécialistes américains vont procéder à Kinshasa à l'expertise de deux caisses d'uranium enrichi, pouvant permettre de fabriquer des « bombes sales» (nda : mais aussi des armes nucléaires, comme nous l'avons vu plus haut), saisies ce mois-ci par les services de sécurité, a annoncé mardi à l'AFP le représentant de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA). Selon le Professeur Fortunat Lumu, ces deux caisses, d'environ 50 kilogrammes chacune, vraisemblablement en provenance des Etats-Unis, s'ajouteraient à une cinquantaine de caisses comparables saisies ces dernières quatre années en RDCongo. Il n'a pas été possible de déterminer la date ou les circonstances de cette saisie. L'Uranium - mélange d'uranium 235 et 238- est contenu dans un « casque », en forme de cloche, une gangue faite d'un alliage de plomb et d'acier inoxydable, a-t-il expliqué à l'AFP. Il peut permettre de fabriquer des « bombes sales » -en mélangeant les matières radioactives à des bombes conventionnelles- qui peuvent contaminer toute une région pendant plusieurs dizaines d'années, a-t-il expliqué à l'AFP. Deux experts américains, déjà présents à Kinshasa, vont procéder *« en fin de semaine ou en début de semaine prochaine »* à l'ouverture des casques pour tenter d'en déterminer l'origine, a-t-il précisé. *« Avec le risque lié aux bombes sales et au terrorisme, les Etats-Unis coopèrent de plus en plus avec nous »*, a dit M. Lumu, également responsable du Commissariat général à l'énergie atomique (CGEA) de RDC et qui représente ce pays à l'AIEA. Depuis le mois de janvier, le CGEA est mandaté pour traiter des questions de sécurité nucléaire au nom de l'AIEA; basée à Vienne. Un casque comparable a été découvert il y a quelques jours en Zambie. Des saisies comparables ont été effectuées en Ouganda et en Tanzanie. En novembre dernier, un journal français annonçait qu'un opposant congolais avait déclaré que le groupe terroriste al-Qaïda s'était procuré l'un de ces casques en 2000 auprès d'opposants congolais qui souhaitaient financer un coup d'Etat. La valeur marchande d'un tel casque serait de l'ordre de 400.000 Dollars, selon des tarifs circulant au Congo voisin, où l'on peut

également se procurer semble-t-il du deutérium ou des piles atomiques, a ajouté M. Lumu. L'uranium serait livré au Congo, sous couvert d'utilisation pour des entreprises minières (comme source d'énergie) ou pétrolières (il est notamment utilisé pour les définitions de densité et d'épaisseur des carburants). Il serait ensuite transporté clandestinement en RDC, devenue une plaque tournante du produit, selon le journal 'L'avenir' publié à Kinshasa. La RDC ne compte plus de mine d'uranium en activité depuis plusieurs années. Elle en était le premier producteur mondial il y a environ 40 ans. Les deux premières bombes atomiques, larguées sur Hiroshima et Nagasaki, avaient été fabriquées avec de l'uranium provenant de la mine de Shinkolobwe en RDCongo. »

Ce ne sont là ni les premiers ni les derniers trafics connus ou inconnus à ce jour. Une situation désespérée pour certains spécialistes indépendants qui jugent ces arrestations à la partie visible de l'iceberg. Pas besoin d'aller en Afrique ou au Moyen-Orient, mi-juillet 2001, une saisie de 5 grammes d'uranium provenant d'un trafic a eu lieu à Paris, c'était la première fois qu'une telle saisie était opérée en France par les services spécialisés. On n'en saura pas plus, pourtant quelques mois plus tard, le 12 juillet 2002, la police portugaise interpelle un homme soupçonné d'avoir joué un rôle majeur dans un trafic d'uranium utilisable à des fins militaires. Un Portugais de 46 ans est arrêté à Porto, à la demande de Paris. Il est soupçonné d'être en relation avec trois résidents étrangers en France qui avaient été interpellés en 2001 pour possession d'uranium, la boucle est bouclée, la Direction de la Surveillance du Territoire reste aussi muette qu'une carpe… Selon des sources policières portugaises, cet homme pourrait être l'un des dirigeants d'un gang international qui faisait sortir d'Europe de l'Est des matériaux nucléaires en contrebande. Les exemples fusent et selon des sources proches des services et des gouvernements européens ou d'Europe de l'est on ne compte pas les arrestations et les saisies qui passent sous le secret de l'instruction, surtout depuis le 11 septembre 2001 et les lois anti-terroristes, vive le secret défense !

Cependant on ne peut exclure la possibilité que certaines quantités d'uranium aient été vendues ou revendues par le passé pour se retrouver aujourd'hui entre les mains de criminels. *« Il a été dit, par exemple, qu'Oussama Ben-Laden aurait tenté d'acquérir de l'uranium fortement enrichi d'origine sud-africaine entre 1993 et 1994. Nous ignorons s'il a réussi »* déclare le rapport de l'experte  Annitta Schaper dans son rapport à l'UNIDIR. Ajoutons que les États-Unis soupçonnent ouvertement l'Iran de chercher à se doter de capacités nucléaires. Les soupçons des Américains reposeraient sur les témoignages de marchands d'armes selon lesquels des représentants iraniens se seraient renseignés sur la possibilité d'acheter des matières fissiles. Ils reposent également sur le fait que certains responsables iraniens auraient cherché à acheter de l'uranium enrichi au Kazakhstan et sur l'achat de biens à double-usage qui pourrait témoigner d'un intérêt pour la technique d'enrichissement par ultracentrifugation, ce qui a été confirmé par les agences de

renseignement d'autres pays. En Allemagne, le bureau fédéral des exportations aurait interdit, depuis 1996, toute livraison à la Sharaf University à Téhéran, après que cette université eut tenté d'acheter du matériel pour la fabrication de centrifugeuses. Un autre motif de suspicion est le fait que l'Iran ait engagé la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium.

A ce trafic 'mafieux' peut se combiner un trafic plus officiel, celui d'un état possédant des technologies et qui par lien ethnique ou religieux procède au transfert de celles-ci, c'est le cas du Docteur Kahn que nous avons déjà brièvement évoqué.

**Le très discret Docteur Abdul Kahn**

Février 2004, le président pakistanais Pervez Musharraf vient de gracier le père de la bombe islamique, le très controversé Abdul Qadeer Khan. Prétextant être un pays souverain, le président Musharraf déclare aux journalistes qu'aucune enquête indépendante ne sera menée dans son pays, message indirectement envoyé au directeur de l'Agence internationale à l'énergie atomique, Mohamed El-Baradeï qui souhaitait enquêter sur le sulfureux professeur Khan. Il y a de quoi ! Abdul Qadeer Khan, a reconnu avoir transféré de la technologie nucléaire à l'Iran, la Libye et la Corée du Nord, une confession dans une déclaration écrite remise à une équipe chargée d'enquêter sur les accusations de prolifération nucléaire pesant sur le Pakistan. Des transferts qui auraient commencé à la fin des années 1980 et se seraient prolongés jusqu'au au milieu des années 1990. Dans l'embarras le plus total, les responsables pakistanais soulignent que Khan aurait agi seul, sans aucun appui du gouvernement, ce que ne crois pas Mohamed ElBaradeï, le directeur de l'AIEA, organisme qui aurait du enquêter librement sur des faits gravissimes. *« Des scientifiques pakistanais savaient, Khan agissait avec la bénédiction du gouvernement car il utilisait son réseau de contacts, un réseau d'influence appuyé par l'ISI (les services secrets pakistanais) qui en quelques trente ans a donné la puissance nucléaire au Pakistan, qui a fait naître la première bombe islamique, et ce face à l'ennemi héréditaire, l'Inde. Musharraf ne lâchera jamais Khan, pour la simple et bonne raison que l'un a fait le pouvoir de l'autre et vice-versa, gracier Khan, c'est tout à fait normal pour Musharraf »* nous confirme Foued H. une source proche de l'AIEA. Pourtant plus besoin d'enquête indépendante, les services américains, français et britanniques en savent déjà trop sur Khan, l'un des professeurs en physique nucléaire les plus surveillés du monde arabo-musulman. Celui qui a vendu de la technologie nucléaire à l'Iran, la Libye et la Corée du Nord est un véritable businessman, doué, calculateur, intelligent et terriblement sur de lui.

Véritable star dans son pays, Khan peut même se targuer d'avoir le statut de héros national. Vénéré dans la majorité des pays musulmans, surnommé « le père de la bombe islamique » par la presse internationale et les services secrets occidentaux, Abdul Qadeer Kahn se fera tout seul, homme de réseaux, il saura faire les bons choix aux bons moments, comme celui de voler, en 1975, les plans des meilleures

centrifugeuses[26] au monde alors qu'il n'était qu'un simple ingénieur métallurgiste aux Pays-Bas, de s'enfuir au Pakistan et mettre alors à profit son expérience et développer des centrifugeuses dans un projet d'enrichissement de l'uranium sur le site de Kahuta. La décision de Kahn fut prise en 1974, année du premier essai nucléaire indien qui le traumatisa fortement.

Né en Inde, en 1935, dans l'Etat du Madhya Pradesh, Abdul Qadeer est le fils d'une famille d'instituteurs. Il émigre en 1952 au Pakistan. A ce jour, il est le seul civil à avoir reçu la plus haute décoration pakistanaise. Populaire et mythique, Abdul Qadeer Khan investi sa fortune dans la pierre et dans les associations caritatives, ce qui lui donne une image qui ne peut être ébranlée par aucune accusation, même celle d'avoir vendu ou transféré de la technologie à d'autres pays musulmans. En 1976, Khan a commencé à exploiter les technologies étrangères pour doter le Pakistan de sa propre bombe. Le programme nucléaire pakistanais débute donc le 31 juillet 1976, presque deux ans après le premier essai atomique indien. Immédiatement après ce premier test de l'ennemi voisin, le premier ministre de l'époque, Zulficar Ali Bhutto, avait déjà déclaré : « *Si l'Inde construit la bombe, nous l'aurons nous aussi, même si, pour cela, nous devons manger de l'herbe et des feuilles* ». A l'époque Washington et les autres puissances nucléaires n'y avaient vu aucun inconvénient. Les premières pseudo-sanctions n'ont été décidées qu'en 1987 par les Etats-Unis. Des décisions symboliques puisque les Etats-Unis ont redoublé les fournitures d'armements classiques à Islamabad et la France a poursuivi son aide pour la construction d'une centrale nucléaire, en échange d'achats de Mirages…

Sous l'impulsion d'Ali Bhutto, le jeune Abdul Qadeer Khan va alors entreprendre le projet en puisant dans une partie des documents volés aux Pays-Bas, des listes de fabricants, des intermédiaires que Kahn contactera personnellement, parce que doué pour les langues et indiscutable en affaires, il sera le responsable des achats qui se feront aux quatre coins du monde. Une fois ces technologies acquises, Khan les revendra, parce que vieillissantes mais intéressantes pour des petits pays. C'est alors que le réseau de contacts qui a permis à Kahn d'importer du matériel nucléaire à double usage, civil et militaire, lui permettra aussi de l'exporter, même vers des pays aux gouvernements instables et surveillés de très près par les services secrets occidentaux. Gigantesque bide pour ces services, on se demande aujourd'hui en constatant les délires du professeur Khan, comment et pourquoi nos politiques et nos agents secrets n'ont rien fait pour éliminer un pareil danger *« il aurait fallu le descendre, du moins au milieu des années 1980, car n'oublions pas qu'en 1987 Khan a conclu un accord avec l'Iran qui voulait construire ses propres centrifugeuses, la CIA était au courant, aujourd'hui que l'affaire de trafic s'emble s'être étendue à la Libye et surtout Corée du Nord,montre bien que Kahn n'est qu'un mercenaire du nucléaire, un type farouchement vénal et*

---

[26] Les centrifugeuses sont des tubes métalliques qui tournent à très grande vitesse pour enrichir l'uranium naturel et ainsi le transformer en combustible pour une bombe atomique. Les plans volés, selon la justice néerlandaise, constituaient un ensemble de centrifugeuses en « cascade » pour concentrer l'isotope rare U-235 afin d'obtenir un combustible fissible.

*sans aucun remord »* peste un spécialiste français de la prolifération nucléaire et ancien agent du Quai d'Orsay. Et il a raison le spécialiste constamment en vadrouille de part le monde sur le dossier de la prolifération. Il nous rappelle, autour d'un bon café, que la CIA a plusieurs fois confirmé ses craintes dans des rapports secrets à propos du transfert de technologie nucléaire vers la Corée du Nord, nous évoquons un article très bien informé du New York Times qui cite ledit rapport. Selon celui-ci, la Corée du Nord a reçu un ensemble d'informations de technologie nucléaire probablement équivalent à celui qui a été vendu par le réseau de Khan à la Libye pour 60 millions de dollars (dont des centrifugeuses d'uranium), de plus, les relations entre Khan et la Corée du Nord remontent au début des années 1990 quand le premier ministre du Pakistan était Benazir Bhutto. Les contacts clandestins se sont accélérés entre 1998 et 2002, ajoute le rapport cité par le journal new-yorkais. *« Il faut être vraiment idiot pour ne pas voir que le réseau Khan d'importation de matières nucléaires, puis d'exportation, était uniquement connu de lui et de lui seul. Des officiers de l'armée pakistanaise mettaient en œuvre toute une logistique, dont des avions cargos maquillés. Vous ne pouvez pas croire un seul instant qu'il agissait seul, c'est matériellement impossible, et puis de toutes façons, le trafic, les réseaux et l'implication du gouvernement et des services pakistanais dans les trafics de Kahn n'est aujourd'hui qu'un vulgaire secret de polichinelle, on se fout vraiment de la gueule du monde ».*

Le 28 mai 1998, le premier ministre pakistanais annonce le succès de cinq tests nucléaires simultanés effectués à 12 h 23 (heure française) sur le site de Dostan Wadh dans le désert du Baloutchistan, non loin des frontières afghane et iranienne. Le Pakistan est depuis longtemps conscient de la supériorité de l'Inde, aussi bien militaire que démographique ou économique, et de sa propre vulnérabilité face à une attaque conventionnelle éventuelle de l'Inde, en raison de l'absence de profondeur stratégique. Or, au cœur de la relation entre l'Inde et le Pakistan, se situe un problème dont le Pakistan a fait une question vitale pour son existence : le Cachemire reste le nœud des relations indo-pakistanaises et représente dans l'esprit des gouvernements pakistanais successifs « l'affaire non terminée de la Partition ». Le Pakistan a toujours estimé que si la domination indienne n'était pas remise en cause, ses revendications sur le Cachemire perdraient de leur poids avec le temps. En procédant à des essais nucléaires, le Pakistan a donc voulu signifier qu'il restait dans la course et pouvait, à tout moment, relever les défis que l'Inde lui opposerait.

L'enquête sur le terrifiant réseau de trafic nucléaire monté par Kahn se poursuit, journalistes d'investigation, agences indépendantes, chacun tente aujourd'hui de comprendre comment et pourquoi un tel trafic a pu être monté au nez et à la barbe de nos services secrets et surtout, de nos politiques.

Dernière nouvelle avant de boucler ce chapitre concernant la menace nucléaire, une simulation effectuée par une organisation américaine a montré qu'une attaque terroriste à l'arme nucléaire contre Bruxelles - qui abrite le siège des institutions européennes et de l'OTAN - pourrait faire immédiatement 40.000 morts et 300.000

blessés, une information révélé mercredi 5 mai 2004 par le journal « International Herald Tribune ». Ce bilan devrait en plus s'alourdir avec la progression du nuage radioactif causé par l'explosion atomique, d'une puissance de dix kilotonnes, ont indiqué des participants à cet exercice organisé le 3 mai à huis clos « quelque part à Bruxelles », en présence de plusieurs ambassadeurs auprès de l'Union européenne, du haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, Javier Solana, et de son nouveau « coordinateur antiterrorisme », Gijs De Vries, toujours selon le quotidien.

Un responsable de l'OTAN a admis mercredi que du personnel de l'Alliance atlantique avait également pris part à cette simulation, organisée par la « Nuclear Threat Initiative » (NTI, Initiative de la menace nucléaire) et vivement appuyée par le secrétaire général de l'organisation, Jaap de Hoop Scheffer. Cette organisation qui a pour objectif de réduire les menaces posées par les armes de destruction massive (nucléaires, biologiques et chimiques), est co-présidée par l'ancien sénateur démocrate Sam Nunn et Ted Turner, le patron de la chaîne CNN.

## <u>**LES ETATS VOYOUS SPONSORS DU TERRORISME,** *LES ZONES D'IMPLANTATION DE LA MOUVANCE AL-QUAÏDA DANS LE MONDE*</u>

### L'Asie Centrale et l'Asie

Bien avant l'arrivée des Soviétiques en Afghanistan, l'ISI établit des liens avec le Hezb-i Islami, mouvement islamiste afghan. Ces liens se renforcent pendant le conflit, pour perdurer bien au-delà, lorsque s'affrontent les Afghans après le départ des Soviétiques. Avec les encouragements de l'Arabie Saoudite, l'aide de l'ISI va ensuite aux talibans, beaucoup plus représentatifs de l'ethnie pachtoune que le Hezb-i Islami. D'autre part, nombre de membres de l'ISI semblent plus proches des Islamistes que de la lutte contre le terrorisme voulue par Washington. Ainsi, un des terroristes abattus alors qu'il essaye d'assassiner le président pakistanais Musharraf, le 25 décembre 2003, avait été libéré par les forces américaines quelques jours plus tôt par les forces américaines qui le retenaient en Afghanistan, à la demande de l'ISI… Le porte-parole de l'armée pakistanaise, le général Shaukat Sultan Khan dément catégoriquement l'existence de liens entre les services de renseignement pakistanais et les talibans. Cependant, les faits témoignent du contraire. Et si ces liens n'ont plus rien d'officiels, ils n'en restent pas moins réels.

En septembre 2001, Mahmud Ahmad, responsable de l'ISI, est aux Etats-Unis. Washington lui demande d'intervenir auprès des talibans pour que ceux-ci livrent Ben Laden à la justice américaine. Ahmad regagne le Pakistan, puis, il gagne l'Afghanistan. Sur place, au lieu de présenter l'exigence américaine, il conseille aux talibans de protéger Ben Laden, persuadé que les Américains n'iront jamais jusqu'à engager leurs forces en Afghanistan… Ce qui vaut à Ahmad d'être limogé par Musharraf. Mais les talibans, convaincus que les Américains ne réagiront pas, décident de ne pas livrer le chef d'*al-Qaïda*. En 2002, un des lieutenants de Ben Laden réfugié au Pakistan, Khaled Cheikh Mohammed, crée la *Deuxième armée de Mohammed*. Celle-ci regroupe des combattants d'*al-Qaïda* qui ont réussi à gagner le Pakistan après l'intervention américaine en Afghanistan, ainsi que de jeunes islamistes « frais émoulus » des écoles coraniques qui formaient les talibans quelques semaines auparavant. A la suite du renversement de Saddam Hussein, cette organisation issue du giron d'*al-Qaïda* se charge d'infiltrer des volontaires islamistes en Irak.

En dépit de l'action américaine, des maladroites offensives pakistanaises, Ben Laden et ses principaux lieutenants continuent de se cacher dans la zone montagneuse entre l'Afghanistan et le Pakistan. La traque de Washington gêne considérablement l'action du noyau d'*al-Qaïda*. Mais… l'organisation structurée est devenue nuage… Et si l'Afghanistan ne peut être considéré comme un Etat voyou - ou *Rogue State* selon la terminologie américaine - certaines zones du pays restent des terres de prédilection pour les anciens et les nouveaux talibans, ainsi que pour de nombreux membres de l'organisation de Ben Laden. En dehors de Kaboul et des grandes villes tenues par les forces afghanes et l'ISAF, l'autorité du

gouvernement ne s'exerce pratiquement pas, ou bien temporairement, à l'occasion d'opérations des militaires afghans, des unités d'élite et spéciales américaines. Hors des villes et à l'exception des localités concernées par ces opérations militaires, le temps de leur durée, les seigneurs de la guerre aux fidélités versatiles - à l'image de Rachid Dostom -, de plus en plus souvent impliqué dans la culture et le trafic de l'opium, ainsi que les talibans, contrôlent l'essentiel du pays.

En Asie, plusieurs pays, sans porter l'étiquette d'Etats voyous, sont concernés par le terrorisme islamiste. Dans le cas de la Malaisie, cette situation doit beaucoup à l'attitude ambiguë des autorités locales. En Indonésie, un pourcentage de la population, qui regroupe plus de 170 millions de musulmans sur un total de plus de 195 millions d'habitants, est sensible à l'idéologie d'*al-Qaïda*. Ce pourcentage constitue un vivier idéal pour le groupe terroriste de la *Jemaah Islamiyah*. A la fois engagée dans des actions de guérilla et des attentats, la *Jemaah Islamiyah* est responsable de l'hécatombe de Bali en 2002. Abu Dahdah, arrêté en Espagne en novembre 2001 et mis en accusation par le juge Garzon en septembre 2003 pour son implication dans les attentats du 11 septembre 2001, serait passé par l'un des nombreux camps d'entraînements de la *Jemaa*, installé dans l'une des 3.000 îles d'Indonésie. En plus de la guérilla classique, la *Jemaa Islamiyah* se livre également à la piraterie navale. Aux Philippines, le gouvernement fait face à plusieurs guérilla, dont celle des islamistes d' *Abu Sayyaf*, aidés financièrement dans les années 1990 par Ben Laden. Les membres d' *Abu Sayyaf* se sont rendus célèbres dans le monde à la suite de la prise d'otages de Jolo. Peu après l'intervention en Afghanistan, Washington envoie de nombreux conseillers militaires aux Philippines afin d'épauler l'armée de Manille dans ses opérations contre la guérilla islamiste. En janvier 2002, les forces de sécurité singapouriennes interpellent douze habitants du petit Etat, lié à la mouvance d'*al-Qaïda* et à des terroristes en Indonésie et Malaisie. Ces Singapouriens disposent alors de quatre tonnes de nitrate d'ammonium, avec l'ambition de s'en procurer dix-sept tonnes de plus, de quoi provoquer un carnage avec un camion piégé. En 2004, des rumeurs signalent d'éventuels attentats à Taiwan. Le Japon est menacé dans le communiqué de revendication des attentats de Madrid…

## Le Moyen-Orient et l'Afrique

Du temps de la lutte contre les Soviétiques, l'Arabie Saoudite soutient Ben Laden de manière inconditionnelle. Il continue de bénéficier de ce soutien, alors qu'il s'affiche pourtant en adversaire des Etats-Unis. En février 1993, une camionnette piégée explose dans un parking du World Trade Center… L'ombre de l'organisation de Ben Laden se dessine derrière cet attentat. Un mandat d'arrêt est alors lancé contre lui en Arabie Saoudite. Sa signature doit plus à l'insistance de Washington qu'à la bonne volonté de l'ensemble de l'administration de Riyad… En 1994, il est déchu de sa nationalité séoudienne. Mais si Ben Laden conserve la sympathie et de responsables et de Séoudiens influents, la monarchie redoute

toutefois le facteur de déstabilisation que représente l'*entrepreneur*. D'autre part, la présence américaine est indispensable à Ryad pour assurer le bon fonctionnement opérationnel de ses forces armées. Celles-ci, tout comme la Garde Nationale, véritable armée parallèle, sont entraînées par des instructeurs américains. La majeure partie des matériels proviennent des Etats-Unis, de même que les pièces de rechange… Cependant, cette sincérité n'est pas de mise pour tous les rouages de l'administration séoudienne. Ainsi, les services de renseignement séoudiens, toujours commandés par Turki Ibn Fayçal Ibn Abdelaziz, restent en contact avec le terroriste. Pléthores de banques séoudiennes et dans l'ensemble des pays du Golfe Persique, quantité d'entreprises affiliées à l'empire économique de Ben Laden, continuent de financer ses projets et actions. Quant aux autorités religieuses, elles affichent sans ambages, notamment au travers de fatwas, leur sympathie pour celui qui exige le départ des Américains de la terre du prophète. Enfin, nombre d'intellectuels soutiennent l'idéologie que prône Ben Laden. L'ambivalence des décisions des plus hautes instances séoudiennes réside là. Car si la monarchie souhaite se débarrasser de Ben Laden pour ne pas s'attirer les foudres de Washington, elles n'interviennent pas pour interrompre ces contacts… Afin de ne pas provoquer l'ire de Ben Laden ! Tout du moins jusqu'au coup de semonce que représente l'intervention américaine en Irak…

A défaut d'avoir développé des liens étroits avec le noyau d'*al-Qaïda*, y compris avant les attentats du 11 septembre, le régime de Saddam Hussein n'a pas hésité à afficher ses sympathies pour les terroristes de Ben Laden, voire, à favoriser plus ou moins volontairement les actions de ceux-ci. Ramzi Youssef, impliqué dans le premier attentat du World Trade Center, qui avait aussi le projet de détourner et de faire exploser en vol douze avions de ligne, est détenteur d'un passeport irakien au moment de son arrestation en 1995 à Manille. Quelques jours après les tragédies du 11 septembre 2001, les médias irakiens décrivent les attentats comme « *l'opération du siècle* ». La BBC livre les propos de commentateurs de la télévision irakienne : « *Le cow-boy américain récolte les fruits de ses crimes contre l'humanité. C'est une journée noire dans l'histoire de l'Amérique, qui connaît aujourd'hui le goût amer de la défaite après ses crimes et son mépris pour le désir des peuples de vivre librement et décemment*[27] ». Quant aux allégations américaines qui affirment que les services de renseignement irakiens sont en relations avec le groupe islamiste *Ansar al-Islam*, elles ne sont pas dénuées de fondements. Pour lutter contre la rébellion kurde, Saddam Hussein a toujours cherché à éviter un rapprochement entre les principaux mouvements de guérilla kurdes. Pour se faire, il a, des années durant, essayé de négocier avec l'un ou l'autre, afin de les utiliser l'un contre l'autre, voire, contre la Turquie. Le rapprochement avec *Ansar al-Islam* s'inscrit parfaitement dans cette politique du « diviser pour mieux régner ». Cependant, les contacts directs entre le noyau d'*al-Qaïda* et Bagdad sont moins évidents. Ce qui ne dédouane en rien le régime irakien

[27] Courrier International n°567, du 13 au 19 septembre 2001.

du soutien apporté à différents groupes terroristes tout au long des années 1970, 1980 et 1990…

Pays à la charnière entre le Moyen-Orient et l'Asie Centrale, l'Iran peut aussi être qualifié, selon la terminologie de l'administration américaine, d'Etat voyou. A l'instar de l'Irak, et souvent contre l'Irak ou encore les Etats-Unis, la République islamique d'Iran n'a pas manqué d'apporter un soutien sans faille à de nombreux groupes terroristes tout au long de la Guerre Froide et jusqu'à aujourd'hui. Dès 1993 en Bosnie, des membres des Brigades *al-Qods* ont établi des liens avec des éléments de l'organisation de Ben Laden. Ces liens ont perduré. Par la suite d'autres liens sont développés entre des responsables fondamentalistes religieux et des services de renseignement iraniens avec des lieutenants de Ben Laden. Pour forte que soit l'opposition entre chiites et sunnites, elle n'est pas insurmontable. L'alliance de facto des deux communautés, contre les troupes américaines en Irak en avril 2004 le démontre. L'assassinat de onze diplomates iraniens à Mazar-i-Sharif, en Afghanistan, par les talibans, en août 1998, le massacre de civils chiites dans la même région et à Bamyan ne marquent pas la fin de ces rapports. D'une part, ils desservent le président réformateur iranien Khatami, dont le pays aide matériellement la Coalition du Nord du commandant Massoud. D'autre part, en tant que facteur de déstabilisation potentiel de l'Arabie Saoudite, en tant qu'arme contre le grand Satan qu'est toujours Washington aux yeux de ces radicaux, l'organisation de Ben Laden peut s'avérer des plus utiles… La réalité de ces liens se vérifie fin 2001/début 2002, lorsque des membres d'*al-Qaïda* trouvent refuge au Baloutchistan iranien. Abu Moussab al-Zarqaoui, l'un des organisateurs de la guérilla islamiste en Irak et l'un des instigateurs probables des attentats du 11 mars 2004 à Madrid séjourne en Iran, avant d'être repéré par les services de renseignement iraniens. Il gagne alors la zone tenue par les membres d'Ansar al-Islam sans être inquiété outre mesure par les services de sécurité iraniens… Selon d'autres sources il serait aussi détenu - protégé ? - en Iran. L'Iran détient d'ailleurs un grand nombre de membres de l'organisation de Ben Laden, certains d'entre eux seraient des responsables particulièrement recherchés par la justice américaine, pour leur responsabilité dans divers attentats : al-Zarqaoui, Abu Mohammed al-Masri. Début 2003, l'Iran extrade environ 500 volontaires talibans et d'*al-Qaïda* vers leur pays d'appartenance. Dans le même temps, la République islamique refuse de livrer aux Américains les terroristes qu'elle détient, y compris contre l'échange de responsables des Moudjahidins du peuple, mouvement de guérilla iranien aidé par Saddam Hussein…

En dehors du soutien de l'Arabie Saoudite, du Pakistan et des talibans, l'organisation de Ben Laden bénéficie d'une aide, sans doute aussi intéressée que sincère, de la part du Soudan. A partir de 1990, le Front National Islamique d'Assan al-Tourabi, accueille les premiers éléments du noyau d'*al-Qaïda*. Mais des contacts entre les services de renseignement soudanais et l'organisation de Ben Laden auraient été noués quelques années auparavant, alors que le Séoudien était encore à

Peshawar. Les rapports amicaux entre certains responsables soudanais et ben Laden ne cessent pas, puisque, en 1991, lorsqu'il est expulsé d'Arabie Saoudite, Ben Laden s'installe dans le pays. Il loue des terrains, des fermes. Il construit des bâtiments afin d'héberger les membres de son organisation et d'entraîner de nouvelles recrues venues des quatre coins de la planète. Il fonde également une organisation politique d'opposition à la monarchie séoudienne, le *Comité Conseil et Réforme*. En juin 1995, des islamistes de la *Gamaa Islamiya*, groupe affilié au *Front Islamique Mondial pour la Djihad contre les Juifs et les Croisés* de Ben Laden, tentent d'assassiner le président égyptien Hosni Moubarak en visite en Ethiopie. Ces terroristes auraient agi avec l'appui des services de renseignement soudanais, par le biais d'un de leurs officiers, le lieutenant Tayeb Mohamed Abdelrahim. En 1996, le noyau d'*al-Qaïda* est de nouveau contraint de s'exiler en 1996, quittant le Soudan pour un retour en Afghanistan. Pourtant, si Ben Laden quitte le pays, ce départ est selon toute vraisemblance négocié avec les autorités. Les camps d'entraînement de l'organisation de Ben Laden ne sont pas démantelés et il conserve des représentants dans le pays. De fait, le Soudan sert probablement de base arrière aux terroristes de la *Gamaa Islamiya* égyptienne qui assassinent plus de soixante touristes en 1997 à Louxor, en Egypte. En Afrique de l'Ouest, le gouvernement corrompu du Libéria aurait été impliqué dans un circuit de trafic de diamants. Pour ses bons offices, Charles Taylor aurait reçu jusqu'à un million de dollars de la part de l'organisation de Ben Laden. Des cellules de la mouvance *al-Qaïda* et des groupes affiliés ou sympathisants s'implantent à partir du milieu des années 1990 au Sahara.

## LES CONSEQUENCES DU 11 SEPTEMBRE 2001

### La confrontation entre les Etats-Unis et l'Irak, suite logique de l'intervention en Afghanistan

L'invasion du Koweït par l'Irak marque un changement complet dans les relations entre Washington et Bagdad. Au moment de la guerre entre l'Iran et l'Irak, celles ci s'avèrent relativement cordiales. L'Irak contribue à stopper la révolution islamique iranienne. Empêtré dans un conflit sanglant, l'ayatollah Khomeyni ne peut engager la totalité des forces vives du pays pour « exporter » cette révolution. Même s'il ne s'agit que de politique fiction, une victoire totale de l'Iran aurait probablement précédé l'expansion de l'islamisme chiite dans cette région stratégiquement importante, pour ses ressources pétrolières, pour sa position charnière entre l'Occident, le Moyent-Orient, l'Afrique et l'Asie Centrale. Pour « cliché » et manichéenne que soit cette image, elle n'est pas totalement fausse : l'Irak a effectivement servi de bouclier face aux ambitions des radicaux iraniens. Et si la France a vendu de nombreux systèmes d'armes - modernes - à l'Irak, il ne faut pas oublier que ces ventes ont eu lieu avec les encouragements américains. C'est d'ailleurs à cette époque que l'Irak est rayé par le Département d'Etat de la liste des pays soutenant le terrorisme. Ce qui n'empêche pas Saddam Hussein de continuer à

héberger et à soutenir des groupes terroristes, pas uniquement hostiles au régime de Khomeyni, mais également palestiniens, turcs… Jusqu'au 02 août 1991, l'Irak et les Etats-Unis ne sont pas des adversaires. L'occupation du Koweït par l'Irak change la donne. L'Irak redevient dès lors un Etat paria. Et Washington se rappelle que des groupes terroristes sont implantés sur le sol irakien…

La seconde intervention américaine en Irak répond à toute une série de motifs sécuritaires qui font suite aux opérations menées en Afghanistan afin de capturer les responsables des attentats du 11 septembre 2001. Même les plus fallacieux ne sont pas injustifiés. A défaut de mettre un terme à une menace réelle, cette intervention prévient une menace potentielle, bien au-delà des frontières de l'Irak. Si beaucoup des arguments utilisés pour expliquer l'action américaine n'étaient que du travail de désinformation, les risques évoqués n'ont rien de fantaisiste. N'importe quel pays peut décider de soutenir des groupes terroristes, des décennies de Guerre Froide en attestent. N'importe quel pays peut décider de se lancer dans des programmes d'armes de destruction massive, avec le but inavoué de favoriser la prolifération de ces armes, y compris en les fournissant à des groupes terroristes dénués de la moindre humanité. Plus que l'intervention militaire américaine, c'est le renversement de Saddam Hussein qui peut être perçu comme un signe fort dans la lutte contre le terrorisme. Un signe également adressé à deux pays affichant des sympathies pour le réseau de Ben Laden : l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

Pendant plusieurs semaines, les Etats-Unis désignent l'Irak comme un danger pour la stabilité et la sécurité du Monde. Après l'intervention militaire en Afghanistan, une autre action d'ampleur en Irak, ennemi public numéro Un de Washington est une quasi évidence. L'objectif premier de cette action est très distinctement l'Irak. Toutefois… Si les menaces de Bush et de ses collaborateurs visent clairement le régime de Saddam Hussein, il ne fait aucun doute qu'elles s'adressent aussi - sans se nommer - à d'autres pays. Au-delà de la virulence américaine anti-irakienne, il s'agit d'un avertissement sans frais aux pays du Golfe Persique, plus particulièrement à l'Arabie Saoudite, ainsi qu'au Pakistan. Volonté à peine masquée de faire un exemple. L'enjeu, pour les Américains, consiste autant à assurer la pérennité de la monarchie séoudienne, qu'à imposer leur contrôle sur le régime. Cette mainmise sur le royaume trouve cependant ses limites face aux islamistes fondamentalistes. L'influence de ceux-ci s'accroît avec la guerre d'Afghanistan. De nombreux Séoudiens comme Ben Laden s'impliquent dans ce Djihad contre l'Union Soviétique. Des centaines de volontaires quittent le pays pour rejoindre des camps d'entraînement de la guérilla au Pakistan. Le retrait soviétique d'Afghanistan, n'empêche pas les Séoudiens, concernés d'une manière ou d'une autre par cette guerre, de conserver leurs sympathies islamistes. En 1991, la guerre du Golfe entraîne le déploiement d'importantes forces américaines sur le sol séoudien, suscitant les critiques acerbes des islamistes. Après la défaite de Saddam Hussein, les Américains maintiennent sur place des effectifs conséquents. Dépendants de Washington, la monarchie accepte cette situation de facto. Les

islamistes, hostiles à cette présence qualifiée d'impie, deviennent alors la bonne conscience des notables du royaume ; une expression de l'indépendance séoudienne. Mais aussi l'expression d'un double jeu, d'une ambivalence. D'un côté, le pouvoir séoudien reste l'allié des Américains, de l'autre, il héberge des islamistes fondamentalistes hostiles aux Etats-Unis, finance leur développement grâce aux banques et entreprises diverses, aux dons privés…

Quelques semaines avant l'intervention américaine contre l'Irak, cette situation reste d'actualité. Et en dépit d'un revirement de la part de la monarchie, les sympathies entre certains personnages importants d'Arabie Saoudite et des éléments de la mouvance *al-Qaïda* perdurent. Après tous les attentats organisés par les premiers cercles du réseau *al-Qaïda* - premier attentat du World Trade Center en 1993, ambassades américaine du Kenya et de Tanzanie, attaque contre l'*USS Cole*, attaques suicides contre le World Trade Center et le Pentagone… - il ne fait aucun doute que les terroristes peuvent disposer de sommes colossales. Le procès que souhaitent intenter les familles de victimes du World Trade Center aux banques séoudiennes n'est pas le fruit du hasard. Le régime séoudien tente pourtant de rompre les relations ambiguës établies avec les islamistes fondamentalistes. Il n'en reste pas moins que nombre de personnages importants, d'ailleurs parfois contraints à le faire, continuent de soutenir par un entrelacs de banques, par des dons à des associations caritatives, le terrorisme islamiste.

Pour Washington, une attaque d'envergure contre l'Irak est dès lors un moyen simple de mettre l'Arabie Saoudite au pied du mur. Sans possibilité de s'y dérober. Riyad ne peut qu'accepter de servir, au moins indirectement, de base arrière aux Etats-Unis, accepter un renforcement de leur présence militaire. Ou bien… Refuser. Dans le premier cas, le royaume ferait « amende honorable » vis à vis des Etats-Unis, tout en s'aliénant les islamistes fondamentalistes. Dans le second cas, la monarchie séoudienne gagnerait encore davantage en sympathie auprès des islamistes. Mais pas auprès de Washington. Mis au pied du mur, les autorités séoudiennes choisissent finalement la carte américaine, allant même jusqu'à diligenter des enquêtes et opérations contre des islamistes locaux, en liaison - discrète - avec la CIA et FBI. Même si la réaction des islamistes reste timide, plusieurs fusillades violentes entre les forces de sécurité et des islamistes se produisent, des attentats sont déjoués.

Les détracteurs de l'intervention américaine lui donnent, pour motif principal, l'attrait exercé par les ressources pétrolières irakiennes. C'est oublier le pragmatisme américain. Et négliger l'importance stratégique de l'Irak. Même si le calcul américain se révèle faux à mesure que s'écoulent les semaines et que se développe la guérilla, l'Irak libéré aurait pu servir de point de base arrière à des opérations militaires d'envergure dans toute la région du Golfe, en s'affranchissant de l'Arabie

Saoudite, ainsi que des autres monarchies du Gulf Concil Cooperation[28], beaucoup plus près que la lointaine île de Diego Garcia. Depuis l'Irak, les Etats-Unis auraient pu directement menacer la Syrie, l'Iran et… L'Arabie Saoudite. Washington semble d'ailleurs avoir discrètement fait comprendre à Riyad que l'allié d'hier pouvait devenir un ennemi de demain. C'est dans ce but, qu'une rencontre entre des responsables américains et des Séoudiens en exil, membres de l'opposition à la monarchie aurait eu lieu quelques mois avant l'intervention. Au cours de cette rencontre aurait été évoquée la possibilité d'une action militaire contre l'Arabie Saoudite, ou encore d'une « révolution de palais ». Celle ci aurait été suivie de la création d'un émirat, dirigé par l'opposition, dans la frange nord-est du pays, soit la côte du Golfe Persique. C'est à dire la zone utile de l'Arabie Saoudite, avec les puits de pétrole…

Le message semble être passé… Même si l'Arabie Saoudite s'affiche comme favorable aux transferts des pouvoirs en Irak et semble, en cela, s'opposer aux Américains, il convient de remarquer que des mesures réelles ont été prises pour démanteler différentes cellules terroristes présente dans le pays. Alors que quelques mois après le 11 septembre 2001, l'attitude des responsables séoudiens à l'égard des islamistes était pour le moins ambiguë et les mesures prises insuffisantes et laxistes. Aujourd'hui, si l'ambiguïté n'a pas disparu, elle est nettement moins évidente. Il en va de même en ce qui concerne le Pakistan. Autrefois, base arrière et soutien du *Hezb-i Islami*, puis des talibans et d'*al-Qaïda*, les autorités pakistanaises ont changé leur fusil d'épaule de façon très ostensible, tout en acceptant un timide réchauffement des relations diplomatiques avec l'Inde. Malgré cette bonne volonté apparente, les résultats dans la lutte contre les islamistes se font attendre. L'offensive menée entre le 16 et le 27 mars 2004 dans les zones tribales, dans la Waziristan sud, n'a pas permis d'arrêter les responsables attendus, dont Ayman al-Zawahiri. Ceux-ci semblent s'être volatilisés, disparus entre les mailles d'un filet qui s'annonçait pourtant comme très bien tendu, entre le marteau des meilleures unités pakistanaises d'un côté et l'enclume des unités américaines et afghanes de l'autre. Cette opération s'est soldée par de lourdes pertes pour l'armée pakistanaise, avec au moins 43 morts. En dépit d'un échec évident, cette opération est la première menée avec une relative fermeté de la part des autorités pakistanaises. D'autre part, les révélations sur le docteur Khan et la reconnaissance, indirecte, d'Islamabad quant à sa responsabilité dans la prolifération de technologies nucléaires, éventuellement profitables à des terroristes est une autre des conséquences positives de cette intervention américaine qui trouve ses origines dans les attentats du 11 septembre 2001. D'autant que ce scandale sous-entend implicitement que le Pakistan renonce à être l'un des acteurs de cette menace pour le monde. Le message semble également être passé en Libye. Même si les négociations quant aux dédommagements des familles de victimes d'attentats commandités par le régime

[28] Gulf Council Cooperation (GCC) ou Conseil de Coopération du Golfe, organisation de défense crée à la suite de la guerre Iran-Irak ; il réunit l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Bahrain, le Koweït, l'Oman, le Qatar et le Bahrein.

de Kadhafi[29], quant aux armes de destructions massives libyennes avaient commencé bien avant les prémices de l'intervention en Irak, l'action américaine a sans doute eu pour mérite d'accélérer les choses. A noter qu'un autre fait, plus ancien, est susceptible d'avoir inciter le dirigeant libyen à ce changement de cap… Le 13 juin 1998, le colonel Kadhafi est victime d'une tentative d'attentat au cours de laquelle il est sérieusement blessé. L'attaque aurait été menée par le *Mouvement des Martyrs Islamistes*, un groupe terroriste qui serait proche de la mouvance *al-Qaïda*… Selon David Shayler, ancien membre du MI-5, cette action aurait été « facilitée » *par le Security Intelligence Service* (SIS ou MI-6) britannique…

**D'un attentat à une guerre idéologique**

Quels sont les objectifs de Ben Laden ? Le déploiement de forces américaines et occidentales en Arabie Saoudite à l'occasion de la première intervention militaire contre l'Irak a déclenché l'ire de Ben Laden. Cette présence sur la terre du prophète a été ressentie comme une souillure. Dès lors, Washington, chef de file des occupants de cette terre sacrée, devait être châtié et poussé à évacuer ses troupes, ses instructeurs. Dans la fatwa prononcée à l'occasion de la création du *Front Islamique Mondial pour la Djihad contre les Juifs et les Croisés*, Ben Laden indique qu'il est nécessaire « *de lutter jusqu'à la libération de la mosquée al-Aqsa et de la sainte mosquée de la Mecque jusqu'au départ de leurs armées de la terre de l'Islam* ». La bombe du World Trade Center, en 1993, marque le début d'une de plus de dix années d'actions anti-occidentales[30], dont les attentats de Madrid constituent l'étape la plus récente, mais certainement pas la dernière. Israël, allié majeur des Etats-Unis au Moyen-Orient est aussi pris pour cible par le biais d'actions terroristes contre les communautés juives dans le monde entier. En parallèle à cette volonté de chasser les infidèles d'Arabie Saoudite, les responsables d'*al-Qaïda* ont une ambition beaucoup plus stratégique. Celle-ci porte sur la création d'un vaste califat qui réunirait sous une même bannière, celle de l'Islam, les musulmans du monde entier. Selon Djamal Ahmel al-Fadl - rappelons le, membre repenti d'*al-Qaïda*, Ben Laden aurait déclaré : « *Il faut placer le monde entier sous l'autorité d'un seul chef. Il faut créer un gouvernement musulman* ». Bien avant l'expression lapidaire de « *croisade contre le terrorisme* », Ben Laden a clairement tracé une frontière entre le monde des croyants, les musulmans, et celui des infidèles : les occidentaux et les régimes alliés.

Samuel Huntington, professeur américain, indique que les rapports entre l'Islam et l'Occident se caractériseront pas une « *immense fracture* », avec un « *choc des civilisations* ». Bien que décriée et manichéenne, cette thèse trouve son écho dans les propos des islamistes radicaux qui perçoivent l'Occident comme strictement hostile aux musulmans. Juan Luis Cebrian, fondateur *del Pais* écrit quant à lui, immédiatement après les attentats de New York et de Washington : « *Pour qu'il y ait*

---

[29] Destruction d'un Boeing 747 au-dessus de la localité écossaise de Lockerbie en 1988, provoquant la mort de 270 personnes et la destruction d'un DC-10 français au-dessus du Niger en 1989, tuant 171 personnes.
[30] Voir tableau en annexe.

*des pilotes suicidaires et des criminels lunatiques capables de perpétrer une agression aussi sauvage et inhumaine, il faut au préalable, un bouillon de culture dans lequel la haine constitue le moteur principal des décisions.* » L'Occident est-il devenu l'adversaire impitoyable de l'Islam et réciproquement ? Cette fracture peut-elle être qualifiée de véritable guerre idéologique ? Il semble… Elle se développe avec la crise israélo-palestinienne. Elle s'étend y compris en Europe : la violence des propos dans les forums de discussions sur Internet, dans les débats télévisés ou radiodiffusés, au sujet du vote de lois, à l'instar de celles sur la laïcité en sont l'expression la moins violente. Le moindre propos critique à l'égard de la politique israélienne est aussitôt considéré comme parti pris pour les terroristes palestiniens, et par un raccourci encore plus dangereux, comme le signe d'un soutien au terrorisme islamiste. La moindre dénonciation d'une bavure palestinienne, comme la mort d'enfants palestiniens tués par des balles perdues palestiniennes plutôt qu'israéliennes, comme le fait que certains francs tireurs cherchent à provoquer des tirs défensifs de l'armée israélienne afin d'entraîner des pertes civiles est aussitôt considérée comme une marque de racisme et de sionisme radical… Mais cette guerre ne s'exprime pas uniquement par des mots. Elle tue également, comme à Madrid.

Les inégalités économiques contribuent au développement de cette guerre idéologique. Si tous les attentats suicides ne sont pas menés par de jeunes chômeurs incultes, le facteur économique intervient également. Le journal pakistanais *The News*, quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, indique « (…) *la frustration née de l'injustice est un terrain fertile. Si les dirigeants du monde ne mettent pas leur intelligence en commun afin de chercher sérieusement une solution pour mettre fin à ces effusions de sang* (…) *les habitants de la planète ne seront plus en sécurité nulle part.* ». Cette guerre idéologique se propage aussi grâce aux médias, à en devenir un second front médiatique. Avec le développement des technologies l'un et l'autre sont même devenus indissociables, dans des proportions jamais atteintes. Damien Glez, du Journal du Jeudi de Ouagadougou - Burkina Faso - décrit avec un cynisme réaliste les attentats du 11 septembre 2001, leur utilisation par les médias, mais aussi par les terroristes qui ont compris tous les profits qu'ils pouvaient tirer de l'actualité en temps réel. : « *Evidemment, la nouvelle technique des kamikazes est difficilement applicable en Afrique. Imaginez deux terroristes synchronisés qui attendent pendant vingt-cinq heures qu'Air Afrique confirme son décollage* », ajoutant que l'on assiste à « *une mise en scène que l'on croirait complice : un deuxième avion qui s'écrase sur les Twins du World Trade Center dix-huit minutes après le crash du premier, juste le temps pour les télés de dégainer leurs caméras*[31] ».

[31] Le Journal du Jeudi, Ouagadougou, Burkina Faso, cité par Courrier International n°567, du 13 au 19 septembre 2001.

**L'ancien et le nouveau Monde**

Si les attentats du 11 septembre 2001 n'avaient pas eu lieu, la lutte contre le terrorisme initiée par les Etats-Unis n'aurait certainement pas débuté avec la même fermeté. Peut-être même n'aurait-elle jamais débutée… Avant qu'un inévitable attentat destructeur ne survienne… Dans les années 1980, les Etats-Unis sont davantage confrontés au terrorisme moyen-oriental politique - palestinien ou pro-palestinien - que religieux. Les tensions avec l'Iran à partir de 1979, l'attentat contre l'immeuble occupé par des Marines à Beyrouth en 1983 change quelque peu cette situation. Washington est alors confronté au terrorisme chiite, mené par des partisans de l'ayatollah Khomeyni. Les sunnites ne sont pas encore des adversaires désignés. Certains analystes de la CIA se montrent même favorables à l'instauration de régimes fondamentalistes, notamment en Algérie. Selon eux, les islamistes radicaux seraient une garantie de stabilité pour les pays dans lesquels ils prendraient le pouvoir… A ce titre, les Etats-Unis ne s'opposent pas au soutien que le Pakistan et l'Arabie Saoudite continuent de fournir aux islamistes du *Hezb-i Islami* en Afghanistan, même si les Soviétiques ont évacué le pays. Cette attitude ambiguë perdure lorsque le mouvement taliban prend de l'ampleur, qu'il phagocyte en partie le *Hezb-i Islami*, recevant à son tour l'appui du Pakistan. Pour Washington, les talibans sont à même de rétablir l'ordre dans le pays ; d'où deux avantages immédiat : d'une part la possibilité de faire traverser le pays par un pipe line qui apporterait jusqu'aux côtes pakistanaise le gaz naturel des ex-républiques soviétiques d'Asie Centrale, d'autre part, la fin de la culture du pavot… La Maison Blanche les considère donc comme un élément stabilisateur d'Asie Centrale.

Pourtant, les Etats-Unis comptent désormais un nouvel ennemi : ceux là même qu'ils considèrent capables de stabiliser des pays à risques… Les fondamentalistes wahhabites. Suite à l'invasion du Koweït par les forces de Saddam Hussein, d'importantes forces américaines se déploient en Arabie Saoudite. Cette présence est considérée comme une souillure intolérable par les radicaux islamiste. Ben Laden fait partie de ceux-ci. En dépit des avertissements de certains analystes, l'administration américaine fait preuve d'un aveuglement effarant. Ce n'est qu'à partir du 04 septembre 2001 que des conseillers directs de Georges Bush se réunissent afin de réfléchir à ce problème d'importance. Soit seulement une semaine avant les attaques suicides contre les tours du World Trade Center et le Pentagone… Washington avait néanmoins commencé d'exercer des pressions sur Islamabad afin que les autorités pakistanaises interviennent auprès des talibans et que ceux-ci livrent Ben Laden à la justice américaine. Toutefois, ces pressions épargnaient l'Arabie Saoudite, autre soutien de l'organisation de Ben Laden. A l'inverse, quelques mois auparavant, l'administration de Bill Clinton se montre plus ferme à l'encontre de Riyad. Mais sans réel succès.

Richard Clark, coordinateur de la lutte antiterroriste aux Etats-Unis jusqu'en février 2003 a dénoncé l'indécision ou l'apathie des deux gouvernements successifs. Bill Clinton ne prend que des mesures somme toute symboliques : quelques missiles de croisière sont tirés sur des camps d'entraînement d'*al-Qaïda* en Afghanistan et contre une usine pharmaceutique suspectée de fabriquer des armes chimiques au Soudan. Mais il se refuse d'ordonner une action susceptible d'avoir un retentissement international plus important. Georges Bush et ses conseillers, pour leur part, ne comprennent pas le danger la menace terroriste. Condoleeza Rice est d'ailleurs particulièrement décriée par Clark. Laurie Myroie, qui a minutieusement étudié le premier attentat du World Trade Center[32], fustige déjà cette apathie à l'occasion du 11 septembre 2001, déclarant « *Huit années d'explications incomplètes du premier attentat contre le World Trade Center ont laissé le pays vulnérable face à un acte de terrorisme comme celui-ci. Nous avons gaspillé huit ans.*[33] ». Trente-six jours avant les attentats, Georges Bush reçoit un PDB - *President's Daily Brief*, rapport quotidien de la CIA au président – intitulé « Ben Laden déterminé à attaquer l'Amérique ». Dans celui-ci, il est fait mention des résultats d'une enquête du FBI. Cette enquête précise que des cellules d'*al-Qaïda* sont implantées sur le sol américain. Elle indique aussi la forte probabilité d'un détournement d'avions pour obliger Washington à libérer l'instigateur du premier attentat contre le World Trade Center… Aucune mesure particulière n'est prise. Ces erreurs et négligences de la Maison Blanche discréditent totalement les thèses de ceux qui voient l'ombre de l'administration Bush et de la CIA derrière les attentats du 11 septembre 2001. Car avant le 11 septembre, la plupart des analystes américains cernaient mal la réalité de l'hyperterrorisme islamiste, les autres, ainsi que le gouvernement, la négligeait, plus décidés à des compromis avec les régimes aux mains de radicaux… Le fait est que ces « comploteurs » auraient tout simplement été incapables d'imaginer de telles attaques !

Catalyseurs d'une prise de conscience internationale, les attentats du 11 septembre ont amené des bouleversements géopolitiques plus ou moins bénéfiques. Tout d'abord, l'Afghanistan a été libéré du joug des talibans. La majorité des habitants qui résident dans les villes, sous la protection des forces gouvernementales et des soldats de l'ISAF ne regrettent pas le changement. L'intervention américaine en Irak a libéré le pays de la dictature de Saddam Hussein tout en servant de levier pour débloquer des mécanismes complexes et jusqu'alors grippés. Elle a permis des rapprochements « contre-nature », avancées vers des solutions de sécurité et de paix là où existaient des tensions dangereuses. La coopération entre la CIA et les services de renseignement séoudiens, biaisée du fait l'attitude séoudienne à l'égard de Ben Laden, a évolué sous un jour meilleur. Les Séoudiens ont autorisé l'accès à leur fichier de police aux Américains. Depuis décembre 2003, des contacts ont été noués entre le *Research and Analysis Wing* (RAW) - service de renseignement extérieur indien - et l'ISI pakistanais. Ces contacts, y compris entre les responsables

[32] Study of Revenge.
[33] The Washington Post, cité par Courrier International du 13 au 19 septembre 2001.

des deux services, C. D. Sahay et le général Ehasnul Haq, comprennent l'échange de données sur les groupes islamistes au Cachemire…

Cependant, faute d'être intervenus avec l'aval de l'ONU, sans réel « plan » d'après-guerre, les Etats-Unis sont désormais embourbés en Irak. Presque un retour au point de départ que constituait la guerre d'Afghanistan. Car si beaucoup de journalistes et d'analystes comparent la crise actuelle au conflit du Vietnam, le parallèle avec la guerre d'Afghanistan est plus judicieux. Rohan Kumar Gunaratna, analyste au sein de l'Institut de Défense et de Recherches Stratégiques de l'Université de Singapour décrit très bien cette situation : « *L'Irak est devenu, comme autrefois l'Afghanistan à l'époque de l'occupation soviétique, le nouveau creuset du djihad pour les jeunes musulmans radicaux. Parmi le flot de combattants qui arrive, régulièrement, à travers la Syrie, l'Iran et l'Arabie Saoudite, pour combattre les « croisés », combien rallieront ensuite le combat planétaire de Ben Laden ?* »[34]. Cette comparaison amène une autre question : combien deviendront les successeurs de Ben Laden, pour une folie toujours plus meurtrière et destructrice ?

[34] Cité dans le *Nouvel Observateur* n° 2054, de la semaine du 18 mars 2004.

# **II ) POURQUOI IL EST DEJA TROP TARD : LES BUTS D'AL-QUAÏDA**

**« Nous appelons chaque musulman qui croit en Dieu à tuer les Américains et à piller leurs richesses, où que ce soit et dès que ce sera possible. Nous appelons également chaque musulman à attaquer les troupes sataniques américaines et ses démons alliés. L'ordre de tuer des Américains est un devoir sacré dans le but de libérer les mosquée d'Al-Aqsa et de La Mecque.»**
Oussama Ben Laden, février 1998. Annonçant la création du « Front islamique international contre les juifs et les croisés ».

**« Nous vaincrons, parce que nous aimons la mort autant que vous aimez la vie.»**
Mot d'ordre des fanatiques islamistes trouvé dans divers documents depuis la campagne d'Afghanistan et la chasse aux cellules dormantes.

**LES EMIRS « AUX YEUX BLEUS »**

En lançant son djihad, en ce mois de février 1998, le milliardaire déchu du royaume séoudien sait déjà qu'il va entreprendre ce qu'aucun autre n'a fait avant lui : récupérer tous les combats à essence islamiste à travers le globe. Aujourd'hui, presque aucun pays visé par l'internationale terroriste islamiste n'a été épargné, et peu à peu, la longue liste des attentats, des arrestations, des démantèlements de cellules dormantes ou actives s'allonge, aussi bien dans les pays arabo-musulmans qu'au cœur de nos démocraties. Le pilier de base est enfoncé, le djihad de Ben Laden est en route, se basant sur deux types de fanatiques : les religieux et les politiques. Les uns sont visibles, les autres moins. Ils peuvent être étrangers ou nationaux, c'est la force même de l'organisation internationale terroriste dont on utilise, à tort et à travers, le nom, al-Quaïda. *« On ne combat pas le terrorisme avec des chars d'assaut et des fantassins, mais en infiltrant les réseaux et en utilisant au mieux les compétences et le réservoir que constituent les forces spéciales. Notre défense n'est pas adaptée face à ce phénomène, face à ces combattants de l'ombre qui sont au cœur même de nos villes »* expose Daniel Martin, ancien commissaire divisionnaire à la DST, expert auprès du conseil de l'Europe et Président fondateur de l'Institut International des Hautes Etudes de la Cybercriminalité. « *La tragédie du 11 septembre marque la fin d'une période commencée en*

*1989 avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Empire Soviétique. Nous savions déjà que nos ennemis traditionnels étaient devenus des partenaires et que nos alliés s'étaient transformés en concurrents féroces. Nous sommes rentrés brutalement dans l'ère de la guerre terroriste et criminelle. Surprise pour le plus grand nombre, dure réalité pour ceux qui avaient analysé les signaux annonciateurs de tragédie et de terreur. Car ne nous trompons pas, ces signaux existaient : On oublie déjà ce qu'annonçait Nidal Ayyad, militant islamiste, lors de son procès à New York en février 1993 : La prochaine fois, ce sera très précis et le World Trade Center continuera d'être une de nos cibles aux Etats-Unis si nos demandes ne sont pas satisfaites ».* Ces signes annonciateurs, ces « early warnings[35] » étaient donc bien clairs, surtout venant d'islamistes arrêtés, interrogés puis inculpés. Ce n'était donc que le début d'une nouvelle guerre silencieuse : la traque des cellules dormantes et la chasse aux islamistes convertis, nationaux et étrangers, tant aux Etats-Unis qu'en France et ailleurs. Les attentats de Madrid du 11 mars 2004 sont là pour nous rappeler la formidable mise en place des pions d'al-Quaïda *« c'est comme un grand échiquier caché dont on soulève peu à peu le voile pour se rendre compte que les pions sont déjà en place, à des positions stratégiques, prêts à attaquer »* confirme l'une de nos sources à la DGSE.

## Les six de Lackawanna

Dimanche 3 novembre 2002, le véhicule du principal lieutenant d'Oussama Ben Laden au Yemen, Qaed Salim Sunian al-Harethi, qui circule dans la région de Marib, explose sur la route, il vient d'être la cible d'un missile Hellfire, engin lancé depuis un drone, le fameux avion sans-pilote de la CIA, le Predator, déployé dans la région par les agents de la centrale américaine. Au total, six terroristes d'al-Quaïda trouveront la mort ce jour, dont l'une des cibles les plus importantes du moment, le fameux lieutenant. Al-Harethi, également connu sous le nom d'Abou Ali, était considéré par les services antiterroristes américains comme le responsable des opérations d'al-Quaïda au Yémen. Lieutenant de Ben Laden depuis le début des années 90 au Soudan, al-Arethi était soupçonné d'être impliqué dans l'attentat contre le bâtiment américain USS Cole, qui avait tué 17 marines américains le 12 octobre 2000 à Aden. Mais les agents de la CIA et du FBI sur place vont faire une toute autre découverte, le cadavre d'un citoyen américain se trouve parmi les membres d'al-Quaïda, son nom Kamal Derwish, alias Ahmed Hijazi, un jeune de la communauté yéménite de Lackawanna, non loin de New-York…

Un mois avant, en octobre 2002, le grand jury fédéral de Buffalo, dans l'état de New-York, inculpe alors six citoyens américains d'origine yéménite sur les faits d'avoir apporté un support logistique à une organisation terroriste, à travers leur participation à des entraînements au camp d'Al-Farouk en Afghanistan d'avril à juin 2001. Cinq d'entre eux, Sahim Alwan, 29 ans, Yahya Goba, 25 ans, Shafal Mosed,

[35] « Alerte lointaine »Terme du renseignement désignant la collecte d'indices de crises et d'informations. Crée et utilisé par les militaires dans la nécessité de détecter une frappe nucléaire adverse dès le décollage, mais couramment utilisé aujourd'hui dans le monde du renseignement.

24 ans, Yasein Taher, 24 ans et Faysal Galab, 26 ans ont été arrêtés à Lackawanna, petite bourgade américaine, par les hommes de Peter Ahearn chef du bureau du FBI à Buffalo. Un sixième suspect, Mokhtar al-Bakri, 22 ans, fut arrêté au Bahrain et remis aux agents du FBI. Le chef du groupe de Lackawanna, Kamal Derwish, alias Ahmed Hijazi sera tué au Yemen un mois plus tard dans l'attaque au drone contre le véhicule d'al-Harethi, principal lieutenant d'Oussama Ben Laden au Yemen.

En janvier 2003, Faysal Galab a plaidé coupable. En mars 2003, Shafal Mosed a plaidé coupable, Mosed est le premier citoyen américain inculpé sous la loi anti-terroriste de 1996, et le premier ayant apporté une logistique et un support à l'organisation al-Qaïda. Un jour plus tard, Yahya Goba plaide coupable à son tour, il dira que deux hommes (non identifiés à ce jour) ont recruté le groupe de jeunes de Lackawanna pour une *« préparation en vue d'une bataille possible contre un peuple qui n'a pas les mêmes croyances, la même foi »* mais aussi *« pour que nous et les autres entendions les appels de Ben Laden qui dénonce les Etats-Unis et Israël et ainsi devenir des martyrs de la cause »*. Au terme, des peines allant jusqu'à 10 ans de prison ont été prononcées. Al Bakri, le plus jeune du groupe, a été le dernier à accepter un arrangement avec la justice US pour éviter un procès. Sa condamnation pour soutien matériel à al-Qaïda devrait être l'une des plus sévères, car il est l'un des deux seuls du groupe à avoir terminé le programme d'entraînement du camp. Il risquait 15 ans de prison au terme d'un procès. Il prendra 10 ans. Aujourd'hui nous savons que l'affaire a commencé le 15 juin 2001, soit trois mois avant les attentats du 11 septembre. Ce jour, le bureau du FBI à Buffalo reçoit une lettre anonyme indiquant que deux terroristes venaient d'arriver aux USA. Lettre écrite par un citoyen américain musulman qui ne dévoile pas son identité par crainte de représailles. La lettre signale aussi que six hommes de la communauté de Lackawanna auraient voyagé en Afghanistan, le FBI enquête, et découvre qu'ils ont été au Pakistan et non en Afghanistan, pourtant, sous le prétexte de pèlerinage religieux l'enquête des hommes de Peter Ahearn, chef du FBI de Buffalo, Pat D'Amuro et Ed Needham vont découvrir que ces jeunes sont tous passés par le camp d'Al-Farouk en Afghanistan.

Vies gâchés, familles brisées, confiance perdue… les six de Lackawanna ne sont que la partie visible de l'iceberg, d'autres groupes de ce genre existent ailleurs, dans d'autres états américains, dans d'autres pays. Si aux Etats-Unis c'est la surprise générale, en France, la liste des nationaux convertis ou non et recrutés par les terroristes est longue, à l'image de l'incapacité des politiques et des services spécialisés de notre pays.

**Djihadistes français**

Il paraît que ce n'est pas bien vu d'en reparler, de déballer tout ce que la France a de plus sale dans au cœur même de sa république : les combattants islamistes français, convertis ou non. Sur la scène internationale, la France est connue pour avoir un sacré palmarès dans le domaine, tel un éleveur de champions, les nôtres sont connus en ex-Yougoslavie, en Espagne, en Angleterre, en Afghanistan, aux Etats-Unis et même jusqu'en Australie. Une reconnaissance dont on devrait se passer. Qui dit champions dit liste et palmarès, voici les français « convertis » à la cause politique et religieuse :

- **Johann Bonté**, beau frère de Djamel Beghal, un activiste islamiste à la tête d'un réseau d'une dizaine de personnes arrêtées dans différents pays européens. Converti par Beghal à l'islam radical. La particularité de Johann tient à l'emploi qu'il occupait jusqu'à son arrestation : médiateur social de la commune de Corbeil-Essonnes.
- **David Courtaillier**, fils de charcutier né en 1969 en Haute Savoie où il a fréquenté le lycée catholique Sainte Famille. David s'est converti à l'islam en 1990, son nom a été cité dans l'enquête sur les attentats perpétrés contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar-es-Salam. Il a été jugé à Paris dans le dossier des « filières afghanes ». Selon l'enquête des policiers anti-terroristes français, David Courtallier aurait rencontré en 1998 Jamal Zougam, le cerveau des attentats de Madrid de mars 2004.
- **Jérôme Courtailler**, frère aîné de David, il est l'un des premiers terroristes français présumés à avoir été arrêté et emprisonné aux Pays-Bas, le 13 septembre 2001. Ce Savoyard de 27 ans converti à l'islam est soupçonné d'avoir falsifié des passeports et des cartes de crédit et aurait participé à la préparation d'attentats contre les intérêts américains en Europe.
- **Lionel Dumont**, né en 1970 à Marcq-en-Bareuil, dans la région lilloise, d'une famille catholique pratiquante. Il s'est converti à l'islam pendant son service militaire. Fin 1994, il est envoyé en Bosnie par une association humanitaire islamique. Un an plus tard, de retour en France, il participe au « Gang de Roubaix » qui commet des braquages pour financer la guerre sainte. Après avoir fui en Bosnie, il sera finalement arrêté à Munich, le 13 décembre 2003, lors du démantèlement d'une cellule d'Al Qaïda par la police allemande.
- **Xavier Joffo** est né en 1971 à Bordeaux. Il s'est converti à l'islam en 1993. Dès 1994, il s'investit dans l'humanitaire islamique en Bosnie avant de partir combattre dans les rangs de la Légion Islamique en Tchétchénie. En avril 2000, il tombe sous les balles russes à Grosny. Joffo était un ami de Zacarias Moussaoui, le seul Français actuellement détenu aux Etats-Unis dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001.

- **Hervé Loiseau**, le 'taliban français' dit Hervé Djamel Loiseau, né à Paris en 1973. Il se convertit à l'islam pendant son service militaire. Après avoir fréquenté diverses salles de prières, il décide de rejoindre l'Afghanistan des Talibans. Après avoir été entraîné dans divers camps d'Al-Qaïda, il participe à de féroces combats contre les soldats de la coalition, surtout à Tora Bora. Dans sa fuite, son corps glacé et sans vie sera retrouvé dans les montagnes par les troupes américaines. On retrouvera son passeport français sur son cadavre.

A cette liste non-exhaustive se rajoutent les musulmans français ayant souvent entraîné dans leur sillage guerrier et anti-républicain d'autres combattants citoyens français, musulmans ou non. Les recruteurs savent ce qu'ils font, et où peut se faire la meilleure pêche. Les lieux : les citées laissées à l'abandon par le gouvernement français pendant des années, les cibles : Les jeunes désavoués, perdus, à l'intégration difficile et à l'éducation vacillante, là où l'état français a fauté, les recruteurs de la légion islamique de Ben Laden et consorts savent y puiser et trouver ceux qui rejoindront les arrières postes de la lutte : De simples fantassins exécutants les basses besognes, trafics, vols, faux papiers, braquages, et pour les plus malins des tâches à leur hauteur : hébergements sporadiques, transferts de fonds, surveillance, renseignement, traductions, mises en places de sites Internet. Juste du « support technique et logistique » qui peut pourtant mener à bien un attentat et mettre en danger les citoyens et la sûreté de l'état. Les plus gaillards rejoindront des camps de fortune installés en France voire même au Pakistan, voyageant sous couvert religieux, difficile donc pour les services spécialisés de prouver un quelconque lien terroriste, suffisant pour suspecter, pas assez pour démonter un réseau « *de toutes façons nous ne sommes pas assez en nombre pour suivre tous les suspects dans leurs moindres faits et gestes* » renchérit un policier français en passant la main sur sa barbe épaisse.

## LA CHASSE AUX CELLULES DORMANTES

**«** *Elle va être de plus en plus difficile, de plus en plus rude, ils avancent dans leur technique de pénétration, de camouflage, de recrutement, de communication, ils sont éduqués, c'est la nouvelle génération* » avoue notre policier chargé de la lutte contre le terrorisme. Cette nouvelle génération, comme le dit si bien Robert Baer, ex-agent de la CIA, c'est quand même l'occident qui en est à l'origine « *nous avons formé, diplômé et financé la majorité des terroristes sur la planète* » en tout cas pas directement, mais nous avons facilité l'accès à des universités, à des cartes d'étudiants, à des subventions, à des bourses, et n'oublions pas un cas d'école typique, Khan, le père de la bombe islamique, que nous avons évoqué plus haut, a été reçu, hébergé et formé par les Pays-Bas où il volera quelques années plus tard, les plans de centrifugeuses en s'enfuyant vers le Pakistan. Et si Kahn avait été Iranien ? Irakien ? Syrien ? Libyen ? et si….

Pour comprendre comment fonctionne une cellule terroriste, il faut se mettre dans la peau des différents éléments qui constituent une cellule, ils sont décrits dans le troisième et dernier chapitre de cet ouvrage.

A entendre certains spécialistes à la tête de certains centres de recherche et d'études (liés de près ou de loin à des partis politiques), la faute de ces échecs successifs face aux recruteurs islamistes incombe aux services spécialisés, délestant ainsi la justice et les gouvernements incompétents en la matière ou achetant tout simplement une « paix civile » au service de l'électorat. Au cours de nos nombreuses rencontres, nous avons eu affaire à des experts, indépendants ou non, qui ne se privent plus aujourd'hui de dénoncer les excès des uns et les fautes des autres. Mieux qu'un de ces longs discours enjolivés pour travestir la vérité et ne pas choquer, nous avons posé trois questions à Aziz Sahiri, Conseiller Technique en Prévention de la Délinquance, Ancien Adjoint au Maire de Grenoble, Membre de la Commission Nationale pour la Laïcité à l'Ecole :

*- Les djihadistes français existent. Nous avons lu et vu des reportages sur ces sujets depuis le 11 septembre 2001. Que peut-on en dire aujourd'hui ?*

Dès 1993, à la suite de l'arrêt du processus électoral en Algérie, les lieux de prière sont rapidement devenus des enjeux de pouvoir, de financement, pour contrôler et initier les soutiens à la cause du FILS. Les quartiers, les cités, des territoires à conquérir pour peser sur les politiques au plan local et national. Les pouvoirs publics dès cette époque, 92/93, ont choisi le contrôle à distance plutôt que l'intervention directe pour avoir la paix. Les autorités ont concédé la gestion et le contrôle social aux groupes islamistes. Rhône Alpes est en ce sens emblématique de cet aspect, d'une question centrale, le communautarisme c'est institué avec l'accord "tacite" des politiques. 1989 et l'affaire du voile sont révélateurs. Dès lors, des contre pouvoirs politiques ont été crées par les islamistes sous les yeux des pouvoirs publics de notre pays. La mise en oeuvre et l'expérimentation idéologique se sont élaborées au cour d'une population dite "musulmane", sommet de réussir son intégration depuis les années 80. La ré-islamisation est devenue un enjeu politique pour les réseaux fondamentalistes installés en France. Les différents conflits internationaux réactualisés et manipulés ici ont permis de donner du sens aux engagements des uns et des autres : première Intifada, guerre d'Afghanistan contre l'Union Soviétique, Bosnie, Tchétchénie, deuxième Intifada, Irak, Ben Laden, etc..
Aujourd'hui des rhônalpins sont prisonniers à Guantanamo, des jeunes "français" ont été en Afghanistan, au Pakistan... Le 11 septembre a définitivement institué un processus ancien et à l'ouvre depuis 1979 avec la République Islamique d'Iran : le JIHAD ou la guerre pour la "pureté". En France plusieurs groupes militent pour cette cause internationale et internationaliste sur le registre tiers-mondiste des

années 60/70. Ils se veulent les défenseurs des opprimés, des nouveaux damnés de la terre. L'idéologie communiste a été remplacée par l'idéologie islamo-islamiste. En Rhône Alpes la politique de surveillance, d'observation et de contrôle est permanente à l'égard d'au moins 4 à 5 groupes d'associés associatifs, camouflage, de nouveaux prédicateurs islamistes. Rhône Alpes est emblématique de ce qui est à l'ouvre sur l'ensemble du territoire national.

*- Sur ce sujet, les services français sont-ils efficaces ou sont-ils freinés dans leurs investigations par les politiques et autres décideurs ?*

Les professionnels de terrain sont performants et pointus. En France les décideurs sont les politiques et la haute administration. Les éléments d'information, sont de mon point de vue, contrôlés et utilisés, après calcul politique et électoral. Les Juges de l'antiterrorisme montrent et démontrent que malgré leur efficacité en partenariat avec les différents services, que c'est en dernier ressort, les politiques et la haute administration les conseillers des "princes" qui décident et orientent pour l'action ou la non action. Sur bon nombre de dossiers, c'est l'évitement, le recul stratégique électoral qui prime. Ils sont publiquement défiés et répondent par défaut : on organise l'Islam en France à partir d'un ensemble hétéroclite noyauté par les radicaux qui utilisent la religion pour faire de la politique en France et influer sur nos institutions publiques et politiques.

*- Sans faire de la prospective à outrance, que se passera-t-il dans les 5 prochaines années si on continue sur ce chemin ?*

Nous sommes confrontés à des phénomènes générationnels, à des phénomènes de concentrations urbaines où les enfants de la 3eme et 4eme génération sont parfois majoritaires, (voir éducation nationale). Les phénomènes de mimétisme et d'identification à la cause palestinienne et au rejet de l'autre, s'amplifient Les processus de radicalisation et de passage à l'acte augmentent. Certains lieux identifiés sont dans des processus de type pré-insurrectionnel : l'inégalité sociale, l'injustice, conjuguées à des phénomènes de désagrégation identitaires sont utilisés, instrumentalisés par des islamistes ultra-orthodoxes pour générer au cour de notre société des "kamikazes". La France est un pays très urbanisé et concentré; globalement, la population vieillit, les centres urbains auront à gérer de plus en plus des groupes instables qui refuseront l'ordre établi, les lois et les valeurs. Les échecs et les reculs successifs de l'Etat et de la République ne peuvent que les motiver pour nous défier et aller jusqu'au bout  pour la mise en oeuvre de leurs objectifs idéologiques.

**Ali Mohamed, le cheval de Troie au cœur de la défense américaine**

Bien avant les attentats du 11 septembre 2001, le FBI surveillait de très près les activités de celui qui fut l'un des meilleurs instructeurs et conseillers de l'armée américaine sur le monde arabe et le terrorisme. Ali Mohamed, 48 ans, est un ancien agent de renseignement égyptien naturalisé américain. Il a été sergent dans l'armée des États-Unis, où il était affecté à une unité des Forces spéciales du fort Bragg, en Caroline du Nord. Ayant quitté l'armée en 1989, il s'est lié au début des années 1990 avec l'organisation du djihad islamique égyptien, qui travaille aussi avec al-Qaïda, le réseau de Ben Laden. Par la suite, dans des camps d'al-Qaïda au Pakistan et en Afghanistan, il a formé des combattants aux techniques de surveillance. Ali Mohamed est inculpé des attentats presque simultanés dont ont fait l'objet le 7 août 1998 les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar-es-Salam, et d'avoir, avec Wahid El Hage, Mohamed Sadik Odeh, Mohamed Rachid Daoud Al-Owali et Khalfan Khamis Mohamed, participé à une association de malfaiteurs visant à assassiner des Américains. Mais quelques mois avant le début de son procès, Ali Mohamed a plaidé coupable à cinq chefs d'accusation liés au *complot visant à tuer, à enlever ou mutiler des ressortissants des États-Unis, de hauts responsables et des employés du gouvernement américain, et à détruire des bâtiments du gouvernement des États-Unis*.

Le 15 mai 2001, alors que le jury decide du sort des quatre hommes accusés des attentats contre deux ambassades américaines en Afrique orientale terminait sa troisième journée de délibérations, Ali Mohamed attend sagement dans un endroit tenu secret que sa condamnation soit prononcée un peu plus tard cette année. Comment le FBI ou la CIA ont-ils pu laisser Ali Mohamed arriver si haut dans la nomenklatura des services et de l'armée ? Il faut comprendre que le FBI décide de le laisser en liberté et de l'utiliser comme informateur *« apparemment, les autorités étaient très excitées de pouvoir enfin posséder quelqu'un qui livre des informations sur Ben Laden, mais elles n'ont pas su le contrôler »* affirme son avocat. Pour d'autres spécialistes du dossier (dont personne ne veut entendre parler) Mohamed savait ce que Ben Laden préparait *« a lui seul, il démontre l'incompétence américaine à contrer efficacement le terrorisme. Ce type a trompé tout le monde et a permis à Ben Laden de préparer tranquillement ses attentats au nez et à la barbe des services américains ».*

Lorsqu'il a plaidé coupable devant le juge Leonard Sand, Ali Mohamed a lié Oussama Ben Laden aux attentats à la bombe contre les ambassades et a indiqué qu'il avait collaboré avec El Hage et les autres inculpés dans cette affaire. Les observateurs pensaient qu'Ali Mohamed serait l'un des principaux témoins à charge contre les quatre autres accusés dont le procès a commencé le 5 février 2001. Pourtant, si son nom a été mentionné lors des dépositions liées à l'inculpation d'El Hage et si des documents saisis à son domicile californien font partie des pièces à conviction, l'ancien instructeur de l'armée et spécialiste de l'Islam n'est jamais venu à la barre. L'accord qu'il a passé avec le gouvernement lorsqu'il a plaidé coupable reste secret. Il avait indiqué, lors de sa comparution devant le tribunal en octobre

2000, que le but de son association avec le djihad islamique et al-Qaïda était « *d'attaquer n'importe quelle cible occidentale au Proche-Orient, d'obliger les gouvernement des pays occidentaux à quitter tout simplement cette région* ».

Il a expliqué au juge qu'étant donné que les Américains s'étaient retirés de Beyrouth après l'attentat contre la caserne de Marines dans cette ville, le groupe envisageait d'user de la même méthode afin d'obliger les États-Unis à quitter l'Arabie saoudite. À la question, posée par le juge, de savoir s'il était vrai que les plans comprenaient un complot visant à assassiner les personnes qui travaillaient pour des organes de gouvernements étrangers et des ambassades, Ali Mohamed avait répondu par l'affirmative.

Donnant des précisions sur ses activités liées aux organisations implantées au Proche-Orient et en Afrique accusées de terrorisme, Ali Mohamed a dit ne pas ignorer qu'il travaillait avec al-Qaïda, Oussama Ben Laden, Abu Hafs et Abu Ubaidah et que Abu Hajer Al-Iraqui faisait partie d'un comité consultatif d'Al-Qaïda. Il a dit avoir commencé à jouer un rôle dans l'organisation du djihad islamique égyptien au début des années 1980, laquelle lui a facilité les contacts avec al-Qaïda au début des années 1990. Il a expliqué qu'au début des années 1990, il avait aidé Ayman Al-Zawihiri, un autre inculpé qui court toujours, à recueillir des fonds pour le djihad islamique lors des deux visites de ce dernier aux États-Unis. « *En 1991, j'ai facilité le passage d'Oussama Ben Laden d'Afghanistan au Soudan. En 1992, j'ai organisé des cours d'instruction militaire et des cours sur les explosifs pour Al-Qaïda en Afghanistan* », a-t-il dit. Parmi ceux qui ont reçu cette formation figurent Harum Fadhl et Abu Jihad. Il aurait aussi formé des novices d'al-Qaïda à la collecte d'informations secrètes, leur apprenant à créer des « *cellules fonctionnelles* ».

Mohamed a aussi indiqué avoir aidé al-Qaïda à mettre en place « *des représentants* » à Nairobi et donné des précisions sur les responsabilités de chacun, notamment : Abu Ubaidah qui était le chef à Nairobi jusqu'au moment où il s'est noyé lors d'un accident de ferry sur le Lac Victoria ; Khalid Al-Fawwaz qui a mis en place l'antenne et ouvert une affaire de ventes de voitures afin de créer des revenus ; Wahid El Hage qui a créé un organisme de bienfaisance afin d'aider les membres d'al-Qaïda à obtenir des papiers d'identité et Khalid Al-Fawwaz qui lui a remboursé les frais liés à ses missions de surveillance de sites propices à des attentats à la bombe, ainsi que son matériel d'agrandissement de photos. « *J'ai personnellement aidé El Hage à faire des étiquettes chez lui à Nairobi. J'ai personnellement rencontre Abu Ubaidah et Abu Hafs au domicile de Wahid à Nairobi* », a-t-il précisé. Et d'ajouter : « *Nous utilisions divers noms de code afin de dissimuler notre véritable identité. J'était Jeff ; El Hage était Norman ; Ihab était Nawawi* ». Ben Laden, a-t-il déclaré, lui avait demandé de surveiller des cibles potentielles américaines, britanniques, françaises et israéliennes à Nairobi, et il a choisi l'ambassade des États-Unis, le bâtiment de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'agence du ministère américain de l'agriculture, le centre culturel français et l'ambassade de France. « *Le*

*choix s'était porté sur ces cibles en représailles contre les États-Unis pour le rôle qu'ils ont joué en Somalie* », a-t-il expliqué, précisant avoir « *pris des photos, dessiné des plans et écrit un rapport* ». « *Par la suite, je suis allé à Khartoum, où tous les documents que j'avais accumulés durant mes missions de surveillance ont été examinés par Oussama Ben Laden, Abu Hafs, Abu Ubaidah et d'autres. Ben Laden a regardé la photo de l'ambassade américaine et indiqué précisément l'endroit où un camion piégé pourrait entrer* », a-t-il affirmé, ajoutant qu'en 1994 Ben Laden l'avait envoyé à Djibouti pour une mission de surveillance de plusieurs installations, notamment les bases militaires françaises et l'ambassade des États-Unis. La France était-elle au courant ? avait-elle été avertie suite aux interrogatoires de Ali ?

Mais Ali Mohamed parle encore et affirme qu'en 1994, lorsqu'il se trouvait à Nairobi, il s'était entretenu avec Abu Hafs et un autre homme près du domicile de Wahid El Hage et on lui avait ordonné de surveiller des cibles américaines, britanniques, françaises et israéliennes au Sénégal et en Afrique occidentale. « *C'est à la même époque, vers la fin de 1994, qu'un agent du FBI m'a appelé pour parler du procès aux États-Unis d'Abdel Rahman. J'ai pris l'avion pour les États-Unis, j'ai parlé au FBI, mais je n'ai pas dit tout ce que je savais* », a-t-il souligné. « *J'ai rendu compte de mes entretiens avec le FBI à Abu Hafs, et on m'a dit de ne plus retourner à Nairobi* », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il avait obtenu en 1995 une copie de la liste des conspirateurs dans le procès d'Abdel Rahman et qu'il l'avait envoyée à El Hage au Kenya « *comptant bien qu'elle serait envoyée à Oussama Ben Laden à Khartoum* ».

En permission, Ali se rend au Soudan en 1994, après une tentative d'assassinat contre Ben Laden, et en profite pour assurer la formation de ses gardes du corps ainsi que celle des hommes attachés à la sécurité à l'intérieur du camp ; il les a aidés à coordonner leurs activités avec celles des spécialistes soudanais du renseignement qui étaient responsables de la sécurité en dehors du camp de Ben Laden. Il a aussi organisé des cours de formation aux méthodes de surveillance pour le compte d'Al-Qaïda. L'un des hommes ayant suivi cette formation était Ihab Ali, dont le surnom était Nawawi, qui était censé assurer la formation d'autres hommes. Nawawi est aussi entre les mains des autorités américaines, mais il n'a pas pris la barre durant le procès à New York.

C'est El Hage qui a appris à Ali Mohamed la nouvelle de la noyade d'Abu Ubaidah. En 1998, Ihad Ali lui a envoyé une lettre indiquant qu'El Hage avait été interrogé par le FBI au Kenya et lui a donné un numéro à contacter pour le compte d'El Hage. « *J'ai appelé ce numéro et j'ai ensuite contacté une autre personne qui devait transmettre le message à Fawwaz pour Ben Laden* », a-t-il dit. « *Après l'attentat, en 1998, j'avais prévu d'aller en Égypte et plus tard en Afghanistan afin de rencontrer Ben Laden. Mais, avant de pouvoir partir, j'ai été assigné à comparaître devant la chambre de mise en accusation de la circonscription sud de New York. J'ai témoigné et j'ai été arrêté* », a-t-il précisé.

L'arrestation d'Ali Mohamed, le 10 septembre 1998, avait été gardée secrète pendant huit mois, le ministère public cherchant apparemment à passer un accord avec lui. Il a été inculpé en mai 1999 et sur les actes d'accusation son nom s'est ajouté à celui des quatre hommes dont le procès s’est tenu à New York. Ali Mohamed n’a jamais cherché à se rapprocher des autres inculpés, il demeure en isolement cellulaire, il risque la prison à perpétuité.

« *Ce qu’on ne vous dit pas c’est qu’en 1981, Ali Mohamed alors jeune officier de l’académie militaire égyptienne, parlant français, hébreu et anglais, est sélectionné pour le programme International Military Student Training. Cet accord d’échange interarmées n’est ni plus ni moins qu’un vaste filet utilisé par la CIA pour ses futures recrues. C’est l’époque de l’URSS et de l’Afghanistan, la centrale a besoin de musulmans, surtout de la qualité de Ali Mohamed* » nous confirmera l’un de nos contacts au FBI de Washington. Pourtant le dossier Mohamed est beaucoup plus sensible que ça, et l’évoquer, c’est s’exposer à des refus de réponses, du moins officiels, « *En 1984 la CIA lui a demandé de quitter l’armée égyptienne, c’est ce qu’il se dit. Il va donc à Hambourg, sous les ordres de la centrale pour infiltrer un groupe proche du Hezbollah* ». Et les révélations d’affluer « *ce qui est certain, c’est que même si la CIA l’a lâché, le FBI savait tout sur sa double vie depuis 1993, ils ne veulent pas casser leur jouet et continuent de le couvrir et surtout de l’utiliser* ». Mais Ali deviendra incontrôlable et arrivera par plus d’une fois à semer ses suiveurs lors des permissions qui le menaient à jouer son véritable rôle auprès des gens d’al-Quaïda.

Quelques temps plus tard, Mohamed se retrouve bombardé responsable de la sécurité auprès de la compagnie aérienne Egypt Air. Ce poste, très sensible, nécessite, non seulement de montrer patte blanche, mais il faut être obligatoirement parrainé par des services de sécurité, de renseignement ou de contre-espionnage tant le niveau exigé est celui d’un officier en charge de la lutte antiterroriste.

Un an plus tard, en 1985, Mohamed arrive à New York avec un visa en poche (un ‘don’ remis en main propre par l’ambassade américaine au Caire), il se dit dans les milieux proches du dossier que, quelques mois plus tard, une carte verte (lui permettant de travailler aux Etats-Unis) lui sera délivrée de la même sorte… En 1986 il rentre dans l’armée américaine, en 1987 il rejoint Fort Bragg, le centre névralgique de la lutte antiterroriste, là où les meilleures unités américaines, tels que les commandos Delta et les bérets verts, s’entraînent et stationnent. Il passe sergent et se voit confier la même année, le poste de conférencier sur le monde islamique, il forme des soldats et des officiers à la pensée islamique, au monde arabo-musulman. Ce jour commence peut-être la double vie de Ali Mohamed, petit garçon égyptien aux nombreux talents et rêves brisés par le fanatisme islamiste…et les services secrets américains.

**Les Djihadistes du Pentagone**

Ali Mohamed n'est pas un cas isolé, d'autres ont été révélés au grand public ou plus discrètement par des organismes privés et des lettres confidentielles, tous ces soldats ont un point commun : ils ont un lien avec l'islamisme radical le plus fanatique, le plus insidieux et parfois le plus virulent.

En septembre 2003 la presse américaine dévoile le fait selon lequel deux membres des forces armées américaines, Ahmad al-Halabi et James Yee sont soupçonnés d'avoir apporté une aide à certains prisonniers de Guantanamo Bay, rappelons que c'est la prison où se trouvent des combattants et membres d'al-Qaïda. On apprend que les deux membres de l'armée américaine ont été incarcérés. Pour Daniel Pipes, journaliste américain « *Il est évident depuis des mois que des islamistes qui méprisent l'Amérique se sont infiltrés dans les prisons, les institutions juridiques et le personnel militaire de ce pays* ». En février 2003, un article du Wall Street Journal montrait, preuves à l'appui, que les imams tenant Ben Laden pour un « héros d'Allah » prédominent parmi les aumôniers musulmans du système carcéral de l'Etat de New York.

Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg, Daniel Pipes recense cinq autres cas flagrants de militaires ou d'ex-militaires passés à l'islamisme radical :

- **Semi Osman**, immigrant d'origine libanaise qui n'a pas pris la citoyenneté américaine. Osman a été membre de l'armée et de la réserve navale. Il a été arrêté en 2002, et accusé de « soutien logistique à des terroristes ». Il a été déclaré coupable de détention illégale d'armes et condamné.
- **Abdul Raheem Al Arshad Ali**, un afro-américain converti à l'islam. Ali est un ancien marine: il attend son procès en prison pour avoir fourni une arme semi-automatique à Semi Osman.
- **Jeffrey Leon Battle**, afro-américain converti à l'islam. Battle est un réserviste de l'armée: il attend lui aussi son procès en prison, et est accusé d'avoir rejoint les réserves de l'armée pour recevoir un entraînement militaire et l'utiliser contre l'Amérique.
- **John Allen Muhammad**, afro-américain converti à l'islam. Muhammad, ex-militaire, est soupçonné d'avoir jeté une grenade en direction d'un autre soldat en 1991. Il est en prison pour avoir mené une série d'assassinats au fusil de sniper qui avait terrorisé la région de Washington.
- **Hasan Akbar**, afro-américain converti à l'islam. Akbar, soldat dans l'armée américaine, est accusé de meurtre avec préméditation et de trois tentatives de meurtre après avoir provoqué en mars dernier un incident grave à l'encontre d'autres soldats américains.

Selon Deanne Stillman du magazine Slate « *les islamistes sont peut-être en train d'infiltrer nos forces militaires de façon à les fragiliser de l'intérieur* ». Mais l'infiltration peut prendre

d'autres formes et surtout, elle est parfois indétectable. Ainsi le FBI est de plus en plus chargé de surveiller de très près les activités de ces militaires sur le territoire américain en étroite collaboration avec l'armée américaine et les services de renseignement (CIA, DIA[36], NSA) qui eux s'occupent de les faire surveiller à l'étranger lors de leurs déplacements, permissions ou transferts de bases. Le FBI se charge de monter leur dossier et de les surveiller avec la sécurité militaire afin d'évaluer le réel taux de danger. C'est ce qui s'est passé pour Nabil Elibiary, un islamiste qui proteste régulièrement contre les « diffamations » et les « pressions » subies par Ben Laden. Il lui est arrivé de s'occuper, tel un imam, des prières sur les bases des forces aériennes américaines en 2003.

Ces « djihadistes du Pentagone » sont aujourd'hui l'un des problèmes des plus épineux pour l'ensemble de la défense américaine et de ses armées. On dit que Ali Mohamed aurait eu accès à des documents top secrets concernant des opérations et des méthodes anti-terroristes. Un problème qui persistera encore fort longtemps si le travail de recrutement des jeunes recrues de l'armée reste toujours aussi basique. A ce propos, les recruteurs de la Navy, de l'Army, du corps des Marines et de l'air Force, ont reçu une formation spécifique diligentée par le FBI et des officiers supérieurs dont certains seraient d'éminents psychologues.

[36] Defense Intelligence Agency, la DIA s'occupe du renseignement militaire et très souvent de la sécurité relative aux documents et aux installations militaires.

## QUE VEUT BEN LADEN ?

*Par François-Bernard Huyghe Docteur d'État en Sciences Politiques, il anime l'Observatoire d'infostratégie et enseigne sur les mêmes domaines à l'École de Guerre Économique et à HEC.*

Mais que veut ben Laden ? la question paraissait cruciale au lendemain du 11 septembre 2001 : le plus gigantesque attentat de tous les temps n'était pas accompagné de la moindre revendication, comme si le sacrifice symbolique des deux tours de Babel était une image qui se dispensait de sous-titre. Rappelons pour la petite histoire qu'al Quaïda n'a jamais revendiqué explicitement ses attentats. En revanche, de façon indirecte, ses représentants remercient souvent Allah du succès remporté par des martyrs ou reconnaissent y avoir « incité».

À plus long terme, si Ben Laden doit conserver son statut d'ennemi principal de la principale puissance, il est urgent de comprendre ce qui distingue « son » terrorisme de tous ceux qui l'ont précédé, en dehors des facteurs organisationnels évidents et cent fois signalés : c'est un réseau transnational aux capacités militaires, technologiques et financières supérieures, décidé à frapper partout,... Bref quelle partie de la réponse se trouve « dans la tête » de Ben Laden, donc aussi dans ses écrits librement accessibles sur la Toile ?

Ladite réponse sera à pondérer en fonction de quatre postulats :

- Que ben Laden soit toujours vivant au moment où vous lirez ces lignes
- Qu'il dirige véritablement al Quaïda et n'en soit pas le porte-parole ou l'icône
- Que l'expression « al Quaïda » ait vraiment un sens autre que de désigner la base de ce nom dans le Panshir où se retrouvaient des apprentis djihadistes venus s'entraîner en Afghanistan. Les spécialistes du renseignement distinguent maintenant le noyau dur de quelques dizaines de membres entourant l'émir comme une véritable secte, et le domaine plus vaste des organisations « franchisées », plus autonomes même si elles effectuent leurs opérations sous label al Quaïda et en coordination avec le noyau principal
- Que le 11 Septembre n'ait été l'apogée avant le déclin. Avec un taux d'échec de ses opérations et un nombre d'arrestations importants, le réseau reste encore capable de recruter et de refaire la première page des journaux tous les x mois. D'où le vaste éventail des hypothèses envisageables. À une extrémité, il y a son éradication totale, peu vraisemblable. À l'autre, il y a la réédition d'un exploit de même dimension que le 11 Septembre, éventuellement avec des Armes de destruction massive. C'est également difficile à imaginer, sans doute parce que nous ne voyons pas ce qui pourrait être fait « de pire » ou d'aussi spectaculaire. Entre les deux, un vaste domaine. Soit un terrorisme « banalisé » - les attentats seraient alors intégrés à la logique de l'économie mondiale, exactement comme les accidents de la route, un phénomène récurrent et avec lequel il faut apprendre à vivre. Soit un terrorisme toujours mythifié, médiatisé et justifiant d'autres guerres préventives.

Or, si tous ces facteurs restent des inconnues, du moins pour ceux qui ne possèdent pas de boule de cristal, il y a au moins quelque chose de sûr et de constant : ce que dit ben Laden.
Si nous partons de l'hypothèse que tout discours de ce type révèle à la fois les intérêts au nom desquels on s'exprime, les objectifs politiques que l'on poursuit et les valeurs dont on se réclame, nous ne trouverons chez lui aucune ambiguïté.

**Les intérêts**

Dans sa « déclaration de guerre aux sionistes et aux croisés » d'Août 1996, le premier texte qui ait eu un retentissement mondial, ben Laden se réclame de la défense du peuple musulman, envisagé dans son unité, l'Oumma, à rebours de tout nationalisme. Il le décrit victime de l'alliance « des croisés et des sionistes ». Leur plus grand crime : la profanation de la terre sacrée d'Arabie saoudite (le pays des deux lieux saints : la Mecque et Médine) par la présence de G.I. La situation de son propre pays semble donc son premier souci (l'occupation du troisième lieu saint, Jérusalem al Quods semblant presque bénigne en comparaison). Les moindres détails des malheurs subis par les saoudiens et les moindres crimes d'un gouvernement apostat sont énumérés, à tel point que le lecteur finit par se demander si tout cela ne ressemble pas à un tract électoral lyrique. L'ambition de ben Laden est-elle (ou était-elle en 96) de remplacer la famille royale saoudienne ? Le plus international des terroristes est-il si enraciné ? Rappelons qu'en 1997 l'éventualité de sa prise de pouvoir en Arabie saoudite était une hypothèse si peu délirante qu'un journaliste de CNN lui demandait quelle serait sa politique pétrolière s'il dirigeait un jour son pays. Dans tous les cas la notion de profanation lui fournit son premier moteur et il déclare aux Juifs et aux Croisés : « Vous terroriser alors que vous portez les armes sur notre territoire est un devoir légitime et une obligation morale. Ce droit bien connu appartient à tous les hommes comme aux autres créatures. ».Le premier motif invoqué est donc la nécessité « naturelle » de défendre son territoire et de conserver sa vie.

**Les objectifs**

Généralement un groupe terroriste adresse un message à un État, soit pour exiger quelque chose de lui (libérez nos camarades, quittez notre pays…) soit pour lui annoncer sa prochaine destruction et le triomphe de la révolution. Mais quelle sorte de victoire peut espérer ben Laden, sauf peut-être le règne d'Allah sur terre ? ou au moins un gigantesque retour en arrière vers la pureté de l'islam des ancêtres, comme pour annuler des siècles d'humiliation des Arabes ? Il nous donne la réponse dans une étonnante « lettre à l'Amérique » de Novembre 2002 . Il veut clarifier la question des raisons de son combat de toutes les mauvaises interprétations. Là encore, il est clair. La longue liste des griefs contre l'Occident (soutien à Israël, Somalie, complicité avec les Russes en Tchétchénie, blocus de l'Irak…) amène sa conclusion logique : « la première chose à laquelle nous vous appelons est à l'Islam » donc à la complète soumission à ses lois. Ben Laden

exhorte également ses adversaires à renoncer autant à l'oppression et à l'impérialisme par leur politique extérieure, qu'au péché et à la débauche dans leurs mœurs. Même les crimes écologiques des Américains n'échappent pas à sa censure. Un terrorisme de moralisation et de conversion s'affirme là sans équivoque.

**Les valeurs**

Le système de justification de ben Laden est celui du pur salafisme, l'imitation des « pieux ancêtres » à la fois rigoriste et soucieux de revenir à l'interprétation littérale, à la pratique et à la foi des origines. Pour la partie qui nous concerne, la justification du terrorisme, ben Laden ne cesse de se référer aux textes coraniques, aux haddiths, les actes du prophètes, aux avis des oulémas, les docteurs de la Loi, quand il ne cite pas des poèmes mystiques. Il développe toute une casuistique pour se défendre de l'accusation de meurtre de victimes innocentes. Il argumente avec force références théologiques sur la mort des enfants. Les tuer est licite à ses yeux, si c'est la conséquence indirecte d'une attaque dont l'objectif principal était militaire et politique. Et du reste, certains docteurs de la loi ne disent-ils pas qu'il est permis de tuer les femmes et les enfants de l'ennemi si celui-ci a commencé le premier par tuer les innocents dans votre camp ?

Ce système de la compensation rappelle celui du talion (n'oublions pas que pour ben Laden, les vrais héritiers de la Torah sont les Musulmans, non les Juifs actuels). Mais il pousse encore plus loin le raisonnement : il doit y avoir un équilibre presque mathématique du nombre de morts. Or, dans cette sinistre comptabilité, il inclut généreusement les victimes d'Hiroshima qui n'étaient pourtant pas des musulmans typiques et un million d'enfants irakiens victimes présumées de l'embargo. Au total, les djihadistes auraient donc une balance des paiements fortement déficitaire et sans doute un crédit de plusieurs millions de morts à rattraper.

« Nous tuerons les rois des infidèles, les rois des croisés et les civils infidèles en échange de nos enfants qu'ils tuent. C'est permis par la loi islamique, et c'est logique » affirme très explicitement ben Laden. Comme le djihad, la compensation des morts innocentes semblerait une obligation pour chaque musulman. Ce souci de distinguer licite ou de l'illicite même pour choisir les moyens d'une guerre totale est à rebours de la vision que répandent certains essayistes : un ben Laden « nihiliste » ou « apocalyptique » qui jouirait sataniquement de la pure destruction. C'est au contraire un juriste pointilleux, soucieux de ne rien faire d'interdit.

Auto-défense et libération du territoire, exemple et prédication, vengeance et compensation… La trilogie de ben Laden (la Nature, la Loi, le Châtiment) est d'une logique suffisante pour nous dispenser d'autres spéculations. Et faute de briser cette logique, d'abord dans l'esprit de ceux qui y adhérent, nous pourrions bien rencontrer la plus simple et la plus parfaite machine à terreur perpétuelle née d'un cerveau humain.

## **CE QUE NOUS CACHENT LES ETATS ET LES SERVICES SPECIALISES**

### **Centrales nucléaires : des bombes toutes prêtes**

*« Ainsi, l'événement imprévisible d'une décennie devient le cauchemar de la prochaine, une étape presque rationnelle à chaque fois. Un ennemi pourvu de suffisamment de moyens et de détermination pourrait convertir des centrales nucléaires existantes en armes. Peut-être cette vulnérabilité pourrait être corrigée. Sinon, les centrales - qui sont remplaçables, bien qu'à un certain coût - devraient être fermées »* déclara Peter Bradford, ancien Commissaire à la US Nuclear Regulatory Commission, professeur de politique énergétique à la Yale School of Forestry and Environmental Studies[37]

Le 25 novembre 2003, sous la plume de notre confrère du Figaro, Yves Miserey, on apprends que l'association « Sortir du Nucléaire » a rendu publics des documents classés « secret défense » sur les capacités de l'EPR, le futur réacteur nucléaire de troisième génération, à résister aux chutes d'avions de ligne.

Yves Miserey écrit « *Le réseau associatif a intercepté une lettre «confidentiel défense» de Bruno Lescoeur, directeur de la branche énergie EDF, destinée à la DGSNR (Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection), l'administration responsable de la sûreté nucléaire en France. Son directeur général, André-Claude Lacoste, avait demandé à EDF des précisions sur les capacités de résistance de l'EPR à un acte de terrorisme, dans la ligne de celui du World Trade Center* ». Pour Stéphane Lhomme, ce document démontre bien les faiblesses du futur réacteur nucléaire EPR face aux chutes d'avions de ligne « *l'EPR présente les mêmes défauts et faiblesses que les réacteurs actuels et montre sa vulnérabilité face à un attentat du style 11 septembre* ».

En France, c'est bien la première fois que des documents confidentiels concernant la sécurité des centrales nucléaires sont divulgués par une association. Une polémique qui intervient dans un contexte bien particulier : le 24 juillet 2003, un arrêté a classé «secret défense» la protection et le contrôle des matières nucléaires, que certaines associations pourraient vouloir dévoiler au grand jour « *il est ainsi facile de cacher les défauts des opérations de transports illégales et sous protégées, ainsi l'information passe sous le contrôle militaire, c'est de la censure, ni plus ni moins* » indique un spécialiste du secret défense « *c'est comme quand certains journalistes ont en leur possession des documents confidentiels ou secret défense, combien d'affaires ont éclaté au grand jour grâce à eux ? Sont-ils pour autant des terroristes ? Des espions ? Quand on voit que certains arrivent à s'infiltrer dans des endroits qui devraient être logiquement protégés par des gendarmes*

[37] On Earth Magazine, Hiver 2001

*(endormis) ou des mesures de protections (très faibles), qu'ils dénoncent ces failles et que les flics et la justice leur tombe dessus, c'est se foutre de la gueule du monde* »

Stéphane Lhomme, l'infatigable porte parole de l'association « Sortir du Nucléaire » manifeste quelque part en France, nous le joignons au téléphone pour lui poser quelques questions. A propos de la sécurité physique des centrales nucléaires, des risques d'intrusion par des commandos et ou des terroristes, il répond « *Concernant l'intrusion pacifique de Greenpeace à Penly. Ils ont démontré qu'un commando un peu déterminé peut entrer dans une centrale et commettre des attentats. Au lieu de traiter Greenpeace de provocateurs, il faudrait les décorer pour révéler qu'il est quasiment impossible de protéger une centrale contre une telle attaque ».* Pour certains experts de la sûreté « *il est encore plus efficace d'attaquer une centrale qu'un train nucléaire* » pour la simple et bonne raison que souvent les transports de matières nucléaires soit sont rendus publics, soit restent discrets, et c'est là tout le danger, car peu escortés, et les centrales, c'est une autre histoire.
En décembre 2003, l'association Greenpeace a investi la centrale nucléaire de Penly, avant l'aube. Les militants sont entrés par trois accès différents, vingt d'entre eux ont réussi à atteindre le cœur de la centrale et deux « alpinistes » ont escaladé le bâtiment réacteur de la tranche 1 et la cheminée de la tranche 2. Imaginez un peu ce qu'aurait pu faire un commando entraîné… Une dépêche AFP du jour titre : « *Quarante militants de l'organisation écologiste Greenpeace ont réussi à pénétrer jeudi matin dans la centrale nucléaire de Penly (sur la côte de la Manche) pour une manifestation de protestation contre le projet de réacteur européen à eau sous pression (EPR). L'action dans la centrale a duré près de quatre heures ../..*» . Pour Louis Belmonte, responsable d'un réseau international de veille sur le terrorisme « *la sous protection des centrales en France est plus que flagrante, pourtant la France reste un standard de qualité et de sécurité, alors dans les autres pays européens et étrangers je n'ose même pas commenter* ». Suite à cette intrusion, la CFDT s'inquiète des mesures de protection et de sécurité en vigueur dans les centrales nucléaires, mais le gouvernement reste muet.

Pourtant, les services spécialisés français agissent souvent tels des terroristes pour tester la sécurité des sites sensibles. Ainsi, en novembre 2001, un groupe de quatre hommes du GIGN s'introduit dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), près de Provins, réputée comme une des plus sûres du territoire…

La direction de la centrale aurait pourtant été avertie de l'opération, rajoutant au gardiennage privé une escouade de gendarmes mobiles et de réservistes de la défense. L'un de ces supers gendarmes, qui était rentré sans badge aurait fait un scandale. Autre aventure des hommes du GIGN, cette fois-ci à la centrale de Tricastin (Drôme), huit gendarmes ont pu pénétrer dans le périmètre de la centrale. Selon un proche du service de sécurité des installations « *les hommes du GIGN ont bien démontré les faiblesses en matière de sécurité, ils ne sont entrés que très discrètement, certains sous des camions, d'autres au culot, j'imagine très mal ce que pourrait faire un commando armé et sans limites* ». Mais cela va plus loin, un « commando » conjoint d'hommes du DPSD

(Département de la Protection et de la Sûreté de la Défense) pénètre sur la base top secrète des sous-marins nucléaires de l'île de Longue (Brest). Deux plongeurs sont parvenus à déposer des bombes fictives sur l'un des navires à quai…

Pratique courante selon les uns, exceptionnelle selon les autres, Louis Belmonte explique que ces audits très discrets apportent des preuves flagrantes du délit de manquement de sécurité « *ces types sont arrivés à berner les gardiens, à prendre l'apparence de livreurs ou d'autres employés de sociétés civiles travaillant sur place, à fabriquer de faux badges, poser des autocollants, se déguiser en ouvriers de l'EDF, dérober des objets voire même des documents pour prouver leur passage* » et tous les moyens justifient la fin, certains poussent le vice jusqu'à discuter avec des employés de la centrale, leur soutirer des informations et même obtenir des plans des installations.
Enfin, dans la fièvre de l'après 11 septembre, de nombreux pays occidentaux et de l'Est, ont pris des mesures d'urgence en installant en toute hâte des batteries DCA et des militaires autour des centrales nucléaires. Le tout sans aucune préparation stratégique et sans aucune assurance que cette défense-là pourrait être efficace le jour où des terroristes motivés décident d'attaquer une centrale nucléaire. En octobre 2001, le directeur de la Hague s'énervait en voyant passer un hélicoptère transportant des journalistes au-dessus de l'usine de retraitement des déchets nucléaires, parfait pour un attentat radiologique, alors qu'une interdiction de survol était connue de tous et clairement définie… Que doit faire l'armée dans un cas comme celui-ci ? Abattre les journalistes par mesure de précaution ? Ou dans le doute laisser voler un hélicoptère qui peut-être dirigé par des terroristes ?
Une étude allemande montre que même des murs de deux mètres d'épaisseur comme il en existe ne pourraient préserver intégralement les installations nucléaires, et un spécialiste de rétorquer « *si une attaque terroriste visait les piscines de refroidissement de la Hague, les conséquences en matière de diffusion de matières radioactives pourraient représenter cinquante fois Tchernobyl, devenant ainsi l'une des plus virulentes attaques à ce jour, à l'impact physique, sécuritaire et psychologique, plus personne ne se sentirait en sécurité, car les responsables militaires et politiques qui sont censés protéger ce qu'il y a de plus sensible dans un pays n'auraient plus aucun mot pour dire combien ils sont aussi incapables de protéger leurs propres citoyens…* ».

A propos de l'interception des trains, matière dont Stéphane Lhomme est passé maître, L'action menée à Bordeaux le 29 septembre 2003 reste la plus édifiante, Stéphane commente « *un acte terroriste sur un tel train est d'une facilité déconcertante. Un wagon c'est égal à un tiers de Tchernobyl ! Il faudrait protéger le train sur des centaines de kilomètres... et encore : rien ne peut empêcher un tir de roquette, les gangsters ont bien des roquettes pour attaquer les fourgons de transports de fonds, alors... ».* Pour Frank Trautmann, expert en terrorisme et sécurité, un groupe « *motivé et armé de quelques lance roquettes peut provoquer une explosion radiologique qui pourrait grandement affecter la population* ».

Tout ceci repose aujourd'hui sous le sacro-saint sceau du secret défense, une facilité pour les gouvernements, les états et les services spécialisés pour enfin poser un

voile sur ces immenses et nombreuses failles qui nous conduiront un jour à une catastrophe inévitable. Nous ne le souhaitons point, mais il semble fortement que les attentats du 11 septembre 2001 n'aient pas changé grand-chose dans le traitement de la sécurité des installations sensibles « le niveau grimpe d'un coup, puis redescend quelques mois plus tard, aujoud'hui, ne nous le cachons pas, nous sommes à un niveau sécuritaire à peine plus haut que celui post-septembre 2001 » affirme Louis Belmonte qui a assisté à une réunion d'experts du contre-terrorisme en avril dernier[38] où ces sujets ont été évoqués à huis clos.

## Quels seront les prochains grands attentats ?

Avant d'évoquer un thème proche de l'hyperterrorisme, traité plus haut, et pour poser le décor, nous avons souhaité nous adresser à un jeune spécialiste en la matière, voici nos trois questions à Charles Rault, analyste en sécurité internationale.

- *Quel peut être le type d'attentats hyperterroristes dans les années à venir ?*

L'hyperterrorisme consiste en un massacre de masse où les cibles sont institutionnelles, par la localisation de l'attaque, et civiles, par les pertes. L'usage d'armes de destruction massive n'est pas à exclure. Même si le risque d'attentat chimique est le plus souvent cité, aucune forme ne peut être priviligiée. L'usage d'une bombe sale, dite radiologique, est probable. On l'a vu en 1996 en Russie, l'appropriation de matières radioactives par des groupes terroristes est déjà une réalité. Une attaque massive terroriste n'est évidente à moyen ou long terme que si l'attention des pays engagés dans la lutte mondiale contre le terrorisme se relâche. L'actuelle désorganisation d'Al Qaida n'a pas encore privé les terroristes de toutes leurs capacités opérationnelles. L'hyperterrorisme tient son préfixe de sa durée prévisible (plusieurs années voire décennies) et non uniquement de sa puissance ou de son ubiquité. L'attaque nucléaire est la moins probable car la plus détectable. L'attaque biologique est difficile à mettre en oeuvre, à contrôler notamment géographiquement et peut s'avérer tout aussi dangereuse pour le groupe terroriste, notamment dans sa phase préparatoire. L'attaque chimique, on se souvient de l'attaque au gaz sarin de la secte Aoum Shirinkyo en 1995 dans le métro de Tokyo, est plus probable. La diversité et la quantité disponibles des stocks d'armes de cette nature dans des pays instables dont les liens avec les réseaux terroristes sont plus ou moins ténus et dont le dispositif sécuritaire est peu fiable, rendent crédible une telle éventualité dont les victimes s'évalueraient en dizaines de milliers. De plus, l'impact psychologique et conséquemment économique, auraient des effets si néfastes qu'un bouleversement politique doublé d'une instabilité notamment dans l'usage de la

[38] 21 avril 2004, réunion du « Club de Berne » en Suisse.

force ne serait pas à exclure. Tout est à envisager, c'est de cette incertitude que l'hyperterrorisme trouve son concept justifié.

*- La lutte contre le terrorisme semble sans fin, quel est votre point de vue ?*

Certains considèrent que parler du terrorisme en tant que guerre est déplacé car chaque guerre a une fin. Ainsi, le terrorisme ne devrait pas connaître de fin considérant qu'il existera toujours des éléments hostiles capables d'attaquer des cibles tant civiles que politiques au travers d'opérations difficiles à empêcher. Dès lors, convient-il de parler de deux formes de terrorisme, la seconde étant finalement l'adaptation de la première à une vision 'civilisationnelle'. Le premier terrorisme serait celui des groupes armés dont la revendication souvent politique ou pécuniaire était exprimée au travers d'actes meurtriers à létalité limitée. L'effet psychologique atteint, il s'agissait de mettre le Politique devant ses responsabilités et de rendre d'autant plus difficile sa décision de réprimer ou de céder que les actes terroristes continueraient tant que les revendications ne trouveraient pas de réponse positive. C'est le terrorisme « politique » ou « téléguidé » des années 1970-1980 avec des personnages tels que Carlos ou le groupe Fraction Armée Rouge. Ceci ne nie pas leur dimension meurtrière mais la létalité ne constituait pas leur principal objectif. Depuis le début des années 1990, notamment en Israel avec la multiplication des attaques-suicide orchestrées par le Hamas et autres, on a pu observé l'émergence d'un terrorisme international divisé en cellules indépendantes (Al qaida) et « filialisant » ses attaques au travers de groupes terroristes locaux (GIA, Abu Saayaf, Jemaah Islamiya). Si les attaques du 11 septembre 2001 et plus récemment du 11 mars 2004 ne sont pas complètement dénuées de sens politique, les revendications formulées par les terroristes islamiques ne semblent constituer qu'un prétexte à l'expression de leur extrémisme religieux et à la jouissance de leur mysticisme nihiliste pour lequel l'Homme n'est rien et Dieu est tout. En bref, si les effets sont politiques, la raison de tels actes ne l'est pas. Cette seconde sorte de terrorisme, souvent qualifié d'hyperterrorisme, envisage l'ultra-létalité comme une fin en soi dans la volonté de détruire une autre civilisation, la civilisation judéo-chrétienne « croisée ». Par conséquent, au lendemain du 11 septembre, l'Amérique aidée de ses alliés décide de déclarer la guerre au terrorisme. Mais est-ce une guerre ? Et par conséquent, y'a-t-il une fin possible ? Si les moyens engagés contre le terrorisme international laissent penser à une mobilisation des ressources politiques et budgétaires dignes d'une guerre, la stratégie n'est pas celle d'une guerre. Mener une guerre contre des non-guerriers dont la seule action consiste dans le meurtre de civils innocents ne peut être une guerre. Ainsi faudrait-il tout simplement parler de lutte antiterroriste dont les concepts, les hommes, les moyens diffèrent de la chose militaire. Comme les terroristes islamiques dénuent leur actes de tout objectif politique réel afin d'entrer dans une logique binaire et civilisationnelle tendant à un recrutement massif et à une compréhension simpliste du monde, le Politique parle de guerre contre le terrorisme afin de mieux rallier à sa cause, si indispensable pour l'avenir des démocraties, le citoyen autrement dit non seulement la victime mais

aussi la cible du terrorisme islamique. Cet hyperterrorisme mobilise des ressources comparables à celles nécessitées par une guerre. Ceci n'implique pas pour autant que la stratégie adoptée est militaire. Ces explications sont nécessaires pour comprendre que le combat contre le terrorisme est un combat sans fin où les acteurs, les prétextes continueront sans cesse à exister et à se renouveller. La véritable question serait alors « l'intensité du terrorisme actuel, c'est à dire l'hyperterrorisme, peut-elle avoir une fin ? » Oui. Si les responsables politiques des démocraties laissent de côté les rancoeurs et les concurrences improductives qui divisent actuellement l'occident et plus particulièrement l'Europe vis-à-vis de la politique à adopter à l'égard de l'allié américain, s'ils concrétisent vraiment leur volonté de "lutter sans répit" contre le terrorisme par des budgets accrus pour les services de renseignement, la multiplication des opérations clandestines et humaines, et l'existence d'une coopération de tous les instants, notamment en matière de prolifération, entre les pays, alors il existe une réelle possibilité de mettre fin à l'hyperterrorisme encore plus rapidement qu'on ne le pense. Le travail n'est pas seulement celui du renseignement, il est avant tout celui du Politique en espérant qu'il ait pleine conscience des dangers auxquels les démocraties font face. Ainsi, l'hyperterrorisme ne pourrait disparaître que par le maintien d'une vigilance permanente qui, elle, ne connaîtrait pas de fin. Par ailleurs, et c'est là l'importance du Politique, il s'agira d'être plus à l'écoute des services de renseignements et des personnes qui les composent au-delà de tout motif politique voire électoraliste, mais aussi de modifier sensiblement certains aspects de la politique extérieure souvent trop indulgente à l'égard de pays sans lesquels le terrorisme resterait confiné à des actions de petite envergure. On pense notamment à l'Arabie Saoudite et à l'Iran. Pour reprendre la question, la lutte contre le terrorisme n'est pas une guerre sans fin si les besoins du renseignement sont comblés et si une politique réaliste, honnête et concrète émerge enfin.

- *Si une nukepack ou bombe A portable venait à exploser en plein coeur d'une grande ville, que se passerait-il au niveau géostratégique ?*

On peut envisager quelques conséquences même si bien entendu celles-ci seraient largement déterminées en fonction de la localisation géographique de l'attaque: une attaque contre Strasbourg n'aurait pas les mêmes conséquences qu'une attaque contre Los Angeles. Une telle éventualité est envisageable et les autorités politiques semblent en avoir pris peu à peu conscience. Si un tel acte se produisait, l'effet serait incalculable. Il serait d'abord humain, des centaines de milliers voire des millions d'innocents seraient directement victimes de l'explosion. Ensuite, l'effet géographique, radioactif rendrait impossible la viabilité de l'économie du pays touché pour longtemps et fragiliserait gravement l'économie internationale avec son lot de crises et de conflits conséquents. Des pays non touchés comme la Chine, l'Inde ou la Russie pourraient profiter de la situation pour imposer à nouveau leurs règles dans des pays voisins voire au-delà. Car si jamais il y a attaque, ce sera selon toute probabilité, dans un pays occidental qui plus est membre de l'OTAN. Et de la

désolation certaines puissances seraient tentées d'en tirer un gain politique et territorial. Mais le pire effet, déterminant pour l'avenir, serait l'effet psychologique qui conditionnerait en même temps la réaction politique. S'il s'avérait qu'une telle attaque soit perpétrée par des terroristes de confession musulmane, il n'y a pas de doute, aucun, que des vengeances contre les communautés musulmanes seraient observées et qu'un conflit de large envergure entre musulmans et chrétiens serait inévitable. L'amalgame sera, au vu de l'exceptionnalité des faits, considéré comme évident. C'est d'ailleurs l'objectif d'Al Qaida que de se faire affronter chrétiens et musulmans dans une guerre gigantesque divisant finalement le monde en deux camps opposés. D'où la volonté des réseaux islamiques de se doter de telles armes. En matière politique, on pourrait craindre, même dans les pays démocratiques, une réaction émotionnelle soit faible et qui laisserait l'occasion évidente d'une prise de pouvoir par des éléments plus radicaux soit très forte et qui conférerait à l'Etat des prérogatives étendues moins démocratiques et le mènerait à prendre des décisions extrêmes telle une frappe massive contre les pays hébergeant des terroristes. La récente entrée dans les doctrines militaires tant américaine que française de l'usage de mini-bombes nucléaires à usage dit tactique est le fondement d'une telle éventualité, même s'il agit aussi de faire pression pour que certains pays prennent enfin d'indispensables décisions de sécurité intérieure. Il est clair que si une telle éventualité se produisait aujourd'hui aux Etats-Unis, le monde musulman aurait à en souffrir immédiatement et durablement. Et ceci précipiterait une guerre de civilisation dont personne ne veut hormis les terroristes. Par une telle attaque, il faut comprendre que l'on sort complètement du champ politique connu, on entre dans une logique inconnue que l'on pourrait qualifier de civilisationnelle où chaque pays, chaque région, chaque personne s'identifierait à un camp et verrait ses actions exacerbées par l'aspect inédit et grave des circonstances. Si un tel fait se produisait en Europe, acculée, celle-ci pourrait sans surprise basculer dans l'adoption de mesures militaires et politiques extrêmes motivées par la volonté de survivre. L'Histoire reste imprévisible et plus encore la réaction de ceux qui la font. A une autre échelle, une attaque par bombe radiologique dite bombe sale pourrait donner lieu à de telles conséquences dans un laps de temps plus étendu. Empêchée jusque maintenant, une telle attaque est à la portée des réseaux terroristes. D'où l'importance cruciale qu'il s'agit de donner à la lutte contre la prolifération en sanctionnant lourdement les Etats qui ne se plieraient pas à des exigences qui, tout compte fait, concernent l'avenir de tous.

## POURQUOI IL EST FACILE DE COMMETTRE UN ATTENTAT EN EUROPE

### Le point sur la lutte antiterroriste en Europe

L'Europe est une plaque tournante et éventuellement un objectif d'actions terroristes. Dans et à l'extérieur de ses frontières géographiques, là où peuvent être touchés ses intérêts à l'étranger. Deux catégories de pays européens peuvent être aisément distinguées : ceux qui cherchent l'indépendance la plus absolue et ceux qui sont marqués par l'influence de Washington. Les seconds ont soutenu l'intervention américaine en Irak. Faisant de l'Irak une terre de Djihad et les pays membres de la Coalition des cibles d'opportunité. Les premiers n'échappent pas à la menace. Celle-ci est moindre pour les pays du nord de l'Europe comme la Suède ou la Finlande. L'anti-américanisme n'est y est pas de mise. Pas plus que l'alignement sur la diplomatie du département d'Etat. Mais cette menace devient de plus en plus pressante à mesure que l'on se rapproche du sud de l'Europe. A la croisée des chemins entre le Maghreb, l'Europe de l'Est, l'Europe du Nord et les Etats-Unis, la France est une zone à risques. Entre le 11 septembre 2001 et avril 2003, 163 terroristes ou sympathisants de la mouvance *al-Qaïda*, susceptibles de soutenir les actions des premiers sont arrêtés dans l'Union Européenne.

A la croisée des chemins entre le Maghreb, l'Europe de l'Est, l'Europe du Nord et les Etats-Unis, la France est une zone à risques. En dépit de lacunes, de luttes d'influence pour le contrôle politique des services de renseignement, la France est l'un des pays d'Europe les mieux outillés juridiquement. Ses services de renseignement et de sécurité intérieure - Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) et Direction de la Surveillance du Territoire (DST), avec la contribution non négligeable des Renseignements Généraux (RG) – obtiennent de nombreux succès sans pour autant transformer le pays en monde de Georges Orwell, avec une surveillance maximum de chaque citoyen… Autant le dire sans chauvinisme, les services de renseignement français sont efficaces. Tout n'est pas parfait. Mais pour des échecs médiatiques, combien de succès. Des succès qui signifient autant de gros de gros titres avec de sinistres bilans, à ne jamais lire, voir… Dans la lutte contre le terrorisme islamiste, les services de renseignement français sont donc, globalement efficaces. Ces services ont su évoluer et acquérir des technologies de pointe sans pour autant perdre la culture du renseignement humain qui fait défaut aux anglo-saxons. Des contacts privilégiés avec les services de renseignement moyen-orientaux, de pays du Maghreb, renforcent encore cette efficacité. Des « honorables correspondants » de la DGSE ont été et seraient encore en contact direct avec des responsables de l'autorité palestinienne. Les services de sécurité palestiniens disposent de vastes réseaux d'informateurs dans le monde arabe, probablement même au sein de groupes proches de la mouvance *al-Qaïda*. Infiltrés au sein de ces groupes, leurs agents ou informateurs sont en mesure de livrer des informations de première main à l'autorité palestinienne. L'attitude

française à l'égard de la situation palestinienne fait que certaines de ces informations sont sans doute amicalement transmises à la DGSE, par le biais des « honorables correspondants » sur place… D'ailleurs, il est intéressant de constater que si les Etats-Unis et la France se sont violemment heurtés à propos de l'Irak, les désaccords, même forts, quant à la crise israélo-palestinienne n'ont jamais donné lieu à des passes d'armes aussi intenses et agressives que pour l'Irak. Les Etats-Unis ont tout simplement besoin de pays alliés proche des Palestiniens. Pour des motifs diplomatiques. Mais aussi, très certainement, pour des questions de renseignement…

Si les moyens et les méthodes des services de renseignement et de sécurité français sont adaptés à la menace terroriste islamiste, c'est que la France a été confrontée très tôt à des actions anti-israéliennes, avec les détournements d'avions des années 1970, puis avec des attentats sur son sol dans les années 1980. A partir de 1993, son soutien aux autorités d'Alger, alors que le pays sombre en pleine guerre civile contre les islamistes, lui vaut de subir de plein fouet une vague d'attentats. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'exprime à ce sujet devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale le 11 février 2004 : « *Le renseignement français de son côté a été confronté au terrorisme islamique dès 1993 avec nos premiers ressortissants assassinés par le GIA en Algérie. Il découvre aussi des filières afghanes dès 1994 avec l'attentat de Marrakech commis par une équipe de jeunes franco-marocains venus de France et dont la majorité était allée s'entraîner en Afghanistan. Le côté international du terrorisme est encore confirmé par les attentats que notre pays a connu en 1995* ». D'une certaine manière, la France est  plus « rodée » que d'autres pays. « (…) *L'effort des services et de la justice française s'est amplifié aux fins de détecter les jeunes qui allaient s'entraîner dans ces zones et surtout ceux qui en revenaient, tâche au demeurant très difficile. On peut évaluer à environ 200 le nombre de jeunes concernés depuis le début des années 90, sur un chiffre global de plusieurs dizaines de milliers à travers le monde* ».

En 2000, des membres d'une cellule du *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat* (GSPC) - le groupe de Francfort - sont neutralisés alors qu'ils préparent un attentat contre la cathédrale de Strasbourg pour le mois de décembre. Leur arrestation est facilitée par la Direction du Renseignement et de la Sécurité (DRS) - chargée d'assurer la sécurité de l'Etat algérien et la lutte contre les groupes terroristes islamistes .Celle-ci est parvenue à infiltrer la cellule. Emanation du *Groupe Islamiste Armé* (GIA), le GSPC est affilié à *al-Qaïda*, au moins en terme d'idéologie. En 2002, deux cellules terroristes de la filière tchétchène sont démantelées à la Courneuve et à Romainville alors qu'elles préparent une attaque chimique. Du matériel pouvant servir à la fabrication d'une bombe est retrouvé, ainsi qu'une liste de produit chimiques entrant dans la composition du cyanure d'hydrogène, gaz mortel. Les bombes auraient été déclenchées à distance par l'intermédiaire de téléphones portables. A l'image du mode de déclenchement des attentats de Madrid. Pendant l'hiver 2002, les rapports cordiaux entre la Direction du Renseignement et de la Sécurité algérienne et la Direction de la Surveillance du

Territoire française permettent la neutralisation de cinq réseaux du GSPC. Plusieurs mosquées sous contrôle salafiste sont également mises sous surveillance. Le bilan de la lutte antiterroriste est résumé par Nicolas Sarkozy devant la Commission des Affaires étrangères : « (…) *Les services français maintiennent donc une forte pression sur la mouvance islamiste opérant sur notre sol ou les Etats environnants et leur action a permis de procéder au démantèlement de plusieurs réseaux. Depuis mai 2002, 124 personnes ont été interpellées, dont 50 ont été incarcérées consécutivement à ces enquêtes.* »

Le 05 janvier 2003, les services de sécurité britanniques découvrent un laboratoire chimique clandestin, plusieurs fioles. Les experts qui les examinent relèvent dans celles-ci des traces de ricine. Ces fioles proviennent de ? Elles auraient transité par la Turquie. La cellule qui dispose du poison prépare un attentat à la bombe contre l'ambassade de Russie à Paris. Ses membres souhaitent venger la mort d'un ami tué en Géorgie par les forces de sécurité russes. Durant le reste de l'année 2003, les arrestations se multiplient. Karim Mehdi est interpellé le 1er juin 2003 à Roissy-Charles de Gaulle. Il est suspecté d'avoir voulu organiser une cellule terroriste dans l'île de la Réunion. Ses membres auraient perpétré des attentats contre des lieux touristiques ou de divertissement, inspirés par les opérations de la *Jemaah Islamya* à Bali. Formé dans un camp d'entraînement islamiste en Afghanistan, Karim Mehdi se rend en Bosnie afin d'y participer à la guerre qui fait rage contre les Serbes et les Croates. Il séjourne également en Mauritanie et en Allemagne. Le 03 juin Christian Canczarski est également interpellé à Roissy. Il rentre d'Arabie Séoudite et les enquêteurs savent qu'il est en contact avec des responsables d'*al-Qaïda*.

En Australie, le Français Willie Brigitte, converti à l'Islam, est placé sous surveillance après avoir déclaré la perte de son passeport à l'ambassade de France - passeport probablement donné à d'autres islamistes pour être falsifié et réutilisé -. Sur le disque dur de son ordinateur, les enquêteurs découvrent que Willie Brigitte a consulté des sites antinucléaires sur Internet. Depuis ces sites, il aurait imprimé les plans de centrales nucléaires, disponibles en ligne. Il est expulsé du pays en octobre 2003 et arrêté par la justice française le 18 octobre 2003 pour « *appartenance à une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* ». Sa formation religieuse aurait été menée dans une école coranique au Yémen. Par la suite, il aurait participé à des stages paramilitaires aux côtés d'autres islamistes dans les bois de Fontainebleau, ou encore dans les Alpes. Au cours de l'un des stages, Brigitte côtoie l'un des assassins du commandant Massoud. La capture de Brigitte est suivie d'autres arrestations. L'enquête s'oriente également dans la direction des vecteurs de l'islamisme fanatique, certains prédicateurs dont beaucoup de wahhabites, d'origine séoudienne. Leurs prêches enflammés dans les mosquées, parfois clandestines ont un rôle important dans l'endoctrinement des jeunes musulmans. Leurs appels au Djihad, le rejet total de l'Occident, la défense de l'Islam « pur » entraîne nombre de jeunes dans la spirale du terrorisme. Une dizaine de ces prédicateurs sont ainsi renvoyés en Arabie Séoudite.

De nombreux parallèles peuvent être établis entre la France et l'Allemagne. Leur diplomatie à l'égard des pays moyen-orientaux se veut totalement indépendante de celle de Washington, en particulier dans le cadre de l'affrontement entre Israël et l'autorité palestinienne de Yasser Arafat. Tous deux étaient fermement opposés à l'intervention américaine en Irak. Mais tous deux ont également envoyé des troupes en Afghanistan et en dépit des tensions provoquées par la crise irakienne, ils restent des alliés de Washington. Enfin, de nombreux réseaux islamistes sont implantés en Allemagne, pour la plupart au sein de l'importante communauté turque. Environ deux cent islamistes radicaux turcs font ainsi l'objet d'une étroite surveillance. Celle-ci a conduit à l'arrestation d'Osman Petnezci qui préparait avec son amie américaine l'attaque d'une base de l'US Army en Allemagne, à Heidelberg. A l'étranger, l'Allemagne a été frappé par l'attentat de Djerba en Tunisie. Lors de celui-ci, quatorze touristes ont été tués. Cependant, à l'inverse de la France, l'efficacité des mécanismes de la lutte contre les terroristes islamistes n'est pas aussi rodée. Les méthodes utilisées contre les membres de la *Rote Armee Fraktion*[39] des années 1970 et 1980 se révèlent inadaptées face aux cellules et réseaux de soutien de la mouvance al-Qaïda. Un officier du Bundeskriminalamt (BKA) - équivalent allemand du FBI - indique d'ailleurs que l'Allemagne doit l'absence d'attentats sur son sol à la « bienveillance du destin »[40]. Le 20 mars 2003, cinq islamistes proches de la mouvance *al-Qaïda* sont interpellés à Karlsruhe. Ils envisagent de perpétrer un attentat en rétorsion de la guerre en Irak. August Hanning, chef des services de renseignement, estime que 31.000 islamistes vivent en Allemagne. Si tous ne sont pas des terroristes, beaucoup pourraient jouer un rôle de soutien dans la préparation d'attentats : du repérage en passant par l'hébergement de terroriste, le financement, acquisition ou fabrication de faux papiers, de moyens de communication… Enfin, l'Allemagne a servi de point de transit à des trafics d'armes au profit du Groupe Islamique Armé égyptien.

Du fait de son engagement en Irak, l'Angleterre est devenu une cible privilégiée d'éventuelles actions terroristes. Le *Control Risk Group* met en garde contre le fort risque d'attentats suicides. Jake Stratton, son directeur de recherches, met en garde les autorités britanniques : « *Londres est devenu un objectif prioritaire des terroristes en Europe de l'ouest* (…) *Au cours de l'année dernière, aux yeux des Islamistes, la Grande-Bretagne a renforcé son image d'allié majeur des Etats-Unis.* » Le MI-5 confirme que la menace est réelle. Un attentat chimique, biologique ou nucléaire est considéré comme probable. Selon ces mêmes services, il ne s'agit même que d'une « *question de temps* ». Ainsi, en novembre 2002, un projet d'attentat au gaz cyanuré dans le métro de Londres aurait été déjoué. L'attentat en préparation contre le siège des services de renseignement jordaniens à Amman, qui aurait tué jusqu'à 80.000 personnes selon les autorités jordaniennes démontre qu'un attentat de ce type, terriblement meurtrier, ne relève pas de la fiction. Entre le renforcement des dispositions contre les islamistes radicaux et la fin 2003, plus de 230 personnes sont inculpées dans le

[39] Fraction Armée Rouge
[40] Cité par *Le Point* du 18 mars 2004.

cadre d'affaire de terrorisme. Omar Bakri, figure de l'Islamisme radical européen, chef du groupe religieux *al-Mouhadjiroun*, est l'un des premiers à authentifier depuis Londres où il réside, la revendication des attentats de Madrid par une cellule de la mouvance *al-Qaïda*. Son analyse des attentats ne laisse planer aucun doute quant aux projets des groupes terroristes islamistes. Pour lui, ces attentats sont « *comme une grande vengeance contre les atrocités commises par l'Espagne en Irak* (…) *Je pense qu'il s'agit d'un message fort adressé aux peuples d'Europe : tant que vous n'arrêterez pas la politique étrangère de vos gouvernements, que vous ne leur mettrez pas la pression pour qu'ils retirent leurs forces des terres musulmanes, en particulier d'Afghanistan et d'Irak, vous devez vous attendre à des attaques et à l'instabilité dans le monde entier* ». Le mouvement salafiste de Bakri, s'il ne peut être qualifié de groupe terroriste, soutient néanmoins sans ambages les actions des terroristes islamistes. Omar Bakri déclare en 2001 à l'AFP : « *Nous soutenons tout combat contre ceux qui agressent les pays musulmans* .» Il nuance cependant son propos : « *La loi de Dieu nous interdit de combattre les pays dans lesquels nous vivons* .» Le 30 mars 2004, les services de sécurité démantèlent une cellule terroriste, composée de Britanniques d'origine pakistanaise. Celle-ci dispose de 500 kg de nitrate d'ammonium. Elle prépare un attentat de l'ampleur de celui de Bali.

Autre allié des Etats-Unis, membre de l'OTAN, un des piliers de la coalition en Irak, l'Italie est confronté aux mêmes menaces que l'Angleterre. En 2001 et 2002, des réseaux de soutien du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat sont démantelés. En 2002, des cellules terroristes sont neutralisés alors qu'elles envisagent de s'en prendre à la basilique San Petronio de Bologne. Elle abrite une fresque de l'Enfer de Dante, considérée comme blasphématoire à l'égard de Mahommet. Les groupes de guérilla affiliés à *al-Qaïda* frappe le contingent transalpin le 12 novembre 2003 à Nasiriyah. Dix-neuf carabiniers de la brigade *Sassari* et neuf Irakiens perdent la vie dans un attentat suicide mené par deux volontaires d'*Ansar al-Islam* tandis que des ex-officiers des services de renseignement irakiens aurait préparé leur action. Selon un officier des services de sécurité italiens environ 1.200 sympathisants et activistes de la mouvance *al-Qaïda* seraient implantés dans la péninsule. Ce nombre est à comparer avec le total de seulement 71 personnes arrêtées en Italie pour l'année 2003... Et ce faible nombre d'arrestations ne traduit pas la menace réelle qui pèse sur le pays. Le commentaire d'Omar Bakri au sujet de la revendication des attentats de Madrid aborde la question de trois opérations annoncées, dont une visant l'Italie : « *l'une nommée le train de la mort en Espagne, l'autre la fumée noire de la mort en Italie et une autre appelée le vent de la mort aux Etats-Unis* (…) *Toutes ces opérations ont un nom et je pense que nous devrions prendre la menace d' al-Qaïda au sérieux* ». Enfin, le 09 mai 2004, la police italienne interpelle cinq islamistes, recruteurs présumés de volontaires pour des attentats suicide en Irak. Ceux-ci opèrent au nom d'Ansar al-Islam. Et si les volontaires sont recrutés pour des actions en Irak, un éventuel engagement en Italie même n'a rien d'improbable.

Proche de Washington, avec des troupes engagées en Irak, le gouvernement de José Maria Aznar a payé un lourd tribut au terrorisme. Avant les attentats du 11 mars 2004, les autorités semblent avoir sous-estimé la menace terroriste islamiste. L'ETA retient davantage l'attention. Le pouvoir considère à juste titre son affaiblissement comme un succès. Mais partant de ce postulat, il sous-estime à l'évidence la capacité des réseaux islamistes à frapper le territoire ibérique. Le juge antiterroriste Baltasar Garzon se montre pour sa part plus circonspect. Il diligente de nombreuses investigations contre les filières islamistes. Plusieurs sont effectivement implantées en Espagne. Mohammed Atta, chef de la cellule responsable des attentats du 11 septembre réside sur la côte catalane. Tout comme Djamel Beghal, arrêté par la suite alors qu'il projette un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Paris. L'attentat mené le 16 mai 2003 contre la Casa de España à Casablanca aurait dû servir de signal d'alarme au gouvernement. D'autant que Ben Laden et al-Zawahiri ont nommément désigné l'Espagne comme cible potentielle. Madrid semble avoir fait preuve de la même incurie que Washington avant les attentats du 11 septembre. Ou, plus précisément, le gouvernement de José Maria Aznar a pêché par excès d'optimisme, persuadé qu'il contrôlait la situation. Quant aux allégations de contacts entre l'ETA et des cellules d'al-Qaida, Omar Bakri les juge « *insensées* », précisant que « *al-Qaida ne ferait allusion avec des non-musulmans* ».

Principal suspect des attentats de Madrid, Jamel Zougam a déjà été arrêté en novembre 2001 par le juge Garzon pour ses contacts avec une cellule d'al-Qaida dirigée par Abu Dahdah, espagnol d'origine syrienne. Le nom de Zougam figure également dans le dossier d'instruction d'un procès mené à Paris au sujet des filières de recrutement pour des volontaires entraînés en Afghanistan. Les investigation sur Zougam à propos des attentats de Madrid ont permis aux enquêteurs de remonter jusqu'aux attentats de Casablanca. Zougam aurait ainsi habité avec Abdelaziz Benyaich, incarcéré en Espagne et accusé d'être impliqué dans les attentats de Casablanca. Toujours dans le cadre de ces enquêtes, des membres de services de sécurité marocains ont été reçus en Espagne. *Ahdath al-Maghribiya* précise « *Des sources des services secrets espagnols ont affirmé que que les attentats du 11 mars ont été préparés au Maroc avec le concours d'un colonel irakien* ». Quelques mois avant les attentats de Madrid, un texte en ligne dans le site Internet *Sawt al-Jihad*. - *Voix du Djihad* - indique que « *l'Espagne est le premier pion à abattre pour provoquer un effet domino qui pousse les autres forces d'occupation à abandonner l'Irak* ». Quant à la première revendication sur une cassette vidéo trouvée dans la banlieue de Madrid, elle précise : « *Nous déclarons notre responsabilité dans ce qui est arrivé à Madrid, juste deux ans et demi après les attentats de New York et de Washington. C'est une réponse à votre collaboration avec les criminels Bush et ses alliés. C'est une réponse aux crimes que vous avez commis dans le monde et concrètement en Irak et en Afghanistan, et il y en aura davantage si Dieu le veut* ».

En Turquie, les attentats d'Istanbul on surpris de la même façon les services de renseignement turcs. A l'instar des autorités espagnoles, les Turcs semblent avoir sous-estimés les capacités des islamistes de la mouvance al-Qaida, sans comprendre

l'imminence de la menace. Pourtant, à peine quelques jours après les premiers ils ont été en mesure d'arrêter des dizaines de militants islamistes. Comme dans le cas des attentats de Madrid, il n'a fallu que quelques jours aux autorités judiciaires turques pour interpeller quantité de suspects. Ce qui signifie que ceux-ci étaient déjà repérés bien avant que les attentats ne se produisent. De la même façon que la France, la Turquie est à la jonction entre différentes zones géographiques : Europe, Europe de l'Est - dont la Russie avec tous ses trafics ses trafics -, Moyen-Orient.

**L'échec européen**

L'élargissement de l'Europe répond à des impératifs politiques et économiques, avec le besoin de rééquilibrer l'Europe à l'Est, de se rapprocher de l'Asie Centrale tout en contrant l'influence des Etats-Unis. Les aspects de défense et de sécurité, notamment dans le cadre de la lutte antiterroriste, sont aussi évoqué. Pourtant, il convient de remarquer que cette Europe de la défense et de la sécurité n'existe qu'aux travers d'intentions bien plus que de réalités. La coopération entre services de renseignement est globalement bonne. Elle s'est rodée tout au long de la Guerre Froide, la plupart du temps sous l'égide des Etats-Unis. Mais si cette Europe du renseignement existe bien, il en va autrement pour l'Europe judiciaire. Les procédures sont différentes, les délais d'extradition peuvent considérablement ralentir les enquêtes… Irène Stoller, substitut du procureur, puis procureur au sein de la 14$^{e}$ section antiterroriste du tribunal de Paris, dénonce l'absence de coopération entre les pays d'Europe. Ses propos, publiés en 2002 contrastent avec ceux qui laissent entendre que la lutte antiterroriste est une des priorités de l'Union Européenne. Ils annoncent d'une certaine manière les attentats de Madrid. « *Jusqu'à présent les autres pays de l'Union Européenne ne se sont pas vraiment sentis concernés, simplement parce qu'ils n'ont pas été frappés comme nous l'avons été. Si l'Europe s'efforce d'exister dans la réalité quotidienne, l'égoïsme non communautaire de ses membres perdure.* »

S'ajoutent parfois le manque de crédit. Les maîtres-chiens italiens sont parfois contraints de se cotiser pour financer la nourriture et les soins vétérinaires de leurs animaux. Si la coopération entre service de renseignement est un point positif dans la lutte contre les réseaux terroristes islamiste, ces services ne sont pas toujours très bien adaptés. Ils manquent de traducteurs. D'analystes originaires du Pakistan, d'Afghanistan, d'Irak, etc, ou bien ayant vécu de longues années dans des pays musulmans. Or, ils sont les seuls véritablement à même de « saisir » les cultures étrangères, les erreurs commises en Irak, l'impossibilité d'infiltrer les cellules, les groupes, de se fondre dans les populations locales démontrent toute l'inadéquation entre des muscles puissants d'un corps aveugle et sourd. Le recours à des unités spéciales, à l'image des SOG de la CIA en Afghanistan ne peut compenser ce besoin d'informations dont sont avides les services de renseignement pour recouper, exploiter, analyser d'autres données. Si les cellules et groupes peuvent être relativement bien surveillées en Europe - encore que les attentats de Madrid viennent de rappeler que l'optimisme n'est pas de mise - dans certaines zones du

Moyen-Orient, en Afrique et en Asie Centrale, ces réseaux échappent à toute surveillance. Et les actions terroristes projetées en Europe sont parfois décidées, en partie préparées depuis ces zones.

Le renseignement est affaire d'équilibre. Plus encore son action porte sur le terrorisme. En particulier sur le terrorisme de la mouvance al-Qaïda, avec des réseaux qui n'en sont pas véritablement, des cellules véritables modèles de génération spontanée… En moyenne, 70 % du renseignement provient de sources ouvertes... C'est à dire qu'il est accessible à qui sait le trouver. Dans l'imaginaire collectif, le renseignement vit au travers des prouesses d'un James Bond, d'actions audacieuses menées par des baroudeurs surentraînés et suréquipés... Opérations spéciales, opérations clandestines, commandos, missions impossibles... Tout est confondu. Le cinéma est là pour y aider dans une débauche d'effets spéciaux ! Tout ceci peut-être plaisant en termes de distraction. Mais, la plupart du temps, très loin de la réalité et de ses contingences...

Pour collecter des informations intéressantes, susceptibles de devenir des renseignements, nul besoin d'envoyer un commando destructeur et peu discret ! La surinformation, fléau difficile à gérer pour tout service de renseignement ou organisme concerné par les questions de sécurité internationale, peut devenir un avantage. Et un des enjeux pour les services de renseignement consiste indéniablement à savoir instaurer un juste équilibre entre vision globale et zoom ciblé. Ne rien négliger sans pour autant se focaliser... L'obsession renseignement technologique est unanimement reprochée à la communauté du renseignement américain. mais le renseignement technologique doit-il pour autant être condamné, considéré comme inutile, inadapté ? Certes pas. Dans une certaine mesure, après les échecs ayant conduit aux attentats du 11 septembre, la communauté du renseignement américain a choisi de donner la priorité au renseignement humain. Les menaces qu'aurait représentées l'Irak ont été estimées en majeure partie sur la foi de renseignements humains... Les témoignages d'exilés, d'opposants au régime, de sources « sûres » ont servi à justifier une action militaire, sans même prendre le temps de réfléchir aux conséquences et aux moyens de les atténuer, voire, de les éviter...

Après les attentats, le renseignement technologique est décrié. Il devient subitement un gadget coûteux et à peine utile. Tout au plus mis à contribution pour permettre à Monsieur Powell de présenter une imagerie satellite obsolète à l'ONU... Auparavant, il était incontournable et incontourné, omniprésent, écrasant. Changement total, d'un extrême à l'autre. Subitement, l'Irak est devenu capable de mettre en œuvre des armes de destruction massives en 45 minutes, accusé d'acquérir de l'uranium au Niger... Sur la foi de témoignages recueillis auprès d'Irakiens déisreux d'assurer leur vie aux Etats-Unis. Focalisation sur le renseignement humain... La chute de Saddam Hussein n'a rien de tragique pour l'Irak. Au contraire. Elle était une chance... Mais elle devient chance imparfaite, faute, pour les services de renseignement américain, d'avoir su respecter un

équilibre. Faute, pour les décideurs, d'avoir su (voulu ?) imposer cet équilibre. Tout est donc affaire d'équilibre... Ne pas négliger le renseignement humain en faveur du renseignement technologique. Et inversement. Adéquation des moyens en fonction des besoins. Ne rien négliger sans pour autant se focaliser. Cette règle est valable à propos de la collecte d'informations ouvertes. C'est à dire profiter de la surinformation sans pour autant être noyé par elle ; chercher le détail utile sans pour autant négliger ceux qui peuvent être découverts, alors qu'ils ne sont pas recherchés. Cela signifie également ne pas collecter les informations uniquement là où elles semblent le plus aisées à trouver... Ouverture d'esprit et intuition... Car les sources ouvertes apprennent également beaucoup sur les réseaux islamistes. Nul besoin de les infiltrer pour cerner leurs idées, leur état d'esprit. Un renseignement équilibré se doit de tirer parti de tous les éléments, de tous les atouts à sa disposition, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

A cette question cruciale de l'efficacité des moyens viennent encore se greffer les rivalités entre services de renseignement nationaux. L'antipathie est trop souvent la règle entre service de sécurité intérieur et services de renseignement extérieurs. En la matière, les Etats-Unis, avec le FBI et la CIA jaloux de leurs prérogatives bien souvent en dépit du bon sens, ne font pas figure d'exception. Paradoxalement, la coopération est parfois meilleure avec des services de renseignement étrangers qu'avec un autre service national ! Les luttes d'influences politiques exacerbent ces rivalités. Comme en France avant le remaniement gouvernemental ou responsables Elysée, ministère des Affaires Etrangères et ministère de l'Intérieur s'efforcent de placer des hommes liges à la tête des services qui leurs sont propres. Il est vrai que les services de renseignement peuvent être mis à contribution pour en apprendre « un peu plus » sur d'autres candidats. Dans ce cas de figure, la France n'est pas non plus une exception. Le scandale du Watergate n'est pas si éloigné dans le temps…

Jack Straw, responsable du *Foreign Office* britannique définit clairement la priorité qui devrait être celle de l'Europe : « *Il faut une réponse globale cette menace globale* ». En effet, les terroristes ne se contentent pas de rester dans les limites frontalières d'un seul pays. Les bases arrières, les cibles potentielles ne sont plus aussi évidents que durant la Guerre Froide. Leur action s'inscrit dans un cadre idéologique beaucoup plus « universel » que ne l'était la Guerre Froide. Il ne s'agit plus d'un affrontement entre deux blocs. La récente tension entre l'Italie et la France quant au refus français d'extrader un militant d'extrême gauche suspecté de meurtre dans la péninsule durant les années de plomb, le refus de la Grande Bretagne d'extrader vers la France un présumé terroriste islamiste sont symptomatiques de ces incompatibilités entre Etats d'Europe. Incompatibilités qui profitent aux terroristes et qui se payent en victime. Une enquête menée rapidement, dans les meilleures conditions possibles, en obtenant des informations, en recoupant les informations obtenues, peut permettre de déjouer des attentats. Et lorsque les membres d'une cellule sont installés dans plusieurs pays d'Europe, cette coopération est essentielle.

Les indéniables succès remportés par Madrid et Paris dans la lutte contre l'ETA le confirment de façon éclatante.

Malheureusement, la construction économique de l'Europe prime sur la mise en place de structures réellement efficaces. EUROPOL, l'Office européen de police, vague équivalent européen d'Interpol n'est qu'une coquille vide. L'organisme est créé le 1er juillet 1999 afin de faciliter l'échange de données entre les différentes polices de quinze pays d'Europe[41], dans tous les domaines propres à la sécurité intérieure. Il dépend du Conseil des ministres des Etats membres. Les 496 personnes qui y travaillent disposent de crédits limités par rapport aux tâches qui leur incombent, sans autorité au sein de la communauté européenne. Il en va de même pour EUROJUST dans le domaine de la Justice. Ses missions sont de «*promouvoir et améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites entre les autorités compétentes des Etats membres* », d'améliorer « *la coopération entre ces autorités, en facilitant notamment la mise en oeuvre de l'entraide judiciaire internationale et l'exécution des demandes d'extradition* » et de «*soutenir les autorités nationales afin de renforcer l'efficacité de leurs enquêtes et de leurs poursuites* ». Les quinze pays qui disposent de bureaux de liaison au sein d'EUROPOL sont également présents dans EUROJUST. Cette structure judiciaire est encore plus récente qu'EUROPOL puisqu'elle n'existe sur le papier que depuis le 28 février 2002 et que ses travaux n'ont commencé que le 29 avril 2003…

Un véritable *think tank* sur le modèle des organismes américains, plus précisément de l'*Institut for International Economics* consacré aux questions économiques. Mais rien de similaire n'est prévu en matière de questions de sécurité internationale comme la *Rand*, *Brooking*… Il est vrai que cette structure s'intéressera probablement au financement du terrorisme. Les décideurs politiques ont voulu faire de l'Europe une zone de libre échange, sans s'assurer avant toute chose de lui donner les moyens d'assurer une sécurité commune. Cette inconsistance matinée d'irresponsabilité apparaît encore plus tragique à l'aune de l'absence de réaction forte, véritablement unie des responsables européens. Effacés, silencieux, qualifient l'attitude de ces dirigeants. Alors que la rue espagnole, européenne, a su faire preuve d'un élan démocratique dont manque les responsables politiques. Une chaleur humaine dont manquent les « énarques » de l'Europe. Alors que la chaleur et l'humanité sont aussi des armes contre le terrorisme.

Les responsables européens ont été sonnés par les attentats de Madrid, ainsi que par la défaite électorale du parti de José Maria Aznar. Il ont aussi réalisé le retard pris en matière de lutte antiterroriste. Les attentats du 11 septembre à New York et Washington ont entraîné quantité de décisions, de mesures, de projets. Dès le 18 octobre 2001, l'Assemblée de l'Union européenne diffuse sa recommandation n°694, *sur la sécurité de l'Europe face au terrorisme international*. Celle-ci recommande notamment au Conseil de l'Europe : « *De procéder sans délai à une analyse du risque pour*

[41] Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

*les pays de l'UEO de devenir désormais la cible d'actions terroristes semblables à celles qui ont été perpétrées aux Etats-Unis le 11 septembre, en portant une attention particulière à la menace terroriste impliquant une attaque nucléaire, biologique ou chimique, et d'informer l'Assemblée de ses conclusions* ». Cette suggestion apparaît comme judicieuse. D'une nécessité absolue…

Pourtant… Les décisions ont été oubliées, les mesures n'ont pas été appliquées et les projets sont restés lettre morte. Les responsables européens ont réalisé que l'Europe ne disposent d'aucun véritable outil communautaire législatif, de renseignement et policier pour lutter contre la menace terroriste. Le 25 mars 2003, le Conseil européen adopte une déclaration pour que les Etats de l'Union prennent leur disposition afin de mettre en application, dans les plus brefs délais, les mesures acceptées et oubliées. Ces mesures concernent alors le contrôle bancaire, la mise en place d'équipes européennes d'enquêteurs, ainsi que le mandat d'arrêt européen. Cette même déclaration propose de considérer plus rapidement que prévu, dès 2005, la question des visas et passeports, avec des systèmes infalsifiables de données biométriques. Enfin, le conseil des ministres est doté d'un poste de coordonnateur de la lutte antiterroriste.

## LES FAILLES DE NOS DEMOCRATIES

### Justice et respect des droits de l'homme

Même si les prédicateurs musulmans font l'objet d'une étroite surveillance, la récente affaire de l'imam de Vénissieux démontre toute la difficulté des autorités policières à lutter contre les partisans de l'Islam radical, sympathisants d'al-Qaida. La modération des propos, le respect de l'Autre devraient être des valeurs universelles. Elles ne le sont pas. Ce qui implique une surveillance de citoyens ou de ressortissants étrangers susceptibles de tenir des discours haineux, appelant à la haine, à la discrimination. Certains considèrent cette surveillance comme contraire au respect de la vie privée. Elle est pourtant essentielle pour éviter cette haine ne s'exprime autrement que par des paroles. Toutefois, les mesures de surveillance et de contrôle des citoyens atteignent nécessairement un seuil qui ne peut être dépassé à moins de menacer les valeurs même de la démocratie sensée être protégées par ces même mesures. La Grande-Bretagne, désormais dans l'œil du cyclone a mis en place un arsenal de dispositions désormais difficiles à renforcer, comme l'explique le journal *The Independant*[42], précisant que les services de sécurité *sont certes allés aussi loin qu'un pays libre pouvait le faire pour compliquer le travail de terroristes potentiels* ».

Le cas de la Turquie en matière de droit de l'homme est particulier et inverse. Cette question soulève d'ailleurs un problème quant à l'entrée d'Ankara au sein de

[42] Cité par Courrier International du 27 octobre au 03 novembre 2003.

l'Union européenne. Même si la situation s'est améliorée, les forces de sécurité turque ont eu recours à la torture contre des prisonniers politiques. Et la brutalité policière reste encore une réalité. La police et la justice turques ne sont plus celles de *Midnight Express*[43] - et de ses clichés -, mais bien des choses restent encore à améliorer. Au début des années 1990, Ankara a instrumentalisé le *Hezbollah turc* dans sa lutte contre les rebelles kurdes. Le mouvement viole quasiment en toute impunité les droits de l'homme, sans que le gouvernement ne puisse être accusé. Plusieurs centaines de personnes sont ainsi exécutées dans l'est du pays. Il a fallu attendre 1997 avant que le mouvement ne soit enfin considéré comme menace à la sécurité intérieure.

La question de l'immigration, plus spécialement de l'immigration illégale est également liée à celle des droits de l'homme. Les Etats riches, occidentaux, le Nord, doivent rester des terres d'accueil pour les pays les plus pauvres, pour les ressortissants de pays dans lesquels la démocratie, la liberté, sont bafouées. Même si les inégalités économiques ne sont pas l'unique facteur qui explique le terrorisme – rappelons que Ben Laden était un milliardaire -, la lutte contre celles-ci est aussi une arme pour vaincre les terroristes. Le partage des richesses, la solidarité ne peuvent que détruire les arguments des islamistes fanatiques quant à la « morgue » de l'Occident. Combler le fossé économique entre le Nord et le Sud, à court terme, relève de l'utopie. Cependant, des passerelles peuvent être dressées pour le réduire. A l'instar du combat pour le respect de l'environnement, la lutte contre la pauvreté dans le monde est un travail de longue haleine. Plus qu'une question de partage des richesses, il s'agit d'une question de partage des cultures. La richesse n'est pas exclusivement économique. Ouvrir ses frontières aux plus démunis contribue à la développer, sur un plan économique. Sur un plan culturel. Sur un plan humain… A condition d'être en mesure d'offrir aux exilés de pays démunis un confort, des possibilités de travail, des espoirs, égaux à ceux dont bénéficient les ressortissants nationaux. L'immigration clandestine, illégale, ne permet pas d'aboutir à cette situation. Elle fait le lit du racisme et du fanatisme. Lit ou ne dorment malheureusement pas les partis de tous les extrêmes et de tous les fanatismes. Outre les sentiments exacerbés que provoquent l'immigration illégale, il est un enjeu de sécurité intérieur. Ce d'autant plus que cette forme d'immigration est trop souvent liée à des trafics d'êtres humains. Organisés par des réseaux de criminalité organisés qui font payer à prix d'or les voyages, le passage des frontières. Endettés, les clandestins doivent alors travailler pour des sommes dérisoires afin d'être en mesure de rembourser ces réseaux. Pour nombre de femmes, cette dette se paye au prix de leur dignité, avec la prostitution. Ces mêmes réseaux sont parfois liés au terrorisme : contrebande, trafics de fausse monnaie, de drogues, d'armes et d'explosifs. La mondialisation existe pour l'économie. Elle existe aussi pour l'insécurité et ses vecteurs. La lutte contre le terrorisme passe par plus de

[43] Film d'Alan Parker, 1978.

démocratie, plus de respect des droits de l'homme tout en ayant conscience que les policiers ne peuvent arrêter des terroristes avec des menottes de velour.

## Electorat, liberté d'expression et terrorisme

Le poids des électeurs ne peut être négligé par rapport au phénomène du terrorisme. Des attentats meurtriers sont à même d'influencer l'opinion publique et en cela, d'avoir des conséquences lors d'élections. Favori aux élections législatives espagnoles, le Parti de José Maria Aznar a pourtant été battu par le Partido Socialista Obrero Espanol (PSOE) - Parti Socialiste – du fait des attentats du 11 mars.Ce résultat, l'annonce du PSOE de retirer le contingent espagnol présent en Irak peuvent être considérés comme des succès des terroristes. Ceux-ci ont fait tomber un gouvernement tout en amenant ses successeurs à infléchir sa politique extérieure. Le poids de l'électorat, sa vulnérabilité aux actions terroristes n'a rien d'incompréhensible. Les électeurs, les citoyens anonymes sont les premières victimes du terrorisme. Des citoyens anonymes, mais chacun d'entre eux avec une vie, pour la plupart d'entre eux avec une famille, des proches. Des gens aimés et aimants. Détestés ou détestant. Des vies qui ne valent pas moins que celles des dirigeants, pour anonymes qu'elles soient. Des vies qui ont le malheur de gagner une tragique notoriété lorsqu'elles sont anéanties par des actes lâches, au nom d'une idéologie déformée d'une religion qui n'appelle pas à la mort d'innocents. D'une religion manipulée par des fanatiques afin d'en faire la base d'un discours de haine et de destruction. Ces anonymes, premières victimes du terrorisme, sont simplement mais magnifiquement décrits par Julio Llamazares[44] : « *Ce sont tous les Madrilènes, les Madrilènes anonymes, les vrais Madrilènes, ceux qui ne font la une des journaux que dans des circonstances tragiques ou pittoresques que les terroristes ont voulu tuer jeudi, en tant que représentants de tous les Espagnols ou coresponsables involontaires des « péchés » de la ville où ils vivent »*.

Un exemple illustre parfaitement les contradictions entre la liberté d'information, liée aux droits des citoyens, et la nécessité de protéger des données sensibles, dont la diffusion peut avoir des conséquences catastrophiques en termes de sécurité. Que l'on soit d'accord ou non avec les écologistes quant à l'énergie nucléaire, il n'en reste pas moins que l'association "Sortir du nucléaire" jette un pavé dans la mare lorsqu'elle publie en effet, sur son site, des extraits d'un rapport "confidentiel défense" sur la vulnérabilité des nouvelles centrales de type EPR face à une attaque suicide menée au moyen d'un avion de ligne. Certes, comme l'indique le rapport, la probabilité de toucher des installations d'une taille relativement réduite est pour le moins faible. Mais, qui jusqu'au 11 septembre 2001, prévoyait que les tours du World Trade Center s'effondreraient après deux attentats suicides ? Qui prévoyait que le Pentagone serait touché par le même type d'attaque et que la Maison Blanche

[44] Dans *La Vanguardia* de Barcelone.

(ou le Congrès ?) aurait échappé à une autre action suicide, le tout dans le cadre d'une action terroriste combinée ?

A part Tom Clancy, certes manichéen, mais à qui l'on ne pourra pas reprocher une certaine clairvoyance (effondrement de l'URSS, ou du moins de son idéologie dans "A la poursuite d'Octobre Rouge", bioterrorisme, cyberterrorisme...), personne n'avait imaginé des attentats sur le modèle de ceux de New York et de Washington. Pourtant des signes avant coureurs auraient pu alerter les organismes concernés. Le 26 février 1993, une camionnette piégée explose dans un parking souterrain du World Trade Center. Six personnes sont tuées et plus de mille blessées. Mais les terroristes prévoyaient des dégâts plus apocalyptiques. Ils prévoyaient l'effondrement de l'une des tours, entraînant l'autre dans sa chute, à la manière de dominos ; le projet de Ramzi Youssef de détourner simultanément puis de faire exploser en vol douze avions de ligne… L'incurie des services de renseignement américains, inadaptés, avec une coopération défaillante entre eux a été dénoncée. A juste titre. Tous les bâtiments, toutes les installations ne peuvent pas être construits de façon à résister à l'impact d'un avion de ligne. Ou bien les villes ressembleraient à des amas de bunkers. Toutefois, les installations nucléaires civiles constituent à l'évidence des objectifs civils de choix. Même très bien protégées, même si la défense aérienne du territoire est des plus efficaces, n'est-ce pas également de l'incurie de la part d'EDF de certains de vouloir construire des centrales vulnérables ?

Protection de données sensibles, susceptibles de servir des actions terroristes et liberté d'expression ne font pas bon ménage. Diffuser des documents non classifiés est une chose. Mais diffuser des documents classifiés « confidentiel défense » en est une autre. Plus encore lorsque ces documents sont liés à la sécurité civile. Il aurait mieux valu que tout le monde ne connaisse pas ce genre de données. Peut-être une certaine naïveté mue par le désir de bien faire, d'être au service de la communauté envers et contre des intérêts financiers ? Sans doute et c'est louable. Toutefois, l'inconscience et l'irresponsabilité font la part belle aux menaces terroristes. Il ne s'agit pas seulement d'un lointain danger qui pèse sur les Etats-Unis, l'Indonésie, Israël ou encore la Turquie. Il serait bon que ceux qui gèrent les centrales nucléaires ne l'oublient pas. Et que ceux qui s'opposent à l'énergie nucléaire ne livrent pas au grand public des données sensibles...

# III) COMBATTRE LE TERRORISME, UNE GUERRE DE CENT ANS

***« Ne pense pas que ceux qui ont été tués dans le sentier d'Allah, soient morts. Au contraire, ils sont vivants, auprès de leur Seigneur, bien pourvus et joyeux de la faveur qu'Allah leur a accordée, et ravis que ceux qui sont restés derrière eux et ne les ont pas encore rejoints ../..»***
Coran 3:169-172

## LE SECOND SOUFFLE D'AL-QUAÏDA

### Ben Laden Superstar

Un nouveau chef pour al-Qaïda, Oussama dans la nature, Bush embourbé en Irak, demi échec en Afghanistan, terreur internationale, montée de l'antisémitisme, islamisme exacerbé, nationalismes montants… et si le plan machiavélique de Ben Laden fonctionnait à merveille ? Une question légitime que l'on peut se poser tant la situation internationale s'est dégradé depuis ce fameux 11 septembre. *« Ben Laden est un héros, il est le libérateur des arabes, il se bat contre les juifs et ceux qui veulent anéantir l'Islam ».* Ces propos pourraient sortir de la bouche d'un mollah rebelle, d'un imam extrémiste au fin fond du Pakistan, il n'en est point. Ces propos sont tenus en France, à quelques pas du Stade de France, dans le « neuf trois », à Saint-Denis. Le plus grave, c'est qu'ils sortent de la bouche  d'un gosse, un gamin qui n'a pas l'air de souffrir autant que *« ses frères palestiniens »* comme il aime à le répéter si souvent. Que connais-tu de la Palestine ? Nous lui posons la question *« j'ai vu à la télévision ce qu'ils font, j'ai vu comment ils tuent des enfants avec leurs mitraillettes, comment ils séparent les mères de leurs fils »*, oui, la télévision… dialogue inutile, ce gosse est perdu. Fantastique Oussama ! Il est en train de la gagner SA guerre de l'information et tout le monde tombe dans le panneau. Le pari en valait la chandelle, le riche saoudien a su qu'il allait y laisser quelques plumes, magnifique calculateur, grand stratège hors pair. Oui, Oussama est en train de la gagner sa guerre, et pas que celle de l'information. Ben Laden est un magnifique manipulateur des mass médias. C'est un fin penseur, capable de prévoir à l'avance, capable de se donner une image de leader mais pas de star, ce qui fait de lui un simple porte parole de la cause islamiste extrémiste (et non pas musulmane). Même si tous les arabes ne sont pas musulmans et que tous les musulmans ne sont pas des arabes, Ben Laden est le seul combattant et leader arabe à avoir su unifier le combat islamique contre l'occident. Ses grands frères n'ont pas eu ce pouvoir de séduction et se sont confrontés à des guerres de chefs, d'argent et

de tribus ; que ce soit le FPLP, Septembre Noir, le Hezbollah et les autres. Au contraire, depuis la campagne afghane, Ben Laden s'est détaché (visuellement) de ses richesses, de sa famille et du royaume qui l'a vu enfant. Ben Laden a su créer - ou du moins réinventer- le terrorisme des années 70-80 et l'adapter, l'aiguiser pour les médias d'aujourd'hui. Des médias qui, de l'israélien pionnier et meurtri des années 50-70, conquérant et vainqueur, sont passés à l'image de l'israélien 'fasciste', colonisateur, assassin et prétentieux. Mais la faute ne va pas que dans un sens, l'évolution historique de la région moyen-orientale et de ses acteurs a su faire le jeu des extrémistes de tous bords : les barbus islamistes appèlent au djihad contre l'occident, avec en-tête, le 'grand Satan' ; les extrémistes juifs puisent dans le prétexte de la Shoa et épuisent les plus modérés, enfin, les nazillons de tous bords au crânes rasés sont là pour reprendre le combat en deux scissions : les uns s'allient avec les islamistes contre les juifs et les autres se mêlent avec les juifs contre 'l'invasion arabe'. Si le but de Ben Laden était de *foutre le bordel* il est en passe de réussir.

**Malaises en occident**

Pourtant, il est bien clair que le malaise s'installe : la grande majorité des musulmans dans le monde n'apprécie guerre les méthodes employées par le fondateur d'al-Qaïda, reste quand même une certaine admiration que beaucoup cachent en eux, alors que d'autres l'expriment dans des cercles restreints, en famille, entre amis : *« Il a raison de se battre contre Georges Bush, quitte à choisir… »*. Déplorable. Doucement nous glissons là où il ne faut surtout pas tomber, là où les ennemis des libertés, de la Démocratie et de la République veulent nous conduire. Ce ne sont pas des clichés, mais de l'hypocrisie : on nous force à choisir un camp, c'est l'un ou l'autre côté, point barre. *« Quelques mois après le 11 septembre, j'ai perdu un ami, je pensais qu'il était mon ami, un français marocain, il a failli devenir mon beau-frère, j'aime les motos, les Harley Davidson, la Route 66 et tout ce qui représente l'Amérique. Nous avons eu une violente discussion, il m'a traité de suppôt de Satan, il m'a dit que c'était exécrable que de se balader avec un drapeau américain dessiné sur ma moto »* affirme Pierre C. *« J'ai du mal à digérer la façon avec laquelle il déteste l'occident alors qu'il est le premier à en profiter »*. Pierre C. n'est pas un cas isolé, j'ai presque vécu la même histoire par trois fois, trois de trop. Serait-il trop véridique de dire que Ben Laden a su jeter la pierre et ranimer les passions que toute Démocratie s'efforce, tant bien que mal, de modérer ? Pourquoi aujourd'hui la sempiternelle histoire du voile islamique refait surface en France ? À qui profitent les réveils des passions religieuses et identitaires ? A ce rythme, un autre 21 juin se profile, et l'extrême droite pourrait un jour remercier Ben Laden et ses acolytes…

**Pourquoi ça ne finira jamais**

Alors que la CIA pense avoir identifié le nouveau chef des opérations d'Al-Qaïda, Abu Hazim al-Sha'ir (un Yéménite de 29 ans qui vivrait actuellement en Arabie Saoudite), le département d'Etat américain annonce par la voix de Cofer Black, coordinateur pour la lutte antiterroriste, les derniers chiffres : Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les Etats-Unis et leurs alliés ont arrêté plus de 3.000 terroristes dans une centaine de pays, a-t-il indiqué le 11 août, à l'occasion du congrès de l'Association internationale des procureurs qui s'est tenu à Washington. Quel magnifique score pour l'administration Bush ! Communiqués ou pas, la situation internationale donne raison au chef d'Al-Qaïda : de simples citoyens musulmans escortés par les associations de la défense des droits de l'Homme, les antimondialistes et une poignée d'anarchistes révolutionnaires, crient au scandale concernant la situation en Irak et celle des prisonniers de Guantanamo *« face à l'occupation américaine en Irak »*. Ces derniers, pour une fois, n'ont pas tort sur le fond mais sur la forme. Bush est en train de jouer sur le terrain où veut le mener Ben Laden, et là est tout le problème. La lutte contre le terrorisme c'est aussi jouer avec les chiffres et des phrases bien étudiées « *On a démantelé des cellules entières dans le monde entier, alors qu'elles préparaient de nouveaux attentats, a-t-il dit. Je suis en mesure de vous informer que plus de la moitié des dirigeants du réseau al-Qaïda ont été soit tués soit capturés, notamment certains de ceux qui avaient orchestré les attentats de New York et de Washington, ainsi que d'autres qui avaient contribué à l'attentat contre le destroyer américain Cole et aux attentats contre deux de nos ambassades en Afrique de l'Est. En bref, nous avons porté atteinte aux échelons les plus élevés du réseau al-Qaïda et nous y avons semé la confusion* » déclare à la presse Cofer Black qui précise que 170 pays ont pris des mesures pour bloquer les avoirs de terroristes. « J*usqu'ici, a-t-il dit, nous avons bloqué plus de 144 millions de dollars et désigné plus de 250 groupes et organismes comme terroristes* ». Des chiffres, encore des chiffres, on dirait que les confrères journalistes aiment se nourrir uniquement de chiffres officiels. Continuons. Dans la lutte contre le terrorisme, a-t-il expliqué, le triomphe ne proviendra pas uniquement, ni même principalement, de la puissance militaire. Il sera plutôt le résultat de l'emploi de tous les instruments de la puissance nationale. Nous devons lutter sur cinq fronts, à l'aide d'une diplomatie efficace, de la puissance militaire, de meilleurs moyens de défense de la sécurité intérieure, des services de renseignements et de mesures énergiques visant à empêcher le financement des activités terroristes. La diplomatie est le premier de ces moyens qui revêtent tous la même importance. « *En fait, la diplomatie est l'armature de notre campagne pour une simple raison, à savoir que les partenariats internationaux nous aident à agir avec plus d'efficacité* ». Par ailleurs, Cofer Black a déclaré que la coopération et l'échange d'idées étaient essentiels dans le domaine judiciaire. « *Qu'il s'agisse d'extrader des terroristes, de contrôler leurs transferts de fonds, de les découvrir avant qu'ils agissent ou de les punir après coup, a-t-il dit, le droit joue un rôle primordial dans tous ces domaines fondamentaux* ». Vous l'aurez compris, ceci est un véritable discours de surface, on ne combat pas des terroristes avec un code pénal dans les mains. D'autres chiffres sortent moins dans la presse,

surtout, il faut éviter de trop en parler… 3.213 incidents terroristes et attaques de guérillas ont été perpétrés en 2003, ils ont coûté la vie à 7.476 personnes à travers le monde[45].

Le nombre des attaques a augmenté de 17,5% par rapport à 2002 et il s'agit du chiffre le plus élevé depuis que l'agence japonaise d'investigation sur la sécurité publique a commencé à compiler de telles données en 1991, précise le quotidien japonais Yomiuri qui cite l'agence. Dans le classement régional, l'Asie et l'Océanie comptent quelques 1.478 incidents, suivi par le Moyen-Orient avec 801 incidents, puis les pays de l'ex-Union soviétique et l'Europe de l'Est avec 295 incidents. Selon le rapport de cette agence japonaise, la hausse des incidents de ce genre est notamment due au chaos en Irak et aux attaques terroristes islamistes. Autres chiffres, autres rapports, le 29 avril 2004, Cofer Black, présente à Washington -devant un impressionnant parterre de ce qui compte comme le must de la lutte anti-terroriste et du renseignement américain- le rapport annuel américain sur le terrorisme mondial[46]. Le rapport du Département d'Etat américain comptabilise quelques 190 actes de terrorisme international en 2003. 82 attentats ont visé des cibles américaines et ont fait 35 victimes (sur un total de 159 tués pour l'ensemble des attentats recensés). Dans cette comptabilité morbide, ne sont pas comprises les attaques contre des troupes américaines en Irak, puisque seuls sont considérés comme attentats terroristes -selon la définition utilisée du terrorisme international par les américains- les attentats visant des civils ou du personnel militaire en dehors des zones de conflits ou de guerres engagées. Selon le rapport, les experts du terrorisme au Département d'Etat américain s'attendent toujours à des tentatives d'al-Qaïda qui auraient pour but de commettre des attentats spectaculaires, même s'ils estiment que 70% des cadres d'al-Qaïda auraient été éliminés ou arrêtés durant les traques qui ont suivi la campagne d'Afghanistan. Au total, toujours selon ce rapport, plus de 3.400 personnes soupçonnées d'être associées avec al-Quaïda ont été arrêtées à travers le monde. Même si l'Irak n'est pas comptabilisé, les spécialistes américains considèrent Abu Musab al Zarqawi comme un personnage associé à al-Qaïda de longue date, sympathisant avec les objectifs d'al-Qaïda, mais en même temps un acteur assez indépendant pour n'avoir pas besoin de recevoir des orientations et des ordres de l'organisation de Ben Laden, d'ailleurs, l'ambassadeur Black le décrit comme « associé » plutôt qu' « intégré » à al-Qaïda. Le rapport souligne que bien des attaques visent des musulmans. Richard Armitage, secrétaire d'Etat adjoint, a d'ailleurs pu en faire l'expérience (presque) directe, comme il l'a souligné en introduisant l'ambassadeur Black: il se trouvait en effet en plein entretien avec le ministre saoudien des affaires étrangères à Riyadh, le 21 avril, lorsque les deux hommes entendirent le bruit sourd de l'explosion visant l'immeuble des services de sécurité saoudiens, qui a coûté la vie à cinq personnes, dont une fillette de 11 ans. Et parce qu'on ne change pas ses habitudes, le rapport désigne l'Iran et la Syrie comme des Etats soutenant le terrorisme, ce qui n'est pas

---

[45] selon une étude du gouvernement japonais

[46] *Patterns of Global Terrorism 2003, disponible sur http://www.state.gov/s/ct/rls/pgtrpt/2003/*

faux. En ce qui concerne la Libye, elle se trouve elle aussi encore sur la liste, mais comme l'indique si bien Cofer Black « *ils ont clairement renoncé au terrorisme* ».

Certaines questions doivent cependant encore être résolues: les américains entendent notamment s'assurer que les Libyens n'entretiennent plus aucune relation avec des groupes terroristes sous quelque forme que ce soit: il subsiste apparemment encore quelques doutes à ce sujet. Il sera ensuite possible de retirer la Libye de la liste. Pour ce qui est de la Corée du Nord, elle se trouve toujours sur la liste en raison de son implication dans les attentats de 1983 (Rangoon) et de 1987 (Boeing 707 de Korean Air). Comme la Libye, avant de pouvoir être retirée de la liste, la Corée du Nord devra faire la preuve qu'elle n'entretient plus de contacts avec le terrorisme international ou qu'elle n'a pas d'intention de nuire au « monde libre ». « *less Etats-Unis ont une mémoire longue et ne rayeront pas un soutien du terrorisme de la liste simplement parce que le temps a passé* », a averti l'ambassadeur Black. Pour le Hezbollah, il est clair que les Etats-Unis n'oublieront pas les 241 Marines morts dans l'explosion de leur caserne à Beyrouth en octobre 1983, tout au contraire de la France qui a déjà oublié ses 24 parachutistes français de la Force Multinationale (morts dans le même attentat) en pestant contre Israël quand celui-ci bombarde les positions et les camps d'entraînement de la milice terroriste pro chiite du Cheikh Nasrallah.

Le Soudan, quant à lui, reçoit de bons points, comme la Libye. En revanche, comme on pouvait s'y attendre, Cuba est accusé de ne pas en faire assez - à l'instar de l'Iran, de la Corée du Nord et de la Syrie - pour se dissocier complètement de liens avec le terrorisme, mais peut-être que les américains en font trop et que la rancune contre cuba est plus historique qu'ils ne veulent bien l'admettre.

En Afrique, la Somalie pose la plus sérieuse menace pour les intérêts américains, selon le rapport, « *en raison de la présence d'éléments actifs d'al Qaïda* ». Mais le rapport fait des allusions au soutien reçu en Afrique orientale de la part de l'Ethiopie et du Kenya: l'Ethiopie a ainsi renforcé sa coordination antiterroriste avec les Etats-Unis et s'efforce de mieux contrôler sa poreuse frontière avec la Somalie, mais sa contribution s'étend également à d'autres domaines d'activité antiterroriste. L'Asie du Sud demeure un théâtre d'opération central de la « guerre globale contre le terrorisme ». A côté de l'Afghanistan, les opérations menés par des groupes cachemiris sur territoire indien sont bien entendu mentionnées: Washington espère renforcer ses relations avec New Delhi dans la lutte contre le terrorisme. Si la situation au Sri Lanka a connu une amélioration, celle du Népal s'est en revanche dégradée, avec la violence entretenue par les actions de la guérilla maoïste.

Pour l'Asie orientale, le rapport insiste sur l'importance de l'arrestation de Nurjaman Riduan ben Isomuddin (alias Hambali). Bien que les groupes islamistes violents en Indonésie, en Malaisie, dans le sud des Philippines et en Thaïlande abhorrent l'Occident, ils visent avant tout à provoquer des changements dans leurs

pays. Les extrémistes s'efforceraient de gagner de l'influence en finançant des mosquées ou écoles ainsi qu'en exploitant le mécontentement des populations musulmanes de ces régions en utilisant le prétexte de la guerre globale des américains contre le monde islamique.

Sur le territoire de l'ex-URSS, la Communauté des Etats indépendants (CEI), le rapport évoque les attentats dont a été victime la Russie: selon des chiffres officiels russes, 90% des actes terroristes commis en Russie en 2003 l'auraient été en Tchétchénie ou dans les régions voisines. Le rapport s'étend sur l'appui apporté par les Etats de l'Asie central à la guerre contre le terrorisme. Plusieurs actions des polices locales ont prévenu des attentats, dont certains qui auraient pu frapper des cibles américaines.

L'Union européenne est décrite comme « un partenaire fiable dans la lutte contre le terrorisme ». Mais des obstacles légaux - souvent liés aux lois sur l'asile ou à une législation inadéquate en matière de contre-terrorisme - représentent encore des déficiences importantes dans une action conséquente contre le terrorisme, surtout, en Grande-Bretagne et comme vous vous doutez, en France. Pourtant le rapport souligne que les avancements de la France et de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme. La Grande-Bretagne, toujours selon le rapport, s'est activement engagée dans le gel des avoirs de personnes ou organisations soutenant le terrorisme et - forte de son expérience en la matière - a également fourni une importante assistance pour la formation au contre-terrorisme à travers le monde.

La Grèce se propose de dépenser 750 millions de dollars pour assurer la sécurité pendant les jeux olympiques de 2004 et a mené à bien en 2003 le procès des dirigeants du groupe terroriste du 17 Novembre, même si l'on estime que tous ses membres n'ont pas, à ce jour, été arrêtés.

C'est au Proche-Orient que le terrorisme cause bien entendu le plus de soucis aux Américains. Le Maroc, l'Arabie saoudite, l'Irak et Israël ont subi d'importantes attaques terroristes en 2003. Le rapport note avec satisfaction une amélioration notable de la coopération avec les Saoudiens: après les attentats survenus sur leur propre sol, ils paraissent plus enclins à partager les informations dont ils disposent.

En Amérique du Sud, la Colombie continue de susciter des préoccupations. Quant aux aspects régionaux de la guerre contre le terrorisme, ils portent surtout - dans cette région - sur des réseaux de financement et peut-être de liens avec les cartels de la drogue. La région des trois frontières (où se rencontrent Argentine, Brésil et Paraguay) est depuis longtemps considérée comme une zone sensible pour les activités de financement du Hezbollah et du Hamas.

**Ce qu'il faut changer**

Comme vous avez pu le constater, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le monde n'a jamais connu autant d'attentats, pas facile de se demander quand cela finira et la guerre de 10 ans contre le terrorisme de Georges Bush risque bien de se prolonger en guerre de 100 ans. Alors quel est le constat ? Que devons-nous faire et changer dans notre système républicain et démocratique pour lutter efficacement contre le fléau terroriste ? Voici quelques dispositions mûrement réfléchies au gré de nos rencontres avec des politiques, confrères journalistes, responsables religieux, chercheurs et spécialistes du domaine :

1) **Consolider les services de renseignement**, c'est-à-dire oublier le modèle militaire des renseignements de la guerre Froide pour enfin évoluer vers un modèle plus civil, que ça plaise ou non, les militaires ne savent pas faire du renseignement, là est le problème. On n'infiltre pas une cellule islamiste avec des gros bras américains, des types d'un mètre quatre vingt dix sortant du 13e RDP français ou du corps des marines américains. « *Pour apprendre à infiltrer des islamistes, il faut se fier au modèle israélien* » dixit un ancien des services français. Il semble que la France soit, pour la première fois, bien en avance sur ce principe par rapport aux américains : selon des sources bien informées, les Renseignements Généraux et la DST ont autorisé des policiers à se convertir à l'Islam, quand elle ne sélectionne pas directement des citoyens français de confession musulmane. Dans les milieux autorisés, il se dit que certains agents clandestins de la DGSE auraient suivi des formations intensives au Pakistan, sous l'impulsion du général Philippe Rondot, conseiller auprès de la ministre de la Défense. Jadis, il était facile d'infiltrer la mafia, les groupuscules d'extrême gauche ou les anarchistes, aujourd'hui, les islamistes se connaissent tous, ils ont des codes bien précis, le recrutement s'effectue en famille, en clan, en tribu, pourtant il existe quelques failles dans ces systèmes, des failles que certaines agences de renseignement ont déjà largement exploité. Après les années Echelon[47], le renseignement électronique retrouve sa juste place et l'équilibre entre l'humain et la technologie reprend sa juste place. De plus, il faut non seulement recruter des sources internes à ces groupuscules, mais équiper correctement les services, les doter d'unités indépendantes capables d'agir par elles même, partout sur le globe.

2) **Surveiller les activités des imams**, véritables bombes à retardement. Il ne suffit pas de renvoyer dans son pays un imam extrémiste qui prône la mort et la guerre contre les infidèles, il faut frapper un grand coup dans la fourmilière : des nationaux, des citoyens sont très souvent les auteurs de prêches enflammés, le journaliste Mohamed Sifaoui en sait quelque chose, il les traque depuis des années.

---

[47] Pseudo système d'écoute à l'échelle planétaire (satellite, fax, téléphone, Internet) qui serait géré par la National Security Agency américaine (NSA). Aucune preuve n'existe à ce jour pour dire si Echelon existe ou s'il n'est pas sorti de l'imagination débordante d'un journaliste qui aurait fait de la NSA ce qu'elle est aujourd'hui dans les médias.

Il ne fait que dénoncer ce que les RG et la DST savent depuis fort longtemps, depuis trop de temps d'ailleurs : le fruit est déjà pourri. Appliquer une politique répressive et exemplaire contre ces fauteurs de trouble -dont certains ont converti et envoyé des citoyens français à la mort ou en prison pour des actes terroristes- n'est pas empêcher la liberté de culte et de prêche. La surveillance se devra efficace et couplée avec un encadrement strict, une formation professionnelle et suivie des religieux. Ne sera pas imam qui veut en France ou ailleurs.

3) **Exemplarité de la justice**, pour éviter ce qu'il s'est passé en Allemagne le mercredi 7 avril 2004 : Mounir El Motassadeq, seul condamné au monde dans le dossier des attentats du 11 septembre 2001, est sorti libre. Une information passée inaperçue, pour que le petit peuple ne pointe pas du doigt une justice incompétente, des juges bien gras et bien gavés, des services secrets et de police aussi pitoyables les uns que les autres. Incapables de coopérer, incapables de faire leur travail, ces gens qui sont censés nous protéger ont libéré un grand terroriste. Cet homme, est l'une des pièces maîtresses d'un complot contre le monde libre qui a fait quelques 3000 morts. Condamné en février 2003 à quinze ans de réclusion criminelle, El Motassadeq est sorti par la grande porte, narguant les caméras d'un large sourire satanique. Un nouveau procès doit avoir lieu, en attendant, les islamistes de part le monde se félicitent de la libération de Mounir El Motassadeq. Si la justice ne suit pas, le combat contre le terrorisme sera en constant échec. Il en est de même pour les détenus de Guantanamo, sans statut, et en totale violation des droits internationaux. La justice se devra être équilibrée, disons, plus juste.

4) **Réaffirmer la diplomatie française**, comme le résumait déjà si bien Jean-Paul Belmondo dans le film, le Marginal « *c'est coutume en France que le Quai d'Orsay baisse son froc* », il est clair et urgent de réaffirmer la politique extérieure française qui ressemble plus à une cour ou se font allégeances à des terroristes (palestiniens, libyens), réceptions à des dictateurs (chinois et cubains) et 'salamaleks' à d'autres chefs d'états sanguinaires et irrespectueux des droits de l'Homme (Syriens). Il serait inutile et non avenant d'évoquer ici la politique extérieure française plus désastreuse qu'heureuse. Les années Védrine, sont tout aussi catastrophiques que celles de son successeur Dominique Galouzeau (de son vrai nom) aujourd'hui parachuté à l'Intérieur. La politique vis-à-vis du conflit israélo-palestinien qui ne va que dans un sens, la non dénonciation des dérives du chef palestinien Yasser Arafat (sous le prétexte de sa maladie) ne font qu'envenimer les choses. La France n'est que l'ombre d'elle-même à l'étranger, mais nous vous rassurons, il en est de même pour la diplomatie européenne et surtout de Javier Solana, trop vieux et trop fatigué pour comprendre le véritable enjeu de la paix au Proche-Orient. La France doit savoir oser, elle doit savoir s'imposer, même seule, au risque de déplaire en Europe, pourtant, on ne fait pas d'omelettes sans casser les œufs, faut-il encore qu'il y ait des œufs…

5) **Surveiller les capitaux**, traquer les terroristes c'est traquer leur argent, et même si ces organisations utilisent des moyens informatiques qui facilitent les transactions bancaires, si l'on veut lutter contre le financement du terrorisme, il faut lutter aussi contre les paradis fiscaux. Ces derniers, même après le 11 septembre 2001, ont encore des réticences à fournir des renseignements sur leurs clients. Le problème principal réside dans le fait que des groupes criminels, des mafias et des hommes d'affaires peu scrupuleux font pression sur les banques de ces pays pour que le secret ne soit pas levé ou que des renseignements ne filtrent pas, c'est tout l'avantage dont profitent les groupes terroristes et la nébuleuse al-Quaïda aujourd'hui, tel un voile sur les activités bancaires mafieuses et criminelles, les actions et fonds terroristes se retrouvent protégés par d'autres intérêts tout aussi criminels.

## LA MUTATION DU TERRORISME ISLAMIQUE

*Par Eric Denécé, Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)*

### La nouvelle configuration des réseaux

L'entité terroriste que la presse désigne par commodité al-Qaïda est une structure complexe. Elle se compose, d'une part, de l'organisation propre d'Ousama Ben Laden et, d'autre part, de nombreux groupes terroristes unis par une culture commune du Djihad et fortement enracinés dans leurs pays respectifs (Maghreb, Afrique, Moyen-Orient, Extrême Orient). Le nombre total « d'Afghans arabes » recensé dans le seul Moyen-Orient varie, selon les sources, de 15000 à 25000 « djihadistes ». De nombreux groupes armés se sont progressivement affiliés à al-Qaïda au cours des quinze dernières années. En février 1989, Ben Laden créa d'abord le « Comité du Djihad », structure de coordination qui regroupait diverses organisations fondamentalistes sunnites : Gama'a al islamiya égyptien, Jihad yéménite, Al-hadith pakistanais, Ligue des partisans libanais, Gama'a al islamiya libyen, Bait al-imam jordanien et GIA algérien. Puis en 1998, Ben Laden mit en place son « internationale » du Djihad : le « Front islamique mondial pour le Djihad contre les Juifs et les Croisés », qui réunit les organisations précédentes auxquelles vinrent s'agréger, le Djihad égyptien, le Jamiat ulema-e Pakistan, l'Ansar et le Jihad bangladeshi, ainsi que le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) de l'Algérien Hassan Hattab. Ces mouvements ont toujours gardé une stricte autonomie d'action, al-Qaïda fonctionnant comme une « holding » terroriste proposant à chacun d'entre eux des fonds, des stages de formation ou un soutien logistique. Mais l'organisation de Ben Laden n'exerce pas de commandement opérationnel centralisé.

Si aujourd'hui le système d'impulsion et de coordination institué par le séoudien semble être fortement désorganisé et ses fonds bloqués, en revanche, les entités

terroristes du second cercle, c'est-à-dire celles qui, du Maroc aux Philippines, sont implantées localement, au coeur de la population où elles peuvent opérer en sécurité, ont été peu touchées. Ce sont elles qui relancent actuellement les attentats. Car leur capacité d'action est réelle (nde : nous avons pu le voir au Maroc et en Espagne). Ces groupes ont pu recruter de manière massive, notamment à l'occasion de la récente guerre contre l'Irak qui pousse à son paroxysme l'exaspération du monde arabe contre le diktat américain, bien que les liens entre Saddam Hussein et le terrorisme wahhabite soient inexistants. Certes le niveau des nouvelles recrues n'est pas comparable à celui des mukhs - les cerveaux - d'Al-Qaeda, qui sont probablement les seuls à pouvoir organiser des attentats similaires au 11 septembre. Mais un niveau de formation tout à fait élémentaire suffit pour commettre des attentats sanglants comme ceux d'Arabie saoudite, du Maroc et d'Indonésie. Particularité nouvelle, les actions perpétrées visent davantage les régimes locaux - qui ont, bon gré mal gré, collaboré à la traque antiterroriste - que les États-Unis. Évidemment, les terroristes n'hésitent pas à frapper les intérêts occidentaux par la même occasion. Cependant, les victimes des attentats sont majoritairement des populations locales. La nature des attentats traduit une nette évolution du terrorisme vers des actions du type de celles que conduisent les Frères musulmans, qui n'hésitent pas à frapper leurs coreligionnaires.

Par ailleurs, depuis le 11 septembre et le déclenchement de la lutte internationale contre les réseaux de financement d'al-Qaïda, nous assistons à la criminalisation croissante des activités de la nébuleuse islamiste. Pour subvenir à ses besoins, celle-ci ne se contente plus de recevoir les mannes du milliardaire saoudien. Ses différents groupes ont appris à diversifier leurs revenus afin de conserver une autonomie d'action. De nouvelles activités économiques illégales ont été mises en place afin de financer le djihad antioccidental : ONG détournées de leur finalité humanitaire, entreprises « écrans », contrefaçon, enlèvements et demandes de rançon, piraterie, mais surtout trafic de stupéfiants et blanchiment de l'argent de la drogue.

Dans une interview récente, Pierre de Bosquet de Florian, le patron de la DST décrit le management moderne d'un groupe comme al-Qaïda *« Ils sont en large partie autonomes sur le plan financier : ils subsistent grâce à la délinquance, les braquages, la reproduction des cartes de crédit, voire, on a un exemple assez récent, la contrefaçon de vêtements de marque ».* L'organisation du terrorisme a ainsi muté. Pour assurer leur « développement », les terroristes diversifient leurs sources de revenu. Aujourd'hui, nous avons affaire à des structures fonctionnant comme les mafias, c'est-à-dire combinant des actions légales (zakat, awala) et des activités criminelles. Ce qui fait la grande force et le succès d' al-Qaïda, c'est ce fonctionnement tout à fait moderne, calqué sur celui d'une grande entreprise internationale.

**La montée en puissance de l'Islamisme malais**

Parmi les dangers qui se confirment, les mouvements islamiques d'Asie du sud-est viennent en tête. Cette région, avec plus de deux cents millions de musulmans répartis entre l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Brunei, mais aussi la Thaïlande et le Cambodge, est l'une des régions du monde où les musulmans sont les plus nombreux. Dans la majorité des cas, les régimes politiques locaux, plus ou moins laïcs comme en Indonésie, chrétien (Philippines) ou bouddhiste (Thaïlande), les contiennent. Mais les islamistes malais revendiquent leur autonomie sur des bases régionales (Aceh, Moluques, Mindanao) ou militent pour instaurer des régimes islamiques (Malaysia, Indonésie). Leur activisme - fort ancien dans la majorité des cas - s'est trouvé régénéré par le phénomène Ben Laden. Il s'est par ailleurs renforcé en accueillant de nombreux combattants islamistes ayant pu quitter l'Afghanistan malgré l'intervention américaine. Il est surtout favorisé par la configuration géographique de la région (zones difficiles d'accès, multiplicité d'îles, d'archipels) qui facilite le développement d'entités criminelles ou terroristes. Car les pouvoirs centraux ont des difficultés à contrôler les espaces terrestres, maritimes ou insulaires dont ils ont la responsabilité. Ainsi, l'Asie du sud-est est devenue, depuis octobre 2002, l'un des bastions du terrorisme sunnite anti-chrétien et anti-occidental. Très vite, les États-Unis ont compris la situation critique de cette région. Dès la fin 2001, leurs troupes ont été engagées aux côtés des forces de Manille pour les aider dans la lutte contre les mouvements islamiques armés, notamment le plus virulent, Abu Sayyaf. Mais c'est l'Indonésie, premier pays musulman du monde, gardienne des détroits de l'Insulinde, qui présente la situation la plus préoccupante, Les hypothèses d'actions terroristes en mer, visant à perturber le trafic maritime périasiatique, sont prises très au sérieux par les Occidentaux. D'autant plus que le régime de Djakarta semble avoir bien du mal à faire face aux événements,

**Les sombres perspectives de la lutte antiterroriste**

Nous sommes donc confrontés à une nouvelle situation : un terrorisme planétaire, de plus en plus faiblement coordonné par une structure de liaison en voie de disparition ; et des groupes armés de plus en plus motivés et déterminés à frapper, qui n'ont pas besoin de soutien pour agir et qui se reconstituent sans mal dans un tissu social musulman où les frustrations sont grandes.

Face à cette mutation du terrorisme islamique, la lutte se complique. Si le blocage des fonds de Ben Laden a porté ses fruits dans la lutte contre al-Qaïda, la surveillance des flux financiers du terrorisme n'est plus une condition suffisante. Le terrorisme enraciné localement est plus difficile à éradiquer. Les groupes armés implantés dans le tiers-monde n'ont pas besoin de sommes d'argent importantes pour organiser leurs attentats. Ils se déplacent peu, puisent leur légitimité dans les frustrations locales

comme dans l'exaspération provoquée par la politique américaine au Moyen-Orient, et bénéficient d'un soutien populaire important. Face à cette situation, les services occidentaux ne peuvent agir aussi efficacement que contre le mouvement transnational de Ben Laden. Une grande partie de l'issue de la lutte repose désormais sur l'efficacité des polices et services de sécurité locaux, dans des pays où les terroristes sont comme des « poissons dans l'eau » au sein de leur environnement.

L'effacement momentané ou durable d' al-Qaïda, s'il se confirme, est porteur de deux bonnes nouvelles : d'une part, nous ne luttons plus a priori contre un mouvement virtuel, transnational, mais contre des groupes armés disposant d'une base territoriale, plus facilement identifiables. D'autre part, ces mouvements semblent moins à l'aise lorsqu'il s'agit d'opérer loin de leurs bases, notamment en Occident. En revanche, les mauvaises nouvelles demeurent nombreuses :

- Nous sommes confrontés à un phénomène qui touche l'ensemble du monde musulman et qui s'y enracine profondément. Or l'islamisme est le terreau du terrorisme.
- Les attentats impactent significativement sur les activités économiques locales, mais aussi occidentales : tourisme, transport, voyages d'affaires, implantations et investissements à l'étranger.
- Ils provoquent l'affaiblissement des régimes en place, qui sont directement menacés par la montée en puissance de l'islamisme.
- Enfin, l'exportation de ce terrorisme est toujours possible. Nous ne sommes donc nullement à l'abri d'une nouvelle campagne d'attentats en Occident.

Si la holding terroriste al-Qaïda pourrait bien être en train de disparaître, ses filiales demeurent. Leur détermination, l'autonomie et l'enracinement local dont elles disposent les rendent plus imprévisibles et dangereuses. C'est sans doute la victoire posthume de Ben Laden, le succès d'un essaimage réussi, la consécration de sa « pépinière de start-up terroristes ». Même si son mouvement a été durement touché, il suffit d'une poignée d'hommes déterminés - et il n'en manque pas - pour provoquer une nouvelle déflagration. C'est la raison de la sensibilité américaine actuelle. Soyons lucides, le terrorisme wahhabite ne disparaîtra pas de sitôt. Les 20 milliards de dollars qu'ont attribués les pays du G8, fin mai 2003, à la lutte contre ce phénomène, ne seront pas superflus.

# COMMENT DEVIENT-ON UN TERRORISTE ?

## Terrorisme et combat pour la liberté, la psychologie de l'absurde

Le terrorisme islamiste s'inscrit dans le contexte particulier. Celui d'une fracture provoquée non par les différences entre culture, mais par le fanatisme. Le journaliste Afif Lakhdar décrit ce mécanisme du fanatisme qui devient raison et loi pour une frange des populations musulmannes dans le monde[48] : « *Sa violence est « Djihad », ses assassins sont des « héros », ses kamikazes sont des « martyrs » (…) Toutes les violations précitées des droits de l'homme et toute cette violence sont le fruit du fanatisme que nous produisons et reproduisons à grande échelle dans notre système éducatif et dans nos médias.* » Il définit aussi ce fanatisme : « *(…) Il s'agit de notre incroyable capacité à sacrifier les autres et à nous sacrifier pour assurer la victoire des idées de la communauté.* ». Pour ce journaliste, fanatisme et terrorisme existent au travers de six constantes : le narcissisme, le culte du « père social », la haine de l'individu, le refus du relativisme, l'enthousiasme délirant pour la guerre sainte.

Les membres des cellules terroristes vivent dans un microcosme fanatique, coupé de tout centre d'intérêt que celui du combat à mort. De la clandestinité. De l'isolement. Cette distance vis çà vis du monde permet aux terroristes d'échapper au doute, à la remise en cause de leur engagement. En dehors de celui-ci, rien n'existe. En 2001, quelques mois avant le 11 septembre, une cellule du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat - dirigée par Saber, de son vrai nom Essid Sami Ben Khemais, passé par les camps d'entraînement d'Afghanistan - est surveillée par le *Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Democratica* (SISDE), l'équivalent italien de la DST française. Des micros sont cachés dans l'appartement qui sert de « quartier général » à la cellule, tous les appels téléphoniques sont également enregistrés, écoutés. Beni Heni, agent de liaison entre cette cellule et la cellule de Francfort qui projette un attentat au gaz contre la cathédrale de Strasbourg, rejoint Saber à Milan. Pour Beni Heni, seul compte de mourir en shahid : « *L'Europe est dans nos mains. Nous sommes désormais des moudjaihidines expatriés, c'est notre mission. Nous devons être comme des serpents, nous devons frapper et nous cacher. Je ne vis que pour le combat et j'ai très envie d'organiser une attaque tout seul* ». Chaque geste, chaque pensée est dictée par un « Islam-code », comme le décrit Olivier Roy : « *Sous la pression de la mondialisation a émergé un nouveau courant dans l'Islam. Il se limite à définir un système de normes de comportement. Il refuse ce qui est de l'ordre de la culture au profit d'une sorte d'Islam-code adaptable à toutes les situations : du dsert afghan à l'université américaine*[49]. »

Scott Atran, psychologue américain brosse le portrait des auteurs d'attentats suicides[50]. « *Les kamikazes dont des hommes jeunes (…) Dans l'ensemble, les auteurs d'attentats suicides ne présentent aucune caractéristique dysfonctionnelle sur le plan social ni aucun*

---

[48] *Al Hayat,* cité par *Courrier International* hors-série juin/juillet/août 2003.
[49] Olivier Roy, le Monde-Diplomatique.fr avril 2002.
[50] *Sciences,* cité par *Courrier International* hors-série juin/juillet/août 2003.

*symptôme suicidaire. Ils n'expriment aucune crainte de leurs ennemis, aucun désespoir, aucun sentiment de n'avoir rien à perdre, d'être privés de toute possibilité matérielle qui serait liée à la rationalité économique.* ». Volontaires pour les attentats suicides et poseurs de bombes se caractérisent surtout par leur détermination. Détermination fanatique. Détermination sans faille puisque ne souffrant d'aucun doute. Puisque n'existant que dans le cadre du microcosme de la cellule, avec pour espoir le culte du shahid. La cible n'a aucune importance. Seule compte la mission au nom de la foi. Saber résume parfaitement cet état d'esprit dans l'une des écoutes des services de renseignement italiens : « *J'attends seulement qu'on me disent le lieu ou la ville, même si c'est en Arabie Saoudite. Nos hommes sont prêts* ».

**Devenir un terroriste, la cellule terroriste**

Avant les attentats du 11 septembre 2001, les réseaux islamistes recrutaient des volontaires pour le Djihad dans le monde entier. Les écoutes de la SISDE donnent de précieuses informations sur les filières qui permettent à ces volontaires de rejoindre des camps d'entraînement en Afghanistan. Il conseille ainsi de se rendre dans une ambassade en France ou en Grande-Bretagne, tout en recommandant l'ambassade d'Iran de Londres. Dans les transcriptions de ces écoutes, Ben Heni la décrit comme « *très souple* » quant à ses critères de contrôle. La démarche consiste à demander un passeport pour la Mecque, en passant par l'Iran. Une fois à Téhéran, le volontaire prend la direction de l'est plutôt que celle de l'Arabie Saoudite. Il est pris en charge par tout un réseau qui le prend en charge pour ses déplacements, son hébergement durant le voyage… Cette même filière se charge du passage de la frontière. Avant cette étape, les volontaires sont sélectionnés, puis conduit dans des camps d'entraînement d'al-Qaida. Le chemin le plus rapide et le moins implique la traversée du Pakistan. Mais Abou Heni regrette que cette route soit devenue moins discrète car « *il y a trop de services secrets dans ce pays* ». Depuis peu, des volontaires pour des attentats suicides sont également recrutés sur Internet.

Définir avec exactitude le schéma de la cellule terroriste type relève de l'utopie. A l'inverse des tables d'organisation et d'équipement militaires, les cellules terroristes n'ont aucune organisation fixe. Beni Heni déclare ainsi : « *Je n'ai pas besoin d'une armée, deux hommes suffisent à condition qu'ils aient de la tête et de l'entraînement* ». Là difficulté de repérer ces cellules réside là. Elles n'ont pas besoin d'effectifs pléthoriques. La seule constante est qu'elles se forment autour d'un chef. Généralement plus expérimenté, souvent passé par les camps d'entraînement d'Afghanistan, relativement charismatique, capable de rédiger des textes dans lesquels il exprime toute sa foi. Capable de savoir déjouer la surveillance exercée par les services de sécurité. Ou du moins, supposé comme capable de le faire. Autour de lui gravitent quelques lieutenants, puis les exécutants. Noyau. Premier cercle. Des agents de liaison, à l'instar de Beni Heni assurent le contact entre chaque cercle, dans d'autres villes ou d'autres pays. Ils servent à accompagner des responsables lors de leurs déplacements, de transporter de l'argent, des faux

papiers, des documents divers… Les agents de liaisons se doivent d'être débrouillards et discrets. Un second cercle peut encore être tracé : celui des sympathisants. Susceptibles de fournir une aide pour héberger, cacher. Pour mener des missions de repérage d'objectifs pour lesquelles les véritables terroristes ne peuvent prendre le risque de se faire repérer. Des sympathisants parfois liés à la délinquance : trafiquants de faux papiers, vendeurs de téléphones portables volés…

Si les groupes terroristes de la mouvance al-Qaida peuvent éventuellement disposer de crédits importants avant les attentats du 11 septembre 2001, la situation évolue lorsqu'une partie des fonds dont disposent Ben Laden sont saisis, tandis que dans le même temps, des mesures sont prises pour le contrôle des flux financiers, du blanchiment de l'argent. La destruction d'al-Qaida en tant qu'organisation terroriste, la diminution des facilités financières de Ben Laden, le contrôle exercé sur les mouvements d'argent privent les cellules et groupes terroristes du mécénat du noyau d'al-Qaida. Pour beaucoup de ces cellules et groupes, l'autofinancement devient un moyen de préparer des attentats. La délinquance, le trafic de drogues, l'écoulement de faux billets permettent de réunir des fonds suffisants pour l'attaque d'objectifs relativement peu protégés. Un spécialistes des questions de terrorisme déclare au *Washington Post*[51] « *Tous ces attentats auxquels nous assistons actuellement ne coûtent pas très cher. Dans l'ensemble, ces cellules sont plutôt mal financées. Mais ce qui compte le plus, ce n'est pas l'argent, c'est le capital humain. Et, apparemment, il ne manque pas.* » Certaines organisations caritatives ou culturelles musulmanes servent aussi parfois de soutien aux cellules terroristes. Pour beaucoup de spécialistes français en matière de terrorisme, depuis 1995-1996, les mosquées ne sont plus le point de passage obligé pour les terroristes, même si elles cristallisent toute l'activité des associations suspectes.

Les documents administratifs sont un élément clef pour une cellule terroriste. Aussi bien pour permettre des déplacements de liaison avec d'autres cellules, pour rencontrer des responsables dans d'autres pays d'Europe. Pour permettre aux terroristes d'obtenir d'autres papiers, eux, véritables. Pour les déplacements avant un attentat. Après… Les terroristes disposent de plusieurs moyens pour s'en procurer : la falsification de véritables documents : changement des photos, des données, etc, l'achat de faux papiers auprès de filières spécialisées, ou bien encore, la fabrication de ces faux papiers par les terroristes eux-même. Les cartes téléphoniques, comme les Mobicarte, font également l'objet d'un trafic. Les écoutes de la cellule italienne du *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat* sous la direction de Saber apportent là encore des informations sur le sujet. Les terroristes préfèrent alors les cartes téléphoniques à code anglaises. Selon les terroristes qui en discutent, les appels passés avec celles-ci sont plus difficiles à intercepter. Et dans le cas d'une éventuelle interception, la localisation de l'appel est impossible. Pour se procurer ces cartes, les cellules ont parfois recours à la petite délinquance.

---

[51] Cité par Courrier International du 27 au 03 novembre 2003.

Xavier Raufer, cité au début de cet ouvrage, est chargé de Cours à l'Institut de Criminologie de Paris. Le Département de Recherches sur les Menaces Criminelles Contemporaines est basé à l'université Panthéon-Assas (Paris II). Raufer est l'un de nos plus grands spécialistes en la matière, il est l'auteur avec Alain Bauer d'un livre controversé mais terriblement proche de la réalité « La Guerre ne Fait que Commencer [52]». Au cours ne nos rencontres, nous abordons le thème de la traque aux criminels, aux terroristes, et la vie clandestine. Voici quelques extraits de cette discussion fort intéressante où l'on arrive à entrevoir une partie de l'épais dossier sur l'organisation terroriste et criminelle internationale.

- *Comment un criminel, un terroriste ou un fugitif peut échapper aux services de police sachant qu'ils sont appuyés par la technologie et le renseignement ?*

Ce n'est pas très compliqué, il suffit par exemple de faire un détour par un pays où l'état civil n'existe pas. Vous savez que nous vivons dans un monde, le notre, le monde occidental, dans lequel les individus sont dotés d'une identité fixe. Il y a d'autres civilisations et d'autres cultures, le monde arabo-musulman, l'Asie, dans lesquels les identités sont quelque chose d'extrêmement fluide et volatile. L'individu porte un nom qui est en réalité un prénom auquel on accole le nom de son père, Ali fils de Mohamed, Mohamed fils d'Ali, à cela on accole soit le nom d'une région soit le nom d'une tribut, d'un clan, cela donne « Ali fils de Mohamed de Tikrit ». Il m'est déjà arrivé de me retrouver face à une personnalité importante du Moyen Orient à qui j'avais demandé son nom et qui d'un air étonné s'est retourné vers son conseiller pour lui demander s'il devait me donner le nom de sa famille de son village ou de son clan. Il faut avoir en tête que certains individus changent de nom comme de cravate. Quand vous faites un détour par ces pays avec l'aide d'un complice vous pouvez vous faire attribuer une identité momentanée vous êtes alors tranquille pendant un bon bout de temps et ce ne sont pas les ordinateurs qui vont aider la police à vous retrouver.

- *Quelle sont les techniques mis a disposition des forces de l'ordre pour retrouver quelqu'un ?*

XR : Il y a essentiellement deux façons de procéder. La première est de tendre un filet à l'échelle la plus large possible en espérant que l'individu va tomber dedans, s'il bouge on finira bien par tomber dessus (port aéroport douane…). Ou alors il y a la possibilité d'engager une traque plus active, de monter un groupe dédié (une *Task Force*) pour traquer vingt quatre heures sur vingt quatre et sept jours sur sept l'individu.

- *Est-ce qu'un fugitif est seul dans sa fuite ?*

[52] Disponible en version revue et augmenté chez Folio Documents

XR : Il y a une réalité qu'il ne faut jamais oublier  c'est qu'un individu ne peut pas être clandestin tout seul. La clandestinité est une des modalités de l'évolution de l'être humain en milieu hostile. Prenons en exemple des plongeurs sous-marins au fond de la mer, des alpinistes en haute montagne, des astronautes en orbite, ces gens ne sont fondamentalement pas tout seul. Pour chaque expédition il y a des dizaines voir des centaines de gens qui sont là pour les appuyer. On ne peut pas être seul dans la clandestinité. IL n' y a que l'activité criminelle organisée, les réseaux terroristes, qui peuvent apporter la logistique et l'infrastructure pour répondre aux besoins d'une vie dans la clandestinité. C'est la raison pour laquelle, par exemple l'armée irlandaise ne plongeait dans la clandestinité qu'un tout petit nombre de ses commandos recherchés par les anglais. L'effectif clandestin de l'IRA n'a jamais dépassé trois cent individus pour la seule et unique raison qu'il faut mobiliser une dizaine de personnes pour maintenir le fugitif dans la clandestinité : pour la logistique, pour les piaules, pour les planques, pour les papiers, pour les déplacements. La vie clandestine est extrêmement chère.

## LES PRINCIPAUX GROUPES TERRORISTES : METHODES D'APPROCHE, D'EMBRIGADEMENT ET D'ACTION

### Les Groupes

*Al-Qaïda* est un nuage volatile, insaisissable. Il se forme d'une condensation de groupes affiliés, de cellules autonomes ou indépendantes, composés d'amateurs ou de terroristes formés dans les camps d'entraînement d'Afghanistan et du Pakistan, rodés par des années de guerre en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, en Géorgie, en Irak, *al-Qaïda* n'est plus une organisation aux structures définies. En dehors des membres du noyau, formé de Ben Laden, d'al-Zawahiri et de quelques autres, al-Qaida n'a plus d'existence réelle depuis que son « administration », ses laboratoires clandestins, ses camps d'entraînements et ses unités militaires ont été détruits, démantelés lors de l'intervention américaine en Afghanistan. Selon le Federal Bureau of Investigation (FBI), les camps d'entraînement afghans sont les premiers dénominateurs communs entre ces groupes. Mais la réalité est beaucoup plus complexe. Tous les chefs de cellules ne sont pas passés par les camps d'entraînement afghans. Certains ont pu être formés par des vétérans de ces centres paramilitaires, mais pas tous. Beaucoup ont reçu une instruction au combat, à la guérilla, au terrorisme, en Bosnie, Albanie, Tchétchénie. Voire en Europe occidentale. Sans oublier les cellules nées par hasard de rencontres entre des jeunes désoeuvrés parfois tombés dans la petite délinquance et farouchement opposés aux autorités de leurs pays d'appartenance, des prédicateurs clandestins L'efficacité de ces groupes et cellules varie selon le niveau de formation paramilitaire de leur encadrement. De l'amateurisme le plus total pour des petites cellules sans aucune expérience à la plus redoutable des organisations meurtrières pour celles qui

disposent d'experts en explosifs, en faux documents administratifs… Le vocable d'al-Qaida ne peut décidément pas désigner un ensemble homogène, aux contours clairs.

Issu du Groupe Islamique Armé (GIA), le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) adhère à l'idéologie de la mouvance d'al-Qaida. Toutefois aucun lien formel n'a été établi entre le groupe algérien et le noyau d'al-Qaida. Ce d'autant plus que Ben Laden jugerait comme trop limitée, et teintée de l'idée de *fitna* les ambitions du GSPC. Celui-ci ne vise qu'à renverser le pouvoir algérien. Il est étranger à l'idée d'une « internationale » du Djihad. Ces objectifs s'inscrivent dans un cadre national. Le Groupe Islamique Combattant Marocain (GICM) est à l'origine des attentats suicides de Casablanca qui ont coûté la vie à 45 personnes le 16 mai 2003. Il est fondé en 1998 en Afghanistan par al-Garbuzi. Sur place, al-Garbuzi aurait rencontré Ben Laden et aurait acquis son soutien. En 1999, il rentre en Europe. Il prend alors en charge la collecte de fond en faveur du combat par les Islamistes pour prendre le contrôle de l'Afghanistan. La tâche de chapeauter les groupes d'*Afghans* présents en Europe lui incomberait également. Les membres du GICM résident pour la plupart en Europe : en France, en Allemagne, en Italie, ainsi qu'en Espagne. Le noyau dirigeant, sous les ordres de Mohammed al-Garbuzi, serait implanté en Grande-Bretagne d'où des actions à mener. Au moins trois de ses responsables vivent en Europe : Moustapha Ait al-Kouinini en France, Moustapha Bouazaoui et Anas Monselh en Allemagne. Abdelkarim Mayati, formé à l'utilisation des explosifs et à la fabrication de bombes, artificier principal du groupe, est de nationalité française. Il a appris ces techniques au Cachemire. Il séjourne alternativement au Pakistan, en Afghanistan, en Iran. Et bien sûr, au Maroc. Il serait le principal organisateur des attentats de Casablanca. Abou Qatada, jordanien, ex-rédacteur du journal du Groupe Islamique Armé, chef présumé d'al-Qaida pour l'Europe, aurait donné sa caution aux opérations du GICM. Bien qu'implanté en Europe, le groupe dispose d'un vivier de volontaires potentiels et de réseaux de soutien plus ou moins improvisés au Maroc, regroupés sous le vocable de *Salafia Jihadia* par les services de renseignement marocains. Le Front Islamique des Combattants du Grand Orient a revendiqué les attentats du 20 novembre 2003 à Istanbul.

*Al-Tawhid*, le groupe de Zarqaoui est quant lui implanté en Irak, mais aussi en Europe. Affilié à *al-Qaïda* ou plutôt se réclamant de l'idéologie de Ben Laden, *al-Tawhid* fonctionne sur le même modèle : insaisissable, davantage idéologie qu'une réalité structurelle. Mourad Benchellali et Nizar Sassi - détenus à Guantanamo après avoir été capturés en Afghanistan – seraient proches de ce groupe. Le père de Mourad, Chellali Benchellali, imam dans la région lyonnaise – serait aussi lié à al-Tawhid. Il se rend en Bosnie en 1994, où il est, selon ses dires, fait prisonnier et torturé par les Croates. Peu après son retour en France, il est placé sous surveillance et interpellé pour port d'arme illégal. Il collecte également de l'argent au profit des séparatistes islamistes tchétchènes et est considéré comme l'un des responsables de la filière du même nom, en contact avec les cellules de Romainville

et de la Courneuve. Il mène ses activités depuis la mosquée Urssaf, point de ralliement aux Minguettes, de tout un aréopage d'islamistes salafistes et radicaux. Menad, un autre de ses fils, est pour sa part soupçonné d'être le principal responsable de la filière tchétchène, qui préparait alors un attentat contre l'ambassade de Russie à Paris. En 2002, Menad est en Géorgie, aux côtés des combattants tchétchènes. Le 03 novembre, il reçoit 3.000 euros de son père, sommes collectée auprès de sympathisants par le biais de la mosquée ou d'associations. Suite à ce transfert, Chellali Benchellali est inculpé pour le soutien logistique apporté au réseau dirigé par son fils. Avec cet argent, celui-ci se procure de faux passeports et il rentre en France, via l'Italie. D'autre part, il recrute également des jeunes de la cité, en leur fournissant des passeports falsifiés, avec la complicité de leur véritable propriétaire, pour gagner les zones de combat en Géorgie et Tchétchénie.

## Les méthodes d'action

Si les islamistes fondamentalistes s'opposent par la violence à l'Occident et aux Etats-Unis, ils ont su mettre à contribution la technologie. Le téléphone, Internet sont devenus des moyens privilégiés pour la diffusion des techniques de fabrication de bombes. Codés, cryptés, tous les messages ne peuvent être interceptés. Les médias, et en particulier la télévision, avec l'image en temps réel participe indirectement à la propagande islamiste. Les images des trains éventrés de la gare d'Atiocha expriment certes toute l'horreur d'actes immondes. Mais, selon les points de vue, elles servent aussi de preuves de la puissance, d'une démonstration des capacités de la mouvance al-Qaïda à frapper n'importe où, n'importe quand. Cet utilisation de la technologie à des fins d'échange de données ou de propagande s'accompagne d'un impératif de discrétion, nécessité absolue pour la survie d'une cellule. L'utilisation d'Internet s'avère en cela beaucoup plus sûre que celle du téléphone. Des manuels de guérilla, de technique de combat, des plans, des manuels de fabrication de bombes, peuvent assez facilement être téléchargés, puis distribués. Cryptage et camouflage des données cruciales sont possibles, gage de sécurité des échanges entre l'envoyeur et les destinataires.

Cependant, si les services de renseignement occidentaux manquent de traducteurs, si le renseignement technologique, de tous types, ne vaut que largement associé à l'HUMINT - Human Intelligence, renseignement humain -, beaucoup de terroristes sous-estiment les performances des moyens technologiques mis en œuvre pour percer à jour leurs secrets, pour les traquer. Ou plus exactement, ils en ignorent les possibilités. Hormis certains chefs de cellules, les responsables, le niveau de culture et l'instruction générale des exécutants et sympathisants sont dans la plupart des cas assez bas. Ces mêmes exécutants, formés dans des camps d'entraînement sans confort, vivant dans des conditions plus que spartiates, menant des combats contre des forces mieux équipées, contraints à de longs déplacement, avec peu de repos,

n'ont pas le loisir de bouquiner tranquillement les derniers articles sur la sécurité des conversations avec tel modèle de téléphone portable… La rusticité, la furtivité prime sur la formation technique. Celle-ci n'est pas absente, mais reste primaire : la réalisation d'une bombe artisanale à la puissance moyenne relève plus du bricolage que du travail pointu d'un atomiste. Ce qui n'enlève rien aux propriétés meurtrières de l'engin ainsi fabriqué. Certes, le noyau d'al-Qaida a disposé d'experts en systèmes de communications et de transmissions, elle a probablement loué les services de scientifiques pour mener des expériences au moyen d'armes chimiques. Elle a sans doute cherché à se procurer des armes biologiques, nucléaires. Peut-être même y est-il arrivé.

Toutefois chaque cellule ne dispose pas d'un expert en moyens de télécommunications. Les imprudences sont monnaies courantes et permettent aux enquêteurs de repérer, de pister, puis de démanteler les réseaux. Dans un des enregistrements du SISDE, Saber déplore cette imprudence dont font preuve ses comparses : « (…) *Certains ne font pas assez attention au téléphone. Moi, je connais quatre ou cinq personnes comme d'Abu Qatada. Quand je les appelle, c'est juste pour savoir comment ils vont. Si je dois leur dire quelque chose d'important, j'utilise un messager. Une seule fois, j'ai envoyé un fax à Abu Qatada, mais pas directement, par le biais d'un frère qui lui a donné.* (…) *Abou Selman* (…) *a fait comme on doit faire : pas de lettres, pas de coups de téléphone, pas de noms* » A propos des membres des services de renseignement qui les surveillent, il ajoute : « *Ils sont comme des taupes, ils essaient de s'infiltrer partout* ». Pragmatiques, les terroristes ont néanmoins appris à se méfier et à prendre certaines précautions quant aux moyens de communications utilisés. A propos des téléphones portables, Beni Heni explique aux membres de la cellule de Saber : « *Ca a été créé par un ennemi de Dieu, ça a fait rater plusieurs opérations, ça a amené plus d'arrestations que vous ne pouvez le croire* (…) *Ce sont les Occidentaux qui l'ont créé et ils savent comment l'écouter* ». L'utilisation de téléphones portables comme déclencheurs des bombes de Madrid n'est pas un hasard. Outre l'aspect pratique, les radicaux islamistes sont avides de symboles. A Madrid, des Occidentaux ont été tués grâce à une technologie occidentale, grâce à un instrument qui a permis la neutralisation de nombre de cellules…

Cette discrétion est aussi de mise dans la préparation des attentats. Toujours dans l'un des ces enregistrements, Saber donne en quelques mots la grammaire de l'attentat : « *Pour faire un attentat, il faut avant tout de la discrétion.* (…) *Moi, j'ai besoin de dix personnes et deux de réserve* ». Préalable à un repérage appliqué des objectifs, à la prise en compte des risques, à l'acquisition des moyens pour mener l'attaque. Cette attaque doit être la plus meurtrière possible tout en causant le maximum de victimes, avec la nécessité de ne pas être neutralisé immédiatement après l'action, par les forces de police convergente. De savoir s'exfiltrer des environs de la zone visée. Puis du pays. En fait, un attentat est une véritable opération militaire dans un contexte civil, généralement contre des civils. Ou des militaires non-armés. Toutes les règles qui régissent le bon déroulement d'opérations spéciales sont valables dans le cadre d'attentats. A l'instar des opérations militaires, les actions d'ampleurs sont

plus susceptibles d'échouer car plus « repérables ». Or, la surenchère du nombre de victimes impose aux terroristes de préparer des actions toujours plus spectaculaires, toujours plus marquantes. En cela, les islamistes qui rejettent la société de consommation occidentale ne font en réalité qu'appliquer ses principes : toujours plus. Tuer plus, plus spectaculairement afin de marquer davantage les esprits. Afin de prouver au monde la détermination des « pures » d'Allah. Prouver la supériorité du croyant sur l'infidèle… Les comparaisons les plus dérisoires et tragiques avec la publicité agressive qui hante nos vies quotidiennes ne peuvent manquer de se faire… Lorsque de tels attentats surviennent, l'actualité nous montre à quel point ils sont effroyablement meurtriers. Cependant, ils sont aussi plus difficiles à organiser, relativement plus faciles à déjouer. Ils impliquent davantage d'exécutant, un soutien logistique autrement plus important… Un officier belge du Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGR) analyse cette vulnérabilité des cellules engagées dans des opérations d'ampleur[53] : « *La chance de la police britannique, comme celle, peut-être, des services jordaniens, qui affirment avoir déjoué, il y a une dizaine de jours, un attentat très violent, est qu'en élaborant des projets de grande ampleur, en voulant 'trop bien faire', des groupes se rendent plus vulnérables* ».

Avant les attentats du 11 septembre 2001, la formation paramilitaire des islamistes est d'abord menée par le biais de stages préparatoires en Europe, notamment en France et en Grande-Bretagne. Recruteur du Front Islamique International[54] (FII), le cheikh Anjem Choudary explique[55] : «*Avant d'aller à l'étranger combattre pour des organisations comme le FII, les volontaires sont entraînés en Grande-Bretagne. Une partie de l'instruction comporte le tir avec munitions réelles.* » Puis, elle est assurée dans des camps d'entraînement en Afghanistan[56] : « *Des volontaires partis de Grande-Bretagne se rendent à l'étranger pour rejoindre des camps dirigés par le FII et d'autres organisations. Une fois qu'ils y sont, ils reçoivent un entraînement ou prennent part au Djihad* (…) *Nos volontaires ne sont pas des terroristes. Ils ne prennent pas de civils pour cible et ne visent personne en Grande-Bretagne* ». Cette formation paramilitaire ne va pas sans un solide endoctrinement religieux mené dans certaines mosquées - souvent clandestines – en Europe, comme celle de Finsbury Park, ou bien encore à l'étranger : Yémen, Arabie Séoudite. Imposer la charia comme seule loi, comme « *norme de tous les comportements humains et sociaux*[57] » constitue le but pour lequel tout islamiste doit se battre, et en dehors duquel rien n'existe. Microcosme de la cellule terroriste. Microcosme de la pensée islamiste radicale.

---

[53] Le *Monde du 05 mai 2004.*
[54] Front Islamique International ; le terme « d' *al-Qaïda* » n'est pas encore utilisé pour désigner la structure de Ben Laden. Il ne le sera qu'un peu plus tard, par les services de renseignement américain.
[55] Déclaration au *Sunday Telegraph* en 1999.
[56] Déclaration au *Sunday Telegraph* en 1999.
[57] Olivier Roy

**ISRAËL : TERRORISME ET DOMMAGES COLLATERAUX**

*Par Emmanuel Razavi, spécialiste du terrorisme et du monde arabe, co-fondateur du collectif de photographes-reporters France Reportage.*

Depuis le début de la seconde Intifada, difficile de prendre le bus en Israël sans penser que l'on risque d'y laisser la vie. Presque chaque semaine depuis trois ans, des familles pleurent un fils ou une fille disparu(e) lors d'un attentat. Côté palestinien, la guerre fait aussi des victimes. Mais à Gaza comme dans l'ensemble des territoires, on préfère appeler ceux qui ont trouvé la mort des « shaïds », autrement dit des martyrs. Au bout du compte, des deux côtés, des êtres humains souffrent des traumatismes de leurs blessures quand d'autres pleurent leurs morts. Ils sont les premières victimes de ce que l'on appelle en temps de guerre des « dommages collatéraux ». Des victimes pour lesquelles la paix est loin d'être acquise.

Ania, 42 ans, est médecin. D'origine russe, elle est arrivée en Israël en 1999 avec ses deux enfants. Comme beaucoup de ces concitoyens venus s'installer en Terre Sainte, elle pensait y trouver une vie meilleure. En 1994, elle avait été frappée par un drame. Son mari, chirurgien hospitalier, était en effet décédé des suites d'une hépatite. Ainsi qu'elle le raconte : *je voulais que mes enfants aient ce qu'il y a de mieux au monde. Lorsque je suis venue m'installer en Israël, j'ai repris des cours de médecine afin d'obtenir une équivalence à mon diplôme*. Le jour où nous rencontrons Ana pour la première fois, c'est dans un cimetière proche de Tel Aviv. C'est là qu'elle a souhaité nous donner rendez-vous. Car ce jour là n'est pas un jour comme un autre. En effet, autour d'elle est réunie une vingtaine de personnes. Au dessus de leurs têtes flottent des ballons rouges gonflés à l'hélium. Dans leurs mains, plusieurs d'entre elles tiennent des jouets. Excepté le lieu, tout pourrait laisser à penser qu'il s'agit d'une fête. Mais Ania, elle, n'a pas le cœur à rire. Un léger foulard sur la tête, elle a le visage en larmes. Car aujourd'hui, c'est l'anniversaire d'Ania, sa fille. Elle devrait avoir 18 ans. Tous sont réunis autour de sa tombe pour le lui fêter. Car Ania est morte, victime d'un kamikaze qui s'est fait exploser le premier juin 2001 dans un night club du bord de mer, le Dolphinarium. L'attentat, commandité par le Hamas, a fait vingt et un morts et cent vingt blessés. Ania n'avait pas encore seize ans. C'était la première fois qu'elle allait dans une discothèque. Ironie du sort : Ania, qui collectionnait les dauphins miniatures, a trouvé la mort dans un lieu qui doit son nom au fait qu'il y a quelques années, on y montait des shows aquatiques avec des dauphins …

Plus de deux ans après l'attentat, Ana ne peut plus travailler. Alors qu'après quatre ans d'études elle allait passer son équivalence et avait trouvé un emploi dans un hôpital pour enfants, elle a tout abandonné. *Juste après le décès de ma fille, j'ai tout oublié*, dit-elle. *Impossible pour moi de me souvenir ce que j'avais appris.* De plus, elle ne peut plus parler sans que cela ne lui déclanche de violentes migraines. Elle est en proie à des crises de stress. Pour les spécialistes, Ania est victime de ce que l'on nomme le « Syndrome Post-Traumatique » (voir encadré). Un ensemble de pathologies qui atteint des personnes ayant survécu à un attentat ou des parents qui ont perdu un

enfant dans des circonstances violentes. Dans le cas d'Ana, le choc a été terrible : *Je ne savais même pas que ma fille était allée en boîte de nuit. Je le lui avais toujours interdit. Elle était trop jeune. Ce soir là, je la croyais chez sa meilleure amie, Mariana, elle aussi tuée par le kamikaze. Elles avaient en fait décidé de sortir. J'ai appris qu'il y avait eu un attentat par la télé. Puis le téléphone a sonné, vers quatre heures du matin. C'était la mère de Mariana. Elle m'a dit qu'il y avait eu une explosion au Dolphinarium et que de nombreux enfants étaient morts. J'ai tout de suite compris et lui ai répondu : « Je sais qu'elle* (Ania) *est morte. Mais ne me dites rien… Je ne veux pas savoir ».*
Aujourd'hui, Ana essaye de comprendre quelles ont été les motivations du Kamikaze. Comment il a pu tuer des enfants. Lorsqu'on lui parle de paix entre arabes et israéliens, elle répond : *Je ne hais pas le kamikaze qui a tué Ania. Je hais les fanatiques qui l'ont envoyé là. Quoiqu'il en soit, maintenant, il faut qu'il y ait la paix. Mais de là à pardonner aux palestiniens ce qu'ils ont fait, je ne vois pas les choses comme cela.*

**Un terrorisme économique**

Yoram Cohen est le patron du célèbre Moment Café, l'un des endroits « branchés » de Jérusalem où se côtoient journalistes, hommes politiques et minets venus chercher l'âme sœur. Amateur de grosses cylindrées, Yoram est toujours affable ; il parle sans élever la voix. Mais pour ceux qui le connaissent depuis longtemps*, il est devenu cynique. Ses yeux ne dégagent que de la tristesse*. Ce businessman de 35 ans avait réussi en quelques années à faire de son bar une belle entreprise qui faisait vivre de nombreux fournisseurs. Mais un jour de juin 2001, tout a basculé. Un kamikaze est entré dans le bar et s'est fait sauter. Bilan : 11 morts et 15 blessés. *Sur le coup,* raconte Yoram qui se tenait près du comptoir au moment de l'explosion, *j'ai eu le réflexe de saisir un pistolet. Mais il n'y avait plus personne contre qui se défendre*. Au lendemain de l'attentat, Yoram décide de reconstruire son établissement. *Je savais qu'il faudrait recommencer. Mais c'était une erreur. Car j'ai perdu beaucoup de clients depuis l'attentat.* Et il évoque le visage économique du terrorisme. *J'ai perdu un demi million de dollars dans la reconstruction de mon bar. Aujourd'hui, ayant moins de clients, je ne fais presque plus travailler certains fournisseurs d'alcool. Et cela, les gens du Hamas le savaient lorsqu'ils ont pris mon bar pour cible. En s'attaquant à notre économie, ils nous tuent à petit feu. C'est beaucoup plus que du simple terrorisme !*
Lorsque l'on parle avec lui du moment où à eu lieu l'attentat, les propos de Yoram ne sont pas sans évoquer ceux de Ania : *C'est bizarre, mais je ne me souviens de rien. Peut-être à cause du choc.* Malgré ce qu'il a subi, Yoram, qui se dit *plutôt de gauche*, est favorable à la paix : *Après l'attentat, j'ai détesté les palestiniens. Mais en fait, je crois qu'Aujourd'hui je donnerais n'importe quoi pour les aider à s'en sortir.* Et d'ajouter : *Je crois que si l'on me traitait comme certains soldats israéliens les traitent, je deviendrais à mon tour, à force d'être humilié, un terroriste.* Des propos à peine surprenants, lorsque l'on sait que beaucoup de victimes rescapées d'attentats essayent de comprendre les motivations de leur bourreau.
Illad Wassie, 26 ans, est d'origine éthiopienne. Accompagné de ses parents et de ses huit frères et sœurs, il est arrivé en Israël en 1994. Après le service militaire, il

trouve un travail dans un supermarché de la banlieue de Tel Aviv. Illad, dont deux de ses frères ont été tués alors qu'ils étaient dans l'armée, entendait bien prendre sa revanche sur la vie et réussir. Mais un après-midi de mai 2002, alors qu'il est en train de ranger des sacs de pommes de terres sur une étagère du magasin, une explosion se produit à deux mètres de lui. Illad se retrouve étendu sur le sol. Il ressent une immense douleur dans tout le corps. Il tente d'appeler à l'aide, mais sans succès. A aucun moment il ne pense qu'il s'agit d'un attentat. Sur le coup, il pense plutôt à une fuite de gaz. Pourtant, il sent que quelque chose est venu se planter dans son cou. Il s'agit de clous que le kamikaze, qui vient de se faire sauter à côté de lui sans même qu'il le voit, a mis dans sa bombe. Dans l'ambulance qui l'emmène à l'hôpital, il se rend compte que ses vêtements ont totalement été déchiquetés par la violence de l'explosion. Son dos le fait atrocement souffrir. Celui-ci a totalement brûlé. Ce n'est qu'après quelques jours à l'hôpital qu'il réalise avec effroi qu'il a perdu l'usage de ses jambes. Un clou a tranché net plusieurs nerfs de la tête du rachis. *A partir de ce moment,* dit Illad*, j'ai totalement perdu le sommeil. Je n'ai plus adressé la parole à qui que ce soit pendant deux mois. Après cette période*, reprend-il, *j'ai réalisé que j'avais encore ma tête et mes bras. Et surtout que j'étais en vie. J'ai compris que je pouvais encore faire des choses. A partir de ce moment, ma vie est devenue meilleure. Le kamikaze, lui, est mort. Et je ne veux même pas savoir qui il était !* Aujourd'hui, Illad vit dans un lotissement de Netanya, non loin de Tel Aviv. A part une télévision et un appareil de musculation, la maison est presque vide. Seule une jeune philippine s'occupe de lui. Elle a été recrutée par une association d'aide aux victimes immigrées qui l'a pris en charge et lui permet de rencontrer d'autres personnes dans son cas. Cette structure s'appelle Israélian Crisis Management -ICMC- et elle est composée de plus de cinq cents bénévoles. Car si le terrorisme a déstabilisé l'état israélien depuis trois ans, ses concitoyens n'en sont que plus solidaires. Et l'ICMC n'en est qu'une illustration. Mais la vie d'Illad n'a plus grand sens. Il ne peut plus travailler, et n'a plus de petite amie. Ainsi qu'il le dit: *Je ne supporte plus la façon dont les filles me regardent* ! Et si, comme à Ania et à Yoram, on lui demande s'il pense qu'un jour il y aura la paix, sa réponse est cinglante : *je n'y crois pas ! Je connais bien les palestiniens. J'ai travaillé avec eux. Ils deviennent fondamentalistes. Et tant que le monde ne sera pas entre leurs mains, les islamistes qui les dirigent ne s'arrêteront pas* !

**Le culte du martyr**

Si la population israélienne est marquée par le conflit -et les actes terroristes- les palestiniens connaissent également de lourdes pertes depuis trois ans. Mais que ce soit en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, la mort frappe le plus souvent des adolescents victimes de l'embrigadement de leurs aînés du Hamas ou du Jihad Islamique. A la guerre des pierres, il arrive que les soldats ripostent par des tirs de M16. Mais c'est oublier aussi que du côté palestinien, la kalachnikov a parfois depuis longtemps remplacé les cailloux. Et si des enfants sont quotidiennement tués ou blessés, il est souvent difficile de déterminer dans quelles conditions, tant

les dirigeants du Hamas tiennent à faire passer tous leurs morts pour des victimes innocentes.
Amir Khalil Khbali, 16 ans, vivait dans le camp de réfugiés de Tulkhareim qui compte environ 5000 habitants. Amir était un garçon très actif. Malgré son jeune âge, Il s'occupait du secrétariat du camp. Durant les vacances, il travaillait pour aider son père, la famille ayant des revenus modestes. Passionné par le football, il collectionnait les cartes à l'effigie des joueurs internationaux et jouait dans l'équipe locale. Une vie presque normale pour un adolescent palestinien. Pourtant, un soir de mai 2003, aux alentours de minuit, alors qu'il rentre de chez son oncle en compagnie de celui-ci, Amir s'effondre brusquement sur le sol. Personne n'a rien entendu. Comprenant qu'il a été la cible d'un tir, son oncle s'aperçoit qu'Amir est blessé. Dans l'urgence, il appelle une ambulance pour tenter de l'amener à l'hôpital de Ramallah. Mais au check point qui se tient à la sortie du camp de réfugiés, l'armée s'interpose. Sa mère, Neyma, raconte : *Des soldats, qui l'accusaient d'avoir tiré sur eux, l'ont sorti de l'ambulance. Ils nous ont contrôlés et questionnés pendant plus d'une heure.* Mais Amir, qui a eu l'estomac perforé par une balle ressortie par le dos, baigne dans le sang. Les soldats finissent par le transférer dans une ambulance militaire, empêchant sa mère de l'accompagner. L'ambulance s'éloigne dans la nuit, sans qu'aucun membre de la famille d'Amir ne sache où on l'a emmené. C'est en tous cas ce que racontent plusieurs témoins. Après plusieurs jours, Neyma obtient enfin l'autorisation d'aller rendre visite à son fils à l'hôpital de Kfar Sabba. Arrivée sur place, des gardes l'empêchent d'entrer dans sa chambre. On l'autorise juste à lui parler à travers la porte, ce qui lui permet de voir qu'Amir est attaché à son lit, une pratique interdite dans un hôpital, même lorsqu'il s'agit d'un patient prisonnier. Mais cette visite sera la première et la dernière que Naya rendra à son fils. Le 3 juin 2003, celui-ci décède. Le rapport médical fait état d'une mort survenue suite à une *blessure abdominale avec une grosse perte de sang.* Le jour où nous rencontrons les parents d'Amir, seulement quelques jours viennent de s'écouler depuis son décès. Ils nous reçoivent dans une petite pièce, la chambre d'Amir, où est venue nous rejoindre le reste de la famille. Neyma est effondrée. Elle trouve à peine la force de parler : *Jamais je n'oublierai ce que les israéliens ont fait*, dit-elle. *Et il n'y a aucune chance pour que la paix revienne tant que les choses resteront ce qu'elles sont. Si vous saviez la douleur que j'éprouve à l'idée de na pas avoir pu voir mon fils à l'hôpital.* Puis, essayant de retenir ses larmes, elle demande à ce que son mari, Khalid, aille chercher *la photo d'Amir*. Lorsque celui-ci revient, il nous ramène un poster de son fils posant pour une photo avec derrière lui un homme armé d'une mitraillette. Ce poster est distribué un peu partout dans le camp de réfugiés. *C'est la communauté qui a payé pour ça*, dit fièrement Khalid. *Vous savez, Amir est un Martyr.* Et à Tulkhareim comme partout ailleurs en Cisjordanie, si l'on pleure les morts, on vénère les « martyrs »…
Salah Haj Yehya est arabe israélien. A 35 ans, ce jeune homme connu et apprécié de tous en Israël est l'un des responsables de l'association israélienne *Physicians for Human Rights*, créée il y a 15 ans. Elle est composée de 700 bénévoles, parmi lesquels 400 médecins. A l'instar de l'Israélian Crisis Management, celle-ci a pour objet de fournir gratuitement un soutien médicalisé et juridique aux habitants des

territoires occupés. Dotée d'un hôpital mobile, l'association permet à ses médecins de voir jusqu'à 400 patients par jour et de pratiquer jusqu'à une vingtaine d'interventions chirurgicales. Ainsi que l'explique Saleh : *Des psychologues viennent également nous prêter main forte pour aider les personnes atteintes de dépression nerveuse, la plupart du temps parce qu'elles ont perdu un proche.* C'est en sa compagnie que nous rencontrons Kanab F., 17 ans, qui a été blessé le 19 mai 2003 par une balle israélienne. Alors qu'il venait de terminer ses devoirs, Kanab avait décidé d'aller rendre visite à des copains. *Je marchais dans la rue*, explique-t-il, *quand une balle m'a traversé l'épaule gauche. Je ne sais même pas pourquoi on m'a tiré dessus. Lorsque je suis tombé à terre, des gamins ont essayé de me transporter à la maison. Mais ils n'étaient pas assez forts. Des soldats israéliens sont alors arrivés et m'ont installé dans une jeep, jusqu'à ce qu'une ambulance arrive. Mais ils ont refusé que je monte dedans car c'était une ambulance du croissant rouge.* Les soldats conduisent le jeune homme à l'administration militaire, jusqu'à ce qu'une ambulance israélienne arrive. *De là, on m'a amené dans un hôpital inconnu de tous. Mes parents ne savaient pas où j'étais. A la télé, on a annoncé que j'étais mort.* Après 24 heures d'angoisse la famille F. a enfin des nouvelles du jeune adolescent. Mais il faudra attendre plusieurs jours pour que Kanab leur soit rendu. Après cette douloureuse expérience, Kanab dit : *Je n'ai pas vu le type qui m'a tiré dessus. Mais je suis sûr que ce n'est pas un partisan des droits de l'homme* ! *En tous cas, si je pouvais le rencontrer, je lui dirais qu'il est inutile de tirer sur des enfants. Même s'ils lancent des pierres, ça ne sert à rien de riposter par des balles.* Comme nombre de ses camarades, Kanab ne croît pas en la paix, *parce que sur le terrain, les soldats ne sont pas là pour ça,* dit-il. Si sa mère est heureuse de l'avoir retrouvé, nul doute que Kanab rejoindra un jour les lanceurs de pierres. Et sa mère ne s'inquiète aujourd'hui que d'une chose : c'est qu'une autre balle ne vienne à nouveau transpercer le corps de son fils…et qu'il devienne à son tour un Shaïd.

**Les kamikazes, fruits d'un Islam en conflit avec le progrès?**

Depuis la seconde guerre mondiale qui a vu des kamikazes japonais s'abattrent sur les porte- avions américains, ce type de terrorisme est presque le seul fait de l'Islamisme. Parce qu'ils vivent depuis sept siècles en échec total, explique Johanan Zoreff ancien conseiller aux affaires arabes de la bande de Gaza qui travaille aujourd'hui au Centre International du Contre Terrorisme à Herzliya. Pour cet ancien proche d' Izak Rabin, la grande culture Arabe a décliné et cela a induit un profond déséquilibre au sein de sa société. En fait, depuis la campagne de Napoléon en Egypte, les arabes tentent de trouver leur place dans le monde moderne, mais l'Islam les en empêche. Cette religion est en conflit perpétuel avec le progrès.

Et de reprendre : Alors que l'Islam est contre le suicide, les plus fondamentalistes expliquent aux jeunes recrues que celui-ci est autorisé s'il s'agit de défendre leur religion. Alors ils deviendront des shaïds, ou martyrs, terme préféré à celui de kamikazes. De plus, on leur recommande d'humilier et de tuer le plus grand nombre, et de devenir des bombes humaines, ce qui revient à lutter avec son corps

et son âme qui sont ainsi perçus comme des armes. Une aberration lorsque l'on sait que l'Islam recommande en principe de ne pas tuer de civils.

### Le Syndrome Post Traumatique

Saar Uziely est psychologue à l'Israël Trauma Center For Victims of Terror and War, un centre d'utilité publique spécialisé dans le soutien psychologique aux victimes de la guerre et du terrorisme. Pour ce spécialiste de 55 ans, la première chose qui se passe lors d'un attentat est une sorte de stress réactif. Ce comportement se traduit par de l'anxiété, le refus de ce qui s'est passé. On appelle cela de la dissociation. Ensuite, survient le syndrome post-traumatique. Les gens réagissent au moindre bruit. Ils ont des flashs back, souffrent de cauchemars. Comme dans un film, ils se repassent les images de l'attentat. Tout cela est dangereux, car la plupart du temps, les gens arrêtent de travailler, ils ne peuvent plus se concentrer. La personne atteinte par ce syndrome perd en général ses amis, est totalement déconnectée de la réalité. Ce type de pathologie est très dur à guérir, et la psychothérapie n'est parfois pas suffisante. Il faut donc les amener à aller dans des clubs où ils vont exercer des activités artistiques telles que la peinture. Ainsi, ils vont pouvoir trouver une façon de s'exprimer, et communiquant avec d'autres personnes, ils se reconstruisent petit à petit un tissu social. Par ailleurs, Dans beaucoup de cas, des patients se sentent coupables d'avoir survécu à un attentat alors que des proches sont morts.
D'après Saar Uziely, difficile aujourd'hui de savoir combien de patients guérissent du syndrome post traumatique. On ne fait que commencer à établir des statistiques. Toujours est-il que devant la recrudescence des attentats depuis le début de la seconde Intifada, une hot line a été installée au sein du centre. Plus de neuf mille personnes l'ont déjà utilisée. Il faut comprendre qu'après une attaque, dit Saar Uziely, même si l'on n'a pas été touché, on éprouve un immense besoin de solitude. Grâce à ce système, les gens peuvent tout de suite faire appel à nous.

## DE LA CYBER-GUERRE AU TERRORISME INFORMATIQUE

### Cyberguerre

*« Il y a deux pouvoirs dans ce monde, l'un est l'Epée l'autre le Cerveau. Dans le temps, l'Epée est toujours battue par le Cerveau. »* Cette citation de Napoléon Bonaparte, visionnaire par excellence, se prête fort bien aujourd'hui au contexte de la cyberguerre. Un vaste domaine, un mot aux multiples définitions qui se retrouve dans la bouche de pseudo spécialistes ou sous la plume de confrères alarmants. Mais la cyberguerre c'est quoi ? Sans crier aux loups et tout en restant objectif, il faut bien avouer qu'un état sans capacités électroniques (d'interception, offensives et défensives) est

aujourd'hui aussi aveugle que les Etats-Unis et l'URSS sans satellites pendant la guerre froide, chose inimaginable tant l'évolution du conflit entre les deux puissances s'est fait sur le terrain de la 'guerre réelle' et de la 'guerre électronique'. Il existe donc bien un club fermé des 'puissances électroniques' avec en-tête les Etats-Unis et ses alliés anglophones, la Chine, le Japon, Israël, la France et ce qu'il reste de l'empire soviétique. Tous ont des capacités d'interception, de brouillage, de piratage, d'espionnage et de contre-espionnage électronique.

Le concept de cyberguerre est vaste et malléable. Certains états ont de nos jours la capacité de paralyser toutes les infrastructures numériques d'un pays, de les endommager ou de les détruire à tout jamais. Les Etats-Unis ont développé des armes à impulsion électromagnétiques, la Chine en est aussi capable. La base de cette arme qui efface toutes les donnés numériques stockées sur des supports informatiques nous vient de l'arme atomique, il suffit de faire exploser une bombe nucléaire de quelques kilotonnes en atmosphère pour qu'il se dégage un flux électromagnétique suffisant qui peut mettre hors-jeu tous les circuits électroniques se trouvant 'en dessous' et tout autour d'un périmètre bien précis. C'est déjà le passé, aujourd'hui, une arme a pulsions électromagnétiques (EMP) peut être embarquée dans un tout petit van de type GMC ou Espace. L'une de ces armes a été testée en plein désert du Nevada, à quelques miles de Las Vegas lors de la mythique rencontre mondiale des hackers, la Defcon (voir encadré). Au-delà de la mise en place d'une telle arme (certaines armes EMP sont embarquées à bord de satellites lancés par les américains et testées depuis avec grand succès), se trouve la base de toute cyberguerre : le hacker. Les 'as du clavier' peuvent presque tout faire aujourd'hui : paralyser un réseau, intercepter des donnés (espionnage), injecter de fausses donnés (intoxication), détruire ou effacer des données. Pas besoin d'avions ni de grosses infrastructures, quelques hommes suffisent. Dans une interview à la presse, John Deutch, l'ancien patron de la CIA, avait déclaré que « l'électron est la munition de précision du prochain millénaire », il fut l'un des premiers directeurs de la CIA à vouloir créer une branche de cybersurveillance au cœur de l'agence. Une idée qui fut vite mise au placard : le service d'en face, la NSA, disposait déjà de cyberguerriers capables de générer un *black-out* électronique. Ils font partie du département le plus secret de la NSA, le « X Group Special Access Systems ». La moyenne d'âge ne dépasse pas les 28 ans. La plupart sont encore à l'école militaire. Leur parcours est l'un des plus secret de Fort Meade. Leur mission consiste à rapporter de l'information, aller la chercher là où elle se trouve, c'est à dire dans le cœur même des systèmes informatiques, les bases de données et les disques durs. Certains sont experts dans le cassage des mots de passe, d'autres dans la pose de troyens, sortes de programmes intrus qui ouvrent des portes clandestines dans les systèmes informatiques. Tous maîtrisent à la perfection les langages et systèmes passés et présents, ils connaissent par cœur les serveurs en fonction, les protections les plus sophistiquées et bien sûr, ils domptent à merveille les failles qui pullulent sur ces systèmes. Certains d'entre eux, appelés « les renifleurs » ont pour seule et unique mission de trouver, d'archiver et d'exploiter les principales failles

informatiques. Leurs trouvailles facilitent ainsi le travail d'intrusion des autres équipes. Ces hackers « maison » sont les employés les plus protégés de l'agence, et bénéficient d'un statut à part. Ils sont affligés d'un tuteur, un *computer scientist* chargé d'apposer des limites et de contrôler leur travail. Il se définissent eux même comme étant la nouvelle vague des *Tiger Teams*, ces hackers des années 70 qui étaient chargés par le Pentagone de pénétrer les systèmes informatiques militaires dans le but d'en colmater les failles et d'en renforcer la sécurité. Certains de ces hackers de la NSA ont pour mission de pénétrer, depuis un autre point des Etats-Unis et souvent de l'étranger, les systèmes informatiques du Pentagone, des autres agences gouvernementales et des ambassades US afin de simuler des attaques étrangères et de mettre à jour les plausibles failles. Ces derniers seraient à la base de la formidable panne informatique qui à paralysé les systèmes informatiques de la NSA il y a trois ans, mais là, c'est *no comment*.

## Guerre de l'information

La guerre de l'information ou *information warfare* est un domaine très large, regroupant plusieurs concepts qui vont de la guerre électronique à la guerre psychologique mais aussi le renseignement et la 'guerre des hackers' que nous avons vu plus haut. Pour le spécialiste américain, le Docteur John Alger, auteur d'ouvrages spécialisés, La guerre de l'information *« est l'ensemble des actions entreprises dans le but d'obtenir la supériorité de l'information, en affectant les informations, le traitement de l'information et les systèmes d'information de l'ennemi, tout en protégeant ses propres informations, traitements de l'information et systèmes d'information ».* Pour comprendre l'évolution, le futurologue Alvin Toffler dans son livre 'Guerre et anti-guerre' donne une définition assez exacte de l'évolution de la guerre dans l'histoire de l'humanité. Celle-ci se décompose en trois vagues : la vague agraire (homme contre homme), la vague industrielle (destruction massive), la vague de l'information (attaque dirigée contre l'information). Aujourd'hui cette troisième vague peut combiner les deux précédentes. Winn Schwartau propose la une classification très vulgarisée de la guerre de l'information :

### *Classe 1 : Guerre de l'information contre les personnes*

Cette classe comprend les atteintes à la sphère privée de l'individu. Cela inclut la divulgation d'informations stockées dans une quelconque base de données. Nous n'avons aucun contrôle actuellement sur les données nous concernant qui se trouvent un peu partout telles que : l'historique des utilisations d'une carte de crédit, le montant d'un compte en banque, le dossier médical, les fiches de paye, le casier judiciaire, etc. En résumé, il faut retenir les points suivants :

- Des centaines de bases de données contiennent ensemble une image digitale de notre vie.
- Les informations disponibles ne sont pas forcément correctes.
- Il est presque impossible de corriger des informations erronées.

***Classe 2 : Guerre de l'information contre les entreprises***

Concrètement, aujourd'hui, cette classe correspond à la concurrence entre entreprises qui s'affrontent dans une guerre sans pitié. L'espionnage industriel est une des activités possibles, mais la désinformation est un moyen très efficace de se débarrasser d'un concurrent. A l'heure actuelle, il est très facile de lancer des rumeurs avec une portée mondiale grâce notamment à Internet. De plus il est bien connu que plus un fait est démenti, plus l'opinion publique se dit qu'il doit y avoir quelque chose, qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

***Classe 3 : Guerre globale de l'information***

Ce type de conflit vise les industries, l'ensemble des forces économiques, l'ensemble d'un pays. Dans cette classe, il faut multiplier la puissance des classes 1 et 2 par un grand facteur. Avec des investissements ridicules vis à vis de ceux consentis dans le cas d'armes « traditionnelles », il est possible pour un groupe terroriste ou un pays quelconque de mettre à genoux une grande puissance économique. L'avantage pour l'attaquant, s'il entre dans la catégorie des pays en voie de développement, est qu'il ne sera que très peu sensibles à des représailles de même nature. De plus, il serait très difficile pour un pays industrialisé et démocratique de répondre à une attaque de ce genre par des représailles armées, sans se mettre à dos l'opinion publique.

**Le techno-terrorisme, une réalité !**

Il y a presque dix ans, à l'initiative de Winn Schwartau, s'est tenu à Montréal en janvier 1995, une conférence sur la guerre de l'information[58] réunissant des militaires canadiens, américains et européens, ainsi que des représentants du FBI et du Service canadien de renseignement et de sécurité. Un des thèmes de discussion fut l'attentat du World Trade Center de New-York, en février 1993. Cet attentat, qui à priori n'avait rien avoir avec le sujet de la conférence, pouvait être considéré « *comme étant l'un des premiers actes de terrorisme informatique* » selon un policier sur place. Et c'est du au fait que le préjudice s'est moins situé au niveau des dégâts matériels, qu'au niveau des dégâts 'virtuels'. Le jour de l'attentat, des milliers de firmes ont été incapables de relier leurs ordinateurs au reste du monde pendants de nombreux jours, des archives numériques ont été perdues, des projets en cours évaporés. Selon les études de l'époque, cette situation a engendré des pertes évaluées à plus de 700 millions de dollars, au cours de la première semaine seulement. Quelques années plus tard, avec seulement deux avions, les terroristes du 11 septembre 2001 ont détruit toute l'infrastructure matérielle et virtuelle du World Trade Center définitivement. Comme nous l'avons vu, cet attentat a eu un impact très visuel, mais surtout, non seulement deux immenses tours se sont effondrées sur des

[58] *Second International Conference on Information Warfare : "Chaos on the Electronic Superhighway" du* 18 juillet 1995, Hôtel Hilton, Aéroport Dorval, Montréal, Canada.

milliers d'êtres vivants, mais ils ont eu un impact plus sournois, celui de détruire la totalité d'une infrastructure informatique, des bases de données, des archives numériques, des séries de 0 et de 1 qui font tout le business du centre économique mondial. De plus, ces attentats ont paralysé des centaines de transactions en cours, brisant ainsi le maillon bien huilé d'une chaîne économique à l'échelle du globe terrestre. Rappelons la définition que nous faisons du techno-terrorisme, ou du terrorisme informatique « *Le terrorisme informatique est le fait de mener une action destinée à déstabiliser un pays ou à faire pression sur un gouvernement, en utilisant des méthodes classées dans la catégorie des crimes informatiques. Peuvent être classées dans la catégorie des actes de terrorisme informatique, toutes destructions physique ou virtuelle d'installations informatiques gouvernementales, économiques, militaires ou privées par des actes de sabotage physique et informatique* ».

Aujourd'hui, plus on avance dans le temps et vers le tout technologique,plus notre société s'affaiblit de jour en jour ; des actes impossibles il y a seulement cinq ans, sont aujourd'hui parfaitement et largement exploitables, soit par des nations ennemies, soit par des groupes terroristes disposant d'ingénieurs éduqués et diplômés dans nos meilleures universités. A ce juste titre, n'oublions pas qu'il y a dix ans, aborder le sujet sur un probable bombe atomique pakistanaise nous aurait ridiculisés aux yeux des experts. Ce n'est plus le cas aujourd'hui ! Parler du techno-terrorisme en 1998 fit passer Jean-Paul Ney pour un fou furieux, quelques années plus tard, l'arrivée massive des virus, dont Code Red et ses quelques 200 millions de dollars de dégâts, ont fait taire bien des pseudo experts incapables de voir plus loin que le bout de leur nez et toujours prompts à critiquer les visionnaires et autres chercheurs en prospective. Pour comprendre que nous ne sommes qu'au début de cette nouvelle forme de terrorisme qui mêle plusieurs méthodes d'approche et d'attaque (infoguerre, virus, attaques de déni de service, désinformation, destructions électromagnétiques…) voici ce qui s'est passé en octobre 2002, la nuit ou Internet a posé un genou à terre.

Début septembre 2001 certains experts du contre-terrorisme et de la sécurité informatique accordaient leurs analyses et leurs violons : oui, une attaque sur le Net se prépare. Les premiers coups de feu ont été tirés dans la nuit du 20 au 21 octobre 2002. Cette nuit, l'ensemble des treize serveurs racines du *Domain Name System* (DNS) - qui gère l'attribution des noms de domaines sur l'ensemble du réseau Internet – ont été les cibles, pendant plusieurs heures, d'une attaque du type DDoS (*Distributed Denial Of Service, Déni de Service Distribué*). Cette attaque subie par les serveurs racines d'Internet étant un événement considérable, les cyberflics fédéraux de la branche de protection informatique et de cybercriminalité du FBI, le National Infrastructure Protection Center, se chargent de suivre l'affaire de très près.

Pour mieux comprendre ce type d'attaque criminelle, imaginez une entrée d'autoroute ou de périphérique, imaginez à présent que le léger trafic se multiplie en quelques secondes par dix, cent, mille, dix mille. Que se passe-t-il ? Le

réseau routier sature se bouche et plus aucun véhicule n'avance. Trop de trafic qu'une infrastructure de ce type puisse supporter. Maintenant, remplacez notre autoroute par l'autre autoroute, celle de l'information : Internet. Remplacez aussi les véhicules par de l'information qui circule sur cet Internet en paquets, chaque véhicule étant un petit paquet d'information. Ainsi circulent les données sur l'autoroute numérique. Pourtant les bouchons sont rares, mais ce lundi 21 octobre. Internet a bien failli se trouver privé de ses 13 principales « routes » suite à une attaque très organisée «*l'information circule normalement, puis d'un coup. L'attaque arrive. Une attaque imparable, une inondation du réseau. Des millions d'information à la seconde, des milliers de requêtes de connexion, c'est ce que l'on appelle le DDOS*» affirme Daniel Martin du CybercrimInstitut et fondateur du département systèmes d'information à la DST. Ces « attaques par déni de service distribué » peuvent se résumer de la sorte : des pirates contrôlent plusieurs ordinateurs à travers le monde, des machines qui ont été infectées par des virus ou des chevaux de Troie. Ces pirates les contrôlent sans que les propriétaires ne s'en rendent compte, et quant ils le décident, ils leur ordonnent d'envoyer de l'information tous en même temps sur une même cible : c'est l'avalanche. Selon la Cooperative Association for Internet Data Analysis, plus de 4000 attaques DDoS interviennent chaque jour sur le réseau Internet, principalement contre des serveurs de noms. Un type d'attaque qui fait frémir les experts du FBI et surtout les agences de lutte contre le terrorisme. A la Internet Software Consortium Inc, Paul Vixie, son dirigeant. Soutient que «*si plus de serveurs avaient été touchés et que si les pirates avaient soutenu leur attaque quelques minutes de plus, les utilisateurs d'Internet autour du globe auraient commencé à sentir des ralentissements et des problèmes de connexion*s». Pour Chris Morow, ingénieur en sécurité des réseaux chez UUNET (le fournisseur de 2 des 13 serveurs racine touchés) «*c'est la plus organisée des attaques contre l'infrastructure d'Internet que nous ayons jamais affrontée*». Quant à la branche de protection informatique du FBI, elle a réagi via David Wray, son porte parole qui a fait savoir que les cyberflics sont attentifs aux rapports et veillent à des signes précurseurs d'une autre attaque : «*Il est difficile aujourd'hui de dire s'il s'agit là d'une attaque terroriste ou tout simplement d'une bande de hackers voulant tester les infrastructures du net*». Reste qu'en septembre 2002, Roland Jacquard, spécialiste du terrorisme auprès de l'ONU, avait déjà donné les avant-coureurs d'une probable attaque sur les infrastructures d'Internet.

Sans hurler aux loups certains spécialistes s'accordent sur le fait que ces attaques, même organisées ne peuvent pas faire chuter Internet. Ange Ferrari, directeur technique du CybercrimInstitut, a l'habitude de ce genre d'attaques et reste serein «*Paralyser Internet ? Pas entièrement, il faut rester les pieds sur terre, il vous est déjà arrivé de rester sans courant chez vous pendant une heure, ou de ne pas pouvoir joindre quelqu'un au téléphone pour cause de saturation. C'est le même principe. Sur Internet il existe des relais, et d'autres chemins que l'information peut emprunter*».

Reste que s'il faut relativiser le risque par rapport à la menace, la majorité tant incrédule face au cyber-terrorisme il y a encore quelques années commence à comprendre la menace et tente de faire oublier son pessimisme exacerbé en se rangeant du côté de l'attaque terroriste. Pour les autres. C'est un avertissement. Des solutions existent pourtant «*même si une prochaine attaque de ce type encore mieux organisée peut faire fléchir Internet, il restera toujours des solutions bouclier, éviter d'hurler aux loups trop tardivement rendre ces serveurs racine invisibles, mettre en place des leurres mais aussi des roues de secours, sortes d'itinéraires bis du net*» rajoute Daniel Martin. Les attaques par déni de service distribué sont aujourd'hui les plus faciles à réaliser, elles sont presque indétectables avant leur lancement, elles brouillent les pistes car l'information arrive des quatre points cardinaux et la seule façon de les parer c'est... de se débrancher.

Les auteurs de cette attaque ne sont toujours pas identifiés et ne le seront probablement jamais. Quelques mois plus tard les langues se sont déliées au sein des services spécialisés et on apprend que le flot de saturation a atteint 95% de sa capacité et au moment ou les responsables de ces serveurs racines avaient décidé de les débrancher, l'attaque a subitement cessé. Pour Paul F. du FBI de Washington, cette attaque semble moins anodine qu'on ne le pensait à l'époque « *elle était préparée d'avance, c'était un test, bien dirigé et bien préparé, nous n'avons pas eu affaire à une bande de gamins boutonneux, ni un quelconque groupe de hackers à la mode, c'est plus insidieux* ». Selon nos informations, le FBI serait sur les traces d'un groupe lié à des activités criminelles ou terroristes.

**Islam on-line**

Pour certains experts, les groupes islamistes rejetant l'occidentalisation de leur pays, rejettent par conséquent la technologie allant avec, et ne sont donc pas à même d'appliquer le terrorisme informatique. La disproportion des moyens à mettre en œuvre pour passer au terrorisme informatique fait que les groupes terroristes islamistes restent confinés aux méthodes classiques. Ces affirmations ne sont pas fausses, il est évident qu'il faut rester les pieds sur terre et avoir une vue panoramique des menaces qui se profilent à l'horizon.
Si on vous pensez aujourd'hui que les mollah et autres terroristes enturbannés ne font que s'entraîner à la kalachnikov dans des camps poussiéreux, prier cinq fois par jour vers la Mecque et lire le Coran, alors vous avez tout faux. Comme dans toute organisation il y a des soldats, simples fantassins, des exécutants, des messagers, des chefs et des techniciens. Depuis bien longtemps certains ont troqué leur kalachnikov pour un ordinateur portable, leur Coran pour un guide des petits secrets de Linux, leurs cinq prières pour des diplômes d'ingénieurs en systèmes informatiques et en sécurité. Leurs mosquées à eux sont les meilleures écoles scientifiques et technologiques, le MIT, Harvard, par exemple. Ils sont capables de crypter et décrypter avec aisance des messages sur Internet, les cacher dans des

images, dans de la musique et même des clips vidéos… « *croire que les terroristes islamistes sont des sauvages avec du sable sur les yeux c'est commettre une grossière erreur* » s'indigne Louis Belmonte, spécialiste des réseaux terroristes. Il n'est pas le seul à constater que depuis un certain temps, Internet devient la plaque tournante du combat fanatique mondial. Il existe aujourd'hui des sites Internet islamistes d'information ayant un aspect anodin et se cachant sous le sceau de la religion mais appliquant un traitement de l'information faisant apparaître clairement les juifs et les chrétiens comme étant un fléau mondial contre l'Islam. D'après ces sites, le Mossad (services secrets israéliens) serait derrière les attentats du 11 septembre, derrière la guerre en Irak et d'autres foutaises que beaucoup aiment à lire et diffuser. C'est sur la majorité de ces sites que la thèse révisionniste et fascisante de Thierry Meyssan s'est répandue faisant de lui un héro dans les pays arabes.

Sites mouvants, capables de changer de pays et de forme chaque heure, radios provocatrices criant au djihad et diffusant des appels ouverts au meurtre en plusieurs langues, systèmes complexes et interconnexions presque invisibles, émissions de télévision, corans en ligne, guides du djihad et du combattant, conseils d'entraînement, bibles des armes et des bombes modernes, faux papiers, fausses cartes bancaires… Quel est cet 'expert' qui a dit que les islamistes n'utilisent pas Internet ? Un pseudo confrère qui passe son temps à critiquer nos travaux…
Il faudrait un ouvrage dédié spécialement à ce sujet pour expliquer en détails comment les islamistes répandent leur poison sur Internet.

Le constat est loin d'être virtuel : le terrorisme informatique ou techno-terrorisme doit être vu comme un acte de guerre, il s'agit pour celui qui le conduit d'établir une stratégie à long terme et d'avoir la maîtrise d'un très grand nombres de facteurs. Le piratage des systèmes informatiques parfaitement synchronisés, ainsi que l'infiltration d'agents (des *insiders* selon Winn Schwartau) au cœur même de différentes compagnies et gouvernements dont la mission première serait d'insérer des chevaux de Troie ou des *back doors*, est une des composantes de la guerre de l'information pouvant conduire au techno-terrorisme et à une guerre informatique. Le cadre idéal, pour l'utilisation de telles armes est le prélude d'un conflit armé, ce que les spécialistes appellent un *Pearl Harbor*[59] électronique. C'est depuis fort longtemps la principale crainte des responsables de la défense américaine. Comme les Etats-Unis ont une politique fortement interventionniste surtout depuis le 11 septembre 2001 -et qu'ils sont devenus la cible du terrorisme islamiste- des groupes terroristes pilotés par un pays décidant d'attaquer les Etats-Unis auraient tout intérêt à s'attaquer aussi à ses systèmes de communication et d'information. Ainsi, plusieurs scénarios sont à l'étude dans les services et agences spécialisées, parmi ces scénarios, l'un des plus probables : Un pays ennemi -décidant d'attaquer un allié des

[59] Rade des îles Hawaï, où la flotte américaine du Pacifique fut détruite par surprise, par les Japonais, le 7 décembre 1941, ce qui provoqua l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Etats-Unis- aurait d'abord tout intérêt à lancer une guerre informatique contre les USA avant de s'occuper de sa véritable cible. Il détournerait ainsi l'attention, semant une panique qui laisserait un temps nécessaire et suffisant pour attaquer la véritable cible.

Selon Christophe Casalegno, spécialiste de l'infoguerre et du terrorisme technologique, déstabiliser un pays ou toute notre économie qui repose de plus en plus sur le tout numérique et le tout interconnecté, est possible pour des terroristes « *un groupe terroriste qui disposerait de l'organisation et des compétences nécessaires, serait parfaitement à même de déstabiliser un pays par l'attaque globale des systèmes d'informations sur lesquels le fonctionnement du pays repose* » et de rajouter « *la colonne vertébrale sur laquelle repose le fonctionnement économique d'un pays ressemble malheureusement d'avantage à du verre que du carbone. On dit souvent qu'une chaîne est aussi solide que son maillon le plus faible : dans la situation actuelle, on se retrouve sur une chaîne composée dans sa majorité de maillons faibles ce qui lui donne une apparence globale plus proche du papier que de l'acier...* ». Pour cet expert qui a jadis écumé les réseaux antérieurs à Internet la situation est donc critique, mais il n'est pas trop tard pour réagir.

Quand on demande à Christophe Casalegno comment il procéderait s'il était un terroriste -lui qui a l'habitude, dans son travail quotidien, de se mettre à la place des attaquants et de penser comme eux- il répond que les moyens nécessaires à la mise en oeuvre d'une telle attaque sont ridicules et qu'une équipe compétente disposant de l'expertise nécessaire est parfaitement capable de mettre à mal la stabilité d'un pays en très peu de temps. « *Prenons le cas des infratructures informatiques : la majorité sont centralisées dans des datacenters où il n'est pas dur de devenir client. A l'heure actuelle, aucun d'entre eux n'est en mesure de contrôler ce qui rentre réellement dans leurs locaux. Qui nous dit qu'il n'y a pas une armoire informatique ou les serveurs factices sont en fait remplis d'explosifs ?* ». Une réflexion qui pourra faire froid dans le dos des experts du sujet. En effet ces centres informatiques sont les centres névralgiques d'Internet, et ce cas n'est qu'un infime maillon de cette chaîne si peu solide. D'autres infrastructures au niveau national sont aussi importantes et tout aussi fragiles que le cas suscité, mais pour des raisons évidentes de déontologie et de sécurité, nous n'en dirons pas plus.

# ANNEXES

## 1) GLOSSAIRE

**Charia :** voie, chemin, fait référence au droit chemin suivi par le croyant avec le respect de règles sociales et culturelles, loi islamique. La charia est définie en fonction du Coran et de la sunna.

**Chiisme :** doctrine de l'Islam né du refus d'Ali de se soumettre au calife Muawiya, fondateur de la dynastie des Omeyyades. Les chiites croient que Mahdi, imam disparu, fera son apparition à la fin des temps afin d'y faire régner la justice.

**Coran :** livre sacré de l'Islam.

**Din :** la « vraie » religion

**Djihad :** effort intérieur pour se rapprocher de Dieu. Contrairement à une idée reçue, le Djihad n'est pas uniquement la lutte armée.

**Fatwa :** décision religieuse quant à la piété ou l'impiété d'une personne, d'un acte.

**Imam :** responsable de la conduite de la prière à la mosquée.

**Kamikaze :** Le terme « *kamikaze* » signifie « *vent divin d'Ise* ». En août 1281, les Mongols de Kubilaï Khan s'apprêtent à envahir le Japon. Environ 100.000 hommes transportés à bord de 3.500 navires. Si les guerriers mongols déferlent sur le Japon, personne ne pourra leur résister. Une gigantesque tempête s'abat sur la flotte d'invasion. Le Japon est sauvé et ses habitants, sous la bannière de l'empereur semblent devoir leur salut à une intervention céleste. Le « *vent divin d'Ise* »…

Fin 1944, la situation militaire du Japon est catastrophique. Quelques hommes décident alors d'avoir recours à une solution extrême pour tenter de contrer les task forces alliées. Auparavant, des actions isolées se sont déjà produites. Dans les deux camps. Mais la première mission kamikaze organisée, se produit le 24 octobre 1944. Au moins 2.940 pilotes de l'aéronavale et des forces aériennes sont lancés à bord de chasseurs, de bombardiers, ou d'engins spéciaux contre les navires de la flotte américaine.

Le mot « kamikaze » n'a pas tardé a désigner les auteurs des attentats suicides perpétrés par les Tamouls du LTTE, par les membres d'organisations pro-iraniennes ou pro-palestiniennes. Toutefois, il correspond mal à la réalité qu'il décrit. C. J. Ehrengardt[60] explique cette erreur « *Le terme de suicide est empreint d'une connotation trop occidentale qui ne cadre pas avec la réalité japonaise de l'époque. Coupée du reste du monde depuis de nombreuses années, la société japonaise vivait alors repliée sur des traditions séculaires qui faisaient la part belle à un sens de l'honneur exacerbé. (…) De chaque soldat on attendait qu'il sacrifiât sans hésitation sa vie à l'empereur et à sa patrie. (…) La mort volontaire (seppuku) était préférable au déshonneur (…). Il serait erroné de croire que ces kamikaze n'étaient que des fous furieux fanatisés par une propagande extrémiste ou d'innocentes victimes d'un quelconque lavage de cerveau* ». Pour pratique qu'il soit, le mot « kamikaze » est donc assez loin de ceux qu'il désigne dans les médias.

**Kufr :** impiété, opposée à la vraie religion, *din*.

---

[60] *Kamikaze !* Aéro Journal n°36 avril-mai 2004.

**Madrasa :** école coranique.

**Mufti :** chef religieux de la communauté musulmane d'une région.

**Oumma :** communauté de tous les croyants.

**Sunna :** norme qui décide de la conduite à tenir par les croyants sunnites, définie d'après les actes du prophète.

**Wahhabisme :** Le wahhabisme n'est pas une variante de l'Islam sunnite, mais bien une composante à part entière de cette religion. Le cheikh Muhammad Abd al-Wahhab fonde ce qui peut être qualifié de secte au XVIIIe Siècle. Cultivateur de dattes, il décide de prêcher pour un retour aux croyances « pures ». Le prophète Mahommet est alors l'objet d'une vénération et les lieux saints étaient érigés en culte. Abd al-Wahhab prône l'unicité de Dieu, ainsi que l'application la plus absolue des sanctions islamiques, telles que la lapidation des femmes adultères. Il est contraint à l'exil par les autorités religieuses locales. Néanmoins, il obtient le soutien de Muhammad Ibn-Séoud, fondateur de la dynastie séoudienne. Ce dernier met à contribution la ferveur suscitée par les principes de cette secte afin de cimenter un sentiment quasi nationaliste. Grâce à lui, Ibn-Séoud peut regrouper sous sa bannière les tribus qui combattent les Ottomans.

Le wahhabisme refuse strictement tout ce qui n'est pas islamique et rejette toutes les innovations, notamment celles de la science.

**Fitna :** La contingence à la lumière de l'enseignement islamique s'appelle fitna. Ce mot vient du verbe fatana qui veut dire littéralement mettre au four un métal noble pour le débarrasser de ses scories. La fitna dans son acception général désigne une période de trouble et de déstabilisation.

**Salafisme :** de « salaf », qui signifie « ancien **».** Les salafistes, veulent vivre à l'image su prophète et de ses trois premiers successeurs, avec comme seul référence, le Coran et la Sunna. Les mouvements d'obédience salafistes souhaitent le remplacement des Etats et de leurs lois par des pays musulmans, avec la charia comme base de la loi.
Les salafistes sont violemment opposés aux innovations.

## 2) LES PRINCIPAUX RESPONSABLES D'AL-QAIDA OU PERSONNAGES LIES A AL-QAIDA

**Ben Laden :** chef d'al-Qaïda.
**Al-Zawahiri :** égyptien, véritable "éminence grise" de Ben Laden, idéologue du noyau d'*al-Qaïda*.
**Suleyman Abou Guaith :** porte-parole de Ben Laden.
**Abderahim Nashiri :** numéro trois présumé d' *al-Qaïda*, arrêté.
**Abdul Salam Zaeef :** ex-ambassadeur des taliban au Pakistan ; il a permis la fuite de responsables d'*al-Qaïda* après l'intervention américaine en Afghanistan.
**Mohammed Attef :** coordinateur des actions extérieures d' *al-Qaïda*, tué.
**Zein el-Abidine Mohamed :** (Abou Zoubeida), responsable des camps d'entraînement d'*al-Qaïda*, arrêté.
**Ibn el-Cheikh :** Libyen, responsable d'un camp d'un camp d'entraînement d'al-Qaïda.
**Abd el-Hadi al-Iraqi :** Irakien, responsable d'un camp d'entraînement d' *al-Qaïda*
**Abou Qatada :** chef présumé d'*al-Qaïda* en Europe.
**Omar Bakri :** chef spirituel du groupe radical al-Mouhadjiroun, soupçonné d'être en contact avec Abou Qatada, il s'est nommé « juge de la cour de la charia » de Grande-Bretagne.
**Al-Garbuzi :** Marocain, responsable de la coordination des groupes d'*Afghans* en Europe ?
**Khaled Cheikh Mohamed :** organisateur des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, arrêté.
**Abou Musab al-Zarqaoui : chef d'al-Tawhid, « responsable » d'*al-Qaïda* pour l'Irak, la Jordanie et probablement la Syrie.**

## 3) GROUPES AFFILIES À LA MOUVANCE AL-QAIDA

**Abu Sayyaf** (Philippines)
**Ansar al-Islam** (Irak)
**Al-Itihad al-Islamiya** (Yémen)
**Armée Islamique d'Aden** (Yémen)
**Front Islamique des Combattants du Grand Orient** (Turquie)
**Groupe Islamique Combattant Marocain** (GICM) (Maroc)
**Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat** (GSPC) (Algérie)
**Harkat-ul-Jihad al-Islami** (Pakistan)
**Harkat-ul-Mujahideen** (Pakistan)
**Jamaah Islamiyah** (Indonésie)
**Jaish-e-Mohammad** (JEM) (Pakistan, membre du Front islamique international contre les juifs et les croisés)
**Lashkar-e-Jangvi** (LEJ) (Pakistan, membre du Front islamique international contre les juifs et les croisés)
**Lashkar-e-Taiba** (LET) (Pakistan, membre du Front islamique international contre les juifs et les croisés)
**Muttahida Majlis-e-Amal** (MMA) (Pakistan, coalition religieuse)
**Al-Tawhid (Irak)**

## 4) IMPLANTATION D'AL-QAIDA

**Note :** la plupart des comptes de Ben Laden ont été gelés, les fonds confisqués ; les entreprises cités n'existent plus ou ne dépendent plus de l'empire économique de Ben Laden. Mais les trafics divers sont toujours d'actualité. Quant aux cellules d'al-Qaïda, et aux groupes terroristes affiliés, ils restent actifs.

**Afghanistan** (trafic de drogue, trafic d'armes, cellules, groupes terroristes affiliés, groupes terroristes sympathisants)Afrique du Sud
**Albanie** (banque, cellules)
**Algérie** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Allemagne** (banques, cellules)
**Arabie Séoudite** (banques, entreprises, organisations caritatives, **trafic de drogue,** cellules)
**Australie**
**Autriche**
**Azerbaïdjan** (cellules)
**Bahamas** (banques)
**Bahreïn** (banques)
**Bangladesh**
**Belgique** (trafic de diamant possible, cellules)
**Bosnie-Herzégovine** (cellules, pays de transit)
**Bulgarie** (pays de transit, contact avec des réseaux de criminalité organisé)
**Burkina Faso** (trafic de diamants)
**Canada** (cellules)
**Croatie** (pays de transit)
**Chine** (groupes terroristes sympathisants possibles)
**Chypre** (cellules)
**Danemark (cellules)**
**Egypte** (banques, cellules, groupes terroristes affiliés)
**Emirats Arabes Unis** (banques, cellules)
**Erythrée** (cellules)
**Espagne** (cellules)
**Etats-Unis** (cellules probables)
**France** (cellules, associations caritatives)
**Géorgie (cellules, groupes terroristes affiliés)**
**Grèce (cellules)**
**Grenade** (banques)
**Guatemala** (banques)
**Hong Kong** (cellules, contacts possibles avec des réseaux de criminalité organisée)
**Hongrie** (pays de transit, contacts avec des réseaux de criminalité organisée)
**Ile Maurice** (banques)
**Iles Cook** (banques)
**Iles Grenadines** (banques)
**Inde** (cellules, groupes terroristes affiliés, groupes terroristes sympathisants)
**Indonésie** (banques, cellules, groupe terroriste affilié)
**Irak** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Iran** (organisations caritatives, soutien officieux des services de renseignement et de certaines autorités religieuses, pays de transit)
**Irlande**
**Italie** (cellules, contact avec des réseaux de criminalité organisée)
**Japon** (banques, cellules possibles)

**Jordanie** (cellules)
**Kenya** (entreprises, cellules)
**Kosovo** (cellules)
**Koweït** (banques, organisation caritatives, cellules)
**Liban** (cellules, groupes terroristes sympathisants)
**Libéria** (trafic de diamant)
**Libye** (cellules)
**Liechtenstein** (banques)
**Malaisie** (banques, cellules)
**Mali (trafic de diamants, trafic d'armes, cellules)**
**Maroc** (trafic de drogue, cellules, groupes terroristes affiliés)
**Mauritanie**
**Myanmar** (banques)
**Niger** (trafic de diamant, trafic d'armes, cellules)
**Nigéria** (banques, cellules, contact avec des réseaux de criminalité organisée)
**Nauru** (banques)
**Ouganda**
**Ouzbékistan** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Panama** (banques)
**Pakistan** (organisations caritatives, trafics d'armes, cellules, groupes terroristes affiliés, groupes terroristes sympathisants, contacts officieux avec des services de renseignement)
**Pays-Bas** (trafic de diamants possible, cellules)
**Pérou** (cellules)
**Philippines** (banques, cellules, groupes terroristes affiliés)
**Qatar** (banques, cellules)
**République Tchèque (cellules)**
**Royaume Uni** (banques, cellules)
**Russie** (cellules, groupes terroristes affiliés, groupes terroristes sympathisants, contacts avec des réseaux de criminalité organisée)
**Saint-Vincent** (banques)
**Singapour** (banques, cellules)
**Somalie** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Soudan** (banques, entreprises, organisations caritatives, cellules, contact officieux avec des services de renseignement)
**Suède**
**Suisse** (banques, cellules)
**Syrie** (cellules, soutien officieux des services de renseignement)
**Tadjikistan** (cellules, groupes terroristes affiliés, contact avec des réseaux de criminalité organisée)
**Taïwan** (cellules possibles, contacts possibles avec des réseaux de criminalité organisée)
**Tanzanie** (cellules)
**Tchad** (trafic d'armes, cellules)
**Tunisie** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Turquie** (cellules, groupes terroristes affiliés)
**Ukraine** (banques)
**Yémen** (cellules, groupes terroristes affiliés)

## 5) ATTENTATS ATTRIBUES A LA MOUVANCE AL-QAIDA

**1993**

**26 Février :** attentat à la camionnette piégée contre le World Trade Center (New York) ; 6 morts.

**1994**

**18 juillet :** Attentat contre le siège de l'Association Mutuelle Israélite Argentine (AMIA) à Buenos Aires (Argentine), **85 morts, 230 blessés.**

**1995**

Projet de détourner 12 avions de lignes au-dessus du Pacifique et de les faire exploser en vol.
**13 novembre : attentat à la voiture piégée devant un bâtiment de la Garde Nationale séoudienne, 7 morts dont 5 Américains.**

**1996**

**25 juin :** attentat **avec un camion piégé chargé de deux tonnes d'explosifs à Khobar, non loin de** Dahran (Arabie Séoudite) **provoquant l'effondrement d'un immeuble de huit étages** ; 19 Américains tués**, 386 blessés**.

**1998**

**07 juillet :** attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi (Kenya).
**07 juillet :** attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Dar es-Salam (Tanzanie).
**Les attentats de Nairobi et Dar es-Salam font 224 morts, dont 12 Américains.**

**1999**

**Décembre :** projet d'attentat à Seattle (Etats-Unis) pour les fêtes du passage au nouvel an.

**2000**

**12 octobre :** attentat au bateau suicide contre **le destroyer** *USS Cole* au mouillage au Yémen ; 17 Américains tués**, 38 blessés**.
**Décembre :** attentat en préparation qui vise le marché de Noël de Strasbourg par une cellule implantée à Francfort déjoué.

**2001**

**Mars :** attentat en préparation au gaz sarin visant le parlement européen, par une cellule implantée à Londres, déjoué.
**Avril-mai :** attentat chimique visant la France déjoué à Milan.
**11 septembre :** détournement de deux avions de ligne lancés contre le World Trade Center, à New York ; 3034 morts.
**11 septembre :** détournement d'un avion de ligne lancé contre le Pentagone à Washington ; 189 morts.
**11 septembre :** détournement d'un avion de ligne avec le projet de le jeter contre la Maison Blanche ou le Congrès (Washington), mais les passagers tentent de reprendre le

contrôle de l'appareil aux terroristes et l'avion s'écrase ; 44 morts.
**Décembre** : projet d'attentats à Singapour contre des bus militaires américains assurant la navette entre la gare ferroviaire et le port.
**Décembre :** projet d'attentats contre des ambassades de Singapour.
**Décembre :** attentat contre le parlement indien.
**22 décembre :** tentative d'attentat de Richard reid avec des chaussures piégées contre le vol d'American Airlines entre Paris et Miami.

**2002**

**22 janvier :** attentat contre le centre américain de Calcuta (Inde) ; 4 policiers indiens tués, 20 blessés.
**23 janvier :** enlèvement du journaliste américain Daniel Pearl à Karachi (Pakistan).
**Janvier/février :** décapitation de Daniel Pearl à Karachi (Pakistan).
**04 mars :** exécution d'un SEAL en Afghanistan.
**17 mars :** attentat à la grenade contre un temple protestant du quartier diplomatique d'Islamabad (Pakistan) ; 5 morts, dont 2 Américains, 46 blessés, dont 33 étrangers.
**20 mars :** attentats avec deux voitures piégées contre l'ambassade des Etats-Unis à Lima (Pérou) ; 9 morts, une trentaine de blessés.
**08 avril :** attentat avec une charge explosive déclenchée à distance visant Mohammad Qassim Fahim, ministre de la défense afghan, à Jalalabad (Afghanistan) ; 4 morts (membres de l'escorte), 18 blessés.
**11 avril :** attentat suicide avec un camion citerne contre la synagogue de la Ghriba à Djerba (Tunisie) ; 14 Allemands, 3 Tunisiens, 1 Franco-tunisien et 1 Français tués.
**08 mai :** attentat suicide à la voiture piégée contre un autobus transportant des employés de la DCN à Karachi (Pakistan) ; 14 morts, dont 11 Français, au moins 20 blessés.
**12 mai :** tentative d'attentat au gaz contre la station de métro de la cathédrale de Milan (Italie).
**14 juin :** attentat à la voiture piégée contre le consulat des Etats-Unis de Karachi (Pakistan) ; 12 morts et une cinquantaine de blessés.
**06 juillet :** assassinat d'Abdul Qadir, vice-président afghan à Kaboul (Afghanistan).
**13 juillet :** attentat à la grenade contre un car de touristes européens à Karachi (Pakistan) ; 12 blessés dont 9 Européens.
**05 août :** attentat suicide contre une école chrétienne de Muree (Pakistan) ; 6 tués.
**13 août :** attaque à l'arme automatique contre un point de contrôle du camp de réfugiés palestiniens, tenu par le Fatah ; 2 morts, 7 blessés.
**25 août :** attentat à la bombe contre la résidence de personnels des Nations Unies à Kaboul (Afghanistan) ; 2 blessés.
**29 août :** tentative de détournement d'un vol pour Londres au départ de Vaesteraas (Suède), et projet d'utiliser l'appareil pour un attentat suicide contre une ambassade américaine dans un pays d'Europe.
**05 septembre :** attentat à la voiture piégée à Kaboul (Afghanistan) ; 30 morts, plus de 160 blessés.
**05 septembre :** attaque à l'arme automatique contre le président afghan Hamid Karzai à Kandahar (Afghanistan) ; l'agresseur est abattu par les services de sécurité américain.
**11 septembre :** projet d'attentat suicide contre le quartier-général de l'armée de terre américaine en Europe à Heidelberg (Allemagne).
**11 septembre :** projet d'attentat en Virginie (Etats-Unis).
**23 septembre :** attentat à la grenade à proximité de l'ambassade des Etats-Unis de Jakarta (Indonésie).
**03 octobre :** attentat à la bombe contre un bar karaoké de Zamboanga (Philippines) ; 3 morts,

dont 1 soldat américain et 24 blessés.

**06 octobre :** attentat au bâteau suicide contre le pétrolier français Limburg le long des côtes du Yémen ; 1 mort.

**08 octobre :** attaque à l'arme automatique contre des soldats américains en manœuvres sur l'île de Faïlaka (Koweit) ; 1 Marines américain tué, 1 blessé.

**12 octobre :** attentat suicide à la camionnette piégée contre le Paddy's Club Café et le Sari Club Café à Kuta (Bali, Indonésie) ; 202 morts, pour la plupart Australiens**, plus de 300 blessés**.

**12 octobre :** attentat à la bombe à proximité du consulat amériain de Denpasar (Bali, Indonésie).

**28 octobre :** assassinat de Laurence Foley, diplomate, à Amman (Jordanie).

**03 novembre :** projet d'attaque à l'arme automatique contre le centre commercial de l'Ansal Plaza de Delhi (Inde) ; 2 terroristes présumés, abattus par la police.

**09 novembre :** meurtre de Deepak Prasad Pokharel, responsable de la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis à Katmandou (Népal) ; des terroristes maoïstes sont également suspectés.

**20 novembre :** incendie d'un Restaurant McDonald à Kharj (Arabie Séoudite).

**21 novembre :** meurtre de Bonnie Witherall, infirmière américaine au dispensaire d'une mission évangélique à Saïda (Liban).

**28 novembre :** attentat suicide à la voiture piégé contre un hôtel à capitaux israéliens à Mombasa (Kenya), 12 Kenyans et 3 Israéliens tués.

**28 novembre :** tir de deux missiles SA-7 Grail contre un vol charter de la compagnie Arkia au décollage de l'aéroport de Mombassa (Kenya) ; les deux missiles ratent leur cible.

**30 novembre :** attentat contre un hôtel de Jibla (Yémen) ; 3 missionnaires américains tués, 1 blessé.

**06 décembre :** attentat à la bombe contre un restaurant MacDonald de Makassar (Indonésie)**, 3 morts et 11 blessés**.

**2003**

**09 janvier :** attaque à l'arme automatique contre des responsables kurdes de l'UPK ; 3 tués, dont le général Shawat Haji Mushir et 2 responsables civils de l'UPK.

**21 janvier :** attaque à l'arme automatique à camp Doha (Koweit) ; 1 civil américain tué, 1 blessé.

**28 janvier :** attaque à l'arme automatique contre le consulat des Etats-Unis de Karachi (Pakistan) ; 3 morts, 7 blessés.

**31 janvier :** tentative d'assassinat du président afghan Hamid Karzaï à Kaboul (Afghanistan).

**31 janvier :** attentat à la bombe contre un autocar au passage d'un pont à Kandahar (Afghanistan).

**04 mars :** attentat à la bombe contre l'aéroport de Davao (Philippines) ; 21 morts, dont 1 Américain.

**30 avril :** attentat contre un café-bar à proximité de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv (Israël) ; 3 morts, 55 blessés.

**01 mai :** attaque à l'arme à feu sur la base navale King Abdelaziz à Jubail (Arabie Séoudite), 1 Américain blessé.

**02 mai :** tentative de sabotage d'un barrage à Kajakai (Afghanistan).

**12 mai :** deux attentats à la bombe et deux attentats à la voiture piégée dans un complexe résidentiel de Riyad (Arabie Séoudite) ; 35 morts dont 9 Américains, 194 blessés.

**15 mai :** 18 attentats à la bombe contre plusieurs stations service de Karachi (Pakistan).

**16 mai :** cinq attentats suicide menés par 14 terroristes contre la Maison de l'Espagne à Casablanca (Maroc), 45 morts, dont 4 Espagnols, 60 blessés.

**29 mai :** explosion d'une mine contre un véhicule de l'ISAF à Kaboul (Afghanistan) ; 1 soldat allemand tué et 1 autre blessé.

**Juin :** projet d'attentat suicide contre l'ambassade des Etats-Unis à Bamako (Mali).
**07 juin :** attentat suicide à la voiture piégé contre un autobus de l'ISAF rejoignant l'aéroport de Kaboul (Afghanistan) ; 4 soldats allemands tués et 29 autres blessés.
**14 juin :** course poursuite et assaut contre une maison par les forces de police à Khaldiya (Arabie Séoudite) ; 5 policiers séoudiens tués, 5 autres blessés, 5 terroristes présumés tués.
**05 août : attentat contre les caves de l'hôtel Mariott à Jakarta (Indonésie), 13 morts, 100 blessés.**
**10 août :** attentat à l'arme automatique contre un commissariat de police de Baaqouba (Irak) ; 1 Américain tué, 2 blessés.
**13 août :** attentat à la bombe contre un autobus dans la province de Helmand (Afghanistan) ; 17 morts.
**19 août :** attentat au camion piégé contre le siège des Nations Unies à Bagdad (Irak) ; 24 morts, dont Sergio Viera de Mello, représentant spécial de Kofi Annan.
**Septembre :** projet d'attentat suicide au camion piégé contre l'ambassade de Grande-Bretagne à Sanaa (Yémen).
**03 septembre :** projet d'attentats à la bombe avec des explosifs cachés dans trois bennes à ordure à Kirkourk (Kurdistan irakien) ; une benne sous un pont de la ville, une benne devant être placée dans un quartier à forte densité de population et la dernière, devant être emmenée jusqu'à Souleimanyeh pour tuer le chef de l'UPK.
**10 septembre :** meurtre de quatre employés afghans d'une ONG en Afghanistan.
**01 octobre :** 2 soldats canadiens de l'ISAF tués par l'explosion d'une mine antichar.
**08 octobre :** attentat à la voiture piégée contre un commissariat de Sadr City à Bagdad (Irak) ; environ 10 morts.
**12 octobre :** tentative d'attentat contre l'hôtel Bagdad (siège de la CIA en Irak ?) à Bagdad ; 6 morts, plusieurs dizaines de blessés.
**08 novembre : attentat suicide à la voiture piégée** contre une zone résidentielle de Riyad (Arabie Séoudite) ; 17 morts, pour la plupart Libanais, 65 blessés.
**12 novembre :** attentat **au camion piégé** contre des éléments du contingent italien en Irak, à Nassiririya ; 18 Italiens tués.
**15 novembre :** deux attentats à la voiture suicide contre la synagogue de Neve Shalom dans le quartier de Beyoglu et contre la synagogue de Beit Israel dans le quartier de Sisli à Istanbul (Turquie) ; 23 morts, 65 blessés.
**20 novembre :** deux attentats à la voiture piégée contre les bureaux de la banque britannique HSBC et contre le consulat de Grande-Bretagne**, dont le consul général britannique** ; **33** morts et 450 blessés.
**14 décembre :** tentative d'assassinat du président pakistanais Pervez Musharraf.
**25 décembre :** tentatives d'attentats déjouées en Arabie Séoudite.
**25 décembre :** tentative d'assassinat du président pakistanais Pervez Musharraf.
**27 décembre :** deux attentats suicides contre des garnisons de la Coalition à Kerbala (Irak) ; 18 morts, dont 4 soldats bulgares, 2 soldats thaïlandais.
**28 décembre :** attentat suicide à l'aéroport de Kaboul contre des soldats de l'ISAF ; 6 tués, dont 5 membres des services de renseignement afghans.

**2004**

**Janvier :** 4 attentats déjoués depuis août 2003 à Taïwan par les services de renseignement et les forces de sécurité.
**27 janvier :** attentat suicide à Kaboul (Afghanistan) ; 2 tués, dont 1 soldat canadien, 13 blessés, dont 3 soldats canadiens.
**01 février :** attentat suicide contre le siège de l'UPK et le siège du PDK à Kirkourk (Kurdistan irakien) ; 105 morts, 133 blessés.

**23 février :** attentat suicide à la voiture piégée à Kirkourk (Kurdistan irakien) ; 9 morts et 35 blessés.
**11 mars : 10** attentats à la bombe dans des gares de banlieue de Madrid **(Atocha, El Pozo del Tio Raimundo, Santa Eugenia)** ; 202 morts, plusieurs centaines de blessés.
**Début avril : projet d'attentat avec deux camions piégé et un camion rempli de produits chimiques contre le siège des services de renseignement jordanien à Aman ;**
**au moins 20.000 personnes auraient été tuées (estimation des services jordaniens, une étude plus sérieuse et récente chiffre le nombre de victimes entre 1000 et 2500 victimes potentielles.)**

## 6) LA PHRASEOLOGIE D'AL-QAIDA

Lettre envoyée à al-Jazira (1er novembre 2001)
« (…) *La guerre croisée contre l'islam s'est attisée et le massacre a atteint son apogée contre les disciples de Mahomet en Afghanistan. Le monde s'est scindé en deux camps: un sous la bannière de la croix, comme l'a dit le chef des mécréants Bush, et l'autre sous la bannière de l'islam. Et le gouvernement du Pakistan a choisi de se ranger sous la bannière de la croix. Ô partisans de l'islam, c'est votre jour pour rendre l'islam victorieux, et ceux qui croient en Dieu et au Jugement dernier ne doivent pas hésiter à défendre le droit et à vaincre le mal* .»

Discours de en Laden du 03 novembre 2001 diffusé sur al-Jazira

*« Les imposantes manifestations dans les pays islamiques démontrent clairement la nature de cette guerre. Il s'agit d'une guerre religieuse à sa base, les peuples de l'Orient étant les musulmans qui ont sympathisé avec les autres musulmans [d'Afghanistan] contre le peuple d'Occident qui sont les croisés. Ceux qui tentent de cacher cette vérité évidente, qui, de l'avis du monde entier, est une guerre religieuse, trompent la nation [islamique] et veulent la détourner du véritable conflit. Ceux qui veulent résoudre nos tragédies aux Nations unies sont des hypocrites, qui trompent Dieu, son prophète et les croyants, car nos souffrances viennent des Nations unies.*

*Ces foules qui s'agitent de l'Extrême-Orient jusqu'au Maghreb ne le font pas pour Oussama, mais elles le font pour leur religion et elles savent qu'elles ont raison, parce qu'elles luttent contre la croisade la plus violente et la plus féroce contre l'islam depuis Mahomet. [Le président George Bush] a publiquement dit qu'il s'agissait d'une croisade, il a prononcé ces mots devant le monde entier, ce qui confirme cette vérité. La vérité incontournable est que Bush a porté la croix et hissé haut sa bannière et ceux qui se sont rangés derrière lui dans cette campagne ont renié l'islam.*

*Ceux qui prétendent être des dirigeants arabes et dont les pays sont membres de l'ONU sont des mécréants qui ont renié le Coran et la tradition du prophète lorsqu'ils se sont référés à la légalité internationale au lieu de s'en remettre au Coran. Nous avons souffert et continuons de souffrir à cause de l'ONU, et aucun musulman ni aucun sage ne doit s'y adresser car elle est un instrument de crime.*

*Nous sommes massacrés tous les jours et elles les Nations unies ne lèvent pas le doigt. Depuis plus de cinquante ans, nos frères du Cachemire endurent les pires souffrances, ils sont massacrés, leur honneur, leur sang et leurs maisons sont souillés, et l'ONU ne lève pas le doigt. Aujourd'hui, sans disposer de preuves, les Nations unies adoptent des résolutions favorables à l'Amérique injuste et tyrannique et contre ces opprimés qui sortent d'une guerre féroce contre l'Union soviétique. Tout l'Occident, à de rares exceptions, soutient cette campagne féroce et injuste qui ne repose sur aucune preuve impliquant le peuple d'Afghanistan dans ce qui s'est passé aux Etats-Unis. Le peuple d'Afghanistan n'a rien à voir avec cette affaire, mais la campagne se poursuit, exterminant villageois et civils, femmes, enfants et innocents, sans aucun droit.*

*Ce criminel Kofi Annan s'était exprimé publiquement et avait fait pression sur le gouvernement d'Indonésie, lui accordant un délai de vingt-quatre heures pour qu'il entérine la sécession du Timor-Oriental sous peine d'envoyer des forces militaires pour l'imposer par la force.*

*Aucune nation au monde ne peut tolérer ce qui se passe en Palestine. Aux musulmans qui ont fait ce qu'ils ont pu ces dernières semaines, je dis : poursuivez la marche, votre soutien nous renforce et renforce vos frères en Afghanistan, luttez encore plus contre cette criminalité mondiale sans précédent, volez au secours de votre religion, l'islam vous appelle. »*

Extraits d'un dialogue d'explications sur la préparation des attentats du 11 septembre 2001 entre Ben Laden, Suleyman Abou Guaith et un cheikh séoudien sur une cassette vidéo de propagande (début novembre 2001)[61]

Le cheikh : « *Vous nous avez donné des armes, vous nous avez donné l'espoir (…) Les anciens, tout le monde se félicite de ce que vous avez fait, la grande action que vous avez commise.* »

(…)

Le cheikh : « *Ulwan a dit que c'était le jihad et que ces gens*[62] *n'étaient pas des personnes innocentes. Il en a attesté par Allah.* »

Ben Laden : « (...) *Quand les gens voient un cheval fort et un cheval faible, par nature, ils aimeront le cheval fort. Ce n'est qu'un but. Ceux qui veulent que les gens vénèrent le Dieu des gens, sans suivre cette doctrine, suivront la doctrine de Mahomet, que la paix soit sur eux.* (…) *On m'a donné l'ordre de lutter contre les gens jusqu'à ce qu'ils disent qu'il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah et son prophète Mahomet.* (…) *Ces jeunes gens*[63]*, par leurs actes, à New York et Washington, ont tenu des discours qui ont éclipsé tous les autres discours faits partout ailleurs dans le monde. Des discours que comprennent à la fois les Arabes et les non-Arabes, même les Chinois. C'est au-dessus de ce que les médias ont dit. Certains ont dit qu'en Hollande, dans un des centres, le nombre de personnes qui a adhéré à l'islam dans les jours qui ont suivi les opérations était plus important que celui de ceux qui avaient adhéré à l'islam dans les onze dernières années.* »

Le cheikh : « *Des centaines de personnes avaient des doutes sur vous, et seulement quelques-uns vous suivaient jusqu'à ce que ce grand événement se produise. Maintenant, des centaines de personnes viennent pour se joindre à vous. Je me souviens d'une vision du cheikh Saleh Al-Chuaybi. Il a dit: 'Il y aura un grand choc et des gens se rendront par centaines en Afghanistan.' Je lui ai demandé : 'En Afghanistan ?' Il a répondu : 'oui'. Selon lui, les seuls qui restent derrière sont les malades mentaux et les menteurs. Je me souviens de lui disant que des centaines de personnes iront en Afghanistan. Il avait cette vision il y a un an.* »

Ben Laden : « (...) *Nous avons calculé à l'avance le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées, en fonction de la position de la tour. Nous avons calculé que trois ou quatre étages seraient frappés. J'étais le plus optimiste de tous* (…) *en raison de mon expérience. Je pensais que le feu provoqué par le carburant dans l'avion ferait fondre la structure métallique de l'immeuble et ferait s'effondrer la partie où l'avion avait frappé et les étages au-dessus seulement. C'est tout ce que nous espérions.* »

(…)

---

[61] Traduction du Pentagone.
[62] Allusion aux victimes des attentats.
[63] Allusion aux auteurs des attentats.

Ben Laden : « (…) *Nous étions prévenus depuis le jeudi précédent que l'événement aurait lieu ce jour-là. Nous avions terminé notre travail ce jour-là, et la radio était allumée. Il était 17 h 30 chez nous. J'étais assis avec le docteur Ahmed Abou al-Kair. Immédiatement, nous avons entendu la nouvelle qu'un avion avait frappé le World Trade Center. Nous avons mis les nouvelles de Washington. Les nouvelles ont continué, sans mention de l'attaque jusqu'à la fin. A la fin des informations, ils ont dit qu'un avion venait de frapper le World Trade Center* (…). *Après un moment, ils ont annoncé qu'un autre avion avait frappé le World Trade Center. Les frères qui ont entendu les nouvelles étaient fous de joie.* »

Le cheikh : « *J'étais assis à écouter les nouvelles. Nous ne pensions à rien de particulier, et soudain, par la grâce d'Allah, nous étions en train de discuter des raisons pour lesquelles nous n'avons rien, et tout à coup, les nouvelles sont venues, et tout le monde est fou de joie et tout le monde, jusqu'au lendemain, parlait de ce qui s'était passé. Nous sommes restés à écouter les nouvelles jusqu'à 4 h. Les nouvelles étaient chaque fois un peu différentes, tout le monde était joyeux et disait 'Allah est grand' 'Allah est grand' 'qu'Allah soit loué' 'rendons grâce à Allah'. Je me réjouissais de la liesse de mes frères. Ce jour-là, nous n'avons cessé de recevoir des félicitations au téléphone. La mère n'arrêtait pas de répondre au téléphone. Qu'Allah soit remercié. Allah est grand, rendons grâce à Allah.* »

(…)

Le Cheikh : « *La victoire est nette et ne fait aucun doute. Allah nous a accordé* (...) *l'honneur* (...) *et Il va continuer de nous bénir et il y aura d'autres victoires durant ce mois sacré du ramadan. C'est ce que tout le monde espérait. Grâce à Allah, l'Amérique est sortie de ses cavernes. Nous lui avons porté le premier coup, et la prochaine fois nous la frapperons avec les mains des croyants, de bons croyants, les croyants les plus convaincus. Par Allah, c'est une grande œuvre. Allah vous prépare une grande récompense pour ce travail. Je suis désolé de parler en votre présence, mais ce sont juste des pensées, juste des pensées. Par Allah, qui incarne tout ce qui est bon. Je vis dans la joie, dans la joie* (...) *Il y a longtemps que je ne me suis senti aussi bien. Je me souviens des paroles d'Al-Rabbani. Il a dit qu'ils avaient formé une coalition contre nous cet hiver avec des infidèles comme les Turcs et d'autres, même d'autres arabes. Ils nous encerclent* (...) *comme aux temps du prophète Mahomet. C'est exactement comme ce qui se passe aujourd'hui. Mais il a réconforté ses fidèles en leur disant : 'La situation va se retourner contre eux. 'C'est une grâce, une bénédiction pour nous. Cela fera revenir les gens. Voyez comme il était sage. Et Allah le bénira. Le jour viendra où les symboles de l'islam s'élèveront et ce sera comme les jours d'Al-Mujahedeen et Al-Ansar. Et la victoire à tous ceux qui suivent Allah. Enfin il a dit, c'est comme aux temps anciens, au temps d'Abou Bakr, d'Othman, d'Ali et des autres. En ces jours, à notre époque, ce sera le plus grand djihad de l'histoire de l'islam et de la résistance des mécréants.* »

Ben Laden : « *Abdallah Azzam, que Dieu le bénisse, m'a dit de ne rien enregistrer* (…) *alors j'ai pensé que c'était un bon présage, et Allah nous bénira* (…). *Abou al-Hassan al- Masri est intervenu sur Al-Jazira il y a quelques jours et s'est adressé aux Américains en disant : 'Si vous êtes de vrais hommes, venez ici et affrontez-nous .'* (…) *Il m'a dit il y a un an: "J'ai vu dans un rêve, nous jouions un match de football contre les Américains. Quand notre équipe est apparue sur le terrain, ils étaient tous des pilotes !' Il a dit : 'Alors je me suis demandé si c'était un match de foot ou de pilotes. Nos joueurs étaient des pilotes.' Il ne savait rien de l'opération jusqu'à ce qu'il l'entende à la radio. Il a dit que le match a commencé et que nous les avons battus. C'était un bon présage pour nous.* »

Suleyman Abou Guaith : « *La télévision retransmettait le grand événement. La scène montrait une famille égyptienne assise dans son séjour, ils ont explosé de joie. Vous savez, quand dans un match de foot votre équipe gagne, c'était la même expression de joie. Il y avait un sous-titre: 'Pour venger les enfants d'Al-Aqsa, Oussama Ben Laden lance une opération contre les Etats-Unis.' Alors je suis retourné auprès du cheikh*[64] *qui était assis dans une pièce avec entre 50 et 60 personnes. J'ai essayé de lui dire ce que j'avais vu, mais il a fait un geste avec ses mains signifiant: 'Je sais, je sais...'* »

[64] Référence à Ben Laden

Le Cheikh : « *Un avion qui s'écrase sur un grand immeuble, cela défiait l'imagination de quiconque. C'était du beau travail. Il était l'un des homme pieux de l'organisation. C'est un martyr maintenant. Qu'Allah bénisse son âme.* »

(…)

Ben Laden : « *Les frères qui ont dirigé l'opération, tout ce qu'ils savaient, c'est qu'ils avaient une mission de martyrs à effectuer et nous avons demandé à chacun d'eux d'aller en Amérique mais ils ne savaient rien de l'opération, pas un seul mot. Ils étaient entraînés et nous ne leur avons pas révélé la teneur de l'opération jusqu'à ce qu'ils soient sur place, juste avant qu'ils embarquent à bord des avions* (…). *Ceux qui ont été entraînés au pilotage ne connaissaient pas les autres. Chaque groupe ne connaissait pas les autres groupes* (…). »

Le cheikh: « *Les Américains étaient terrifiés, ils pensaient qu'il y avait un coup d'Etat.* »

Ben Laden : « *Je suis témoin que face à la lame tranchante/ Ils ont toujours fait face aux difficultés et sont restés unis (…). Quand l'obscurité descend sur nous et que nous sommes frappés. Par un croc tranchant, je dis (…). Nos maisons sont inondées de sang et le tyran. Se promène librement dans nos maisons (…). Se sont évanouis du champ de bataille. Le reflet brillant des épées et les chevaux (…). Et par-dessus les sanglots maintenant. Nous entendons les roulements de tambour et le rythme (…). Ils détruisent ses forteresses. Et crient : Nous n'arrêterons pas nos raids. Tant que vous n'aurez pas libéré nos terres.* » (…)

Proposition de Ben Laden pour une trêve avec les Etats d'Europe qui n'attaquent pas les intérêts islamistes (15 avril 2004), propos diffusés sur al-Jazira

«*Ceci est un message à nos voisins du Nord de la Méditerranée, accompagné d'une proposition de traité de paix, en réponse aux réactions positives qui ont émergé chez eux.*

*Les événements du 11 septembre et du 11 mars étaient un retour de bâton. Nous soulignons par la présente* (…) *que votre définition de nous et de nos actions comme étant 'terroristes' n'est qu'une définition de vous par vous-mêmes, vu que notre réaction est de même type que votre action. Nos actions sont une réaction aux vôtres, à la destruction et au meurtre de notre peuple en Afghanistan, en Irak et en Palestine.*

*Il suffit de considérer l'événement qui a choqué le monde, le meurtre du vieillard paralytique Ahmed Yassine – qu'Allah ait pitié de lui. Nous faisons le serment devant Allah de le venger contre l'Amérique, à la grâce d'Allah.*

*Au nom de quelle bonté vos victimes sont-elles considérées comme innocentes tandis que les nôtres sont considérées comme insignifiantes? Quelle école considère votre sang comme du sang et le nôtre comme de l'eau ?*

*Vous rendre la monnaie de votre pièce n'était donc que justice rendue, celui qui a commencé étant le plus en tort* (…)

*Nous continuerons de combattre les Etats-Unis et les Nations-unies*

*Quand on prend en compte les événements passés et présents, les massacres dans nos pays et les vôtres, il apparaît clairement que l'oppression s'exerce aussi bien sur nous que sur vous par vos politiciens qui envoient vos fils, contre votre volonté, dans notre pays pour tuer et être tués.*

*C'est pourquoi les deux côtés ont intérêt à contrecarrer ceux qui versent le sang des peuples au nom de leurs petits intérêts, se faisant les valets du gang de la Maison blanche* (…)

*Cette guerre produit des millions de dollars qui vont aux grosses sociétés de production d'armes ou à celles qui oeuvrent à la reconstruction, comme Halliburton et ses sociétés sœurs* (…)

*Il est clair comme de l'eau de roche que ceux qui tirent des profits de cette guerre et du sang versé sont les marchands de la guerre, les sangsues qui tirent les ficelles de la politique mondiale.*

*Le président Bush et les siens, les géants des médias, les Nations-unies* (…) *représentent tous un danger mortel pour le monde, leur membre le plus dangereux étant le lobby sioniste. Si Allah le veut, nous continuerons de les combattre* (…)

*Je propose par la présente un traité de paix.*

*C'est pourquoi, afin de faire manquer des occasions aux marchands de la guerre, et en réaction aux derniers développements positifs ainsi qu'aux sondages d'opinion publique qui montrent que la plupart des pays européens veulent la paix, je propose* (…) *la création d'une commission permanente ayant pour mission d'éveiller les Européens à la justesse de nos causes, plus particulièrement en Palestine, en utilisant à cette fin les vastes ressources médiatiques.*

*Je leur propose par la présente un traité de paix, basé sur notre engagement à cesser les opérations contre tous les pays qui s'engageraient eux-mêmes à ne pas attaquer les musulmans et à ne pas s'ingérer dans leurs affaires, y compris dans le complot américain contre le monde islamique dans son ensemble.*

*Ce traité de paix pourra être reconduit par un accord à la fin d'un mandat gouvernemental et au moment de l'investiture d'un nouveau gouvernement.*

*Le traité de paix entrera en vigueur dès le départ du dernier soldat de n'importe quel pays de notre terre.*

*Les portes de la paix resteront ouvertes pendant trois mois à partir de l'émission de cette déclaration. Quiconque refuse la paix et désire la guerre doit savoir que nous sommes des combattants, mais à celui qui souhaite un traité de paix et le signe, nous permettons par la présente son actualisation.*

*Cessez de verser notre sang pour protéger le vôtre. La solution de cette équation facile et difficile se trouve entre vos mains. Vous devriez savoir que plus vous attendrez, plus la situation empirera, et alors, ne venez pas nous accuser, car vous en serez les seuls responsables.*

*Devant ceux qui mentent à la population en affirmant que nous haïssons la liberté et tuons pour tuer, la réalité montre bien que nous disons la vérité et qu'ils mentent, vu que le meurtre de Russes n'a commencé qu'après l'invasion de l'Afghanistan et de la Tchétchénie ; le meurtre d'Européens n'a commencé qu'après l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan; le meurtre d'Américains au cours de la bataille de New York n'a eu lieu qu'après qu'ils eurent manifesté leur soutien aux Juifs en Palestine et envahi la Péninsule arabique; les meurtres en Somalie ne sont intervenus qu'après l'opération «Rendre l'espoir » ; nous les avons rendus sans espoir, par la grâce d'Allah.* »

**7) DEFENSE NATIONALE ET CONTRE-TERRORISME, extrait du rapport de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale[65] concernant la DGSE, ses moyens et son champ d'action.**

**Synthèse de l'entretien avec un conseiller chargé des affaires de sécurité au ministère de la défense**

***Thème de l'entretien :***
Les relations entre la DGSE et les forces armées, et dans quelle mesure les forces armées pourraient contribuer aux missions de la DGSE ?

**RAPPEL**
La DGSE, qui appartient au ministère de la Défense, est un organisme de 4 500 personnes dont les missions se situent à l'extérieur du territoire national. Ce service de renseignement regroupe, à la différence des autres services occidentaux, les trois composantes d'un SR : humaine, technique et opérationnelle. C'est l'organisme français qui possède certainement le plus de moyens de renseignement. On distingue deux types de missions :
- une mission de protection des intérêts français à l'étranger (ambassades par exemple, mais aussi forces françaises en OPEX) ;
- une mission de renseignement (fondée sur l'existence de trois composantes, humaine, technique et opérationnelle).

Cet organisme, activé par les deux branches de l'exécutif, agit essentiellement dans la clandestinité, ce qui explique son financement par les fonds spéciaux.

**Analyse**
Dans la lutte contre le terrorisme, la DGSE intervient lorsque la diplomatie ne permet pas de résoudre le problème politique. Son action se place en dehors des négociations officielles, ce qui implique un savoir faire particulier.
Bien que ses moyens d'action s'apparentent à ceux du COS, les modes d'action sont ceux de la clandestinité. Ceci exige un entraînement particulier. De plus, toute signature permettant de remonter à la source des décideurs doit être évitée.
Enfin, son action se situe en temps normal (temps de paix), hors conditions (crises ou guerre) où sont engagées les armées. Ce mode d'action pose le problème de la protection juridique des fonctionnaires, à la différence des militaires qui agissent dans un cadre juridique établi. En outre, la DGSE n'a aucun pouvoir judiciaire, ce qui l'empêche d'accéder à certains fichiers, par exemple les pièces mises sous scellés. La coopération avec les autres services de renseignement de l'État, fondée sur la bonne volonté des individus, fonctionne en revanche très bien.

**Conclusion**
La participation des forces armées dans la lutte contre le terrorisme aux cotés de la DGSE peut difficilement être envisagée, malgré une similitude de moyens et l'appartenance au même ministère. La raison majeure est due aux modes d'action, hors cadre légal bien défini, qu'exigent cette lutte. Il y a donc incompatibilité entre ceux qui agissent dans le cadre de la clandestinité en période normale et ceux qui oeuvrent dans un cadre officiel sous égide d'un organisme international. Les forces armées ne peuvent être engagées aux côtés de la DGSE dans le cadre de ses missions.

---
[65] Rapport de 2ème Phase, 54ème Session Nationale, Comité 1, Mai 2002

En revanche, certains moyens militaires lourds, que ne peut acquérir un organisme comme la DGSE, peuvent être mis à sa disposition au coup par coup, suivant des modalités qui doivent être définies d'un commun accord.

## 8) PROTECTION DES CENTRALES NUCLEAIRES SUISSES EN CAS DE CHUTE D'AVION, extraits du rapport de la DSN (Autorité de Sûreté Suisse)

### Introduction

Le présent rapport a pour objectif de résumer et d'évaluer la protection actuelle des centrales nucléaires suisses en cas de chute d'avion, dans le contexte des récents attentats contre le World Trade Center de New York. En fonction de l'époque où leurs études de projet ont été élaborées (au milieu des années 60 pour les centrales de Mühleberg et de Beznau et au milieu des années 70 pour celles de Gösgen et de Leibstadt), les centrales nucléaires suisses ont été conçues, projetées et construites (« dimensionnées » dans le jargon spécialisé) de manière plus ou moins efficace pour résister aux conséquences d'une chute d'avion. Conformément à la pratique internationale et au niveau de compréhension actuelle, les crashes d'avion font partie du risque dit résiduel. Il est très invraisemblable qu'un avion s'écrase sur une centrale nucléaire, ce qui d'ailleurs ne s'est jamais produit en 40 ans d'exploitation des centrales nucléaires (soit quelque 10'000 années d'exploitation à l'échelle mondiale). C'est la raison pour laquelle, longtemps il a semblé socialement et politiquement acceptable de renoncer à de dispendieuses mesures de protection contre les chutes d'avion. En Suisse et en Allemagne, on a toutefois prévu un degré élevé de protection contre de telles chutes d'avion, surtout pour les installations nucléaires récentes, et procédé, dans les anciennes centrales nucléaires, à des mesures permettant d'améliorer leur sûreté, pour autant que cela fût justifiable et faisable. Les éléments essentiels dans ce domaine sont ici, d'une part le bâtiment réacteur dont la construction massive est réalisée en béton armé et dispose d'une épaisseur de paroi d'un mètre dans les centrales nucléaires nouvelles, d'autre part, la séparation spatiale d'équipements de sûreté redondants ou différents, qui constitue un principe de sûreté efficace.

### Conception d'une centrale nucléaire sous l'angle de sa sûreté en cas de chute d'avion

### Les phases de développement de la protection des centrales nucléaires suisses contre les chutes d'avion

Les centrales nucléaires anciennes de Mühleberg et de Beznau, mises en service entre 1969 et 1972, ont aussi été conçues à l'époque pour résister à des 2 agressions extérieures (par exemple les tremblements de terre et les inondations), en fonction de l'état de la science et de la technique. Il n'existait alors aucune exigence concrète de protection des centrales nucléaires contre les conséquences d'un crash d'avion. Suite à une série d'accidents survenus avec plus de 150 avions de combat Starfighter dans les pays membres de l'OTAN, différentes autorités ont exigé, vers la fin des années 70, début des années 80, que les centrales nucléaires soient conçues également pour résister aux impacts d'avion. On a alors défini pour la première fois des conditions spécifiques de chute sous les angles du type d'avion (poids), de sa vitesse et de ses conditions d'approche, afin d'inclure ainsi de manière réaliste dans la conception des centrales nucléaires les contraintes liées à un tel accident. Les constructeurs de réacteurs ont repris ces nouvelles conditions de conception dans leurs nouveaux projets de centrales en Suisse et en Allemagne. Du fait de la proximité relative des nouvelles centrales nucléaires de Gösgen et de Leibstadt par rapport à l'aéroport de Zurich-Kloten, la DSN qui était à l'époque encore la CSA avait exigé que ces nouvelles installations fussent conçues de sorte à résister à la chute d'un avion de passagers (Boeing 707-320) lancé à une vitesse moyenne (début de la phase d'atterrissage).

**Chute d'avion – Ce qui est dangereux pour une centrale nucléaire**

Ce qui se passe en cas de crash d'avion sur une centrale nucléaire, c'est essentiellement la chute d'une construction peu rigide, aux parois minces et « tendres » en métal léger sur la structure dure, aux parois épaisses, peu flexible et solidement ancrée de la centrale nucléaire (construction massive compacte en béton armé). L'élément décisif pour le calcul de l'épaisseur des parois du bâtiment réacteur est donc l'orientation, la masse et la vitesse des moteurs d'avion avec leurs lourds arbres de propulsion en acier forgé. Lors de la conception de la centrale nucléaire, il s'agit donc, d'une part de garantir que la charge admissible des importants éléments de construction touchés soit suffisante, d'autre part d'empêcher que le bâtiment réacteur ne soit transpercé. On garantit ainsi que le coeur du réacteur, le système de refroidissement et des systèmes de sûreté importants ne sont pas touchés directement par le moteur de l'avion ou par la chute de certaines structures de la centrale. Lors de la conception d'un bâtiment sous l'angle de sa charge admissible en cas de chute d'avion, c'est le diagramme choc-temps caractérisant la chute qui est déterminant. Il tient compte de la masse et de la vitesse de l'avion ainsi que de sa construction et des propriétés du matériau. A cet égard, on a réalisé dans différents pays de minutieux essais et élaboré des représentations sur modèle. Il faut également calculer la pénétration, respectivement la réponse de la structure à des forces transversales. Etant donné que les débris d'un avion qui s'est écrasé peuvent s'éparpiller très loin, les analyses et la conception doivent considérer que chaque point de l'installation risque d'être touché. Par ailleurs, la quantité potentiellement importante de kérosène que peut contenir un avion de ligne constitue un danger pour la centrale nucléaire, étant donné qu'un grand incendie dans le bâtiment réacteur toucherait aussi bien le fonctionnement des circuits de refroidissement que celui des systèmes de sûreté. Pour toutes ces raisons, une protection efficace contre la pénétration (= épaisseur de la paroi et densité de l'armature) empêche l'afflux de grandes quantités de kérosène dans le bâtiment réacteur.

**La directive R-101 de la DSN**

Lesdits « critères de dimensionnement » pour des systèmes de sûreté des centrales nucléaires équipées de réacteurs à eau légère sont définis dans la directive R-101 de la DSN. Le respect de ces critères assure que les objectifs de protection « Arrêt du réacteur », « Refroidissement et évacuation de la chaleur résiduelle du réacteur » sont garantis dans ces conditions, même en cas d'impacts extérieurs qui ne sont pas d'origine naturelle, comme par exemple la chute d'un avion.

**9) INTERVIEW D'YVES BONNET, ancien directeur de la DST et Président fondateur du CIRET-AVT (parution dans 'Le Confidentiel' n°4 de mars-avril 2004)**

**Ancien préfet, directeur de la DST et député, Yves Bonnet, l'homme aux multiples facettes a su imposer en trois ans passés au contre espionnage, sa marque et sa détermination. Il a modernisé le service, il a placé des hommes comme le Général Jean Guyaux (l'espion des sciences) mais encore Daniel Martin et son département informatique. Avant-gardiste, homme de réseaux efficaces, Bonnet est aussi un visionnaire qui sait prendre les bonnes décisions au bon moment, celles qui dépassent son entourage parce qu'il arrive à voir plus loin que le bout de son nez. Ainsi, il a noué des relations privilégiées avec les services algériens, américains, israéliens. Toujours aussi incontournable presque vingt ans après, l'ancien directeur de la DST a crée le Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes, le CIRET. Même s'il ne s'est pas fait que des amis, même s'il dérange, Yves Bonnet n'en tient pas compte et devient Bonnet l'incontournable professionnel, Bonnet l'écrivain, Bonnet l'homme de télévision. L'ex patron des services secrets est partout, pas pour son image, mais pour son savoir et son franc parler. Il nous a accordé une interview exclusive lors de l'assemblée générale qui a vu la naissance du CIRET.**

**Quels sont vos projets ?**

Aujourd'hui je me suis reconverti dans l'écriture dans des genres assez différents qui vont de l'essai au roman. Je suis en train d'écrire un roman, une longue saga Franco-serbe. J'ai même écrit une pièce de théâtre !
Je suis aussi président du CIRET dont je suis l'un des membres fondateurs.

**Vous avez crée Le Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes du Terrorisme, qu'en est-il exactement ?**

C'est une réunion d'hommes et de femmes de bonne volonté qui se consacrent à l'étude du terrorisme avec des approches différentes tant par l'appartenance nationale l'origine géographique que par le niveau de professionnalisme et d'expérience, qu'ils soient algériens ou russes (voir encadré). Nous sommes en train de constituer une base de données aussi vaste et universelle que possible, chose que je base sur mon expérience d'ancien directeur à la DST, car j'ai souvent constaté que chacun à sa documentation, chacun à ses sources mais que finalement il n'y a pas d'échange, pas d'interactivité. Vous savez, il y a les faux experts, ceux qui prétendent tout savoir, je ne vais pas les citer car la liste des mes ennemis est trop longue, et puis il y a les vrais modestes, qui on conscience qu'en matière de terrorisme c'est comme en médecine, ce que nous savons n'est rien à côté de ce que nous ignorons. La priorité est donc la constitution d'un fond d'archives et une banque documentaire ouverts, il n'est pas question de ne pas les partager. Il n'est pas question de nous livrer à des investigations, il n'est pas question non plus de tomber dans le piège Internet ou le sérieux est presque absent et ou se montent des pseudos sites et autres pseudos amicales qui n'ont rien de bien sérieux et qui très souvent sont créés pour régler des comptes à distance et virtuellement.

**Est-ce que les récentes réussites de la DST en matière de terrorisme sont satisfaisantes ?**

D'abord il y a un travail de fond de la DST qui sur le plan de l'anti-terrorisme a une expérience très solide. Elle a de vrais spécialistes. IL y a des gens qui sont a la section anti-terroriste que j'ai nommé quand j'étais directeur. Ce sont des gens sérieux et consciencieux qui ont de très bonnes connaissances, la valeur des hommes aussi, sans oublier leur permanence. Il y a un deuxième

point important : les contacts et les relations que la DST a pu nouer avec un certains nombre de services extérieurs et en particulier certains services qualifiés à l'époque d'« exotiques », notamment les services de pays arabes, et qui sont indispensables voire incontournables. C'est ce qui nous a apporté la connaissance du terrorisme dans son champ le plus large qui soit. Il y a aussi un champ de réseaux qui n'est pas nouveau, qui passe à travers le 'club de Berne' et un certain nombre d'autres organismes que je ne citerai pas ici, ainsi que les relations bi-latérales et en particulier, les américains. Il y a des échanges d'informations qui vont jusqu'à ceux, il n'y a pas si longtemps, que l'on considérait comme des services adverses, je pense en particulier aux Russes qui sont devenus maintenant des services alliés et amis. Pour terminer, il ne faut pas oublier qu'il y a des méthodes plus modernes comme l'informatique, c'est une bonne chose, même si elles ne sont pas assez poussées, il faut comprendre que c'est une maison qui manque cruellement de moyens. C'est ce que j'ai réclamé quand j'étais directeur de la DST, c'est ce que j'ai demandé quand j'étais député on ne m'a pas écouté ou alors on n'a pas voulu m'entendre. Je pourrais le réclamer encore, je ne serais pas plus entendu qu'avant ! Ce n'est pas la peine de parler de terrorisme quand un pays comme la France refuse de consentir à un service sérieux -qui a toujours fait la preuve de son efficacité - les moyens qui lui sont nécessaires. Pourtant, il faut bien se rendre à l'évidence que ces moyens ne sont pas considérables, ce n'est presque rien : Donnez à la DST l'équivalent d'un char Leclerc tous les ans, ça suffit amplement ! Mais on ne le fera pas, on préfère construire des chars Leclerc…

**Vous croyez à une super centrale du renseignement en France ?**

La France qui est un petit pays qui n'a pas les moyens de se payer plusieurs services devrait, à mon avis, concentrer les services de sécurité (DST, RG, DPSD) les fusionner pour n'en faire qu'un seul service, et les services de renseignement, en ce qui concerne la DST et les RG ça fait longtemps que je le réclame, je l'ai demandé quand j'étais directeur et je ne suis pas le seul, Jacques Fournet (préfet, directeur des RG, puis de la DST, de 1988 à 1993) avait eu la même réaction et sa proposition est passée à la trappe. Resterai alors les services de renseignement, la DRM et la DGSE, qui pourraient à leur tour ne faire qu'un seul service. C'est tout le paradoxe, là où vous aviez un service qui ne marchait pas très bien, on en a crée deux ! C'est complètement ridicule, que l'on commence à faire un vrai service de renseignement. Dans une seconde étape, il faudrait fusionner sécurité et renseignement, que ce soit deux départements dans une même direction. Pourquoi ? Nous ne sommes plus en vase clos comme avant la guerre de 14, les services communiquent entre eux, les américains, les nôtres, les israéliens, les britanniques, les russes. Il est bien évident qu'à partir du moment ou vous commencez à travailler avec les services de sécurité et de renseignement d'autres pays, vous êtes beaucoup plus gênés pour aller faire du renseignement clandestin chez eux, c'est-à-dire de l'espionnage. Il vaut mieux donc partager le renseignement, que d'aller envoyer des types qui d'ailleurs se font très vite repérer et dont le rendement n'a jamais été extraordinaire. Il faut se rapprocher. Si moi demain je vais demander un renseignement au Mossad, ou bien il me le donnera, trafiqué ou pas, ou bien il jouera la clause de conscience et ne me le donnera pas. J'ai toujours bossé comme ça, il faut de la communication, c'est très important dans ce métier. Il se constitue ainsi un maillage entre les services, ou le renseignement circule, il n'est donc pas obtenu frauduleusement, et, quoi que l'on pense, c'est un point très important qui permet de se procurer des renseignements fiables pour l'ensemble de la communauté du renseignement. Il faut sortir de son carcan ! Qu'elle en est la concrétisation ? Regardez, les services de sécurité aujourd'hui créent des antennes à l'extérieur de leurs pays, le FBI au Moyen-Orient, la DST à Alger, à Belgrade. Nous ne sommes pas un grand pays, tous ces services devraient être sous la même chapelle avec différents départements mais sous la même autorité, un seul directeur, ça nous donnerait quelques 10.000 fonctionnaires ainsi réunis qui seraient d'une efficacité redoutable, en évitant de se 'tirer dans les pattes' et sans guerres de

chapelles. Nous avons de vraies qualités, nous pouvons le faire, mais la volonté politique est absente. Notre structure du renseignement est trop éclatée. Il faut réhabiliter le renseignement, la culture du renseignement. Quand un militaire est nommé à la DGSE, les autres militaires ne considèrent pas ça comme une promotion, ils ricanent, quand un policier postule pour les RG ou la DST, il y a méfiance… Sans compter que pour le grand public, les métiers de sécurité et de renseignement sont assimilés à des activités crapoteuses et barbouzardes. Il faut changer cela.

Le Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes du Terrorisme, a été créé par Yves Bonnet. La rédaction du Confidentiel, via Jean-Paul Ney, directeur de la rédaction et Alexandre Cirilovic, reporter, apportent leur soutien et leurs réseaux.
Participent activement : Saïda Benhabyles, Algérie, ex ministre et sénateur aux Nations Unies, présidente de la fédération des associations des victimes du terrorisme. Vladimir Bloshakov, Russie, directeur de la publication du groupe Publishing House et Fincontrol. Anne-Marie Lizin, Belgique, sénatrice et spécialiste du renseignement.

## 10) INTERVIEW DE WINN SCHWARTAU, créateur du concept 'Infoguerre', consultant pour le Pentagone et la Maison Blanche.

**« Un jour nous verrons un Pearl Harbor électronique »**

**Pouvez-vous vous présenter ?**

Je me suis intéressé à la sécurité il y a 20 ans. Avant cela j'étais producteur de disques, ingénieur du son. j'ai tout abandonné en 1981, je suis allé en Californie et j'ai crié : « ah ah ! des Ordinateurs ! Comme c'est chouette ! » Et c'est là que tout a commencé. C'est dur de me mettre dans une boîte. C'est très difficile. Je crois qu'il y a un mot que les gens utilisent aujourd'hui, c'est le mot : théoricien. Je réfléchis sur la sécurité, je réfléchis sur la technologie. Selon cette façon de faire, je peux écrire des livres, faire des discours devant des gens, tenir des conférences, je peux faire des émissions de télévision et des consultations auprès de mes clients qui font de la prévention en sécurité, pour essayer d'inciter les gens à réfléchir différemment sur la sécurité.

**Quand vous faites des conférences pour le gouvernement, pour des sociétés, que dites-vous ? Quel votre message ?**

Le message change tout le temps. Réfléchir à la technologie c'est bien parce que ça ne consiste pas à s'asseoir et ne plus bouger. Il faut toujours être en mouvement. Il y a 10-12 ans, j'ai affirmé devant le Congrès américain que le cyberterrorisme arrive, la guerre de l'information arrive. Nous verrons un jour un *Pearl Harbor* électronique. Les gens de Washington ont dit : 'Schwartau vous êtes fou ! Vous êtes cinglé !' J'ai répondu 'ok, si vous pensez ça…' Et pourtant tout est arrivé. A présent le message a changé. Parfois c'est toujours le même mais ce dont je traite aujourd'hui avec le gouvernement est l'un des grands thèmes que j'ai développé pour le gouvernement américain : Où se trouve aujourd'hui le problème ? Un bon nombre de choses qu'on peut entendre à la Defcon*, dans la bouches de beaucoup d'experts en sécurité, c'est : 'il faut protéger l'extérieur d'un réseau pour que les malfaiteurs ne puissent entrer dedans'. En fait ça c'est faux, complètement faux ! Quand on examine les nombreux exemples donnés par les services secrets américains, par le FBI et, j'en suis certain, par les services secrets à travers le monde, les attaques viennent de l'intérieur. Regardez les grands réseaux qui possèdent une infrastructure sensible : les

grandes banques, les télécommunications, l'aéronautique, ou le pouvoir, imaginez ces gens qui sont à l'intérieur, les « personnels de confiance »… Vous êtes le directeur et leur avez donné la totalité du contrôle de la maison, vous l'avez fait non ? Vous en tant que général de votre armée, vous avez confié le contrôle total de l'administration du réseau à votre armée, sont-ils de bons personnels ou des malfaiteurs ? Comment pouvez-vous le savoir ? Là est la question… Ici aux Etats-Unis, quels sont les deux pays d'où viennent le plus de personnels qualifiés (en technologie informatique) recrutés durant les années 90 ? L'Inde et le Pakistan. Qui contrôle le réseau du département de la défense, qui contrôle les réseaux des bases militaires américaines à travers le monde ? Des étrangers naturalisés. En France vous ne pouvez pas faire ça ! En Angleterre ils le font, au Canada ils le font, En Allemagne ils ne le font pas, en Israël non plus. Mais ici on le fait. Et nous avons un mot français particulièrement approprié pour désigner ce comportement : « stupide ». C'est l'un des messages les plus importants sur lesquels je bosse aujourd'hui.

**Quels sont les grands risques informatiques aujourd'hui ?**

Il y a 2 risques : l'indifférence et l'arrogance. L'indifférence c'est lorsque les gens s'en fichent éperdument. L'arrogance c'est quand on dit : 'ah ça ne m'arrivera jamais !' Ce sont les deux plus grands risques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

**Pouvez-nous nous donner un exemple d'attaque massive électronique ? Un scénario ?**

J'ai écris tout un livre sur un scénario (Pearl Harbor dot com). En fait il y a plusieurs niveaux. Comme pendant la guerre de Bosnie, lorsque les médias ont dit qu'il s'agissait d'une cyberguerre entre les serbes de Bosnie et l'OTAN. Ce n'était pas une cyberguerre, ils ont simplement piraté les services Internet de l'OTAN. De la même façon une autre pseudo cyberguerre entre les Palestiniens et les Israéliens… Nous avons juste oublié quelque chose : ils s'entretuent. C'est différent. Pirater un site web, se pirater mutuellement, c'est rien, simplement du bruit de fond. Quand on voit un adolescent du Canada pirater Amazon, e-bay et CNN, alors qu'il n'a 14 ans, c'est une petite partie de la cyberguerre sans réelle mauvaise intention. Il l'a fait simplement parce qu'il trouve ça 'cool'. Si vous voulez arriver à l'âge de la vraie cyberguerre, si vous voulez vraiment créer un Pearl Harbor électronique, ou si vous voulez provoquer un Tchernobyl électronique, vous devez combiner plusieurs choses : Lorsque l'armée américaine organise cette tâche, ou lorsque n'importe quel militaire organise le travail, ils ne doivent pas dire 'eh ! toi ! vas faire la guerre !'. Ils doivent dire : 'j'ai besoin d'un peu de vous, d'un peu de vous, d'un peu de vous, etc…' Un morceau de différents types et de groupes de gens, pour construire une armée complète capable de faire face à chaque élément que vous pouvez rencontrer. J'ai besoin de faire de la surveillance, j'ai besoin de connaître la psychologie de ma cible, j'ai besoin de connaître le terrain, j'ai besoin de connaître les conditions météo, et tout cela selon différentes méthodes d'actions électroniques, identiques. Donc j'ai besoin de différentes personnes et différents experts. Je ne fais que mettre en œuvre une procédure connue depuis des milliers d'années. Il n'y a rien de magique là dedans. J'ai besoin d'une taupe, une personne introduite à l'intérieur du camp adverse ou 2 personnes, ou 10 ou des centaines. Ce genre d'individus va me donner l'accès 'électronique' à l'intérieur des lignes ennemies. C'est plus facile que dans le monde réel. Je vais donc organiser toutes ces pièces, et mon insider* sera ma pièce maîtresse parce qu'il va ouvrir la porte de l'ennemi et faire entrer les autres. Il faut garder ça en tête pour toute sorte de cyberguerre. Vous voulez le faire, c'est facile. Pourquoi faire compliqué ? Trouvez la meilleure façon de faire. Vous voulez être furtif, vous voulez être invisible, vous voulez pouvoir entrer et sortir ? Pas de problèmes c'est possible. Vous les Français vous avez de très bons services spéciaux, nous avons de très bons services spéciaux, c'est pareil pour les Israéliens, les Britanniques, les Australiens,… Quand ils font une opération spéciale, quelqu'un entend-il parler

d'eux ? Bien sûr que non. La meilleure façon de faire une cyberguerre c'est la faire silencieusement.

**Quels pays sont capables de mener une cyber-attaque digne de ce nom ?**

WS : Aujourd'hui les grands Etats -il n'y en a pas tant que ça, moins d'une vingtaine- les Etats-Unis, le Canada, Angleterre, France, un peu la Belgique, un peu la Hollande, l'Allemagne, Israël, Suède, Taiwan, Corée, Japon, Chine (la plus grande cyberarmée du monde), Australie, Nouvelle-Zélande et quelques autres, sont les seuls à avoir de réelles capacités dans ce domaine. Automatiquement, il y a aura les Etats-Unis alliés avec l'Angleterre, la France, Israël… Et vous avez la Chine et ses alliés… Mais je ne crois pas que l'on puisse s'attaquer mutuellement dans une vraie cyberguerre en temps de paix. Les ordinateurs n'attaquent pas d'autres ordinateurs. Les gens attaquent les ordinateurs. Et nous oublions de parler des gens quand on parle de sécurité. A la Defcon tout le monde parle des ordinateurs qui font ci, des ordinateurs qui font ça, des ordinateurs qui font tout ceci et cela, les ordinateurs ne font rien ! Les gens ordonnent aux ordinateurs ce qu'ils doivent faire sous leurs ordres. Et tant que nous ne reviendrons pas à la base ce que qu'est l'infoguerre depuis des centaines de milliers d'années, nous serons toujours dans l'erreur.

**Et ce que les gens disent depuis des années, ce que nous disons, les journalistes, les experts, cette cyber guerre, ce cyber-terrorisme, en fait n'est jamais arrivé ?**

Il y a un dicton dans la communauté scientifique : Aujourd'hui c'est de la magie, demain c'est de la science. Ce n'est pas parce que nous ne l'avons pas encore vu que ça ne peut pas arriver. Les attaques de déni de service, on se demandait si c'était possible jusqu'à ce que ça arrive avant 2000, et alors on répondait « oui, ca peut arriver ! » Pourtant aujourd'hui c'est courrant et imparable. Avant que les virus polymorphes*, les virus cryptographiques n'apparaissent, mêmes questions, mêmes réponses. Quelles sont les prochaines choses qui vont arriver qui sont possibles ? Un tas de gars compétents qui vont à la Defcon, des gens de la communauté des hackers, beaucoup de scientifiques dans l'informatique, des militaires aussi, essayent d'y réfléchir, d'anticiper ces problèmes, mais jusqu'à ce qu'ils n'aient pas le cerveau et la pensée d'un attaquant il n'y arriveront pas. Ce qui va arriver maintenant ? Qui aurai pensé que ces gars-là allaient se jeter avec leurs avions sur les tours du World Trade Center ? Rappelez-vous de mon livre écrit il y a 12 ans, il y avait des avions utilisés contre des bâtiments… et les pontes disaient 'mais ce Schwartau a fondu un plomb !'. Nous devons commencer à écouter les gens qui s'intéressent au futur, parce que nous ne sommes pas tous des fous qui avons 'fondu un plomb'.

# 11) ILLUSTRATION : L'ESCALADE ET L'EVOLUTION DU TERRORISME



**Remerciements**

**Les auteurs remercient Yves Bonnet *(ancien directeur de la DST et président fondateur du Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme et l'Aide aux Victimes du Terrorisme)*, Daniel Martin *(fondateur du département informatique de la DST, spécialiste du terrorisme technologique, président de l'Institut International des Hautes Etudes de la Cybercriminalité)*, et bien sur, leurs éditeurs.**

Comme un livre ne se fait pas tout seul, **Jean-Paul Ney** tient à remercier tout particulièrement **Laurent Touchard** qui a répondu présent pour l'aventure ainsi que : **Jean-Pierre Canet** du bureau de Canal Plus/I>télé à New-York pour le support moral et technique ; **Alexandre Cirilovic**, le très jeune vice-président du CIRET-AVT et reporter au Confidentiel ; **Charles Rault**, analyste en sécurité internationale ; **Christophe Casalegno** de digital-network.net, toujours disponible pour traquer la vermine terroriste sur le net ; **Ange Ferrari**, le très efficace directeur technique du CyberCrimInstitut ; **Eric Denécé** du Centre Français de Recherche sur le Renseignement, pour le coup de main ; **Jacques Baud** pour ses précieux renseignements et ses encyclopédies ; **Michel Chevalet**, journaliste scientifique, pour son vistamboire à coulisse très utile pendant ces longues heures d'écriture ; **Alexandre Del Valle** et **Rachid Kaci**, preneurs de risques et dénonciateurs du totalitarisme islamiste ; **Ismaël** qui j'espère me lira au fin fond de l'Afrique ; **Hani**, le frère de Gaza ; **Ehud Tenenbaum**, le frère d'Israël ; Les copains de France Reportage : **Emmanuel Razavi**, **Antoine Gyori**, **Cyril Villemain** et **Pascal Martinet** ; Les autres confrères : **Stéphane Marchand** et **Yves Thréard** du Figaro ; **Arnaud Levy** et **Jean-François Crozier** de France Soir. **Patrick Blaevoet** pour sa connaissance des milieux subversifs ; Le copain journaliste et fouineur **Jean-Paul Guillaume** ; **Pierre-Yves Benoliel** fondateur de la revue 'Commando' ; **Jean-Loup Izambert**, infatigable détecteur de magouilles bancaires ; **Thomas Sancton** de Newsweek France ; Le Capitaine **Paul Barril** et son fils **Patrick Barril** ; **Dominique Dechen** de France 3 ; **Patrick Rougelet**, ex commissaire principal des RG ; **Xavier Raufer** et son équipe du Département de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines ; **Alain Bauer** pour ses connaissances inépuisables sur le terrorisme ; Le Commandant **Christophe B.** de la section anti-terroriste pour l'agréable « invitation » à la section de la brigade criminelle de Paris ; Les gens de la **DST** et de la **DGSE** qui nous ont ouvert leurs dossiers et leurs portes lors de nos pérégrinations et enquêtes.

Merci aux anonymes policiers, spécialistes et gens de l'ombre en France et à l'étranger pour les dizaines voire les centaines de questions auxquelles ils ont toujours répondu avec passion et droiture. Je tiens aussi à féliciter les désinformateurs sur Internet pour la publicité qu'ils me font depuis plus de deux ans. Merci enfin à Djamel pour sa bouteille de champagne que nous nous sommes empressés de sabrer avec délectation et en clôturant notre dernière nuit blanche sur cet ouvrage.

**Laurent Touchard** remercie ses parents. Ainsi que **Benoît** et **Jean Baptiste Touchard**, **Emilie Olivier** qui ont su être présents moralement et techniquement pour palier de fâcheux soucis de matériel informatique, de même que **monsieur Dujin** dont les quelques services furent bien plus précieux qu'il ne l'imagine. Je veux aussi remercier tous ceux qui m'ont fait confiance, à commencer par **Jean-Paul Ney**, ceux qui ont permis ce livre. Ceux qui ont patienté dans l'attente de la reprise d'autres travaux : **François Alexandre** et **Pierre-Antoine Briandet** à qui je souhaite la plus grande réussite pour leur carrière de journaliste, le docte historien militaire **Vincent Bernard**, le très sympathique **Sylvain Sellos**. En m'excusant auprès du reporter **Thierry Falise** pour ce silence de quelques semaines. Je m'incline respectueusement devant tous les anonymes qui oeuvrent pour garantir un maximum de sécurité à chacun d'entre nous, dans un monde devenu terriblement dangereux et incertain ; devant les magistrats, policiers, officiers de renseignement qui font leur travail en dépit des difficultés… Enfin, je tiens à remercier tout spécialement celle sans qui rien ne serait pareil, mon amie **Laure.**

Cet ouvrage a été édité pour la première fois en novembre 2004 par les éditions DMP, collection La Pieuvre Noire.

Il a été réédité et distribué gracieusement sous forme numérique le 11 septembre 2011 par son auteur et par la société PRESSE 2.0.

PRESSE 2.0

**N° TVA intracommunautaire: FR25533124194**
**CODE APE: 5819Z**
**N° SIRET: 533 124 194 00010**
**N° ISSN: 2118-5522**




**www.LesGrandesOreilles.com**